

**LES
DONNÉES**



**Les marchés des produits
laitiers, carnés et avicoles**

Bilan 2024
Perspectives 2025

Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles

.....
Bilan 2024 / Perspectives 2025

Sommaire

Viandes rouges

Gros bovins	p. 7
Veaux	p. 41
Ovins-caprins	p. 47

Viandes blanches

Porc	p. 73
Volailles de chair	p. 103
Œufs	p. 127

Laits

Vache	p. 139
Brebis	p. 185
Chèvre	p. 197

Annexes	p. 211
---------	--------



**VIANDES
ROUGES**

Le marché des gros bovins en France

› Broutards : l'offre limitée a permis d'atteindre des cours historiques, supérieurs aux années antérieures

En 2024, les naissances de veaux allaitants ont poursuivi leur baisse, affichant un recul de 3,9 % par rapport à 2023, soit un total de 2,74 millions de veaux de mère allaitante, selon les données de la BDNI. De même, les naissances de veaux de types croisés, qui se chiffrent à 1,23 million de têtes, ont diminué de 2,1 %, prolongeant la tendance baissière amorcée en 2023. Les naissances combinées de veaux croisés et allaitants ont ainsi enregistré une baisse de 3,3 % par rapport à l'année précédente, avec un repli amplifié à l'automne 2024. Également, d'un point de vue sanitaire, en août 2024, le sérotype 3 de la fièvre catarrhale ovine a été détecté en France. Cette diminution des naissances s'inscrit dans la continuité de la décapitalisation structurelle du cheptel allaitant amorcée en 2016, limitant progressivement les disponibilités en broutards. Toutefois, à l'instar de 2023, les effectifs de mâles de race allaitante âgés de 6 à 16 mois ont poursuivi leur progression en 2024, enregistrant une hausse de 0,6 % par rapport à l'année précédente.

Depuis le début de l'année 2024, à la rareté de l'offre s'est ajoutée une demande persistante sur les marchés intérieur et européen, ce qui a soutenu les cours des animaux mâles destinés à l'engraissement. Ces tensions sur l'offre ont nettement ralenti la baisse saisonnière estivale des cours, leur permettant d'atteindre des niveaux historiques, supérieurs aux années antérieures. La maladie hémorragique épizootique (MHE) et le virus de la fièvre catarrhale ovine (FCO) ont perturbé la circulation des animaux. Pour les débouchés à l'export, la difficulté de trouver des animaux vaccinés ou avec des tests PCR à jour vis-à-vis de la MHE et de la FCO, mieux valorisés, a pu amplifier la hausse liée aux faibles disponibilités. La cotation du mâle Charolais U de 450 kg vif a commencé l'année à 3,26 €/kg, atteignant 3,90 €/kg fin juin, soit une progression de 2,2 % (+ 7 cts) au premier semestre 2024 par rapport à 2023. Après une légère baisse estivale, au second semestre, les cours se sont établis 51 centimes au-dessus de ceux de 2023 (+ 15,3 %), terminant l'année à 4,08 €/kg. En moyenne annuelle, le cours du mâle Charolais U de 450 kg est resté supérieur de 30 centimes (+ 8,9 %) par rapport à 2023.

Le Charolais U de 350 kg a suivi une évolution similaire. Partant de 3,32 €/kg en semaine 1, sa cotation a grimpé à 3,92 €/kg fin juin, avant de subir une baisse saisonnière modérée. En semaine 52, son cours atteignait 4,05 €/kg, portant la hausse annuelle moyenne à 8,6 % (+ 30 cts) par rapport à 2023.

L'offre restreinte de femelles, face à une demande italienne qui s'est maintenue, a également contribué à la hausse des cours. Ainsi, la Charolaise U de 270 kg a débuté l'année à 3,38 €/kg et n'a pas connu de baisse saisonnière significative en été. En semaine 52, sa cotation atteignait 4,00 €/kg, marquant une progression annuelle de 7,7 % (+ 25 cts) par rapport à 2023.

Après une forte réduction des envois en 2023, l'offre limitée de broutards a continué de peser sur les disponibilités à l'export, entraînant une baisse de 3,5 % en 2024, pour un total de 962 200 têtes. Les expéditions vers l'Italie, représentant 82,4 % des exportations, ont reculé de 4,0 % (- 33 200 têtes). À l'inverse, les exportations vers l'Espagne, toujours touchée par des épisodes de sécheresse et préférant des animaux plus âgés pour réduire la période d'engraissement, ont progressé de 4,6 % (+ 5 000 têtes). Les exportations à destination de la Grèce ont augmenté de 21,3 % (+ 2 100 têtes). En revanche, les envois vers l'Allemagne et les Pays-Bas ont enregistré des baisses marquées respectivement de 25,9 % (- 1 400 têtes) et 25,0 % (- 1 700 têtes). Globalement, les exportations françaises vers l'Union européenne ont diminué de 4,0 % en 2024 (- 39 300 têtes).

En dehors de l'Union européenne, l'Algérie, qui avait cessé ses importations après l'apparition de la MHE en septembre 2023, n'a pas repris ses approvisionnements en 2024. Ce marché représentait 6,5 % des exportations françaises en 2022, soit le 3^{ème} débouché des broutards français. En revanche, les exportations vers la Tunisie ont fortement progressé, enregistrant une hausse de 94,0 % (+ 5 300 têtes). Globalement, les exportations françaises vers les pays tiers ont augmenté de 20,5 % (+ 4 300 têtes) en 2024 par rapport à l'année précédente.

› Vaches : les disponibilités modestes ont soutenu la hausse des cours

Depuis 2015 et la fin des quotas laitiers, le cheptel français de vaches laitières n'a cessé de diminuer. Cette tendance s'est confirmée en 2024 avec un recul plus lent des effectifs de 2,0 % par rapport à 2023, selon l'enquête mai-juin du SSP. De manière similaire, le cheptel allaitant a poursuivi son déclin, bien que de façon plus modérée, avec une réduction de 1,3 % par rapport à 2023 (figure 1-3).

La production a continué de souffrir d'un déficit d'offre structurel, dans un contexte toujours marqué par l'inflation et une perméabilité aux importations. Les abattages de vaches laitières sont restés stables en 2024, à un niveau déjà faible par rapport aux années antérieures, avec une diminution de 100 têtes (- 0,0 %), mais une augmentation en volume de 3 600 tec (+ 1,5 %). En parallèle, les abattages de vaches allaitantes ont reculé de 3,0 % en têtes (- 20 800 têtes) et de 2,9 % en volume (- 8 500 tec). Globalement, les abattages de vaches ont diminué de 1,4 % en têtes et de 0,9 % en volume par rapport à 2023 (figure 1-4).

Après un pic inflationniste au premier semestre 2023, le rythme de progression des prix de la viande bovine a ralenti, mais leurs niveaux élevés ont continué de peser sur la demande. Malgré cela, l'offre réduite de vaches a soutenu les cotations, en particulier pour les vaches allaitantes, tout en permettant une reprise des cours des vaches laitières après leur décrochage à l'automne 2023.

Ainsi, le cours de la vache O3 qui a connu un décrochage saisonnier en 2023, a débuté l'année à 4,30 €/kg, un niveau bien inférieur à celui de 2023 (4,82 €/kg). Il a néanmoins progressé de manière quasi-continue jusqu'en septembre avant d'entamer une baisse saisonnière, qui s'est arrêtée fin novembre en raison d'une offre limitée. En moyenne annuelle, la cotation de la vache O3 en 2023 s'est établie 19 centimes en dessous de celle de 2023 (- 3,9 %). La cotation de la vache P3, suivant une tendance similaire, a baissé de 5,7 % (- 26 cts) par rapport à 2023, débutant à 3,93 €/kg en semaine 1, atteignant 4,56 €/kg en septembre, avant de retomber à 4,27 €/kg fin décembre. Les vaches de meilleure conformation ont mieux résisté du fait d'une contraction de l'offre plus marquée que celle de la demande, stabilisant les cotations autour des niveaux de 2023. Le cours de la vache R3 a progressé lentement tout au long de 2024, passant de 5,36 €/kg en début d'année à 5,55 €/kg en fin d'année, enregistrant une hausse moyenne de 1,3 % (+ 7 cts) par rapport à 2023 (figure 1-9).

› Mâles : une demande européenne en reprise, et une production en hausse

En 2024, les mises à l'engraissement en France ont continué à être dynamiques. Ainsi, le cheptel de bovins mâles de races allaitantes de 18 à 24 mois, correspondant aux jeunes bovins en fin d'engraissement, affichait une hausse de 3,5 % par rapport à 2023. En ce qui concerne les jeunes bovins de races laitières, les stocks ont légèrement progressé de 1,4 % par rapport à 2023. Cette hausse rompt avec la baisse structurelle liée à la spécialisation des exploitations laitières, qui ont

abandonné progressivement, depuis 2015, l'engraissement des jeunes bovins en complément de l'atelier lait.

Ainsi avec une offre plus étoffée, les effectifs abattus de jeunes bovins, toutes races confondues, ont progressé par rapport à 2023 (+ 0,8 % soit + 6 500 têtes). D'autre part, le poids moyen à l'abattage a été supérieur de 0,9 % à celui de 2023 (+ 3,8 kg/tête), permettant d'enregistrer des volumes d'abattages en hausse de 1,7 % par rapport à 2023 (+ 5 900 tec) (figure 1-4).

Le marché du jeune bovin a été soumis à des tensions d'approvisionnement, tant sur le marché français qu'europpéen, faisant face à une demande en hausse sur le bassin méditerranéen, puis dans le reste de l'Europe. Les disponibilités limitées ont soutenu la hausse des cours au premier trimestre, et à l'arrivée du printemps, la cotation des jeunes bovins a entamé une baisse saisonnière. Cette baisse a été nettement ralentie en raison du manque d'offre au niveau européen. En septembre, les cours ont amorcé leur reprise saisonnière, en réponse à une demande en viande plus forte avec l'arrivée de températures automnales plus fraîches.

Le cours du jeune bovin U3 a débuté l'année 2024 à 5,38 €/kg et s'est clôturé à 5,83 €/kg. Quant au jeune bovin R3, la cotation a commencé à 5,24 €/kg et a terminé l'année à 5,66 €/kg. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2024, la cotation du jeune bovin U3 et celle du jeune bovin R3 ont enregistré respectivement une progression moyenne de 1,5 % et de 1,2 % par rapport à 2023 (figure 1-9).

En ce qui concerne les échanges, les exportations de jeunes bovins (bovins de plus de 300 kg destinés à la boucherie) se sont quasiment stabilisées au niveau de 2023 (soit - 0,6 %, - 200 têtes). Ce maintien des envois s'est fait grâce aux débouchés dans les pays tiers, où les exportations ont progressé de 5,3 % (+ 300 têtes). Les envois vers l'Algérie, jusqu'ici un des principaux partenaires, ont été nuls mais ont été compensés en partie par une hausse vers le Liban (+ 2 600 têtes). En ce qui concerne les envois vers l'Union européenne, ceux-ci ont reculé (- 1,8 %, soit - 400 têtes) notamment vers la Belgique (- 14,4 %, - 300 têtes), bien que les envois vers l'Italie aient progressé (+ 9,5 %, + 1 500 têtes) (figure 1-6).

› Charges de production : en repli, mais toujours à un niveau supérieur à 2021

La hausse des cours des animaux entrée abattoir doit être analysée dans le cadre de coûts de production toujours élevés, notamment dans un contexte économique post Covid-19 marqué par une augmentation du niveau général des prix. En 2024, bien que l'inflation se soit modérée par rapport à 2023, les prix sont restés à un niveau élevé.

En janvier 2024, l'indice IPAMPA viande bovine était de 131,1 points, pour atteindre 128,8 points en décembre. En moyenne sur 12 mois glissants, l'indice a diminué de 3,6 % par rapport à 2023. Cette baisse a été principalement attribuée aux composantes "engrais et amendements" (- 16,9 %), "énergie" (- 6,6 %) et "alimentation" (- 9,0 %), qui représentent ensemble 34,2 % des charges. La composante "Biens et services d'investissement", qui représente 28,0 % des charges de production, a légèrement diminué de 0,4 %. Comparé à 2021, année précédant le conflit russo-ukrainien et la montée de l'inflation, l'IPAMPA viande bovine a enregistré une hausse de 22,8 % en 2024.

› Commerce de viande bovine : les exportations ont repris, les importations se sont stabilisées

Le solde des échanges de viande bovine a continué à être déficitaire en 2024, atteignant 124 400 tec, bien que ce déficit ait diminué de 25 700 tec par rapport à 2023. Cette amélioration a principalement résulté d'une reprise de la demande européenne après l'inflation marquée de 2022 et 2023. Les exportations ont progressé (11,2 %, + 24 000 tec) tandis que les importations se sont quasiment stabilisées (- 0,5 %, - 1 700 tec) (figure 1-8).

Les exportations de viande bovine, totalisant 238 600 tec, se sont réparties en 2024 entre 77,6 % de viande fraîche ou réfrigérée, 15,2 % de viande congelée et 7,2 % de viande transformée. Les exportations de viande fraîche ou réfrigérée ont augmenté de 8,4 % par rapport à 2023 (+ 14 300 tec), soutenues par des envois vers l'Union européenne (+ 7,8 %, + 12 700 tec) et vers les pays tiers (+ 20,6 %, + 1 600 tec). La demande a été forte dans le bassin méditerranéen, avec des hausses notables vers la Grèce (+ 10,0 %, + 3 300 tec), l'Italie (+ 3,7 %, + 1 900 tec) et la Turquie (+ 49,0 %, + 1 164 tec). En Europe continentale, les exportations ont également progressé, notamment vers l'Allemagne (+ 6,5 %, + 2 400 tec).

Les exportations de viande congelée ont progressé de 24,3 % (+ 7 100 tec), avec une hausse de 23,9 % vers l'Union européenne (+ 6 200 tec), portée notamment par une augmentation significative vers la Belgique (+ 28,8 %, + 1 900 tec). Les exportations de viande transformée ont également augmenté de 17,9 % (+ 2 600 tec).

En 2024, le recul de la consommation de viande s'est accompagné d'un léger reflux des importations françaises de viande bovine (- 0,5 %) qui se sont alors établies à 363 000 tec. Cette baisse des volumes a été observée pour la viande congelée (- 1,0 %, - 1 600 tec) et la viande fraîche (- 0,3 %, - 700 tec). Les approvisionnements en viande transformée ont, quant à eux, progressé (+ 2,0 %, + 550 tec). Les Pays-Bas restent le principal fournisseur, bien que leurs exportations aient diminué de 6,3 % (- 5 400 tec), suivis par l'Irlande (- 5,3 %, - 3 550 tec), le Royaume-Uni (+ 7,8 %, + 3 450 tec) et la Pologne (+ 15,3 %, + 5 600 tec).

Du côté de la balance commerciale, la filière viande bovine a enregistré une amélioration en 2024 au regard de 2023, soutenue par des exportations plus élevées. Les exportations en valeur ont augmenté de 8,9 % (+ 246,4 M€), avec une progression de 7,6 % pour les animaux vivants (+ 116,4 M€) et de 10,4 % pour les viandes fraîches, congelées ou transformées (+ 130,0 M€). Les importations en valeur ont progressé moins fortement (+ 2,3 %), avec une augmentation de 33,8 % de la valeur des importations d'animaux vivants (+ 14,8 M€). Le solde de la balance commerciale du secteur bovin s'est ainsi amélioré de 32,0 % par rapport à l'année précédente (+ 197,5 M€), passant d'un excédent de 617,4 M€ en 2023 à un excédent de 814,9 M€ en 2024.

› Consommation : toujours en repli avec des prix stabilisés à un niveau élevé

En 2023, l'inflation générale (+ 5,6 %), principalement portée par la hausse des prix alimentaires (+ 12,4 %), a atteint son sommet au cours du premier semestre. En décembre 2024, sur 12 mois glissants, la hausse du niveau général des prix, et en particulier celle des produits alimentaires, a considérablement ralenti (respectivement + 2,0 % et + 1,1 %).

Entre janvier et décembre 2024, l'indice des prix à la consommation harmonisé "bœuf et veau", calculé par l'Insee sur la base 2015, a enregistré une hausse modérée de 1,1 % par rapport à la même période de 2023. Cette augmentation des prix s'est accompagnée d'une diminution de la consommation calculée par bilan, estimée à 1,9 %. Dans les différents circuits de distribution de viande bovine, selon le panel consommateur Kantar Worldpanel, en 2024, le prix moyen de la

viande bovine, élaborés compris, s'élevait à 16,33 €/kg, marquant une quasi-stabilité par rapport à 2023 (+ 0,5 %). En revanche, le prix moyen de la viande bovine hors élaborés a progressé de 2,4 % par rapport à 2023, tandis que celui de la viande hachée fraîche a légèrement diminué (- 0,7 %) (figure 1-10).

Malgré une inflation plus modérée, la baisse des volumes achetés s'est poursuivie. Ainsi, selon Kantar Worldpanel, la consommation à domicile de viande de bœuf hors élaborés (hors abats et gros achats) a accusé un repli de 4,1 % par rapport à 2023. Parallèlement, les achats de viande hachée fraîche ont légèrement diminué (- 0,5 %). Globalement, les achats de viande bovine, y compris les produits élaborés, ont enregistré un recul de 2,1 % contre 2,0% en 2023.

› Perspectives 2025

En 2025, la diminution des effectifs dans les cheptels laitiers et allaitants devrait se poursuivre à un rythme similaire, voire plus important en fonction de l'évolution du contexte sanitaire, entraînant une nouvelle contraction de la disponibilité de bovins pour la production de viande bovine. Les abattages de vaches devraient de nouveau enregistrer une baisse en 2025. Le repli structurel des productions de bœufs et de veaux, combiné à une consommation en déclin et à une conjoncture économique rend les investissements plus difficile. Cependant, le secteur pourrait trouver un certain équilibre grâce au dynamisme de l'engraissement des jeunes bovins en France. Les disponibilités à l'exportation des broutards devraient enregistrer une nouvelle baisse en 2025, du fait de la contraction du cheptel et de la concurrence avec les besoins des engraisseurs français.

Du côté de la demande, bien que l'inflation semble ralentir, les prix de la viande bovine devraient rester élevés. Cette situation continuerait de freiner la consommation française, mais la baisse devrait s'atténuer, suivant la tendance observée en 2024. Les achats de viande hachée pourraient encore bénéficier de sa relative accessibilité.

Au niveau européen, la modération de l'inflation pourrait soutenir la demande de viande française, principalement celle de jeunes bovins. Toutefois, les volumes exportés devraient croître à un rythme plus modéré qu'en 2024, reflétant à la fois les limites de l'offre nationale et une concurrence avec les autres pays européens. Les importations devraient se maintenir voire légèrement progressé, en fonction de l'évolution de la consommation et de la production limitée.

1-1 Bilan dans le secteur des gros bovins finis

	2023		2024		% 24/23	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
Abattages contrôlés GB (1)	3 007,4	1 151,3	3 000,3	1 156,7	-0,2	0,5
Abattages contrôlés totaux (2)	4 059,1	1 305,4	4 010,6	1 304,1	-1,2	-0,1
Commerce extérieur						
Animaux vivants						
Exportations (1)	29,1	5,8	28,9	5,9	-0,6	1,8
Importations (1)	2,0	0,4	2,6	0,6	29,8	50,9
SOLDE	27,1	5,4	26,3	5,3	-2,9	-2,0
Production contrôlée	3 034,5	1 156,8	3 026,7	1 162,0	-0,3	0,5
Commerce extérieur						
Viande et conserves (2)						
Exportations		214,6		238,6		11,2
Viande fraîche		170,8		185,1		8,4
Viande congelée		29,3		36,4		24,3
Conserves		14,5		17,1		17,9
Importations		364,7		363,0		-0,5
Viande fraîche		236,2		235,5		-0,3
Viande congelée		101,7		100,2		-1,5
Conserves		26,8		27,3		2,0
SOLDE		-150,1		-124,4		-17,1
Consommation contrôlée (2)		1 455,5		1 428,5		-1,9
Auto-approvisionnement (%) (2)		89,8		91,5		+1,8

(1) Y compris veaux.

(2) Animaux de plus de 300 kg vif destinés à la boucherie

(3) L'auto-approvisionnement est défini comme le ratio de la production sur la consommation.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

1-2 Cheptel bovin

1-2-1 Enquêtes de mai

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Total Vaches	7 442	7 315	7 159	6 960	6 845	-1,7
Vaches laitières	3 403	3 331	3 266	3 167	3 103	-2,0
Vaches allaitantes	4 039	3 984	3 893	3 793	3 742	-1,3
Bovins de moins d'1 an	5 144	5 134	4 949	4 838	4 736	-2,1
Bovins maigres de moins de 1 an	4 635	4 597	4 408	4 324	4 246	-1,8
Femelles	2 782	2 788	2 693	2 621	2 589	-1,2
Mâles	1 853	1 808	1 716	1 703	1 656	-2,7
Bovins finis de moins de 1 an	509	537	540	514	490	-4,5
Bovins de 1 à 2 ans	3 249	3 158	3 144	3 077	3 041	-1,2
Génisses maigres	1 968	1 917	1 914	1 841	1 796	-2,4
Génisses finies	429	418	417	424	423	-0,2
Mâles	851	823	813	812	822	1,2
Bovins de 2 ans ou plus	2 365	2 256	2 163	2 164	2 172	0,4
Femelles maigres	1 652	1 570	1 503	1 501	1 507	0,4
Femelles finies	322	306	293	300	294	-2,2
Mâles	391	380	367	363	372	2,4
TOTAL BOVINS	18 200	17 863	17 416	17 039	16 794	-1,4

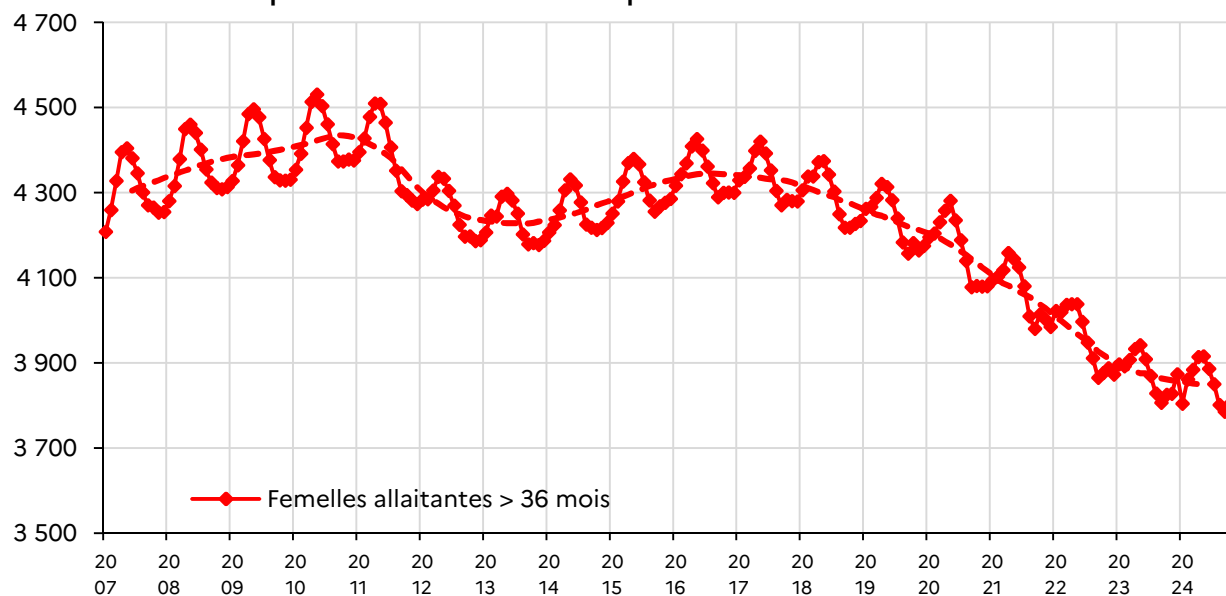
Source : FranceAgriMer d'après SSP, d'après la BDNI

1-2-2 Effectifs régionaux des vaches allaitantes de + 36 mois au 1^{er} avril

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Auvergne-Rhône-Alpes	666	652	650	636	623	623	-0,1
Bourgogne-Franche-Comté	504	497	488	474	466	463	-0,6
Bretagne	123	122	120	119	119	122	1,8
Centre	190	187	185	179	175	172	-1,5
Corse	30	28	26	23	20	20	-2,5
Grand-Est	275	273	267	260	257	256	-0,2
Hauts-de-France	152	151	147	142	141	139	-1,5
Ile-de-France	5	5	5	5	5	5	-2,2
Normandie	240	238	234	230	230	230	0,0
Nouvelle-Aquitaine	853	836	821	795	766	749	-2,2
Occitanie	506	501	496	480	460	453	-1,5
Pays de la Loire	400	385	374	359	348	343	-1,4
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	17	17	18	18	18	18	2,9

Source : FranceAgriMer d'après SSP, d'après la BDNI

1-3 Évolution du cheptel femelles allaitantes de plus de 36 mois



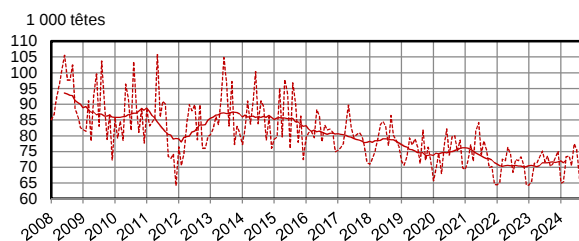
Source : FranceAgriMer d'après SSP, d'après la BDNI

1-4 Abattages contrôlés de gros bovins

	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Abattages (1 000 têtes)						
Vaches	1 650,2	1 633,6	1 568,4	1 454,4	1 433,5	-1,4
Génisses	612,7	620,4	614,4	591,0	587,8	-0,5
Jeunes Bovins	894,4	889,0	846,6	844,9	851,4	0,8
Bœufs	144,4	144,3	130,8	117,2	127,6	8,9
TOTAL	3 301,7	3 287,2	3 160,1	3 007,4	3 000,3	-0,2
Abattages (1 000 tec)						
Vaches	602,7	596,3	571,1	533,0	528,1	-0,9
Génisses	224,4	225,8	223,3	216,0	216,1	0,0
Jeunes Bovins	376,7	372,1	354,2	356,2	362,1	1,7
Bœufs	57,8	57,9	52,0	46,1	50,3	9,1
TOTAL	1 261,6	1 252,1	1 200,6	1 151,3	1 156,7	0,5
Poids moyens (kg / tête)						
Vaches	365,2	365,0	364,1	366,5	368,4	0,5
Génisses	366,3	363,9	363,5	365,6	367,7	0,6
Jeunes Bovins	421,2	418,6	418,4	421,6	425,4	0,9
Bœufs	400,3	401,0	397,6	393,6	394,3	0,2
Ensemble gros bovins	382,1	380,9	379,9	382,8	385,5	0,7

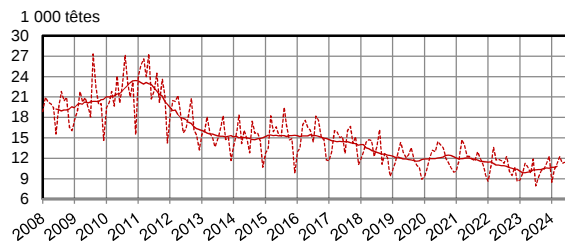
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de jeunes bovins



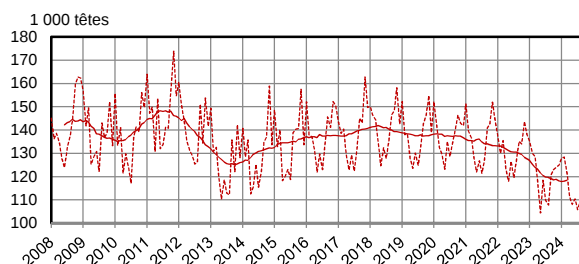
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de bœufs



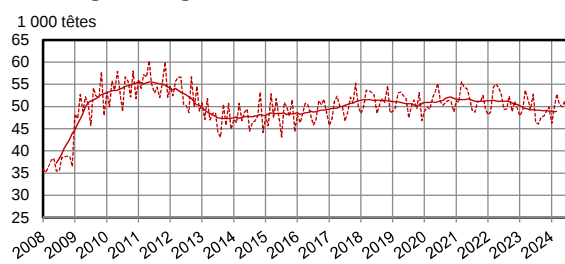
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de vaches



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages de génisses



Source : FranceAgriMer d'après SSP

1-5 Bilan financier du commerce extérieur français dans le secteur bovin

Millions d'euros	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
EXPORTATIONS	2 273,7	2 451,8	2 883,1	2 777,4	3 023,7	8,9
Animaux vivants	1 328,0	1 347,7	1 534,7	1 525,7	1 642,2	7,6
<i>Gros bovins</i>	1 088,8	1 114,7	1 286,0	1 294,6	1 396,2	7,9
<i>Veaux</i>	239,2	233,1	248,6	231,2	246,0	6,4
Viandes fraîches	809,4	911,3	1 092,1	1 029,4	1 142,4	11,0
Viandes congelées	57,2	98,6	137,2	132,7	148,7	12,1
Viandes transformées	79,1	94,3	119,1	89,6	90,4	0,9
IMPORTATIONS	1 247,9	1 528,3	2 249,1	2 160,1	2 208,8	2,3
Animaux vivants	51,0	46,9	42,4	44,0	58,8	33,8
<i>Gros bovins</i>	12,5	8,8	9,2	6,0	21,5	257,3
<i>Veaux</i>	38,6	38,1	33,2	38,0	37,3	-1,7
Viandes fraîches	830,6	1 047,8	1 495,3	1 472,1	1 519,7	3,2
Viandes congelées	238,3	280,7	512,3	449,5	431,7	-4,0
Viandes transformées	128,0	152,8	199,0	194,5	198,6	2,1
SOLDE	+1025,8	+923,5	+634,1	+617,4	+814,9	+32,0

Source : FranceAgriMer d'après douane française

1-6 Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à la boucherie

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations totales	38,9	38,6	32,4	29,1	28,9	-0,6
Union européenne à 27	34,2	33,2	28,5	24,1	23,7	-1,8
<i>Italie</i>	21,1	17,0	17,1	15,5	17,0	9,5
<i>Belgique</i>	7,2	6,1	5,2	2,3	2,0	-14,4
<i>Allemagne</i>	1,2	1,1	1,6	0,1	0,3	343,6
<i>Pays-Bas</i>	2,1	2,0	0,6	0,2	0,0	-90,5
Pays tiers + UK	4,8	7,6	3,9	5,0	5,3	5,3
<i>Algérie</i>	1,6	3,4	0,9	3,5	0,0	-100,0
<i>Suisse</i>	1,5	1,5	1,6	1,5	1,5	0,5
<i>Liban</i>	1,6	2,3	1,4	0,0	2,6	-
Importations totales	3,7	3,6	2,8	2,0	2,6	29,8
Union européenne à 27	3,7	3,6	2,0	2,0	2,6	29,8
<i>Espagne</i>	0,5	1,0	1,2	0,9	1,0	15,6
<i>Belgique</i>	1,6	1,4	0,8	1,1	1,6	41,5
Pays tiers + UK	0,0	0,0	0,8	0,0	0,0	-
SOLDE	+35,2	+35,0	+29,6	+27,1	+26,3	-8,4

Source : FranceAgriMer d'après douane française

1-7 Commerce extérieur des bovins vivants de plus de 160 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations totales	189,9	1 133,2	1 073,6	997,2	962,2	-3,5
Union européenne 27	1 062,6	1 133,2	995,1	976,3	937,0	-4,0
<i>Italie</i>	197,4	911,1	867,9	825,6	792,4	-4,0
<i>Espagne</i>	791,1	120,8	87,0	109,8	114,9	4,6
<i>Pays-Bas</i>	3,4	12,2	11,0	6,6	4,9	-25,0
<i>Grèce</i>	9,3	7,9	7,8	9,8	11,9	21,3
<i>Allemagne</i>	105,8	9,5	7,0	5,0	3,4	-31,7
<i>Belgique</i>	5,5	3,7	10,4	5,4	4,0	-25,9
Pays tiers + UK	197,4	63	78	21	25	20,5
<i>Algérie</i>	16,9	40,8	69,3	10,8	0,0	-100,0
<i>Tunisie</i>	1,9	2,9	6,8	5,6	10,9	93,9
Importations totales	5,6	1,2	1,6	1,7	7,6	354,1
Union européenne 27	5,0	1,2	1,6	1,7	7,6	355,7
<i>Espagne</i>	1,4	0,5	0,2	1,0	0,3	-73,4
<i>Belgique</i>	0,1	0,4	0,3	0,4	0,4	-13,5
<i>Italie</i>	0,0	0,0	0,2	0,1	4,1	5 406,7
SOLDE	+184,3	+1132,0	+1072,0	+995,5	+954,6	-4,1

Source : FranceAgriMer d'après douane française

1-8 Échanges de viande bovine (gros bovins + veaux)

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
VIANDE FRAICHE						
Exportations totales	182,6	192,3	189,5	170,8	185,1	8,4
Union européenne 27	174,7	183,0	183,0	162,9	175,6	7,8
<i>Italie</i>	62,8	58,5	54,7	51,3	53,2	3,7
<i>Allemagne</i>	43,3	42,9	38,8	36,3	38,7	6,5
<i>Grèce</i>	39,5	37,5	33,0	33,2	36,5	10,0
<i>Pays-Bas</i>	7,3	16,9	31,6	21,5	23,3	8,1
Pays tiers + UK	7,9	9,3	6,5	7,9	9,5	20,6
<i>Turquie</i>	0,0	0,0	0,0	2,4	3,5	49,0
Importations totales	177,5	202,0	243,0	236,2	235,5	-0,3
Union européenne 27	166,8	179,1	196,0	197,4	193,6	-1,9
<i>Pays-Bas</i>	57,7	65,4	74,9	73,1	69,7	-4,7
<i>Irlande</i>	30,7	35,2	39,6	39,1	37,7	-3,6
<i>Belgique</i>	29,8	25,4	22,1	23,9	24,6	2,9
<i>Allemagne</i>	22,9	22,5	22,6	23,3	21,5	-7,7
Pays tiers + UK	10,8	22,9	47,0	38,8	41,9	8,1
<i>Royaume-uni</i>	9,4	21,4	44,7	36,9	40,3	9,3
Solde	+5,0	-9,7	-53,5	-65,4	-50,4	-22,9
VIANDE CONGELÉE						
Exportations totales	21,5	33,6	31,3	29,3	36,4	24,3
Union européenne 27	14,4	26,6	26,8	25,9	32,1	23,9
<i>Belgique</i>	5,5	6,7	6,1	6,6	8,5	28,8
<i>Allemagne</i>	2,5	2,0	1,6	2,0	1,9	-3,0
<i>Pays-Bas</i>	1,0	9,1	11,5	11,8	12,4	5,6
Pays tiers + UK	7,2	7,0	4,5	3,3	4,2	27,0
<i>Hong Kong</i>	1,2	1,0	0,1	0,6	0,5	-20,4
<i>Israël</i>	1,0	0,1	0,2	0,1	0,0	-72,5
<i>Chine</i>	0,7	0,5	0,5	0,2	0,1	-63,6
Importations totales	84,8	89,9	115,4	101,7	100,2	-1,5
Union européenne 27	79,0	82,3	104,1	92,9	90,7	-2,5
<i>Irlande</i>	20,9	19,5	23,9	24,6	23,4	-5,1
<i>Pologne</i>	17,3	19,1	24,0	21,0	24,5	16,5
<i>Allemagne</i>	13,7	11,8	18,4	16,1	13,6	-15,7
<i>Pays-Bas</i>	11,3	12,8	15,5	12,6	10,4	-17,0
<i>Italie</i>	6,1	7,6	7,7	6,1	6,5	6,4
Pays tiers + UK	5,8	7,6	11,3	8,8	9,5	8,2
Solde	-63,2	-56,3	-84,1	-72,5	-63,8	-12,0
VIANDE TRANSFORMÉE						
Exportations totales	18,7	21,5	20,9	14,5	17,1	17,9
Union européenne 27	8,7	11,6	12,1	7,6	7,6	-0,9
Pays tiers + UK	10,0	9,8	8,8	6,9	9,5	38,7
Importations totales	21,5	26,7	28,6	26,8	27,3	2,0
Union européenne 27	16,2	19,8	22,1	21,6	22,4	3,7
Pays tiers + UK	5,3	7,0	6,5	5,1	4,9	-5,0
Solde	-2,8	-5,3	-7,7	-12,3	-10,2	-16,7

Source : FranceAgriMer d'après douane française

1-8 Échanges de viande bovine (gros bovins+veaux) (Suite)

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
EXPORTATIONS	222,8	247,4	241,7	214,6	238,6	11,2
IMPORTATIONS	283,8	318,7	387,0	364,7	363,0	-0,5
SOLDE	-61,0	-71,3	-145,2	-150,1	-124,4	-17,1

Source : FranceAgriMer d'après douane française

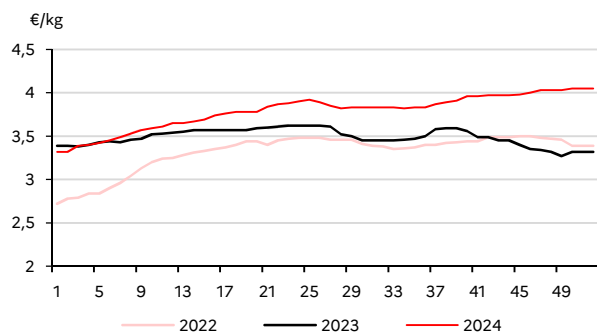
1-9 Évolution annuelle des cotations des gros bovins

	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Animaux maigres (6-12 mois) en €/kg vif						
Mâle Limousin U -350 kg	2,6	2,6	3,2	3,5	3,9	11,0
Mâle Charolais U -350 kg	2,6	2,6	3,3	3,5	3,8	8,6
Mâle Croisé R -300 kg	2,5	2,4	3,0	3,6	4,0	10,8
Femelle Charolais U - 270 kg	2,6	2,6	3,1	3,3	3,6	7,7
Gros bovins entrée abattoir (€/kg carcasse)						
Prix moyen pondéré	3,5	3,8	5,0	5,2	5,2	0,6
Bœufs O3	3,1	3,4	4,7	4,9	4,7	-4,1
Bœufs R3	3,7	3,9	5,0	5,3	5,3	-0,2
Jeunes Bovins U3	3,9	4,1	5,2	5,4	5,5	1,5
Jeunes Bovins R3	3,7	3,9	5,0	5,2	5,3	1,2
Génisses U3	4,5	4,7	5,5	5,9	6,0	2,4
Génisses R3	4,0	4,2	5,1	5,5	5,5	1,0
Vaches R3	3,9	4,1	5,1	5,4	5,5	1,3
Vaches O3	3,1	3,3	4,7	4,8	4,6	-3,9

Source : FranceAgriMer

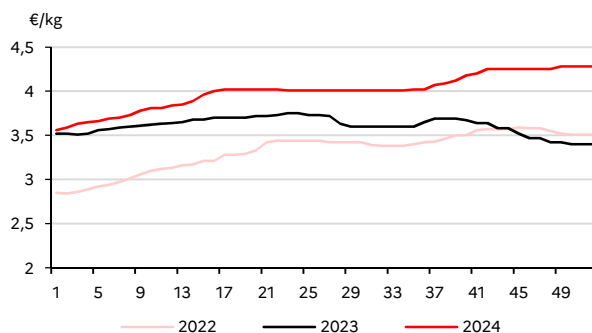
Remarque : Le mode de calcul des cotations entrée abattoir a été modifié à partir d'août 2022.

Cotation mâle charolais U 6/12 mois 350kg



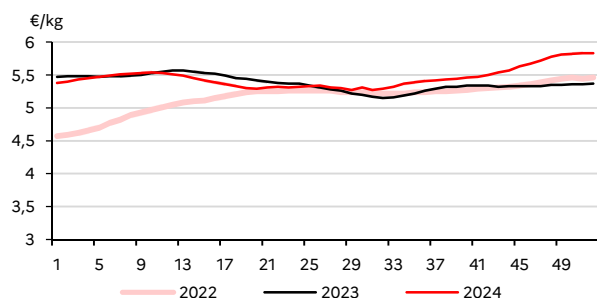
Source : FranceAgriMer

Cotation mâle limousin U 6/12 mois 300kg



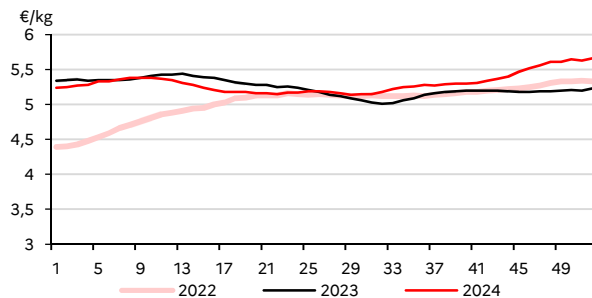
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin U3



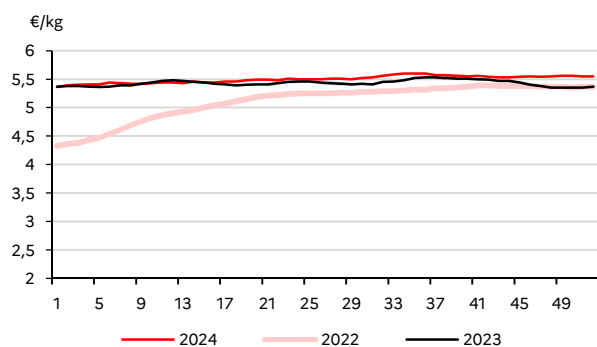
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin R3



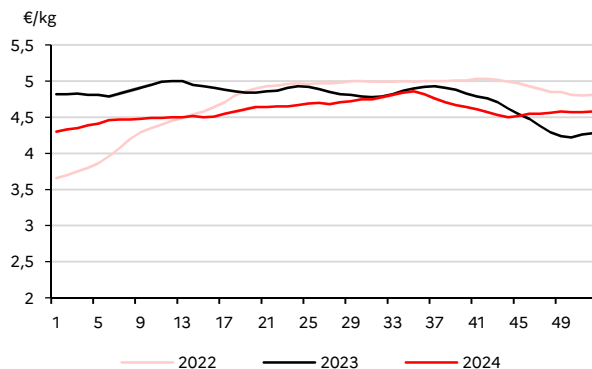
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache R3



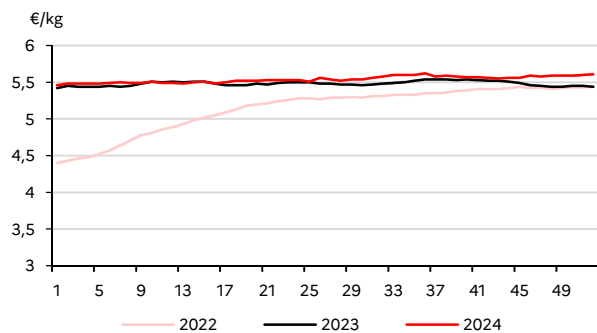
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache O3



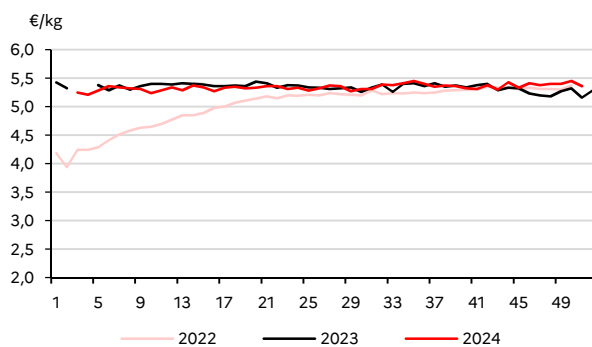
Source : FranceAgriMer

Cotation de la génisse R3



Source : FranceAgriMer

Cotation du bœuf R3



Source : FranceAgriMer

1-10 Prix au détail de la viande bovine (tous circuits)*

€/kg	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Viande de bœuf non élaborée*	15,2	15,5	17,2	17,5	17,9	2,4
dont à griller	17,5	17,7	19,3	19,4	19,8	1,7
dont à bouillir	9,4	9,4	10,6	11,8	12,2	3,7
Viande de bœuf hachée (frais)	11,6	11,8	13,2	14,5	14,4	-0,7

Source : FranceAgriMer d'après Kantar World Panel

*hors abats et gros achats

1-11 Consommation de viande bovine (dont veau)

	2020	2021	2022	2023	2024	%24/23	%24/20
Consommation par bilan 1 000 tec	1 501,0	1 501,4	1 510,2	1 455,5	1 428,5	-1,9	-4,8
Consommation par habitant (Kgec/hab)	22,2	22,2	22,3	21,4	20,9	-2,3	-6,1

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Note : la consommation indiquée dans ce tableau correspond aux abattages de gros bovins et veaux soustraits des échanges de viandes bovine et vitelline.

Le marché des gros bovins dans l'Union européenne

› Femelles : l'offre est restée sous tension, les cours se sont maintenus

La tendance à la baisse du cheptel bovin européen, amorcée en 2016, s'est poursuivie en 2024 à un rythme similaire à celui de 2023. D'après les données de l'enquête cheptel de décembre menée par la Commission européenne, l'année 2024 a débuté avec un cheptel de 30,2 millions de vaches, soit une diminution de 287 000 têtes par rapport à l'année précédente (- 0,9 %) (figure 1-13). Plus précisément, le nombre de vaches laitières s'est établi à 19,9 millions, en recul de 161 000 têtes (- 0,8 %), tandis que celui des vaches allaitantes a baissé à 10,3 millions, enregistrant une diminution de 126 000 têtes (- 1,2 %).

Si ce rythme stable du déclin global est comparable à celui de 2023, des variations importantes ont été observées au sein des États membres. En 2024, la réduction des effectifs de vaches laitières a été plus marquée dans certains grands pays producteurs. La Pologne, troisième plus gros détenteur de cheptel laitier, a cependant inversé la tendance en augmentant ses effectifs (+ 10,1 %, soit + 206 000 têtes) dans la lignée de la restructuration de son secteur laitier après la fin des quotas laitiers. En France, le cheptel a enregistré une baisse plus modérée (- 2,1 %, soit - 66 200 têtes), tandis qu'en Allemagne, la diminution a été plus forte (- 2,5 %, soit - 96 900 têtes), tout comme en Italie (- 3,1 %, soit - 57 000 têtes) et aux Pays-Bas (- 1,1 %, soit - 18 000 têtes). L'Irlande, quant à elle, a maintenu ses effectifs stables (figure 1-15).

Pour le cheptel de vaches allaitantes, la Pologne a également enregistré une forte progression après le repli de 2023 (+ 13,3 %, soit + 17 900 têtes), tout comme l'Allemagne (+ 2,5 %, soit + 15 000 têtes). À l'inverse, le cheptel français, premier en Europe, a continué sa baisse structurelle mais à un rythme plus lent (- 2,4 %, soit - 93 000 têtes), tandis que l'Espagne, deuxième cheptel européen, a connu une réduction plus marquée qu'en 2023 (- 1,1 %, soit - 22 600 têtes) (figure 1-15).

En 2024, les abattages de vaches au sein de l'Union européenne ont atteint 6,4 millions de têtes, soit une augmentation de 2,5 % par rapport à 2023 (+ 149 000 têtes). Par ailleurs, le poids moyen des carcasses a légèrement augmenté (+ 1,8 kg, soit + 0,6 %) pour atteindre 318,2 kg. Cette hausse a contribué à une augmentation des volumes de production de 3,1 % (+ 63 200 tonnes équivalent carcasse (tec)), totalisant 2,0 millions de tec. Le poids moyen des carcasses a progressé de manière modérée en France (+ 0,5 %, soit + 1,9 kg) et en Allemagne (+ 1,0 %, soit + 3,2 kg), mais davantage en Espagne (+ 2,8 %, soit + 8,3 kg) et en Italie (+ 9,0 %, soit + 22,9 kg). Cette forte augmentation en Italie marque un retour au niveau moyen des années précédant 2022, après une chute en 2023 liée à la sécheresse ayant affecté le sud de l'Europe.

Sur le plan des volumes de production, la hausse a été particulièrement marquée en Pologne (+ 33,6 %, soit + 47 900 tec), en Irlande (+ 9,4 %, soit + 11 900 tec) et en Italie (+ 11,6 %, soit + 15 700 tec). En Allemagne, l'augmentation a été plus limitée (+ 1,0 %, soit + 3 200 tec). En revanche, la production a diminué en France (- 0,5 %, soit - 4 800 tec) et en Espagne (- 5,0 %, soit - 5 800 tec).

Les tensions sur l'offre ont continué à soutenir les cotations des vaches. Malgré une hausse des cours au premier semestre, ceux-ci sont restés inférieurs à 2023. La vache O3 a commencé l'année à 3,82 €/kg pour atteindre 4,30 €/kg à la fin du premier semestre, avec un cours moyen en baisse de 19 centimes (- 4,4 %) par rapport à 2023. Cependant, la tendance s'est inversée sur le reste de l'année, avec une cotation atteignant 4,52 €/kg en semaine 52. En 2024, les cours moyens de la vache O3 ont augmenté de 2,5 %, soit + 10 centimes par rapport à 2023 (figure 1-25).

› Jeunes bovins : un manque d'offre face au retour de la demande

En 2024, au sein d'une Union européenne privilégiant la consommation de viandes issues d'animaux mâles, les cours ont été soutenus par une demande plus importante face à une offre limitée. Ainsi, au printemps, la baisse saisonnière des cours a été particulièrement ralentie, grâce à des prix qui se sont bien tenus en Allemagne et en Italie. Début août, les cours sont repartis à la hausse, avec une demande plus importante.

Ainsi, le cours du JB R3 a progressé sur le premier trimestre 2024, passant de 5,21 €/kg en semaine 1 à 5,16 €/kg fin mars, mais est tout de même resté inférieur de 1,9 % à celui de 2023 (- 10 centimes). La cotation a achevé l'année à 5,61 €/kg, menant à un cours moyen de 5,17 €/kg en 2024, en hausse de 4,2 % par rapport à 2023 (figure 1-26).

En 2024, la demande en viande bovine plus dynamique en Europe et dans les pays tiers a fait face à une offre qui demeure limitée. À l'échelle de l'Union européenne, les abattages de jeunes bovins ont également progressé, atteignant 7,5 millions de têtes, soit une hausse notable de 249 100 têtes (+ 3,5 %) par rapport à 2023. La hausse des effectifs abattus s'est accompagnée d'un gain du poids carcasse moyen par JB de 3,7 kg (+ 1,0 %), portant celui-ci à 343,7 kg.

En conséquence, le volume de production a augmenté de 4,5 % (+ 110 700 tec), s'établissant à 2,6 millions de tec (voir figure 1-19). Cette progression de la production a été observée dans la majorité des États membres, mais particulièrement en Pologne (+ 14,4 %, soit + 41 600 tec), en Italie (+ 8,3 %, soit + 21 400 tec) et en Espagne (+ 4,4 %, soit + 19 700 tec).

› Commerce de viande : les besoins du bassin méditerranéen ont dynamisé les exportations

Les échanges de viande bovine entre les États membres de l'Union européenne, totalisant 2,3 millions tec, ont diminué de 2,4 % par rapport à 2023 (- 55 600 tec). Les exportations vers les pays tiers, s'élevant à 637 600 tec, ont quant à elles progressé de 11,1 % (+ 63 500 tec). Les importations en provenance de pays hors Union européenne, totalisant 376 500 tec, ont également connu une hausse de 3,7 % (+ 13 500 tec).

En ce qui concerne les échanges intracommunautaires, certains pays tels que l'Italie et les Pays-Bas ont réduit de manière significative leurs approvisionnements sur le marché européen, respectivement de - 36 300 tec (soit - 10,2 %) et - 28 800 tec (soit - 9,2 %). En revanche, l'Espagne a augmenté ses livraisons sur le marché commun de 22 000 tec (+ 15,9 %), tout comme la Grèce (+ 3,0 %, soit + 3 700 tec) et le Portugal (+ 5,1 %, soit + 7 700 tec).

Du côté des exportations en dehors de l'Union européenne, la production de viande bovine a également été stimulée par une forte demande de pays tiers. Ainsi, la Pologne a expédié 11 500 tec hors Union européenne. Cette hausse a également concerné l'Italie, avec un volume exporté en hausse de 26 500 tec (+ 135,3 %), ainsi que l'Espagne (+ 22 400 tec, soit + 102,5 %). Cette dynamique globale a été alimentée par les envois vers des destinations telles que la Turquie (+ 37 800 tec, soit + 85,1 %), l'Algérie (+ 24 300 tec, soit x 500) et la Suisse (+ 4 300 tec, soit + 24,3 %). Cette croissance des exportations vers ces pays a compensé le déclin des volumes exportés vers le Royaume-Uni (- 5,7 %, soit - 18 300 tec), la Bosnie (- 8,1 %, soit - 3 200 tec), et Israël (- 22,3 %, soit - 3 700 tec) (figure 1-25).

Concernant les importations, parmi les États membres, l'Espagne et la Grèce ont augmenté leurs approvisionnements en dehors du marché unique, respectivement de 4 500 tec (+ 17,6 %) pour chacun des deux pays. Du côté des pays tiers, le Royaume-Uni, principal fournisseur de viande

bovine de l'Union européenne, a renforcé ses envois de 12 503 tec, soit une hausse de 13,7 % par rapport à 2023. Les importations en provenance du Brésil ont également augmenté (+ 1 872 tec, soit + 2,5 %), tandis que celles en provenance des États-Unis ont diminué de 31,3 % (- 6 500 tec). (figures 1-24, 1-25-1, 1-25-2).

› Consommation (calculée par bilan) : la demande a repris

Après deux années consécutives de baisse dans un contexte économique incertain, la consommation de viande bovine au sein de l'Union européenne a repris en 2024, avec une augmentation de 2,6 %. En 2024, l'inflation dans l'UE a nettement ralenti grâce à une baisse des prix de l'énergie et une modération des prix alimentaires. Ainsi, en décembre 2024, sur 12 mois glissants, l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) de l'ensemble de l'économie a enregistré une hausse de 2,6 % par rapport à l'année précédente, contre une hausse de 6,3 % en 2023. L'IPCH européen "boeuf et veau" a également continué de progresser, mais à un rythme plus lent, avec une hausse de + 2,7 % sur 12 mois glissants, contre + 7,3 % en 2023.

Cependant, l'évolution des prix à la consommation de viande bovine varie d'un pays à l'autre. Dans les principaux pays consommateurs, l'indice a évolué plus fortement que la moyenne de l'UE 27, en Allemagne (+ 3,3 %) et en Espagne (+ 3,7 %). En Italie, les prix à la consommation ont progressé au même rythme que la moyenne de l'UE (+ 2,6 %). En revanche, les ménages français et néerlandais ont constaté des prix qui avaient tendance à se stabiliser, avec un indice de prix à la consommation de viande bovine progressant respectivement de 1,1 % et de 0,4 % (voir figure 1-29).

Malgré des prix encore élevés, l'accalmie de l'inflation et des perspectives économiques plus favorables semblent avoir favorisé un regain de la consommation de viande bovine. Ainsi, la consommation calculée par bilan a progressé en Espagne et en Allemagne, de 6,2 % (+ 37 410 tec) pour le premier et de 3,0 % (+ 31 750 tec) pour le second. En revanche, la consommation calculée par bilan a continué de diminuer pour la France (- 1,9 %, soit - 27 000 tec), l'Italie (- 1,1 %, soit - 9 350 tec) et les Pays-Bas (- 1,5 %, soit - 4 740 tec), mais à un rythme moins prononcé qu'en 2023 (voir figures 1-30 et 1-31).

1-12 Bilan dans le secteur des gros bovins finis – Union européenne 27

1 000 tec	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Production indigène brute(2)	6 250,8	6 092,0	5 873,5	6 079,3	3,5
Commerce extérieur animaux vivants (1)					
Exportations	62,9	49,2	66,3	57,6	-13,1
Importations	0,4	0,6	0,2	0,1	-62,8
Solde	+62,5	+48,6	+66,1	+57,5	-13,0
Abattages (2)	6 188,3	6 043,4	5 807,4	6 021,7	3,7
Commerce extérieur viandes et conserves					
Exportations	591,7	570,1	574,1	637,6	11,1
Importations	323,9	383,3	363,1	376,5	3,7
Solde	+267,8	+186,8	+211,1	+261,0	23,7
Consommation indigène brute (2)	5 920,5	5 856,7	5 596,3	5 760,7	2,9
Auto-approvisionnement (%) (2)	105,6	104,0	105,0	105,5	0,5

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

⁽¹⁾ Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie

⁽²⁾ Hors veaux de boucherie

⁽³⁾ Ratio de production sur consommation

1-13 Cheptel bovin dans l'Union européenne

- enquêtes de décembre -

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Allemagne	11 640	11 302	11 040	10 997	10 836	-1,5
Autriche	1 880	1 855	1 870	1 861	1 835	-1,4
Belgique	2 373	2 335	2 310	2 286	2 246	-1,8
Danemark	1 500	1 500	1 480	1 466	1 435	-2,1
Espagne	6 600	6 636	6 576	6 455	6 295	-2,5
France	18 173	17 816	17 330	16 986	16 807	-1,1
Irlande	6 560	6 529	6 649	6 552	6 526	-0,4
Italie	6 377	6 400	6 280	6 049	5 999	-0,8
Pays-Bas	3 721	3 691	3 705	3 751	3 739	-0,3
Pologne	6 262	6 279	6 379	6 448	6 267	-2,8
Rép. tchèque	1 367	1 340	1 359	1 390	1 370	-1,5
Roumanie	1 923	1 875	1 827	1 834	1 815	-1,0

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-14 Cheptel des animaux mâles de 1 à 2 ans dans l'Union européenne

- enquêtes de décembre -

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Allemagne	891	837	814	849	836	-1,6
Autriche	165	156	161	166	163	-1,7
Belgique	99	98	96	96	97	0,5
Danemark	26	25	24	23	22	-3,7
Espagne	259	257	363	215	261	21,1
France	774	745	722	725	758	4,5
Irlande	779	752	805	815	788	-3,3
Italie	556	555	542	556	548	-1,4
Pays-Bas	46	45	49	49	48	-2,0
Pologne	881	873	932	809	774	-4,4
Rép. tchèque	93	92	92	106	93	-12,4
Roumanie	47	58	52	55	54	-2,9

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-15 Cheptel de vaches dans l'Union européenne

- enquêtes de décembre -

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
VACHES LAITIÈRES							
Allemagne	4 101	4 012	3 921	3 833	3 810	3 713	-2,5
Autriche	533	524	525	526	551	543	-1,4
Belgique	529	538	538	537	544	536	-1,5
Danemark	570	563	565	559	556	547	-1,6
Espagne	817	813	811	809	810	786	-3,0
France	3 554	3 491	3 406	3 322	3 231	3 165	-2,1
Irlande	1 369	1 426	1 456	1 505	1 510	1 511	0,0
Italie	1 939	1 876	1 871	1 844	1 865	1 808	-3,1
Pays-Bas	1 552	1 590	1 569	1 554	1 570	1 552	-1,1
Pologne	2 214	2 167	2 126	2 035	2 037	2 243	10,1
Rép. tchèque	359	361	357	362	357	358	0,3
Roumanie	1 158	1 139	1 122	1 082	1 076	1 057	-1,8
VACHES ALLAITANTES							
Allemagne	650	640	626	612	610	625	2,5
Autriche	200	195	191	186	158	157	-0,7
Belgique	412	401	383	379	370	358	-3,0
Danemark	85	83	80	76	70	66	-5,5
Espagne	2 002	2 068	2 099	2 091	2 078	2 055	-1,1
France	4 095	4 014	3 974	3 882	3 790	3 740	-1,3
Irlande	982	957	923	890	862	819	-5,0
Italie	324	362	372	349	483	481	-0,4
Pays-Bas	42	43	43	45	44	45	2,3
Pologne	203	239	266	254	135	152	13,3
Rép. tchèque	212	209	203	212	223	211	-5,3
Roumanie	15	27	23	34	36	41	12,4

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-16 Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Allemagne	1 043	1 026	943	953	973	2,1
Autriche	213	208	204	199	197	-1,0
Belgique	204	195	185	186	189	1,8
Danemark	122	122	119	118	116	-1,8
Espagne	660	704	720	686	717	4,5
France	1 261	1 252	1 201	1 151	1 157	0,5
Irlande	631	593	619	597	604	1,2
Italie	659	668	668	544	587	7,8
Pays-Bas	211	207	202	221	219	-0,8
Portugal	91	95	96	92	95	3,9
Pologne	557	553	539	513	623	21,5
Rép. tchèque	72	72	68	70	69	-1,9
Roumanie	31	35	35	31	33	9,0
UE 27	6 209	6 188	6 043	5 807	6 022	3,7

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-17 Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Abattages de vaches						
France	1 650	1 634	1 568	1 446	1 418	-1,9
Allemagne	1 106	1 119	1 008	1 011	1 011	0,0
Italie	526	562	603	512	524	2,5
Pays-Bas	461	474	444	494	486	-1,6
Abattages de génisses						
France	585	620	589	566	566	0,0
Italie	648	650	667	604	609	0,8
Irlande	610	564	583	569	599	5,3
Allemagne	559	572	525	529	558	5,6
Abattages de jeunes bovins						
Italie	913	946	915	821	861	4,9
Allemagne	1 260	1 215	1 134	1 135	1 136	0,1
France	921	917	873	871	878	0,8
Espagne	1 563	1 655	1 656	1 540	1 579	2,5
Abattages de bœufs						
Autriche	35	36	37	38	39	1,0
Irlande	698	677	715	696	693	-0,4
France	144	144	131	117	126	7,3

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-18 Abattages contrôlés de vaches dans l'Union européenne

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Allemagne	348	353	315	318	322	1,0
Autriche	59	63	60	59	59	0,3
Belgique	129	122	114	117	119	2,3
Danemark	52	53	52	52	49	-5,9
Espagne	96	110	119	116	111	-5,0
France	603	596	571	533	527	-1,2
Irlande	117	113	125	124	136	9,4
Italie	159	164	171	131	146	11,6
Pays-Bas	151	148	136	152	150	-1,1
Pologne	147	154	154	142	190	33,6
République tchèque	28	28	28	30	30	2,6
Roumanie	14	17	18	16	17	8,3
UE 27	3192	3613	3152	3025	3156	3,1

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-19 Abattages contrôlés de jeunes bovins dans l'Union européenne

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Allemagne	504,0	483,8	454,0	456,1	459,6	0,8
Autriche	105,0	98,5	95,6	92,3	90,1	-2,3
Belgique	72,1	69,6	66,8	65,5	66,3	1,1
Danemark	52,1	50,8	48,7	47,0	47,4	0,8
Espagne	445,0	472,7	475,1	446,6	466,3	4,4
France	382,1	378,0	359,9	361,8	368,8	1,9
Irlande	68,7	61,9	62,5	56,6	52,6	-7,0
Italie	311,9	314,0	305,4	258,8	280,3	8,3
Pays-Bas	57,6	56,3	62,8	65,3	65,0	-0,4
Pologne	328,6	312,6	298,6	289,6	331,3	14,4
Tchéquie	37,2	37,3	34,0	33,2	30,7	-7,6
Roumanie	14,3	15,1	13,5	12,2	13,6	11,0
UE 27	2 662	2 634	2 545	2 449	2 560	4,5

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-20 Échanges intra-UE de viande bovine fraîche en 2023

1 000 tec

vers/de	FR	NL	DE	IT	DK	ES	BE	PT	GR	HU	PL	UE 27
France		7	2	1	0	1	2	0	0	0	1	20
Pays-Bas	1		7	2	1	2	4	0	0	1	4	27
Allemagne	3	8		1	2	0	2	0	0	0	4	26
Italie	5	5	3		1	5	1	0	0	0	8	33
Danemark	0	2	3	0		0	0	0	0	0	1	7
Espagne	0	2	2	1	1		0	1		0	2	10
Belgique	1	1	0	0	0	0		0	0	0	0	4
Portugal	0	2	0	0	0	8	0		0	0	1	12
Grèce	3	2	1	1	0	2	0	0		0	1	10
Hongrie	0	0	0	0	0		0		0		0	1
Pologne	0	0	1	0	0	0	0			0		2
UE27	15	35	23	8	6	18	11	1	0	1	27	175

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-21 Échanges intra-UE de bovins vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie en 2023

1 000 têtes

vers\de	FR	NL	DE	SI	ES	BE	SK	AT	CZ	HU	PL	HR	UE 27
Italie	86	1	2	22	8	2	0	0	2	10	0	19	155
Autriche			0	11			7		37	16		1	71
Pologne	0	0					13		11	6		0	55
Pays-Bas	0		19	0	0	8	0	0	1	0	0	0	30
Allemagne	0	0				0	0	1	10	0			13
Espagne	14									0	0		23
Lituanie											0		16
Croatie							2		1	6			10
Tchéquie							1	0		0			1
Slovaquie				0					0	0			0
Belgique	3	0	96		0								100
France		0			1	1			0				2
UE 27	107	2	121	34	9	12	24	1	63	38	1	21	492

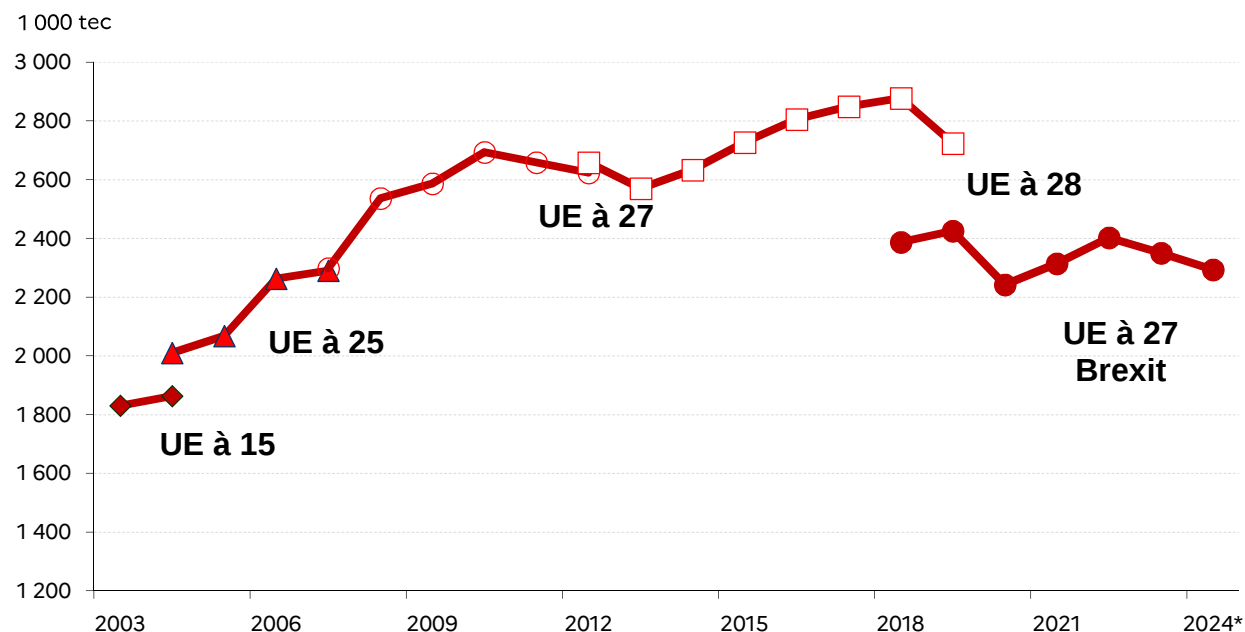
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Remarque : Source Eurostat d'après douane de chaque État membre. De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un État membre et ceux déclarés importés par le pays destinataire. Les éléments qui figurent dans ce tableau ont été réalisés en recoupant plusieurs sources et sont donc à utiliser avec beaucoup de précautions. Tableau construit à partir des importations.

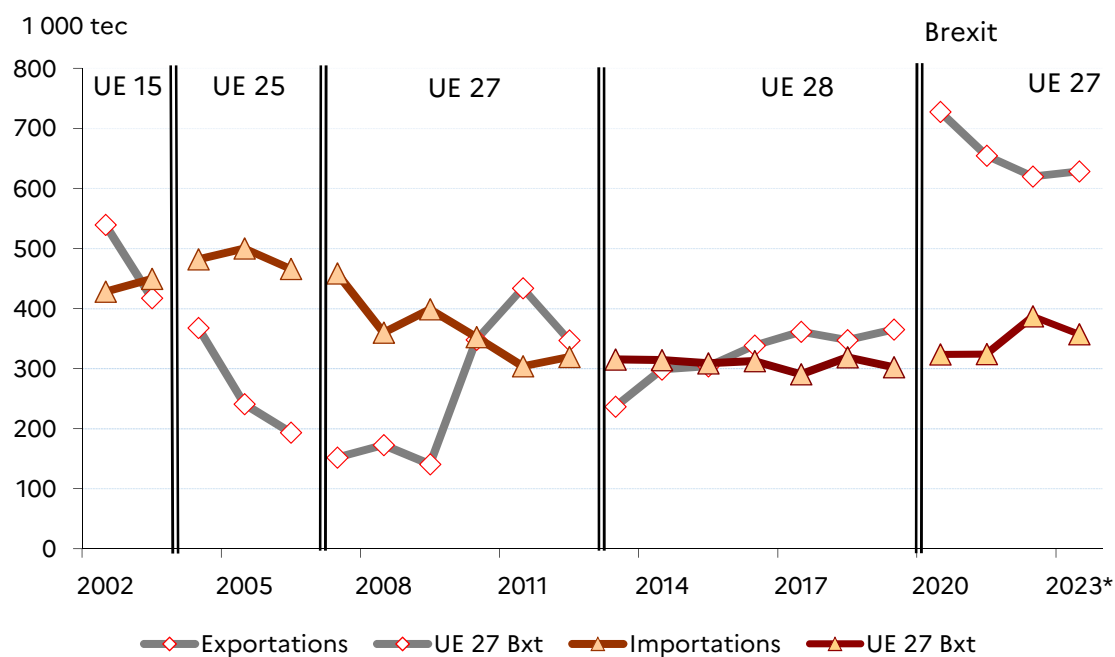
Lecture : les lignes correspondent aux importations et les colonnes aux pays exportateurs. Par exemple, la première cellule indique que l'Italie a importé 86 000 bovins depuis la France.

Codes pays : AT : Autriche, BE : Belgique, CZ : République tchèque, DE ou All. : Allemagne, ES : Espagne, HU : Hongrie, HR : Croatie, IE : Irlande, IT : Italie, NL : Pays-Bas, PL : Pologne, SK : Slovaquie, SL : Slovénie

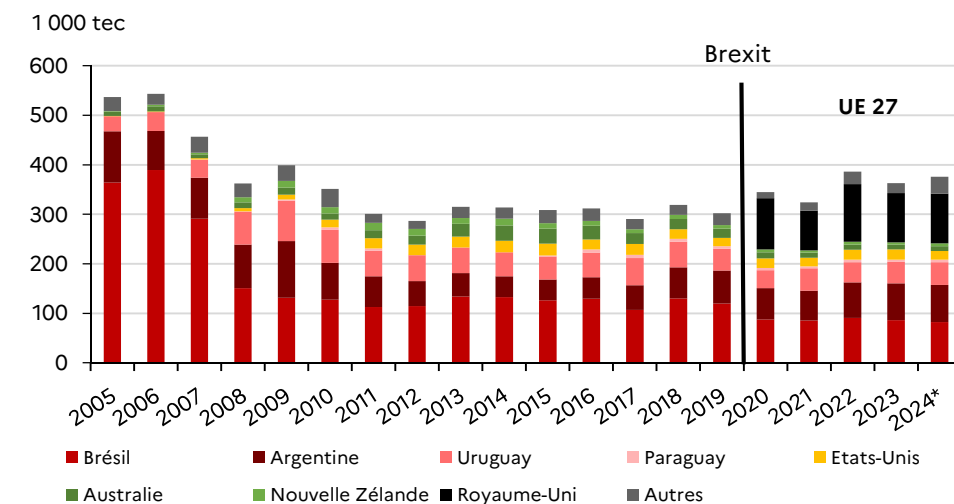
1-22 Échanges intra-UE de viande bovine



1-23 Commerce extérieur de l'Union européenne – total bovins vifs et viande bovine



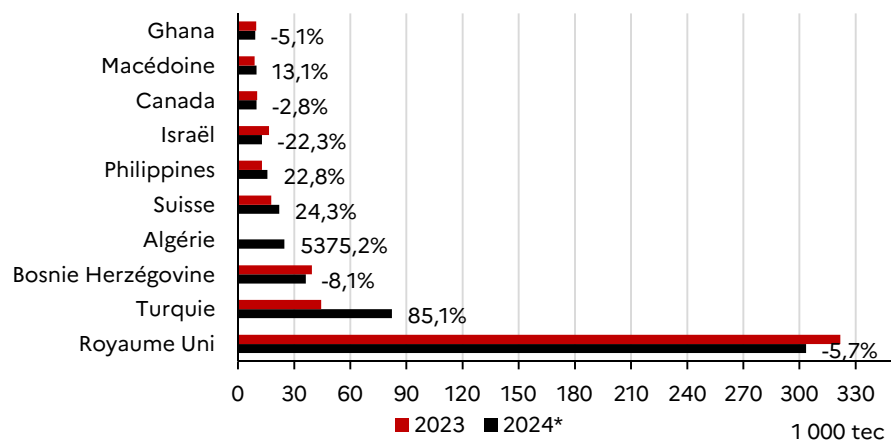
1-24 Importations mondiales de viande bovine par l'UE à 28 puis 27 et répartition par origine



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

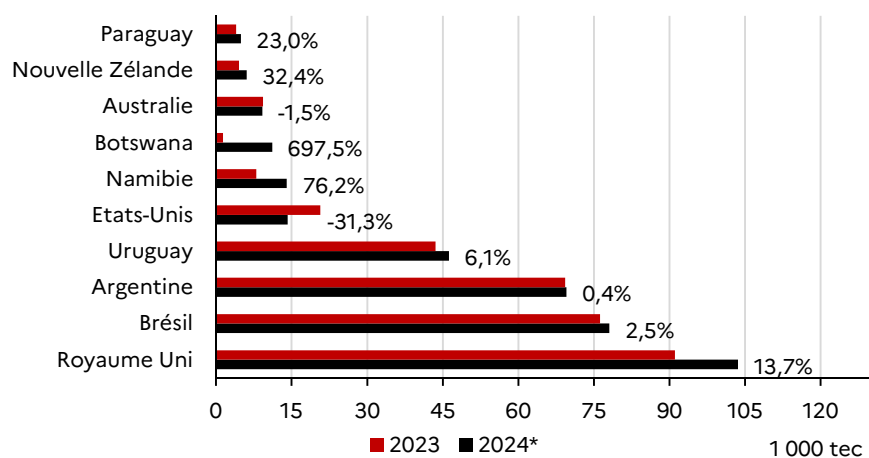
1-25-1 Principaux pays tiers important de la viande bovine depuis l'Union européenne



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

1-25-2 Principaux pays tiers exportant de la viande bovine vers l'Union européenne



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

1-26 Prix des gros bovins dans l'Union européenne

€/100 kg net	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Allemagne	310	369	481	445	466	4,6
Autriche	324	364	439	446	468	4,9
Belgique	262	287	404	398	412	3,5
Danemark	299	327	449	426	411	-3,5
Espagne	333	361	464	497	516	3,8
France	350	375	489	512	507	-1,0
Irlande	340	387	459	476	495	3,9
Italie	370	391	481	501	520	3,7
Pays-Bas	267	326	454	409	417	2,0
Hongrie	190	186	210	207	266	28,5
Pologne	273	330	453	445	464	4,3
République tchèque	258	287	374	385	393	2,0
Union européenne	327	365	459	465	476	2,4

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

*En 2019, les données concernent l'Union européenne à 28, y compris les prix du Royaume-Uni. À partir de 2020, les prix sont basés sur l'Union européenne à 27.

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

1-27 Prix des gros bovins dans l'Union européenne

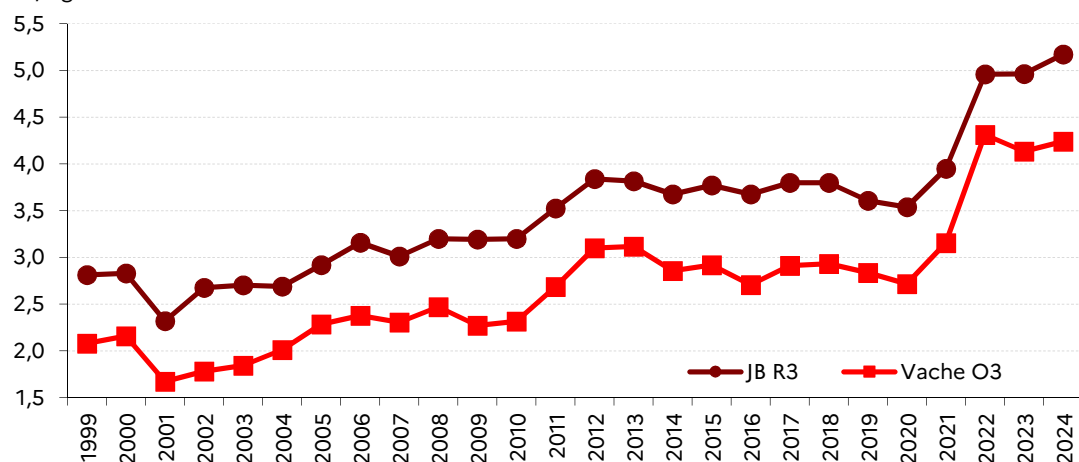
€/100 kg net	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Année
2021	340	355	369	393	365
2022	431	472	467	467	459
2023	480	476	453	452	460
2024	458	469	475	498	461
%24/23	-4,7	-1,4	4,9	10,1	0,2
% 21/20	1,6	11,0	12,5	20,3	11,6
%22/21	26,6	32,8	26,7	18,9	25,7
%23/22	11,4	0,8	-3,0	-3,3	0,2

* Union européenne à 27 à partir de février 2020

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

1-28 Évolution des prix du jeune bovin R3 et de la vache O3 dans l'Union européenne

€/ kg net

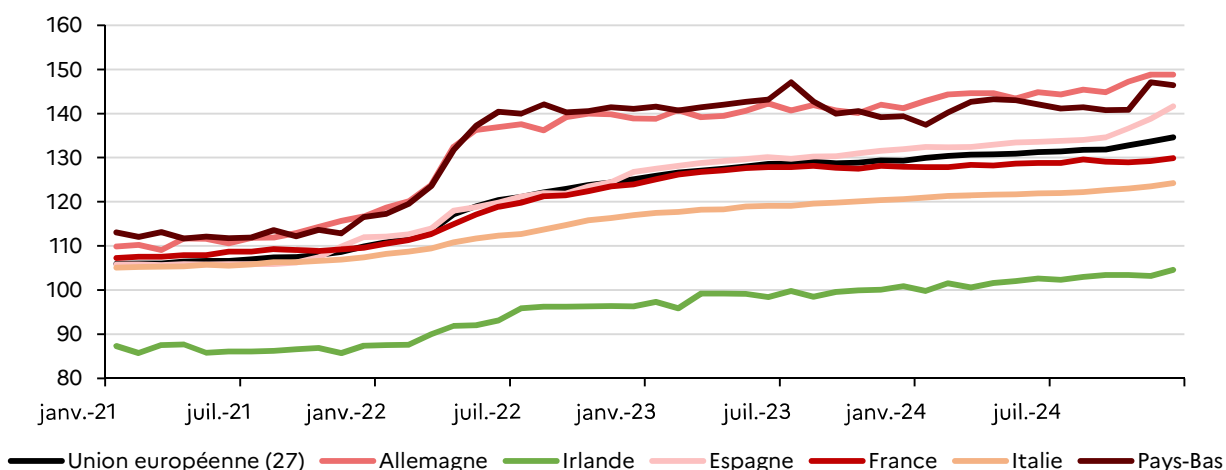


* Moyenne calculée sur les prix de l'UE à 27

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

1-29 Indice des prix à la consommation harmonisée "bœuf et veau" au sein de l'Union européenne

Base 100 en 2015



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-30 Consommation indigène brute (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Allemagne	1 223	1 172	1 090	1 069	1 100	3,0
Autriche	155	146	148	145	137	-5,0
Belgique	191	178	178	172	171	-0,6
Danemark	148	145	135	133	129	-3,2
Espagne	579	653	622	601	638	6,2
France	1 501	1 501	1 510	1 456	1 429	-1,9
Irlande	105	123	121	108	91	-16,2
Italie	976	963	980	880	871	-1,1
Pays-Bas	310	298	302	308	303	-1,5
Rép. tchèque	108	112	107	167	157	-5,8
Roumanie	51	55	48	69	80	17,3
UE 27	6 489	6 534	6 456	6 174	6 337	2,6

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

1-31 Consommation individuelle (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

kg/hab/an	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Allemagne	14,7	14,1	13,1	12,7	13,2	4,1
Autriche	17,4	16,4	16,5	15,9	15,0	-5,6
Belgique	16,5	15,4	15,3	14,7	14,5	-1,4
Danemark	25,5	24,9	23,1	22,5	21,6	-3,7
Espagne	12,2	13,8	13,1	12,5	13,1	4,7
France	22,2	22,2	22,3	21,4	20,9	-2,3
Irlande	21,1	24,6	23,9	20,6	17,0	-17,4
Italie	16,4	16,2	16,6	14,9	14,8	-1,1
Pays-Bas	17,8	17,1	17,2	17,3	16,9	-2,6
Rép. tchèque	10,1	10,5	10,2	15,4	14,4	-6,4
Roumanie	2,6	2,9	2,5	3,6	4,2	17,4
UE 27	15,1	14,6	14,4	13,8	14,1	2,2

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Le marché des gros bovins dans le monde

› Cheptels bovins en 2023 : globalement en hausse mais le repli s'est poursuivi aux États-Unis et dans l'Union européenne

En 2023, le cheptel bovin mondial a atteint 1,58 milliard de têtes, marquant une augmentation de 18,0 millions de têtes par rapport à l'année précédente (+ 1,2 %). Parmi les principaux pays détenteurs, le Brésil a conservé sa première position et a continué d'accroître ses effectifs, favorisé par une demande mondiale de viande bovine en progression (+ 1,8 %, soit + 4,3 millions de têtes) (figure 1-32).

Cette dynamique a également été observée en Australie, où les prévisions de conditions climatiques favorables et des opportunités d'exportation ont entraîné une augmentation notable du cheptel national de 5,5 millions de têtes (+ 22,5 %). Les effectifs de bovins australiens ont ainsi atteint le niveau historique de 29,9 millions de têtes. La Chine, qui possède le cinquième cheptel mondial, a bénéficié de politiques incitatives et de prix avantageux pour les producteurs de viande bovine, entraînant une augmentation de ses effectifs de 2,9 % (+ 2,0 millions de têtes). En revanche, l'Inde, qui dispose du deuxième plus grand cheptel au monde, a quasiment stabilisé son troupeau (+ 0,3 %, soit + 300 000 têtes).

À l'opposé, les États-Unis, troisième cheptel mondial, ont été affectés par des conditions défavorables telles que la sécheresse, des coûts de production élevés et un déficit de femelles de renouvellement. Ces facteurs ont conduit à une diminution significative du cheptel américain, estimée à - 3,2 % (- 2,9 millions de têtes). Au sein de l'Union européenne, la dynamique baissière s'est poursuivie, avec une baisse du cheptel de 1,4 %, soit - 1,1 million de bovins. L'Union européenne a ainsi compté 73,7 millions de bovins, se situant à la 4^e place mondiale, et en passe de perdre cette position au profit de la Chine.

› Production de viande bovine : une hausse modérée, mais des disparités régionales

D'après les estimations de l'USDA, en 2024, la production mondiale de viande bovine a continué d'afficher une dynamique de croissance, avec une hausse estimée de 2,4 %, pour atteindre 61,4 millions de tonnes équivalent carcasse (tec). Cette augmentation a reposé en partie sur une forte progression des abattages en Australie et au Brésil (figure 1-33).

Le Brésil, deuxième plus grand producteur mondial derrière les États-Unis, a vu sa production croître de 8,2 % par rapport à 2023. Cette progression s'est expliquée par une offre de bétail plus importante et des carcasses plus lourdes. La demande internationale, notamment en Asie, et la compétitivité de la viande brésilienne, renforcée par la dépréciation du real brésilien, ont contribué à cette dynamique positive.

En Australie, les volumes d'abattages ont augmenté de 14,9 % (+ 331 000 tonnes), une croissance légèrement moins marquée que l'année précédente, en raison d'une baisse des poids des carcasses, attribuable à une présence plus importante de femelles.

Aux États-Unis, la première production mondiale de viande bovine s'est stabilisée à 12,3 millions de tec, avec une augmentation du poids des carcasses qui a compensé la réduction des effectifs. En 2024, en Chine, la baisse des prix de vente des bovins, combinée à des coûts de production relativement plus élevés pour les éleveurs, a entraîné une augmentation des

abattages. (+ 3,6 %, soit + 270 000 tec). En Inde, la production a également augmenté de 2,2 % (+ 95 000 tec), grâce à des effectifs plus élevés et des animaux plus lourds.

À l'inverse, l'Argentine a connu une contraction de sa production de 5,5 % (- 180 000 tec), en partie liée à la baisse de la demande intérieure associée à la crise économique. Dans l'Union européenne, la production a augmenté de 2,2 % (+ 130 000 tec), soutenue par une hausse des abattages de vaches et de jeunes bovins, en parallèle d'une demande internationale croissante.

› Commerce mondial de viande bovine : un marché en plein essor, stimulé par les besoins de la Chine et des États-Unis

En 2024, le commerce mondial de viande bovine a augmenté de manière significative, avec des exportations qui se sont élevées à 13,0 millions de tec, soit une hausse de 7,7 % par rapport à l'année précédente. Cette croissance a été alimentée par une demande accrue des principaux importateurs, notamment les États-Unis et la Chine, à laquelle a répondu une offre étoffée en provenance du Brésil et d'Australie (figures 1-34 et 1-35).

Le Brésil, premier exportateur mondial de viande bovine avec un quart des volumes mondiaux, a affiché une hausse marquée de ses envois (+ 23,4 %, soit + 678 000 tec). Cette performance a reposé entre autres sur une augmentation de la production nationale et une dépréciation favorable du real. La Chine est restée la principale destination, captant 50,1% des exportations brésiliennes, avec une progression des exportations de 12,0 %. Les envois vers les États-Unis ont bondi de 81,1 %, tandis que les expéditions vers les Émirats Arabes Unis ont doublé.

En Australie, les exportations ont également augmenté, portées par une demande forte des États-Unis, qui ont conforté leur place de premier marché de la viande australienne. Les volumes expédiés vers les États-Unis ont progressé de 62,6 %, représentant désormais 28,0 % des exportations australiennes. Les exportations à destination du Japon, second partenaire australien, ont crû de 22,3 %, alors que celles vers la Chine ont reculé de 11,0 %.

Du côté des importateurs, les États-Unis ont renforcé leurs approvisionnements (+ 17,6 %, soit + 298 000 tec) pour compenser une production locale limitée face à une consommation en progression. L'Iran, confronté à une baisse de sa production domestique, a intensifié ses importations, notamment pour stabiliser les prix intérieurs de la viande bovine, en s'approvisionnant principalement auprès du Brésil, de la Turquie et des Émirats arabes unis (volumes multipliés respectivement par 2, par 9,5 et par 10). La Chine, malgré une hausse de sa production intérieure, a également augmenté ses importations de 5,5 %, soit 185 000 tec supplémentaires.

En revanche, certains marchés ont enregistré un recul. La Corée du Sud a réduit ses importations de 4,2 % (- 25 000 tec), une baisse liée notamment aux pressions inflationnistes, à la dépréciation du won et au soutien renforcé à la consommation de viande locale. L'Indonésie a opté pour une stratégie différente en favorisant les importations de bétail vivant, notamment depuis l'Australie, ce qui a entraîné une diminution de 28,6 % de ses importations de viande bovine.

› Consommation mondiale de viande bovine : une demande résiliente malgré des tensions économiques

En 2024, la consommation mondiale de viande bovine s'est maintenue à 58,5 millions de tec, marquant une légère hausse de 0,3 % par rapport à l'année précédente. Cette stabilité globale a masqué des dynamiques hétérogènes selon les régions. (figures 1-36 et 1-37)

En Amérique du Sud, le contraste a été marqué entre l'Argentine et le Brésil. En effet, en 2024, l'Argentine, premier consommateur mondial de viande bovine par habitant, a continué de subir les effets d'une inflation à trois chiffres (+ 118,7 %) et d'une récession économique persistante. Ces pressions ont lourdement pesé sur le pouvoir d'achat des ménages, entraînant un recul significatif du disponible total à consommer (- 9,2 %). À l'inverse, au Brésil, la deuxième économie consommatrice de viande bovine par habitant, l'abondance de l'offre a exercé une pression à la baisse sur les prix intérieurs. Cette dynamique a en partie favorisé une hausse de la consommation domestique (+ 2,7 %).

Les États-Unis, troisième consommateur mondial par habitant, ont affiché une consommation individuelle et nationale en hausse (respectivement + 2,0 % et + 2,5 %). Bien que les prix de la viande bovine soient restés élevés, les ménages ont ajusté leurs habitudes en adoptant des stratégies d'économie, notamment en privilégiant des morceaux moins coûteux. L'offre nationale alimentée par les importations, a également contribué à stabiliser le marché intérieur.

Au sein de l'Union européenne, l'inflation a ralenti, offrant un léger répit aux consommateurs. La consommation de viande bovine dans l'Union européenne semble s'être légèrement redressée, avec une augmentation du disponible à consommer estimée à 1,0 %.

En Chine, la consommation de viande bovine a continué d'augmenter. Bien que la consommation individuelle soit restée faible, l'expansion de la classe moyenne et la démocratisation de cette viande, malgré son coût plus élevé que le porc ou le poulet, ont soutenu la croissance de la demande.

1-32 Cheptel bovin des principaux pays producteurs

Millions têtes	2018	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
Brésil	213,8	215,0	217,8	224,6	234,4	238,6	1,8
Inde	192,0	193,5	194,9	193,4	194,1	194,5	0,2
États-Unis	94,3	94,8	93,8	93,6	91,8	88,8	-3,2
Union européenne	77,8	77,2	76,6	75,7	74,8	73,7	-1,4
Chine	63,4	64,1	67,1	68,9	71,7	73,7	2,9
Argentine	54,8	55,0	54,5	53,5	53,4	54,2	1,5
Mexique	34,8	35,2	35,7	36,0	36,3	36,6	0,8
Australie	26,4	24,7	23,5	24,4	24,4	29,9	22,5
Russie	18,3	18,2	18,1	18,0	17,6	17,5	-0,9
Uruguay	11,5	11,4	11,2	11,9	11,6	11,9	2,6
Canada	11,7	11,7	11,5	11,5	11,5	11,3	-1,9
Total Monde	1488,1	1505,1	1527,1	1539,3	1557,8	1575,8	1,2

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après FAO

1-33 Production de viande bovine dans les principaux pays producteurs

Millions tec	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	%24*/23
Etats-Unis	12,4	12,4	12,7	12,9	12,3	12,3	0,1
Brésil	10,1	10,0	9,8	10,4	11,0	11,9	8,2
Chine	6,7	6,7	7,0	7,2	7,5	7,8	3,6
Union européenne	7,0	6,9	6,9	6,7	6,5	6,6	2,2
Inde	4,3	3,8	4,2	4,4	4,5	4,6	2,1
Argentine	3,1	3,2	3,0	3,1	3,3	3,1	-5,5
Australie	2,4	2,1	1,9	1,9	2,2	2,6	14,9
Mexique	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,3	2,0
Russie	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	1,4	2,6
Canada	1,3	1,3	1,4	1,4	1,3	1,3	-0,8
Afrique du Sud	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9
Total Monde	58,4	57,6	58,3	59,3	60,0	61,4	2,4

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA

1-34 Principaux pays exportateurs de viande bovine

Millions tec	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	%24*/23
Brésil	2,3	2,5	2,3	2,9	2,9	3,6	23,4
Australie	1,7	1,5	1,3	1,2	1,6	1,9	19,6
Inde	1,5	1,3	1,4	1,4	1,6	1,6	1,5
Argentine	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8	6,4
Union européenne	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6	0,7	13,8
Canada	0,5	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	2,3
Uruguay	0,4	0,4	0,6	0,5	0,5	0,5	3,5
Paraguay	0,3	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	6,6
Nicaragua	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	3,3
Royaume-Uni	0,2	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	7,9
Afrique du Sud	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	19,6
Total Monde	11,4	11,2	11,3	11,9	12,0	13,0	7,7

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA

1-35 Principaux pays importateurs de viande bovine

Millions tec	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	%24*/23
Chine	2,2	2,8	3,0	3,5	3,6	3,8	5,5
États-Unis	1,4	1,5	1,5	1,5	1,7	2,0	17,6
Japon	0,9	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	3,3
Corée du Sud	0,6	0,5	0,6	0,6	0,6	0,6	-4,2
Royaume-Uni	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	4,2
Union européenne	0,4	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4	1,9
Chili	0,3	0,3	0,5	0,4	0,4	0,4	-0,3
Russie	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	9,1
Canada	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	12,0
Arabie Saoudite	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	18,2
Malaisie	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	1,6

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA

1-36 Disponible à la consommation en viande bovine, calculé par bilan

Millions tec	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	%24*/23
États-Unis	12,4	12,5	12,7	12,8	12,6	13,0	2,5
Chine	8,8	9,5	10,0	10,7	11,1	11,6	4,2
Brésil	7,8	7,5	7,5	7,5	8,1	8,3	2,7
Union européenne	6,7	6,5	6,5	6,5	6,2	6,3	1,0
Inde	2,8	2,5	2,8	2,9	2,9	3,0	2,5
Argentine	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,3	-9,2
Mexique	1,9	1,9	1,9	1,9	2,1	2,2	6,3
Russie	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,7	3,8
Japon	1,3	1,3	1,3	1,2	1,2	1,2	0,2
Canada	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,0
Afrique du Sud	1,0	1,0	1,0	0,9	1,0	1,0	0,2
Total Monde	56,2	56,0	56,9	57,6	58,3	58,5	0,3

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Commission européenne

1-37 Disponible à la consommation en viande bovine par habitant

kgec/hab	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	%24*/23
États-Unis	37,8	37,8	38,3	38,4	37,7	38,5	2,0
Chine	6,3	6,7	7,1	7,6	7,9	8,2	4,5
Brésil	37,5	35,9	35,8	35,8	38,4	39,3	2,3
Union européenne	15,0	14,6	14,6	14,4	13,8	14,0	1,2
Inde	2,0	1,8	2,0	2,0	2,0	2,1	1,6
Argentine	53,0	52,7	51,9	53,3	55,2	49,9	-9,5
Mexique	15,1	15,0	15,2	15,1	16,0	16,9	5,3
Russie	12,1	11,8	11,2	11,1	11,1	11,5	4,3
Japon	10,4	10,3	10,0	9,8	9,9	9,9	0,8
Canada	27,4	27,5	26,2	26,8	25,0	24,7	-1,0
Afrique du Sud	16,8	15,8	15,5	15,0	15,1	15,0	-1,0
Total Monde	7,2	7,1	7,2	7,2	7,2	7,2	-0,5

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Commission européenne

Le marché du veau en France

› Recul des naissances de veaux à un rythme plus lent, sauf en automne

En 2024, les naissances de veaux ont reculé de 2,9 % par rapport à l'année précédente, un repli légèrement plus modéré que celui observé en 2023 (à - 3,3 %). En ce qui concerne les veaux de types croisés, la tendance observée depuis une décennie, marquée par une croissance constante, a de nouveau été rompue en 2024, suivant le mouvement amorcé en 2023. Le recul s'est élevé à 2,1 %, réduisant les effectifs de 1 252 000 à 1 226 000 naissances.

Quant aux veaux de races laitières, 2 083 000 naissances ont été enregistrées en 2024, soit une baisse de 2,2 % (- 45 400 têtes) par rapport à 2023. Parallèlement, les naissances de veaux de races allaitantes ont diminué de 3,9 %, passant de 2 854 000 à 2 744 000 nouveau-nés (- 110 000 têtes) (figure 1-39).

En août 2024, le sérotype 3 (BTV3) de la fièvre catarrhale ovine (FCO) a été détecté en France, suscitant des préoccupations quant à ses effets possibles sur la fertilité des femelles bovines et les risques d'avortements. On constate à l'automne 2024 une baisse significative des naissances dans les élevages laitiers et allaitants, sans le relier nécessairement au contexte sanitaire.

› Veaux nourrissons : la baisse des exportations s'est poursuivie

Malgré la diminution des naissances, l'offre excédentaire de veaux nourrissons laitiers, par rapport aux capacités d'engraissement, d'abattage et de consommation sur le marché français, a permis à la filière française de maintenir sa compétitivité, particulièrement sur le segment de l'engraissement en Espagne. Ainsi, les exportations de veaux nourrissons ont reculé pour la deuxième année consécutive, de manière plus marquée. Les envois ont enregistré une baisse de 7,5 % par rapport à 2023 (- 27 800 têtes), pour s'établir à 342 000 veaux exportés. Ce repli est principalement dû à la baisse des envois vers l'Espagne, premier débouché avec 88,5 % des volumes exportés, qui a diminué de 6,2 % (- 19 900 têtes). Les sécheresses récurrentes dans le pays ont pesé sur les coûts de production des engraisseurs espagnols et donc sur leur demande. Les exportations vers l'Italie ont également reculé, avec une baisse modérée de 4,1 % (- 1 300 têtes). En revanche, et dans une moindre mesure, les importations de veaux nourrissons ont progressé de 78,0 %, passant de 2 300 à 4 100 têtes, sans toutefois retrouver les niveaux d'avant 2022. Cette hausse est notamment due à une reprise des approvisionnements en provenance d'Irlande (figure 1-41).

En 2024, les cours des petits veaux ont connu une dynamique contrastée. Après un début d'année à un niveau inférieur à celui de 2023, les cours ont poursuivi leur tendance saisonnière à la hausse qui s'est prolongée jusqu'en juillet, avant d'entamer leur décrue habituelle jusqu'en semaine 44. Fait marquant de la fin d'année, une reprise inhabituelle des cours des petits veaux a été observée. Plusieurs facteurs ont marqué cette filière en 2024 influençant directement l'évolution des cours. À la baisse générale des naissances, plusieurs décrochages marqués ont été observés en juin et en octobre, conduisant à soutenir les cotations les mois suivants. L'apparition puis l'extension de la zone régulée de la fièvre catarrhale ovine (BTV-3) ont également compromis les mouvements des petits veaux conduisant même à l'interruption de la cotation fin septembre du fait de l'arrêt contraint d'activité de certains marchés aux bestiaux. En début d'année, la cotation des veaux mâles laitiers de 45-50 kg s'élevait à 54,40 €/tête. Elle a atteint 140,00 €/tête fin juillet, traduisant une hausse de 4,40 €/tête sur cette période par rapport à 2023 (+ 4,6 %). Après une courte baisse saisonnière, la cotation est repartie à la hausse et s'est établie à 118,80 €/tête en fin d'année, soit une progression de 61,0 % (+ 36,9 €/tête) par rapport à 2023, entre août et décembre 2024. Sur

l'ensemble de l'année, les cotations ont augmenté de 21,5 %, soit + 17,5 €/tête par rapport à 2023 (figure 1-42).

› **Veaux de boucherie : l'offre modeste a maintenu les cours**

En 2024, l'activité des veaux de boucherie a affiché un recul de 3,9 % des effectifs abattus (- 41 400 têtes) par rapport à 2023. En tonnage, la baisse s'est avérée légèrement plus importante, avec un repli de 4,3 %, correspondant à une baisse de 6 600 tec, accentuée par une diminution du poids moyen des carcasses de 0,4 %, soit - 0,6 kgec (figure 1-40).

Cette baisse significative des volumes reflète en partie des contraintes structurelles au niveau des ateliers d'engraissement. Par ailleurs, les coûts de production demeurent élevés, dans un contexte économique déjà fragilisé par la crise post-Covid. En décembre 2024, sur 12 mois glissants, bien que l'Indice Mensuel des Prix d'Achat des Moyens de Production, l'IPAMPA "aliments d'allaitement", ait baissé de 6,8 % par rapport à 2023, les prix demeurent élevés. L'IPAMPA "autres aliments pour veaux" a également enregistré une baisse de 9,7 %, tandis que l'IPAMPA "gaz" a progressé de 2,9 %, avec une hausse marquée au second semestre.

Sur le marché des veaux gras, l'offre restreinte a permis de maintenir des cours en hausse en 2024. Lors du premier trimestre, la faible disponibilité en veaux, combinée à une demande saisonnière hivernale, a stabilisé le niveau des cours. Au printemps, la consommation, habituellement en baisse à cette période, a entraîné un repli saisonnier des cotations, bien que moins prononcé qu'en 2023 en raison du manque d'offre. En septembre, les conditions météorologiques fraîches ont favorisé une reprise des cotations, poursuivant une tendance haussière jusqu'en fin d'année. En moyenne, le prix moyen pondéré des veaux de boucherie en 2024 a été supérieur de 2,3 % à celui de 2023 (+ 16 centimes). La cotation a débuté l'année à 7,00 €/kg, atteignant 7,34 €/kg en semaine 52. Entre avril (semaine 17) et fin août (semaine 35), une baisse saisonnière des cours moins marquée a été observée, période durant laquelle les cours sont passés de 6,97 €/kg à 7,34 €/kg (figures 1-42).

En 2024, le solde en volume des échanges de veaux finis (80-300 kg) est resté déficitaire, mais s'est amélioré de 16,5 % par rapport à 2023, soit un déficit réduit de 4 200 têtes. Cette amélioration s'explique par une baisse des importations de 4,9 % (- 1 800 têtes), et une augmentation des exportations de 22,9 % (+ 2 400 têtes). Les importations en provenance de Belgique, principal fournisseur, ont enregistré un recul significatif de 15,5 % (- 5 000 têtes) (figure 1-41).

› **Consommation : nouvelle baisse de la consommation à domicile**

Après une hausse notable de 12,4 % en 2023, l'inflation alimentaire s'est stabilisée en 2024, enregistrant une hausse limitée de 1,1 % par rapport à l'année précédente. D'après le panel consommateur Kantar WorldPanel, le prix moyen d'achat de la viande de veau (hors abats et gros achats) a augmenté de 1,4 % en 2024, passant de 17,47 €/kg à 17,70 €/kg. Le prix moyen des viandes « à bouillir ou à braiser » a connu une hausse plus marquée (+ 2,0 %), atteignant 16,10 €/kg contre 15,82 €/kg en 2023. Celui des morceaux « à rôtir, griller ou poêler » a progressé plus lentement (+ 1,0 %), atteignant 20,70 €/kg (+ 17 cts/kg) (voir figure 1-43).

Malgré cette relative stabilisation des prix, les ménages ont continué à réduire leurs achats de viande de veau en 2024. Au total, les achats, produits élaborés compris, ont diminué de 5,6 % par rapport à 2023. La consommation à domicile de morceaux « à griller, rôtir ou poêler » a reculé de 5,2 %. Les achats de morceaux « à bouillir ou braiser » ont accusé un repli de 5,3 %.

1-38 Bilan dans le secteur du veau

	2023		2024		%24/23	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
Abattages contrôlés	1 051,7	156,5	1 006,1	149,2	-4,3	-4,7
Commerce extérieur						
Veaux de moins de 80 kg						
Exportations	369,7		344,1		-6,9	
Importations	2,3		3,9		68,7	
Solde	+367,4		+340,2			
Veaux de 80 à 300 kg destinés à la boucherie						
Exportations	10,7	1,4	12,5	1,5	17,1	9,2
Importations	36,4	4,6	34,2	4,2	-6,1	-9,2
Solde	-25,8	-3,3	-21,7	-2,7		
Production de veaux finis	1 025,9	153,3	984,4	146,4	-4,1	-4,5

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Normabev, douane française

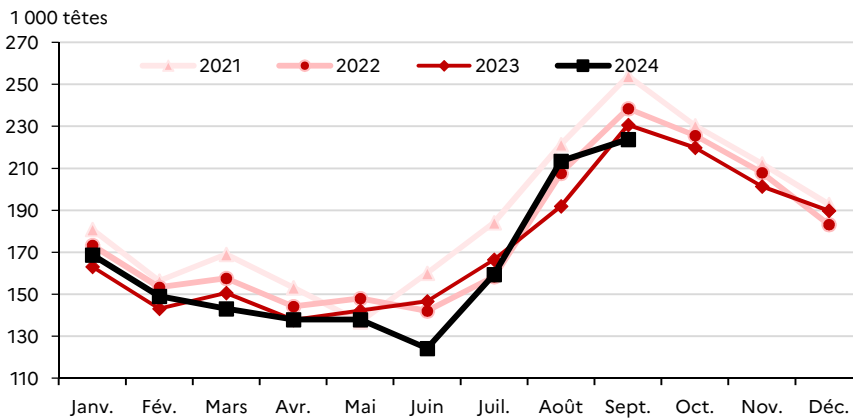
1-39 Naissances de veaux

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	2024*	%24*/23
Races allaitantes	3 064,1	3 095,1	3 019,0	2 955,4	2 854,4	2 744,3	-3,9
Races laitières	2 396,6	2 327,1	2 251,2	2 144,3	2 083,2	2 037,9	-2,2
Type racial croisé	1 189,9	1 242,1	1 279,6	1 301,0	1 251,9	1 225,5	-2,1
TOTAL	6 650,5	6 664,4	6 549,9	6 400,7	6 189,5	6 007,7	-2,9

*Éstimations

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

Naissances de veaux laitiers en France



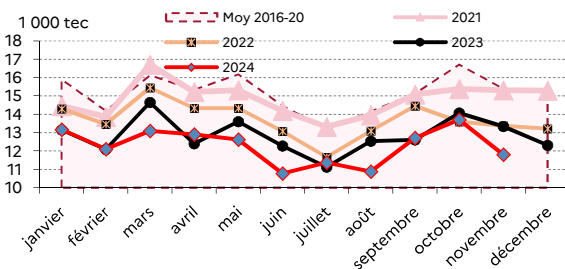
Source : FranceAgriMer d'après BDNI

1-40 Abattages de veaux de boucherie

	2020	2021	2022	2023	2024	%24/23
1 000 têtes	1 210,5	1 199,8	1 119,0	1 051,7	1 010,3	-3,9
1 000 tec	178,4	178,0	164,3	154,0	147,4	-4,3
Poids moyen (kg/tête)	147,4	148,4	146,8	146,5	145,9	-0,4

Source : FranceAgriMer d'après Normabev

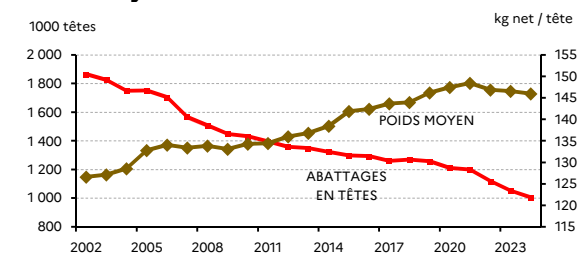
Abattages contrôlés de veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer d'après Normabev

Effectifs de veaux de boucherie abattus

Poids moyen des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer d'après Normabev

1-41 Commerce extérieur de veaux

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	%24/23
VEAUX DE MOINS DE 80 kg						
Exportations totales	325,1	350,9	378,3	369,7	341,9	-7,5
Union européenne à 27	324,6	350,9	378,3	369,7	341,9	-7,5
Espagne	301,6	315,6	340,3	322,4	302,5	-6,2
Italie	22,0	33,1	31,9	32,0	30,7	-4,1
Pays tiers + UK	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	-
Importations totales	8,5	7,7	8,1	2,3	4,1	78,0
Union européenne à 27	8,5	7,7	8,1	2,3	4,1	78,3
Pays-Bas	0,0	2,3	1,1	0,0	0,3	
Irlande	2,5	1,8	0,3	0,0	2,3	
Allemagne	5,6	2,9	4,0	1,0	1,0	0,0
Pays tiers + UK	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	+316,6	+343,2	+370,1	+367,4	+337,8	-8,1
VEAUX FINIS DE 80-300 kg						
Exportations totales	23,4	16,3	11,6	10,7	13,1	22,9
Union européenne à 27	12,8	8,4	9,7	9,4	11,7	24,3
Italie	6,5	4,6	3,9	3,3	3,1	-5,9
Belgique	3,3	2,6	3,8	4,1	4,4	7,1
Espagne	2,9	0,9	1,3	0,7	0,5	-38,1
Pays tiers + UK	10,6	7,9	1,9	1,3	1,4	12,8
Importations totales	57,0	50,2	34,7	36,4	34,6	-4,9
Union européenne à 27	57,0	50,2	34,7	36,4	34,6	-4,9
Belgique	50,8	38,8	32,1	32,2	27,2	-15,5
Allemagne	1,7	1,9	1,3	0,3	0,0	-100,0
Pays-Bas	0,8	8,1	1,0	3,6	5,1	41,7
Espagne	0,2	0,0	0,0	0,3	0,0	-100,0
Pays tiers + UK	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	-33,6	-33,9	-23,1	-25,8	-21,5	-16,5

Source : FranceAgriMer d'après douane française

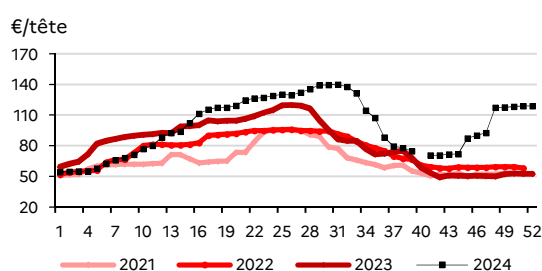
1-42 Prix à la production

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	%24/23
Veaux de 8 jours en €/tête							
Engraissement mâles 45-50 kg	72,2	63,5	64,8	75,2	81,8	99,4	21,5
Veaux mâles croisés laitiers R				209,3	245,1	270,2	10,2
Veaux mâles croisés mixtes R				291,7	326,0	371,8	14,0
Veaux mâles croisé légers	241,6	222,4	224,0				**
Prix moyen pondéré	103,8	101,2	102,8	129,2	144,2	167,3	16,0
Veaux de boucherie en €/kg net							
Prix moyen pondéré	5,4	5,3	5,7	6,5	6,8	7,0	2,3
Veaux sous la mère en €/kg net							
Prix moyen pondéré	8,3	8,6	8,5	8,8	9,4	9,9	4,9

** Suite à la nouvelle grille de cotations des veaux mise en application au 1^{er} Janvier 2022, les catégories de veaux suivies dans le rapport, ont été modifiées. Les veaux mâles croisés légers cesseront d'apparaître au profit des veaux mâles croisés laitiers R et des veaux mâles croisés mixtes R.

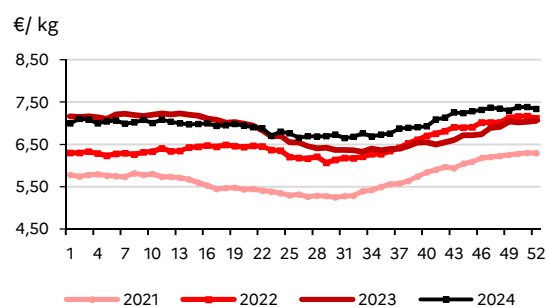
Source : FranceAgriMer

Cotation des veaux mâles laitiers de 8 jours à 4 semaines destinés à l'engraissement, 45-50 kg



Source : FranceAgriMer

Prix moyen pondéré des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer

1-43 Prix moyen d'achats des ménages

€/kg	2020	2021	2022	2023	2024	%24/23
Viande fraîche (élaborés compris)	15,7	15,9	16,6	17,47	17,7	1,4
dont viande à griller	18,6	18,8	19,8	20,53	20,7	1,0
dont viande à bouillir	13,8	14,0	14,8	15,82	16,1	2,0

Source : FranceAgriMer d'après Kantar World Panel

Le marché des ovins et des caprins en France

› La production de viande ovine a nettement baissé en 2024

Selon les résultats de la Statistique Agricole Annuelle, avec 4,3 millions de têtes, le cheptel reproducteur ovin laitier et allaitant a de nouveau diminué fin 2023 (- 1,4 %, soit - 62 500 têtes) en raison de la réduction du nombre de reproductrices viandes (- 1,9 %), dans la continuité du phénomène de décapitalisation structurelle du cheptel ovin allaitant observé depuis deux décennies. En revanche, le cheptel ovin laitier s'est maintenu à son niveau de fin 2022.

Ce décrochage du nombre de reproductrices observé fin 2023 a conduit à une diminution des naissances d'agneaux destinés à l'abattage en 2024 (- 4,4 %) correspondant à la somme des agneaux abattus et exportés. Néanmoins, la productivité numérique est restée stable entre 2023 et 2024 à 0,77 agneau par brebis (agneau produit par rapport au cheptel reproducteur or agnelles de renouvellement). Dans le détail, les effectifs abattus d'agneaux français ont fléchi de 4,8 %, en lien avec la baisse des naissances tandis que les exportations d'agneaux vivants ont diminué (- 1,0 %, soit - 4 100 têtes vs 2023). Parallèlement, les effectifs d'agneaux importés destinés à l'abattage ont accusé un repli plus marqué de 15,5 % au regard de 2023. Ceux-ci n'ont représenté que 4,5 % des abattages français contre 5 % en 2023.

Au premier semestre 2024, période marquée par les deux fêtes majeures soutenant la demande de viande ovine, les effectifs d'agneaux abattus ont reculé de 3,6 % au regard de 2023, en raison d'une demande en retrait à Pâques et pour l'Aïd-El-Kébir. Au second semestre 2024, la baisse des abattages s'est accentuée (- 7,7 %) : la baisse des sorties n'a pas été compensée par une hausse des importations d'agneaux sur les 6 derniers mois de 2024. Les difficultés d'approvisionnement des ateliers d'engraissement en Occitanie et en Auvergne-Rhône-Alpes à la fin de l'été avec l'avancée progressive des zones régulées de la MHE et de la FCO, ont entraîné une baisse plus marquée des abattages en octobre.

Au total la production de viande ovine a atteint 68 200 tec, en baisse de 6,5 % par rapport à 2023 (figure 2-1), en raison de la baisse des abattages, à la fois d'agneaux et de brebis de réforme.

› Le prix à la production a été historiquement haut

La cotation de l'agneau lourd a démarré l'année 2024 à un niveau nettement supérieur à celui des années précédentes. En semaine 1, elle s'est établie à 8,84 €/kg, soit 41 centimes de plus que celle de 2023 et 90 centimes de plus par rapport à 2022. Malgré la baisse de la demande après les fêtes de fin d'année, la faiblesse de l'offre en agneau français a maintenu la cotation à un niveau élevé.

En semaine 2, les prix ont amorcé leur décrue saisonnière, en lien avec la baisse progressive de la demande après les fêtes de fin d'année. Cependant, début mars, à l'approche du Ramadan (10 mars) et de Pâques (30 mars), les cours ont entamé leur hausse saisonnière. Pendant le week-end de Pâques, les prix de l'agneau ont atteint un record de 9,54 €/kg (+ 1,12 €/kg par rapport à 2023) et ont continué à croître, contrairement à la baisse traditionnelle attendue. Cette hausse a été soutenue par une offre nettement réduite, tant en sorties françaises qu'en importations de vifs.

Fin avril, la cotation a entamé une timide baisse saisonnière, mais elle est restée à des niveaux particulièrement élevés.

À l'automne 2024, la réduction de l'offre s'est accentuée, pénalisée par les difficultés d'approvisionnement des ateliers d'engraissement, ce qui a contribué à une nouvelle hausse des prix, franchissant pour la première fois la barre des 10 €/kg. Les cours ont continué leur progression, soutenus par une demande accrue à l'approche des fêtes de fin d'année couplée à une offre française toujours en repli.

Par ailleurs, l'IPAMPA viande ovine a poursuivi sa baisse amorcée fin 2022. En 2024, l'indice a été de 129,6 points en moyenne en baisse de 3,7 % comparée à son niveau de 2023. Ce repli résulte d'une diminution des coûts d'aliments achetés (- 9,3 %) ainsi que du prix de l'énergie (- 7,0 %) pendant l'année.

› Un net repli de la consommation de viande ovine

La consommation de viande ovine calculée par bilan, s'est établie à 144 900 tec en 2024, en recul de 3,8 % par rapport à 2023. En repli quasiment tous les mois en 2024, la consommation par bilan a connu une baisse encore plus marquée (- 8,0 %) pendant la période mars-avril, témoignant d'une baisse de la demande pendant Pâques et le Ramadan.

Par ailleurs, en 2024, la baisse de la consommation s'est accompagnée par une diminution marquée de la production (- 6,5 %) et également des importations, enregistrant un repli moins marqué (- 1,7 % par rapport à 2023). Ainsi mécaniquement le taux d'auto-approvisionnement de la France a baissé entre 2023 et 2024, passant de 49,5 % à 48,7 % (figure 2-1).

Dans le même temps, les achats de viande ovine par les ménages ont plus fortement baissé (- 11,4 %) portés par la baisse du nombre d'acheteurs (- 6,0 %) ainsi qu'une moindre fréquence d'achat (- 5,9 %). De mars à avril, la consommation à domicile de viande ovine a également été en repli (- 5,9 % comparée à 2023). Le prix moyen de la viande ovine s'est établi à 18,07 €/kg, supérieur de 56 centimes à son niveau de 2023.

Les niveaux de prix atteints en 2024 sont sans doute un facteur explicatif important de la désaffection pour la viande ovine faisant d'elle une des plus chères disponibles pour le consommateur.

› Les importations de viande ovine ont reculé en 2024

Depuis janvier 2021, les importations de viande ovine britannique vers la France ont été en nette hausse. En effet, depuis le Brexit, la France est le point d'entrée de la viande ovine britannique avant d'être en grande partie réexportée au sein du marché européen. Ainsi, les volumes de viande ovine britannique consommés par le marché français sont estimés, faute de pouvoir les suivre précisément.

En 2024, à près de 86 400 tec, les importations estimées destinées au marché français ont diminué de 1,7 % par rapport à 2023. Les importations en provenance du Royaume-Uni, premier fournisseur de l'Hexagone, ont décroché de 6,4 %, atteignant 36 970 tec, en lien avec la nette baisse de la production britannique (- 7,0 %), couplé à un prix moins compétitif à l'export comparé aux autres fournisseurs. C'est également le cas pour l'Irlande, qui a réduit ses expéditions de viande ovine vers la France de 11,1 %. Les envois depuis l'Espagne ont, quant à eux, bondi de 11,8 % par rapport à 2023, tout comme ceux en provenance de la Nouvelle-Zélande (+ 11,5 %). Au global, en 2024, le Royaume-Uni est resté le premier fournisseur de viande ovine de la France (42,8 % des importations), suivi par l'Irlande (18,0 %), l'Espagne (15,5 %) et la Nouvelle-Zélande (14,3 %).

› Perspectives 2025

Déjà touchée par la MHE et le nouveau variant de la FCO-8 dès 2023, la filière ovine française a dû affronter en 2024 l'apparition puis l'extension de la FCO-3 par le Nord et l'Est de la France à compter du mois d'août. En décembre 2024, c'est la quasi-totalité du territoire français qui est concernée par la zone régulée de la FCO-3. Entre la survenue des premiers foyers et la mise en place rapide d'une campagne vaccinale par les autorités sanitaires françaises, la mortalité d'animaux reproducteurs observée dans ces régions risque de peser sur la production en 2025.

La stabilisation de la situation sanitaire notamment par la généralisation de la vaccination est donc un enjeu crucial pour la production ovine française en 2025. Tout comme la crise de la FCO des années 2007-2008, l'élevage ovin devra vivre avec la circulation de ce nouveau sérotype. L'apparition du nouveau sérotype 12 aux Pays-Bas en octobre 2024, jusque-là absent du territoire européen et pour lequel il n'existe pas encore de vaccin, est un nouveau défi de taille pour les filières ruminants en 2025.

Dans ce contexte sanitaire et d'offre toujours plus limitée, la hausse des cours devrait très probablement se poursuivre en 2025, avec peut-être de nouveaux records. Le renchérissement des cours de l'agneau et la répercussion sur le consommateur final pourrait à nouveau restreindre la consommation de viande ovine.

2-1 Bilan du secteur ovin

	2023		2024		% 24/23	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
Production contrôlée	4 011,0	74,6	3 806,2	70,6	-5,1	-5,5
Commerce extérieur animaux vivants						
Exportations	462,6	4,6	454,8	4,4	-1,7	-4,5
Importations	184,4	2,9	155,8	2,2	-15,5	-24,4
Solde	278,2	1,7	299,0	2,4		
Abattages contrôlés	3 732,8	72,9	3 507,2	68,2	-6,0	-6,5
Commerce extérieur viande						
Exportations		10,2		9,7		-4,8
Importations		87,9		86,4		-1,7
Solde		-77,7		-76,7		
Consommation contrôlée		150,6		144,9		-3,8
Solde (production-consommation)		-76,0		-74,3		
Auto-approvisionnement (%)		49,5		48,7		

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

2-2 Cheptel ovin et caprin français

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Brebis laitières	1 254	1 277	1 279	1 245	1 240	-0,4
Brebis viande	3 316	3 239	3 199	3 100	3 043	-1,9
Total brebis (Total femelles saillies)	5 329	5 125	5 138	4 345	4 282	-1,4
Autres ovins	1 430	1 446	1 412	1 327	1 309	-1,4
TOTAL DES OVINS	7 014	6 951	6 904	6 650	6 572	-1,2

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Chevrettes	307	327	326	313	301	-3,9
Chèvre (femelles ayant mis bas)	872	920	931	927	914	-1,3
Autres caprins	112	126	104	107	105	-1,8
Total caprins	1 290	1 374	1 361	1 346	1 320	-2,0

Source : FranceAgriMer d'après la Statistique Agricole Annuelle (données arrêtées à décembre)

2-3 Abattages et production (ovins)

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Abattages Contrôlés (A)						
Agneaux	3 608	3 661	3 508	3 217	3 045	-5,4
Brebis	530	527	553	516	462	-10,4
Total	4 137	4 188	4 061	3 733	3 507	-6,0
Importations vifs (B)						
Agneaux	213	289	215	160	136	-15,5
Brebis	15	12	25	24	20	-15,4
Total	229	300	240	184	156	-15,5
Abattages d'origine française (A-B)						
Agneaux	3 394	3 372	3 292	3 057	2 909	-4,8
Brebis	514	516	528	492	442	-10,1
Total	3 909	3 888	3 821	3 549	3 351	-5,6
Exportations vifs (C)						
Agneaux	374	387	356	410	406	-1,0
Brebis	83	67	109	52	49	-6,8
Total	457	454	465	462	455	-1,6
Production contrôlée française (A-B+C)						
Agneaux	3 768	3 760	3 648	3 467	3 315	-4,4
Brebis	598	583	638	544	491	-9,8
Total	4 366	4 342	4 286	4 011	3 806	-5,1

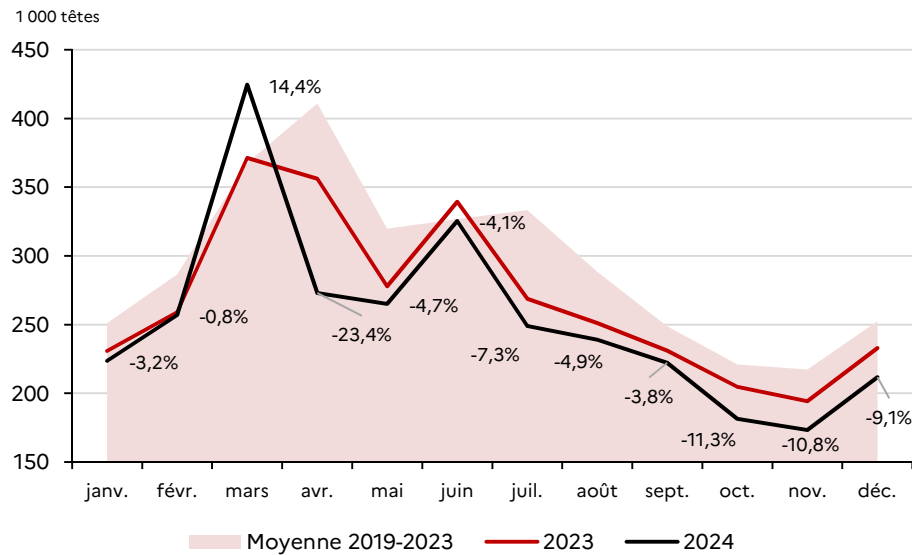
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

2-4 Abattages et production (caprins)

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Abattages Contrôlés (A)						
Chevreaux	533,6	510,1	504,1	480,1	481,4	0,3
Caprins de réformes	135,0	142,2	148,4	146,0	139,3	-4,6
Total	668,6	652,3	652,5	626,1	620,7	-0,9
Importations vifs (B)						
Caprins	1,3	0,9	1,0	2,0	0,4	-77,8
Abattages d'origine française (A-B)						
Caprins	667,3	651,3	651,4	624,1	620,3	-0,6
Exportations vifs (C)						
Caprins	9,0	3,9	5,0	5,5	3,6	9,3
Production contrôlée française (A-B+C)						
Total	676,4	655,3	656,4	629,6	623,9	-4,1

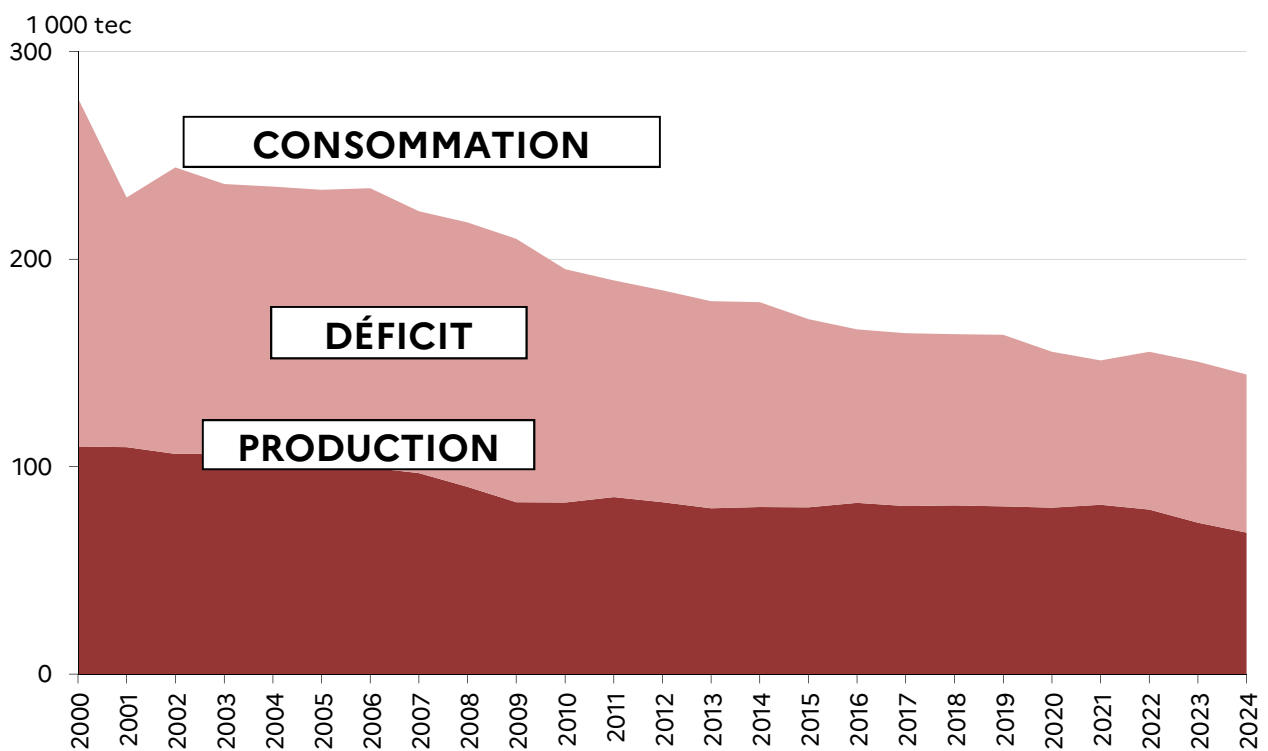
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

2-5 Abattages contrôlés d'agneaux en France



Source : FranceAgriMer d'après SSP

2-6 Production et consommation contrôlées françaises de viande ovine



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

2-7 Évolution de l'auto-approvisionnement en viande ovine entre 2010 et 2024

Année	Production de viande ovine	Consommation	Auto-approvisionnement (%)
2010	82,8	195,1	42%
2011	85,4	189,8	45%
2012	82,9	184,9	45%
2013	80,0	179,7	44%
2014	80,5	179,3	45%
2015	80,4	171,0	47%
2016	82,6	166,2	50%
2017	81,0	164,3	49%
2018	81,4	163,8	50%
2019	80,8	163,6	49%
2020	80,2	155,4	52%
2021	81,6	151,2	54%
2022	79,3	155,4	51%
2023	72,9	150,6	48%
2024	68,2	144,5	47%

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

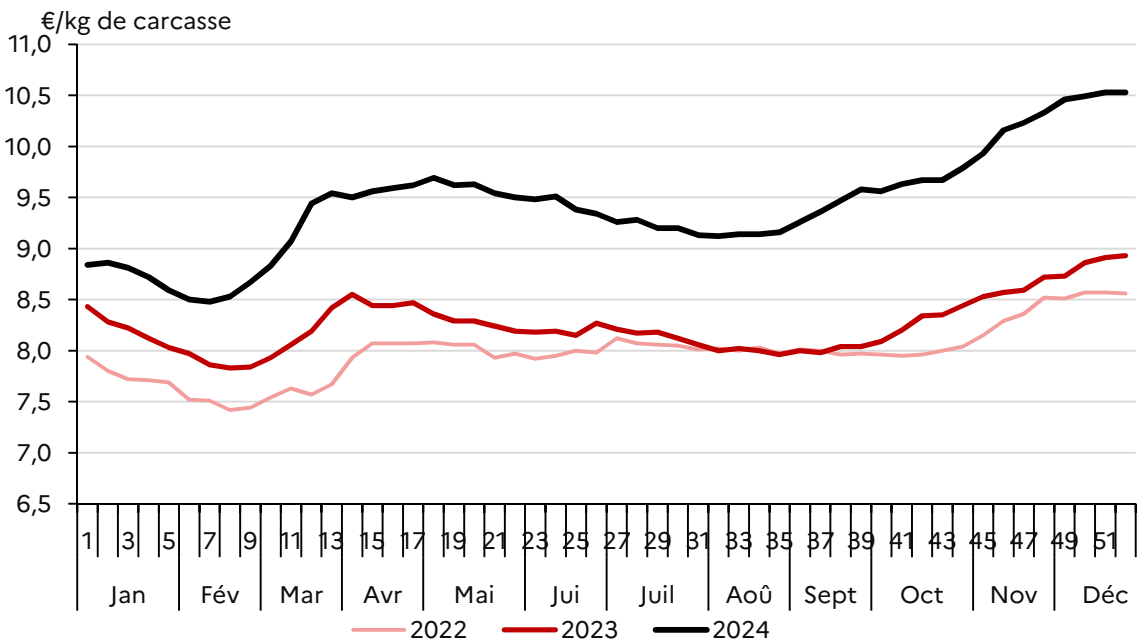
2-8 Les prix à la production

€/kg net	2019	2020	2021	2022	2023	2024	%24/23
Agneaux							
Prix moyen pondéré	6,17	6,74	7,37	7,96	8,26	9,38	3,8
PMP Rungis*	6,50	7,39	8,17	8,35	8,64	10,54	3,5

*Cotation RNM

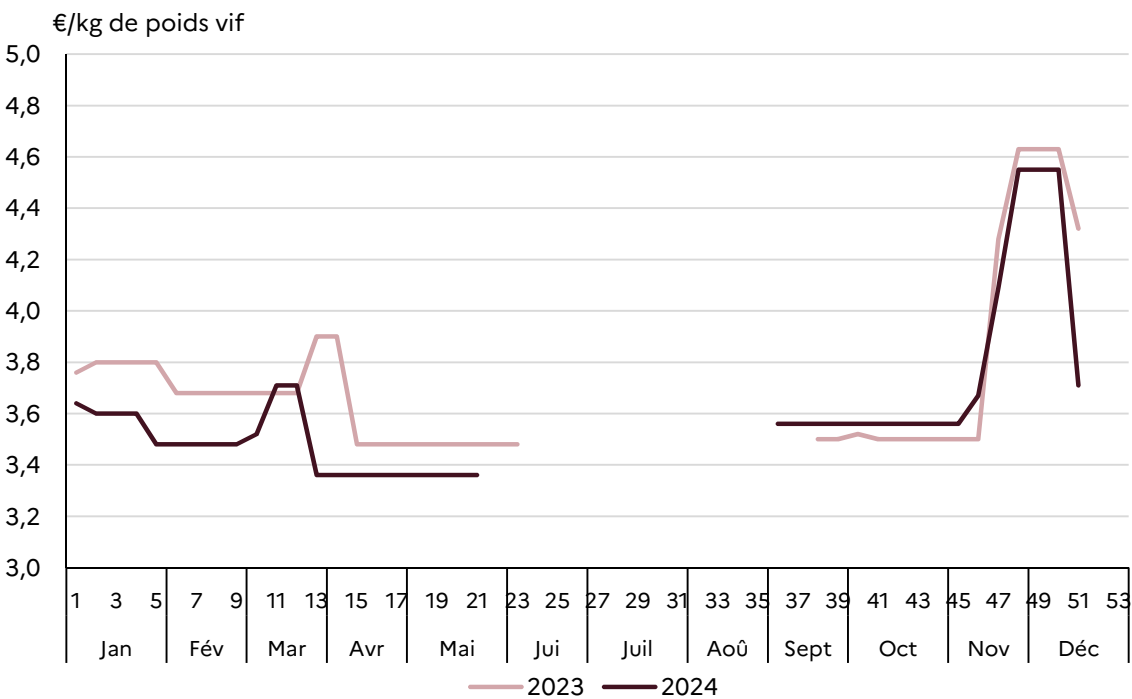
Source : FranceAgriMer

2-9 Prix moyen pondéré des agneaux de boucherie



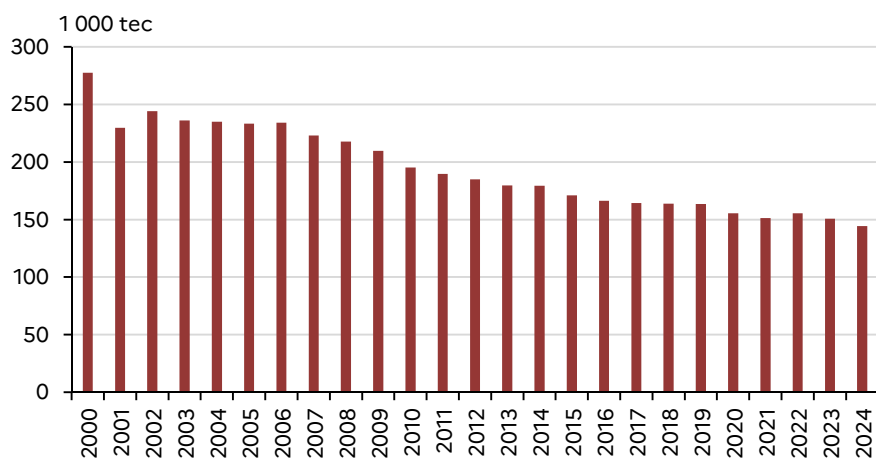
Source : FranceAgriMer

2-10 Prix moyen pondéré des chevreaux vifs



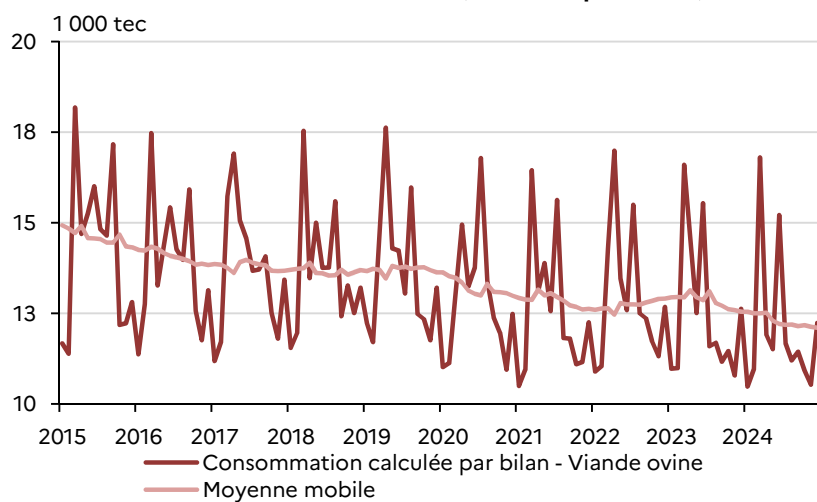
Source : FranceAgriMer

2-11 Consommation de viande ovine (calculée par bilan)



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

2-12 Consommation ovine contrôlée (calculée par bilan)



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

Le marché des ovins et des caprins dans l'Union européenne

› Le cheptel ovin européen s'est replié en 2023

Selon les données de l'enquête cheptel de décembre 2023 de la Commission européenne, le cheptel européen de brebis et d'agnelles saillies 2023 a diminué de 2,0 % comparé 2022 (figure 2-14) et de 9,2 % sur les dix dernières années.

Cependant, l'évolution du cheptel est disparate d'un État membre à l'autre. Seuls l'Allemagne (+ 2,3 %, + 75 000 têtes) et la Grèce (+ 5,3 %, + 303 000 têtes) ont vu leurs effectifs augmenter, sans contrebalancer la baisse marquée du cheptel reproducteur espagnol (- 5,2 %, - 542 000 têtes). En France, le cheptel reproducteur ovin a également connu une baisse significative (- 8,2 %, - 431 200 têtes), tout comme en Irlande (- 3,5 %, - 92 500 têtes) et en Italie (- 1,2 % soit - 71 000 têtes).

D'autre part, l'émergence de la FCO-3 depuis septembre 2023 aux Pays-Bas, a entraîné une forte augmentation du taux de mortalité des ovins au dernier trimestre, ce qui a conduit à une réduction importante du cheptel reproducteur néerlandais (- 9,4 % soit - 57 000 têtes) par rapport à 2022. Par contre la Roumanie, qui possède le deuxième plus grand cheptel européen après l'Espagne, a réussi à maintenir son cheptel de reproductrices au niveau de 2022, avec 8,9 millions de têtes.

› La production espagnole de viande ovine a nettement baissé en 2024

Le fort décrochage du cheptel de reproductrices en Espagne s'est traduit par une baisse importante de la disponibilité en agneaux espagnols en 2024 et la production de viande ovine en a été affectée. Celle-ci a atteint près de 95 920 tec en 2024, marquant un retrait de 8,4 % par rapport à 2023. Ainsi, les effectifs d'agneaux abattus ont diminué de 5,4 % comparés à 2023, tout comme les réformes, enregistrant une baisse plus prononcée (- 26,1 %) comparée à 2023. Cette situation résulte probablement de la volonté de l'Espagne de reconstituer son cheptel, gravement affecté par la sécheresse intense qui frappe le pays depuis 2022.

Dans le même temps, les exportations d'agneaux espagnols ont progressé de 1,4 %, profitant d'un marché marocain très attractif, captant 50,7 % des flux espagnols. Ainsi, les expéditions d'agneaux espagnols ont quasiment triplé vers le Maroc, à 663 700 têtes en 2024, tandis qu'elles ont diminué vers les autres pays clients notamment la France (- 44,8 % soit - 61 800 têtes), l'Italie (- 20,0 % soit - 24 900 têtes), la Jordanie (- 32,3 % soit - 77 120 têtes) et l'Arabie Saoudite (- 87,1 % soit - 110 500 têtes).

Par ailleurs, en 2024 au regard de 2023, les exportations espagnoles de viande ovine ont augmenté de 3,4 %, portées par la hausse des envois vers la France (+ 3,4 %), premier client de l'Espagne.

› La production ovine irlandaise a fortement diminué en 2024

Après avoir augmenté de 2,2 % entre 2022 et 2023, à près de 63 400 tec, la production irlandaise de viande ovine a enregistré une baisse de 9,0 % en 2024 en lien avec une diminution des abattages à la fois d'agneaux (- 8,4 %) et de brebis (- 14,4 %). Ce déclin de la production, dont 70 % est destiné à l'exportation, a entraîné une réduction significative des expéditions de viande ovine

irlandaise, qui ont diminué de 14,6 % en 2024 par rapport à 2023. Les expéditions ont reculé à destination de l'Allemagne (- 4,3 %), de la Belgique (- 8,1 %) ainsi que de la France (- 10,4 %) et diminué plus fortement vers le Royaume-Uni (- 20,1 %), premier débouché pour la viande irlandaise. La concurrence sur le marché européen de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande avec des prix très compétitifs a pénalisé les exportations de viande ovine irlandaises vers les pays européens.

› En 2024, le prix à la production des ovins a augmenté partout en Europe

En 2024, dopés par une offre réduite, les cours des agneaux ont nettement progressé dans tous les pays de l'Union européenne.

La baisse de la production en Espagne et en Irlande, couplée à une demande dynamique pendant les fêtes de Pâques et de fin d'année, a favorisé la hausse de la cotation dans ces pays, avec une progression respectivement de 14,2 % (+ 111,8 €/100 kg) et 17,9 % (+ 118,6 €/100 kg). C'est également le cas pour la cotation française de l'agneau lourd (+ 117,6 €/100 kg), atteignant des valeurs records à quelques semaines des fêtes de fin de l'année, franchissant pour la première fois la barre des 10 €/kg depuis l'introduction de l'euro. En effet, la production française a diminué tout au long de l'année, mais cette pénurie d'offre a été accentuée par les mortalités liées à la FCO-3 depuis août 2024, renforçant la hausse des prix au dernier trimestre.

› La consommation européenne de viande ovine et caprine calculée par bilan a de nouveau reculé en 2024

En 2024, la consommation calculée par bilan de viande ovine et caprine a diminué de 6,8 % par rapport à 2023 (figure 2-22). La baisse de consommation a été particulièrement marquée en Espagne, en Grèce et aux Pays-Bas par rapport au reste de l'Union européenne. Pour ces pays, la consommation de viande ovine et caprine a baissé respectivement de 9,7 % (soit - 7 500 tec), 15,2 % (soit - 10 000 tec) et 33,1 % (soit - 5 420 tec) par rapport à 2023. La France a également vu sa consommation reculer pour la deuxième année consécutive de 3,8 % (soit - 6 000 tec), tout comme l'Italie (- 14,0 % soit - 7 700 tec) et le Portugal (- 6,5 % soit - 1 400 tec). La hausse de consommation en Allemagne (+ 9,1 %, + 5 800 tec) et en Irlande (+ 11,2 %, + 1 860 tec) n'a pas suffi à compenser cette baisse.

En 2024, à 541 400 tec, la production européenne de viande ovine et caprine a chuté de 9,3 % par rapport à 2023, marquant une deuxième année consécutive de baisse. Parallèlement, les importations en provenance des pays tiers ont diminué de 3,8 % par rapport à 2023. Les évolutions varient cependant selon les pays. Les expéditions de viande ovine et caprine en provenance de la Nouvelle-Zélande ont augmenté de 3,0 % par rapport à 2023, soutenues par un prix à l'import très compétitif. À l'inverse le Royaume-Uni a réduit ses expéditions vers l'Union européenne (- 10,9 %) en raison d'une baisse importante de sa production (- 7,0 %) en 2024. Dans le même temps, une augmentation des envois a été observée cette année depuis le Chili (+ 34,6 %). Toutefois, les flux en provenance de ce pays demeurent marginaux à 1 420 tec, représentant seulement 1,0 % des importations totales de viande ovine et caprine en provenance des pays tiers.

2-13 Bilan dans le secteur ovin-caprin dans l'Union européenne à 27

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Production indigène (1)	627,5	628,5	623,0	596,7	541,4	-9,3
Exportations animaux vivants	57,9	51,0	51,6	52,4	48,8	-6,9
Importations animaux vivants	3,7	3,2	3,2	2,9	2,9	1,6
<i>Solde</i>	<i>54,3</i>	<i>47,8</i>	<i>48,4</i>	<i>49,5</i>	<i>45,8</i>	
Abattages (1)	573,2	580,7	574,7	547,3	495,5	-9,5
Exportations viandes	52,3	43,0	40,4	35,5	27,3	-23,1
Importations viandes	143,4	90,6	114,2	127,1	127,3	0,2
<i>Solde</i>	<i>-91,1</i>	<i>-47,6</i>	<i>-73,8</i>	<i>-91,6</i>	<i>-100,0</i>	
Consommation indigène (1)	664,3	628,3	648,5	638,9	595,5	-6,8
Autoapprovisionnement (%)	94,5	100,0	96,1	93,4	90,9	

*Estimations

(1) La production et la consommation indigène sont calculées en prenant en compte les abattages totaux (abattages contrôlés + estimations des abattages hors abattoirs)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-14 Cheptel de reproductrices (brebis mères et agnelles saillies) dans l'Union européenne

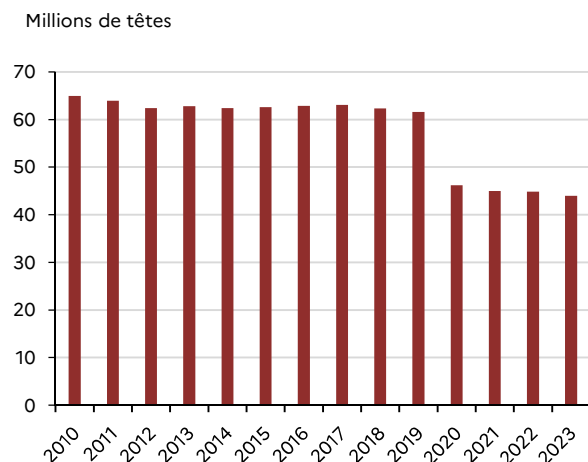
1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Allemagne	1 109	1 099	1 079	1 060	1 068	1 075	1 100	2,3
Autriche	242	242	241	235	240	234	232	-0,8
Espagne	11 514	11 392	11 047	11 081	10 815	10 395	9 853	-5,2
France	5 213	5 405	5 329	5 125	5 138	5 235	4 804	-8,2
Grèce	6 713	6 775	6 505	5 828	5 491	5 669	5 972	5,3
Irlande	2 723	2 608	2 571	2 643	2 699	2 666	2 574	-3,5
Italie	6 272	6 188	6 087	6 110	5 867	5 940	5 869	-1,2
Pays-Bas	556	628	638	595	609	608	551	-9,4
Portugal	1 665	1 638	1 640	1 677	1 623	1 629	1 587	-2,6
Suède	282	251	254	256	243	228	236	3,3
Roumanie	8 454	8 594	8 870	8 812	8 765	8 879	8 902	0,3
Bulgarie	1 151	1 170	1 131	1 148	1 053	966	943	-2,5
Hongrie	810	798	782	754	720	693	694	0,1

- enquêtes de décembre

Les données pour la Belgique, le Luxembourg, la Finlande, Chypre, l'Estonie, la Pologne, la République tchèque et la Slovénie se sont pas disponibles pour toute la période considérée

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

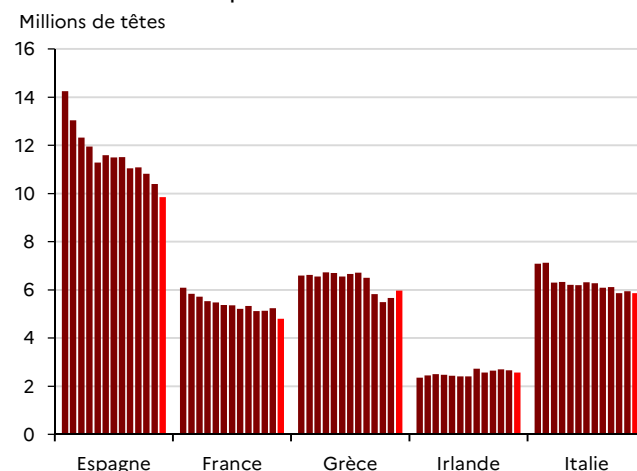
2-15 Le cheptel reproducteur ovin de l'Union européenne*–enquêtes de décembre



*UE à 27 à partir de 2020

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-16 Évolution du cheptel reproducteur ovin dans les principaux pays producteurs de 2010 à 2023– enquêtes de décembre



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-17 Production indigène de viande ovine et caprine dans l'Union européenne

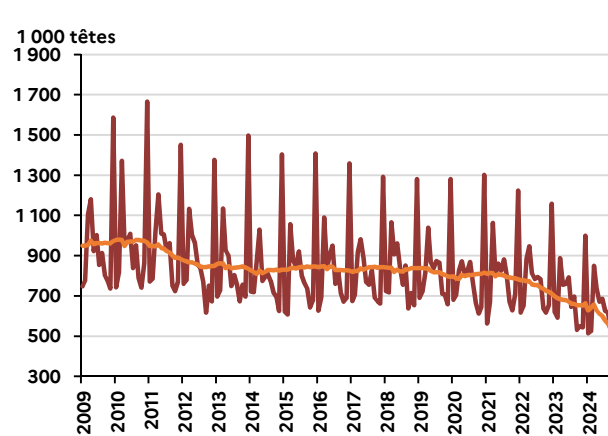
1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Allemagne	37,1	29,6	28,2	27,4	24,8	-9,7
Autriche	7,4	7,5	7,2	7,7	7,5	-2,0
Espagne	147,5	148,1	153,1	134,8	129,8	-3,7
France	88,5	88,8	87,1	81,0	77,3	-4,5
Grèce	61,7	65,2	63,7	60,5	54,6	-9,8
Irlande	63,1	60,5	65,3	71,4	62,6	-12,3
Italie	19,6	23,7	21,7	19,8	12,8	-35,6
Pays-Bas	20,1	19,4	18,8	22,3	18,5	-17,2
Portugal	19,4	20,6	21,5	20,9	20,6	-1,0
Bulgarie	10,3	10,1	7,6	6,2	8,4	35,3
Roumanie	126,0	134,1	128,8	127,1	110,7	-12,9
Hongrie	6,6	6,4	6,0	6,0	4,9	-19,2
UE 27	627	628	623	597	541	-4,2

*Estimations

Le calcul de la production prend en compte des estimations d'abattages hors abattoirs déclarées par certains pays.

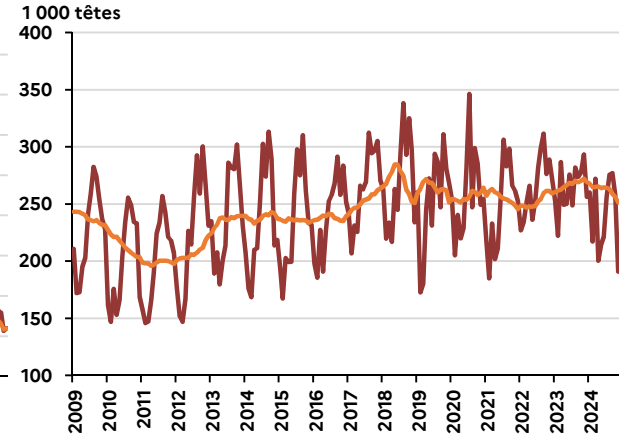
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-18 Abattages mensuels d’ovins en Espagne



Source : FranceAgriMer d’après Eurostat

2-19 Abattages mensuels d’ovins en Irlande



Source : FranceAgriMer d’après Eurostat

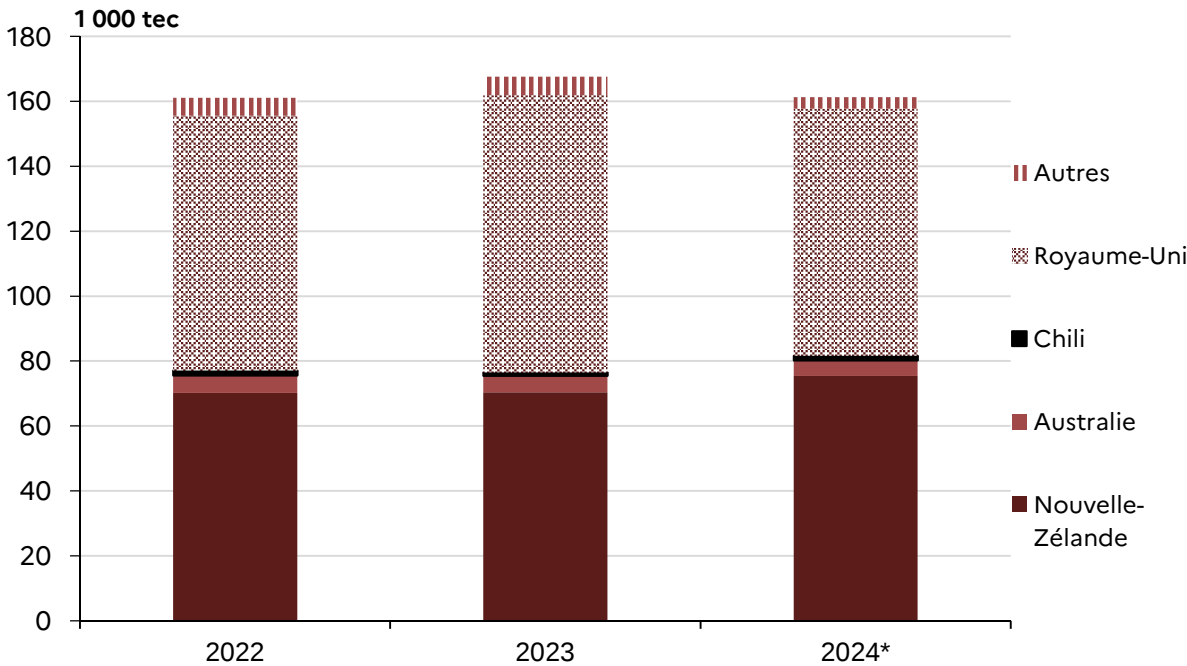
2-20 Importations de l’UE à 27 de viande ovine et caprine en provenance des pays tiers

1 000 tec	2022	2023	2024*	% 24*/23
Total pays tiers	161,1	167,6	161,3	-3,8
Nouvelle-Zélande	70,1	70,4	75,4	7,1
Australie	5,4	5,1	4,8	-5,2
Chili	1,5	1,1	1,4	34,6
Royaume-Uni	78,6	85,4	76,1	-10,9
Autres	5,5	5,7	3,5	-38,0

*Estimations

Source : FranceAgriMer d’après Eurostat

2-21 Importations de l’Union européenne de viande ovine en provenance des pays tiers



*Estimations

Source : FranceAgriMer d’après Eurostat

2-22 Consommation de viande ovine et caprine dans l'Union européenne, calculée par bilan

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Allemagne	79	76	86	64	70	9,1
Espagne	87	82	87	78	70	-9,7
France	161	157	161	156	150	-3,8
Grèce	64	63	63	66	56	-15,2
Irlande	10	13	14	17	19	11,2
Italie	47	49	51	55	47	-14,0
Pays-Bas	19	15	18	16	11	-33,1
Portugal	22	23	24	21	20	-6,5
Roumanie	73	79	83	91	91	0,6
Bulgarie	10	11	13	11	10	-14,6
Hongrie	2	2	1	1	1	6,0
UE 28*	664	628	648	639	596	-6,8

*Estimations

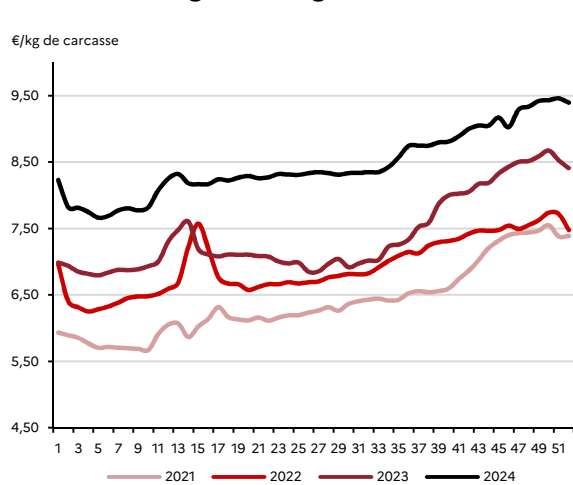
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

2-23 Prix à la production des agneaux dans l'Union européenne

€/100 kg net	2019	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Agneaux lourds							
Irlande	460,9	522,7	672,1	673,6	662,0	780,6	17,9
France	618,6	673,2	736,2	797,6	825,4	942,9	14,2
Roumanie	223,7	281,7	294,7	350,5	361,1	437,6	21,2
UE 27	528,0	582,3	679,1	722,0	742,2	847,0	14,1
Agneaux légers							
Espagne	566,6	613,0	675,5	721,7	786,2	898,0	14,2
Grèce	474,8	486,8	586,3	653,0	713,9	813,3	13,9
Italie	584,9	626,9	639,5	676,1	665,2	752,0	13,1
UE 27	547,6	579,3	644,0	697,5	744,4	845,1	13,5

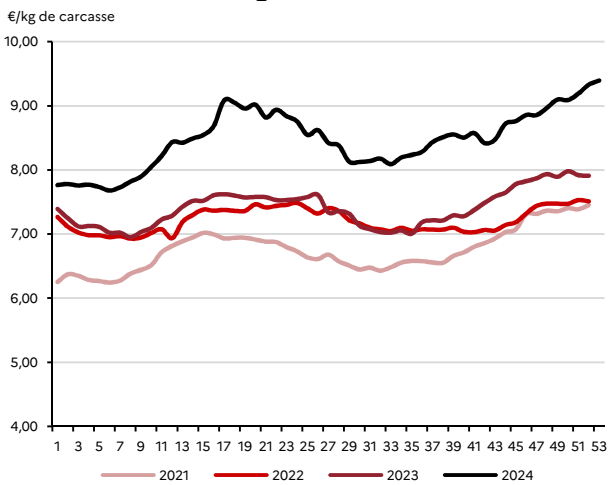
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

2-24 Prix des agneaux légers dans l'UE 27



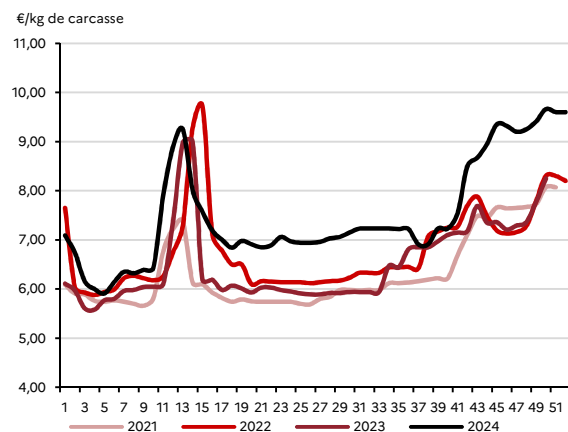
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

2-25 Prix des agneaux lourds dans l'UE 27



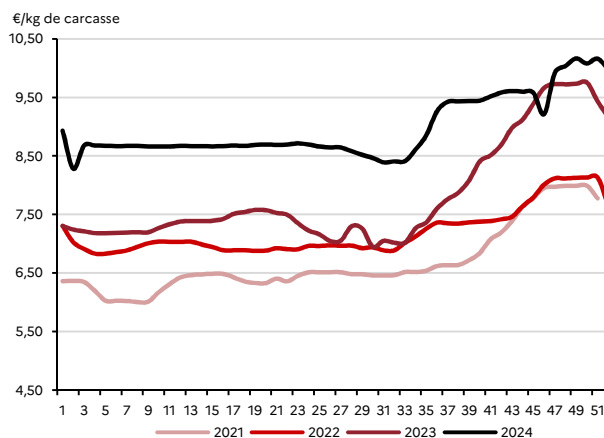
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

2-26 Prix des agneaux légers en Italie



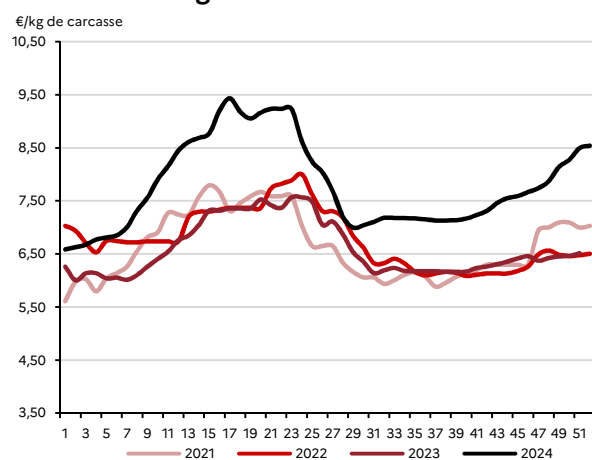
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

2-27 Prix des agneaux légers en Espagne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

2-28 Prix des agneaux lourds en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Le marché mondial des ovins

› Stabilité du cheptel mondial d'ovins en 2023

En croissance continue depuis 2011, le cheptel mondial d'ovins s'est maintenu en 2023 à 1 324 millions de têtes selon la FAO (figure 2-29). Cependant, des tendances variées ont été observées selon les régions. En Asie (44,8 % du cheptel mondial), le cheptel ovin a connu une baisse de 2,1 % en 2023, marquant la fin d'une tendance positive qui s'était poursuivie depuis 2017. Parallèlement, le cheptel africain a de nouveau augmenté en 2023 (+ 3,0 %), atteignant 436 millions de têtes. Également, en Océanie, le cheptel ovin a progressé de 0,9 % porté principalement par l'augmentation du cheptel australien (+ 2,7 %, à 72 millions de têtes) tandis que le cheptel néozélandais s'est replié de 3,1 %, à 24 millions de têtes. En revanche, le cheptel européen a reculé de 1,4 % par rapport à 2022 et celui américain est resté stable pour la deuxième année consécutive.

Par ailleurs, à 193 millions de têtes, le cheptel chinois s'est replié de 0,5 % comparé à 2022. Ainsi, la Chine détient toujours le premier cheptel mondial d'ovins suivie par l'Inde, dont le cheptel a augmenté de 0,9 % à 77 millions de têtes.

› Au Royaume-Uni, la baisse de la production de viande ovine a pesé sur les exportations et renforcé les importations

Selon la FAO, le cheptel ovin au Royaume-Uni a atteint 32 millions de têtes fin 2023 (figure 2-29), accusant un repli de 4,1 % par rapport à 2022. D'après le dernier recensement de Defra, la réduction du cheptel britannique semble s'être accentuée au 1^{er} juin 2024 atteignant 31 millions de têtes, soit une baisse de 2,5 % par rapport à la même période de l'année précédente. Ainsi, à ce niveau, le cheptel britannique a atteint son plus bas niveau enregistré depuis 2010.

En 2024, la production de viande ovine au Royaume-Uni s'est établie à près de 265 200 tonnes, en baisse de 7,5 % par rapport à 2023. Cela s'explique par un repli de 14,9 % des abattages de réformes (soit - 212 100 têtes) et de 8,3 % des abattages d'agneaux (- 896 000 têtes). Selon Defra, cette baisse marquée des abattages en 2024 reflète une réduction importante du cheptel reproducteur ovin ainsi qu'un taux d'agnelage plus faible qu'en 2023. De plus, les conditions d'élevage ont été plus difficiles cette année en raison des conditions météorologiques humides et d'inondations dans certaines régions du pays. Cette situation a conduit à une récolte de fourrages de moindre qualité, impactant la finition des agneaux et retardant leur commercialisation.

Par ailleurs, la cotation de l'agneau britannique a connu une hausse prononcée sur la majeure partie de 2024. Couplée à une augmentation de la demande liée aux fêtes, la baisse marquée de la production britannique a entraîné une hausse des cours de l'agneau au Royaume-Uni, enregistrant des valeurs records lors du pic de Pâques, dépassant les 10 €/kg. Ainsi, en 2024, le prix moyen à la production de l'agneau britannique a été de 8,42 €/kg, en nette hausse par rapport à 2023 (+ 24,6 %, soit + 1,66 €/kg) (figure 2-34).

Parallèlement, pour compenser ce manque d'approvisionnement, le Royaume-Uni a augmenté ses importations de viande ovine (+ 41,2 %, à 77 740 tec) en 2024. Les arrivées ont bondi essentiellement en provenance de la Nouvelle-Zélande (+ 55,9 %, à 41 800 tec) ainsi que depuis l'Australie (+ 65,2 %, à 19 800 tec), tandis que les envois de viande ovine ont chuté en provenance

d'Irlande (- 30,9 %, à 6 200 tec), ce pays faisant face également à une pénurie d'offre en 2024. De leur côté, les exportations britanniques de viande ovine ont reculé de 5,7 % en 2024, en raison notamment du repli des expéditions vers la France (- 6,4 %, à 36 940 tec), premier client du Royaume-Uni. Une nette baisse des envois a également été observée à destination de l'Allemagne (- 14,9 %, à 12 400 tec) et de l'Italie (- 10,3 %, à 2 600 tec). En effet, la production britannique en net retrait par rapport à 2023, conjuguée à un prix moins compétitif que celui des autres fournisseurs, a pénalisé les exportations du Royaume-Uni vers les pays européens, qui se sont tournés davantage vers la viande néozélandaise en 2024.

› Situation contrastée en Océanie

À 24,4 millions de têtes, le cheptel ovin en Nouvelle-Zélande a de nouveau reculé en 2023 (- 3,1 %). Malgré ce repli, les effectifs d'agneaux abattus ont augmenté de 2,0 % en 2024 comparés à 2023, tandis que ceux des réformes ont chuté de 14,1 % sur la même période. Parallèlement, les exportations néozélandaises de viande ovine se sont repliées de 2,2 %, s'établissant à près de 391 200 tonnes (figure 2-36). En effet, la baisse de la demande chinoise (- 23,3 %, à 170 700 tonnes) a contraint les exportateurs néo-zélandais à se tourner vers d'autres marchés afin d'optimiser la valorisation de la carcasse. Ainsi, en 2024, la Nouvelle-Zélande a profité de la forte demande des pays de l'UE avec une augmentation des envois notamment vers la France (+ 11,5 %), l'Allemagne (+ 12,6 %), les Pays-Bas (+ 16,9 %) et la Belgique (+ 8,1 %). À noter que la hausse la plus marquée a été enregistrée vers le Royaume-Uni (+ 44,2 %).

Parallèlement, le prix de l'agneau néozélandais a diminué durant l'année 2024 (- 4,2 %, à 3,82 €/kg) (figure 2-34), renforçant ainsi les exportations depuis ce pays.

Par ailleurs, le cheptel australien a continué de progresser en 2023 (+ 2,7 %, à 72,1 millions de têtes), atteignant son plus haut niveau depuis 2017. Cette croissance s'est traduite par une augmentation des abattages d'agneaux en 2024 à 27,7 millions de têtes, selon Meat and Livestock Australia (MLA). Dans le même temps, les exportations australiennes ont atteint un niveau record avec 614 300 tonnes, marquant une hausse de 15,0 % par rapport à 2023. Les envois ont diminué à destination de la Chine (- 6,6 %, à 149 100 tonnes), tandis qu'ils ont bondi vers les États-Unis (+ 44,7 %, à 141 000 tonnes) et vers le Royaume-Uni (+ 49,6 %). L'Australie a également renforcé ses envois vers les pays du Moyen-Orient, notamment le Qatar (+ 71,6 %, à 14 000 tonnes), le Koweït (+ 74,8 %, à 17 000 tonnes) et Oman (+ 44,1 %, à 10 500 tonnes).

D'après MLA, cette hausse de la demande extérieure, couplée à une demande intérieure dynamique, ont soutenu le prix moyen à la production de l'agneau australien en 2024. Celui-ci s'est établi à 4,65 €/kg, supérieur de 24,0 % (+ 90 centimes/kg) à son niveau de l'année précédente.

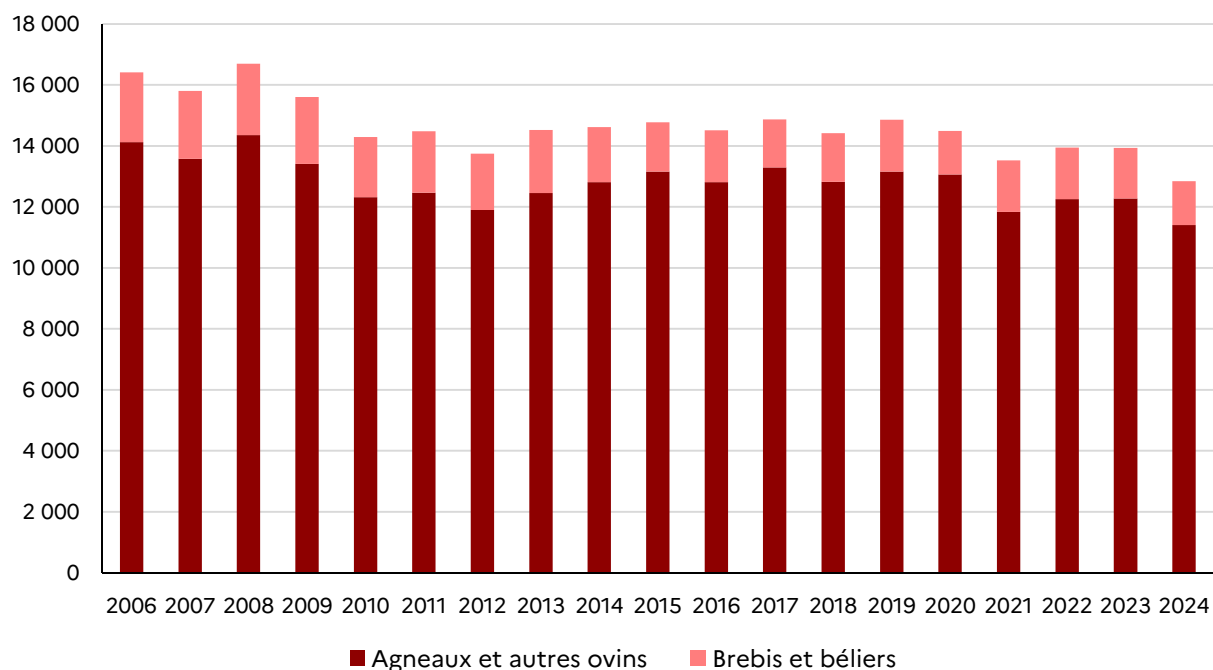
2-29 Cheptel mondial d'ovins

millions de têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Asie	532,6	561,2	587,6	605,0	592,5	-2,1
Chine	163,5	173,1	186,4	194,0	193,0	-0,5
Inde	74,3	75,0	76,1	76,8	77,4	0,9
Iran	41,3	46,6	53,9	55,6	52,0	-6,4
Pakistan	30,9	31,2	31,6	32,0	32,3	1,2
Arabie Saoudite	9,4	17,5	17,5	21,8	18,9	-13,1
Turquie	37,3	42,1	45,2	44,7	42,1	-5,9
Afrique	405,9	418,6	421,9	423,3	436,2	3,0
Amériques	82,8	82,8	81,1	81,3	81,3	0,0
Union européenne	97,3	61,5	60,5	59,0	58,2	-1,4
Royaume-Uni	33,6	32,7	33,0	33,2	31,8	-4,1
Océanie	92,6	89,6	93,8	95,6	96,5	0,9
Australie	65,8	63,5	68,0	70,2	72,1	2,7
Nouvelle-Zélande	26,8	26,0	25,7	25,1	24,4	-3,1
MONDE	1 244,2	1 276,1	1 306,6	1 325,0	1 323,8	-0,1

Source : FranceAgriMer d'après FAOstat

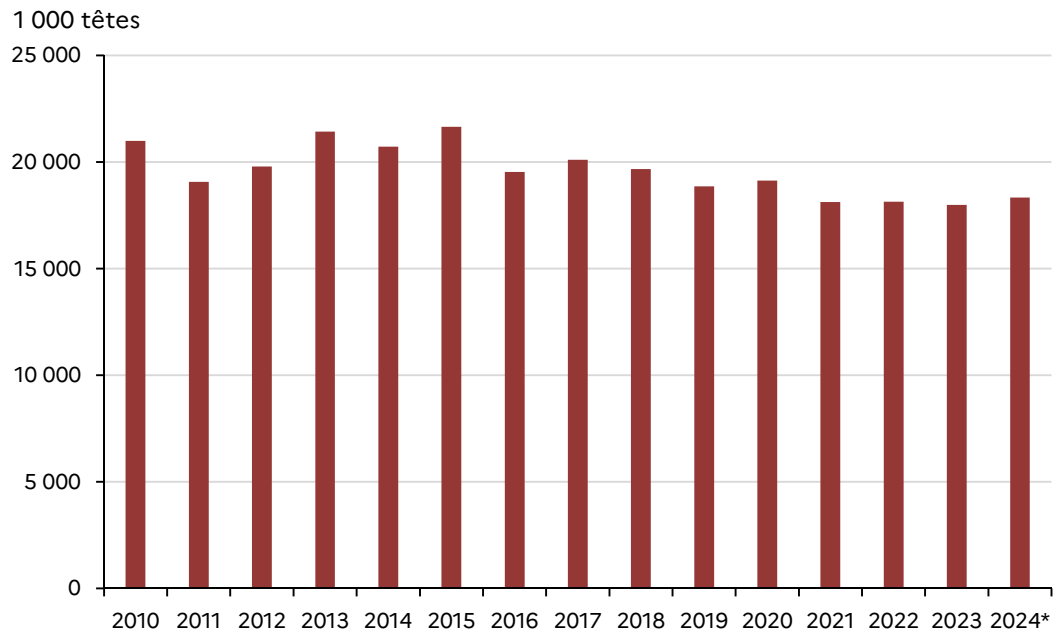
2-30 Abattages d'ovins au Royaume-Uni

1 000 têtes



Source : FranceAgriMer d'après AHDB et Defra

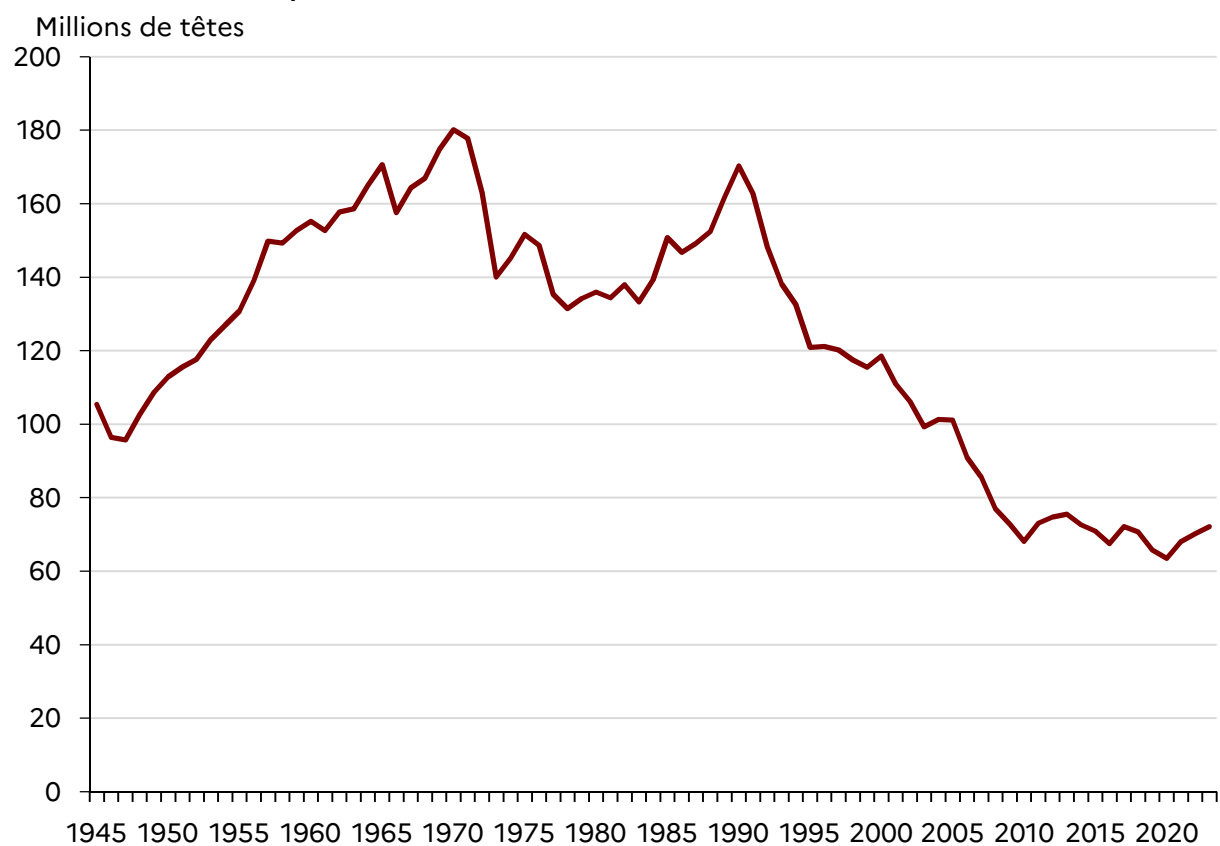
2-31 Abattages d'agneaux en Nouvelle-Zélande



*Estimations

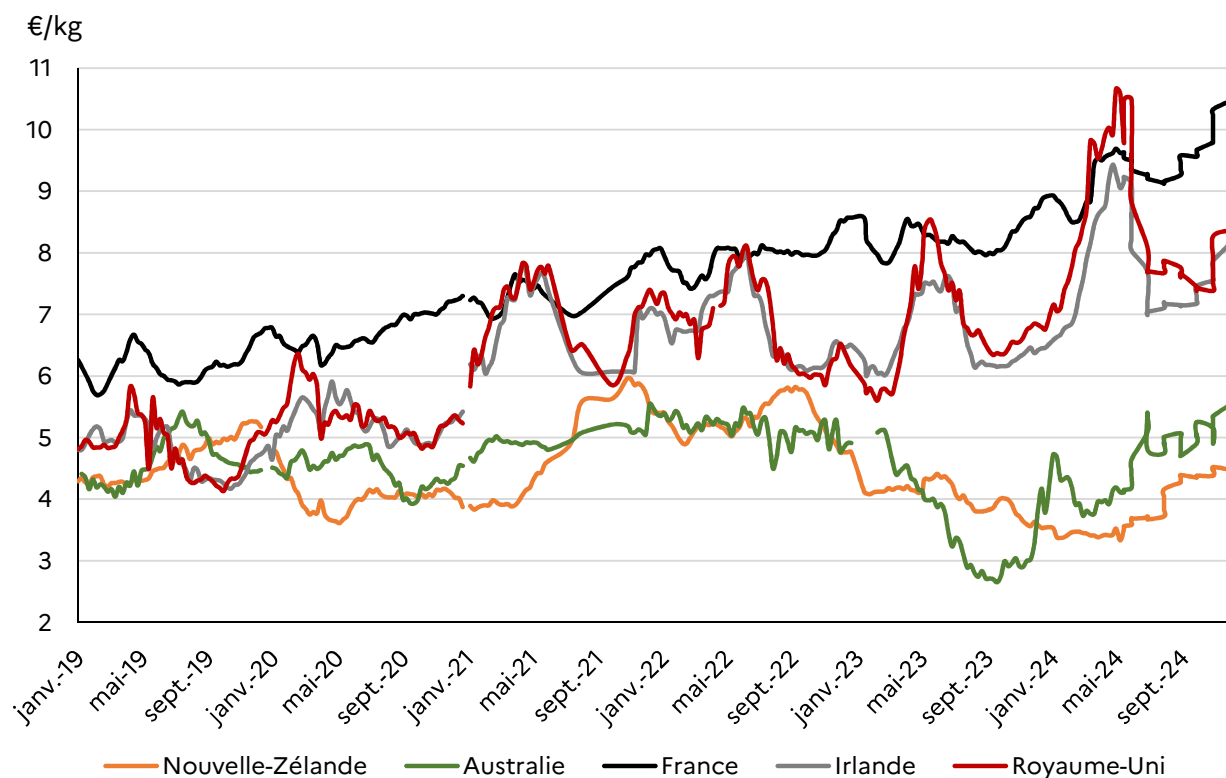
Source : FranceAgriMer d'après Statistics New Zealand

2-32 Évolution du cheptel ovin en Australie



Source : FranceAgriMer d'après MLA

2-33 Évolution des prix à la production dans le monde

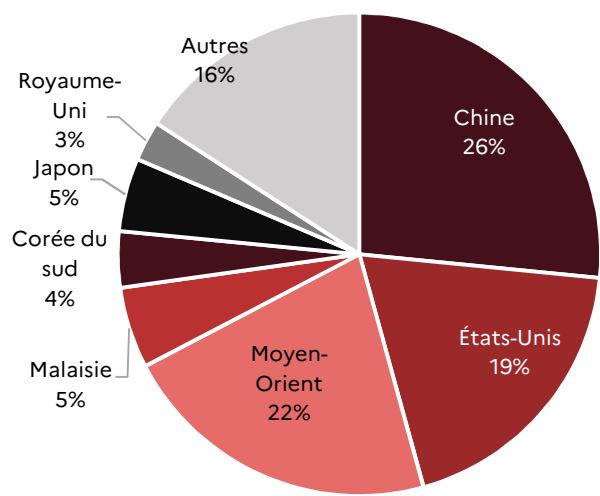


2-34 Prix à la production dans le monde

€/kg	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Australie	4,47	5,01	5,13	3,75	4,65	24,0
Nouvelle-Zélande	4,04	4,87	5,27	4,01	3,84	-4,2
Royaume-Uni	5,34	6,85	6,81	6,76	8,42	24,6
Irlande	5,24	6,67	6,80	6,60	7,79	18,0
France	6,73	7,37	7,97	8,24	9,42	14,3
Espagne	5,69	6,55	7,03	7,53	8,50	12,9

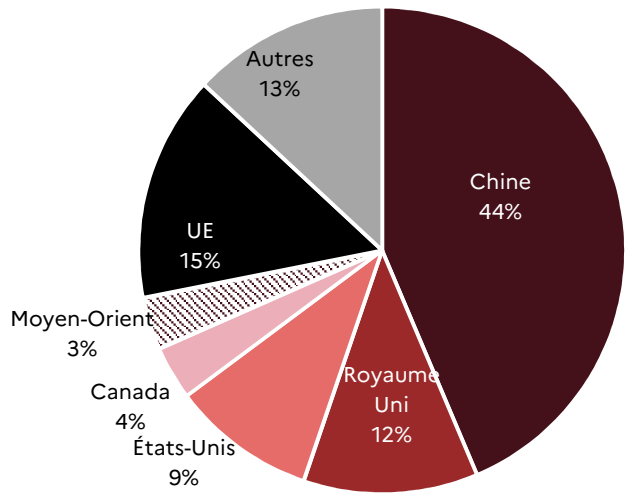
Source : FranceAgriMer d'après Bord Bia

2-35 Répartition en volume des exportations australiennes de viande ovine en 2024 (614 300 tonnes)

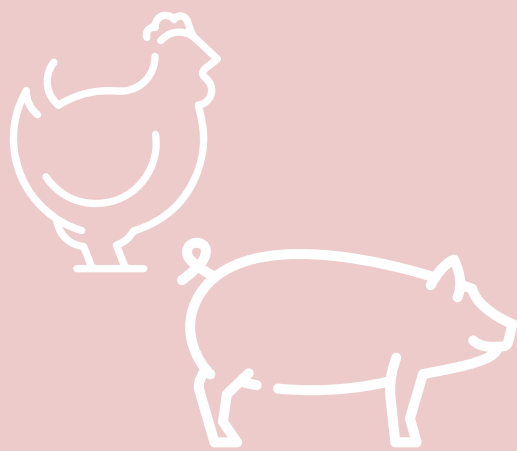


Source : FranceAgriMer d'après TDM

2-36 Répartition en volume des exportations néo-zélandaises de viande ovine en 2024 (391 200 tonnes)



Source : FranceAgriMer d'après TDM



VIANDES BLANCHES

Le marché du porc en France

› En 2024, le recul du cheptel s'est poursuivi, sans impact à ce stade sur la production

Avec le départ à la retraite ou l'arrêt d'activité d'exploitants non remplacés, le nombre d'élevages de porcs en France ne cesse depuis vingt ans de se réduire. Les chiffres du recensement agricole indiquent que l'âge moyen du chef d'exploitation porcine est passé de 41,8 ans en 2000 à 48,8 ans en 2020, et que dans le même temps le nombre d'élevages de plus de 20 truies ou de 100 porcs est passé de 16 800 en 2000 à 8 500 en 2020 (- 50,6 % sur vingt ans). Cette diminution s'est cependant accompagnée d'un accroissement de la taille des élevages, si bien que sur la même période, le recul du cheptel porcine apparaît plus limité (- 16,6 %, selon les données du SSP) (figures 3-1, 3-2). Les années suivantes, la réduction du cheptel n'a cessé de s'accélérer. En 2021, 2022, 2023, 2024, on note la perte de respectivement 12 000, 24 000, 28 000, et 31 000 truies (- 10 % depuis 2020), le cheptel reproducteur français passant ainsi sous les 850 000 têtes. L'effectif porcine total par rapport à 2020 a connu un recul encore plus net (11,8 M têtes, soit - 1,4 M têtes et - 11 %). La production porcine en France en 2024 n'a reflété cette évolution du cheptel que de façon limitée, puisque pour un recul de 2,8 % de celui-ci, les abattages en têtes sont restés quasi stables (+ 0,3%). Des gains de productivité dans les élevages ont en effet permis de limiter les effets de cette baisse du cheptel.

Les abattages en volume, par contre, ont plus nettement progressé en 2024 (+ 1,2 %) (figure 3-3). Cette situation contrastée s'explique par une hausse du poids des carcasses à un niveau encore inédit. Le poids moyen de la carcasse n'a cessé globalement de progresser ces dernières décennies (de 87,1 kg en 1999 à 94,4 kg en 2023), ce mouvement témoignant du souhait des éleveurs de valoriser au mieux leurs animaux lorsque le coût de l'aliment et le prix du marché le permettent. Depuis 2020, le poids moyen de la carcasse se plaçait à un peu plus de 94 kg (avec un léger reflux en 2022 à 93,7 kg, du fait d'une rentabilité médiocre du marché). En 2024, cette évolution s'est renforcée, la carcasse atteignant un poids moyen de 95,2 kg, avec une hausse plus forte engagée dès septembre et s'accroissant en fin d'année (jusqu'à 98 kg). Cette nouvelle situation est permise par la modification de la grille Uniporc, qui offre une meilleure valorisation des carcasses lourdes. Cette évolution vers un porc plus lourd est à l'avantage des éleveurs, mais aussi des abatteurs, puisque pour un même travail de découpe, le volume de viande obtenue est plus élevé et assure une meilleure productivité.

Avec une production de viande porcine qui s'est stabilisée ainsi à 2,1 millions de tonnes équivalent carcasse (tec) en 2024, la France est restée le troisième producteur européen, loin derrière l'Espagne (4,9 millions de tec, quasi stable : + 0,2 %) et l'Allemagne (4,3 millions de tec, en légère croissance : + 1,2 %).

› Le recul de l'inflation a favorisé en 2024 une reprise de la consommation française

Les indices des prix à la consommation publiés par l'Insee (figure 3-7) font ressortir, sur l'année 2024 comparée à 2023, un fort ralentissement de l'indice du prix de la viande de porc (+ 1,5 % en 2024 contre + 10,6 % en 2023). Il faut noter cependant que cet indice est resté supérieur à celui de l'ensemble des viandes (+ 0,3 %), avec en particulier les prix des viandes de volailles qui ont été en net recul (- 2,3 %). Le prix des charcuteries a connu pour sa part une tendance proche de l'ensemble des viandes, avec une croissance de 0,2 % pour les salaisons, et de 0,8 % pour les autres préparations de viande (telles que le jambon cuit).

Ce recul de l'inflation touchant l'ensemble des viandes explique sans nul doute la reprise de consommation observée pour les viandes blanches.

Sur le long terme, la consommation globale de porc estimée par bilan (consommation indigène brute) est marquée par une relative stabilité en volume (autour de 2,1 Mtec). Cependant, d'une année à l'autre, les volumes peuvent varier significativement. En croissance en 2021 et 2022, ils avaient connu en 2023 un recul notable (- 3,8 %). En 2024 en revanche, le recul de l'inflation a favorisé une reprise de la consommation (+ 1,7 %) (figure 3-3). Sur les années antérieures, on avait remarqué que consommation et importations de viande de porc évoluaient généralement dans le même sens. C'est encore le cas en 2024, où les importations ont nettement progressé en volume (+ 6,6 %).

En se limitant aux seuls achats des ménages pour leur consommation à domicile, évalués par Kantar Worldpanel, on remarque en revanche en 2024 une décroissance en volume sur le porc : - 2,7 % sur la viande fraîche, - 7,4 % sur les saucisses fraîches à cuire, - 0,8 % sur le jambon et - 1,4 % sur l'ensemble des produits de charcuterie (qui représentent de l'ordre des deux tiers des volumes consommés). Cette baisse se trouve en phase avec celles observées sur les autres viandes de boucherie fraîches (par exemple, boeuf hors élaborés - 4,1 %).

Ce recul de la consommation à domicile, à contre-courant de la hausse globale de la consommation de porc, fait présumer que la consommation hors domicile (pour l'essentiel la restauration collective et commerciale) a, elle, connu une progression significative en 2024. Sur le chapitre de la consommation, on peut enfin noter qu'en 2024, le porc a cédé à la volaille son rang de première viande consommée en volume en France (2,12 Mtec de viande de volaille contre 2,09 Mtec de porc).

› Des importations en volume en légère reprise en 2024

Tous produits porcins confondus, les volumes importés en France, en recul en 2023, ont connu en 2024 une légère reprise (figures 3-3, 3-8, 3-9, 3-11). Ils sont estimés à 615 000 tec (+ 1,6 % par rapport à 2023), auxquelles on peut ajouter 73 000 t d'abats. Pour les viandes fraîches et congelées, l'Espagne est restée le principal fournisseur du marché français avec 64 % des volumes importés. Viennent ensuite l'Allemagne (9 %), puis le Royaume-Uni (8 %). En 2024, les opérateurs espagnols ont exporté vers la France 215 000 tec de viandes fraîches et congelées (+ 2,4 %), essentiellement du jambon désossé et de la poitrine, ainsi que 68 000 tec de charcuterie (+ 0,3 %), 6 000 tec de graisses (+ 15,3 %) et 28 000 t d'abats (- 11,5 %).

L'Allemagne, deuxième fournisseur de la France, avait connu depuis 2020 un fort recul de ses abattages, du fait de la peste porcine africaine (PPA) qui affecte ses capacités de production et d'exportation. 2023 avait été marqué en conséquence par un net recul des importations françaises en provenance d'Allemagne. En 2024 par contre, celles-ci ont à nouveau progressé pour les viandes (30 000 tec, soit + 20,8 %). Les abats ont également été en reprise (+ 22,4 %). En revanche, les importations de charcuteries et saucisses ont poursuivi leur repli à 58 000 tec (- 22,7 %).

L'Italie, troisième origine des importations en valeur pour la France, a fourni pour l'essentiel des charcuteries (53 000 tec en 2024, + 3,3 %, dont 8 500 t de jambons), ainsi que des graisses (11 000 tec, + 2,1 %).

La France importe majoritairement des produits à haute valeur ajoutée, des pièces dont la découpe est très avancée à destination des industriels français de la charcuterie, et des produits

transformés prêts à être consommés, vendus en GMS (grandes et moyennes surfaces) et en restauration hors foyer (RHF). La valeur totale des importations françaises est estimée à 2,2 milliards d'euros en 2024, en recul sur un an de 0,5 % (figure 3-12).

› Des volumes exportés en légère progression en 2024

Les exportations en volume (hors abats) de la France ont augmenté en 2024 (+ 7 000 tec, soit une progression de 1,2 %) et ont avoisiné 626 000 tec, auxquelles on peut ajouter 151 000 t d'abats (+ 3,2 %) (figures 3-3, 3-8, 3-9, 3-10).

Pour les viandes fraîches et congelées, les exportations de la France vers les pays tiers ont connu une baisse de 7,3 %. Parmi les volumes exportés, ceux vers la Chine ont reculé de 16,7 %, ce pays important de moins en moins de viande, du fait entre autres d'un recul de sa consommation. Dans l'Union européenne, la part de l'Italie, principale destination des viandes de porc françaises, s'est accrue de 5,8 %. Celle de l'Espagne a reculé de 14,4 %, mais les parts de la Belgique et de l'Allemagne ont augmenté respectivement de 5,7 % et 13,3 %.

Au total, pour les viandes fraîches et congelées, les exportations en volume des opérateurs français ont décru de 0,5 % (- 2 000 tec). En revanche elles ont progressé pour les graisses (+ 4,6 %, + 1 000 tec), pour les abats, (+3,2 %, + 5 000 t) et pour la charcuterie (+ 3,6 %, + 4 000 tec).

Globalement, le chiffre d'affaires à l'exportation de la France est estimé à 1,9 milliard d'euros en 2024 pour l'ensemble des produits porcins (y compris les abats), en repli de 50 millions d'euros (- 2,6 %) par rapport à l'année 2023 (figures 3-12). Dans un contexte de net recul de l'inflation, la progression en volume s'accompagne donc d'une érosion en valeur.

› Un solde de la balance en volume qui est resté légèrement positif en 2024

Sur l'ensemble des produits porcins (y compris les abats), la balance commerciale française se trouve traditionnellement déficitaire en valeur, du fait d'une structure déséquilibrée (exportations de matières brutes, importations de produits transformés ou semi-transformés). Seules les années 2020 et 2021 avaient fait exception à la règle, du fait d'exports vers la Chine à des prix particulièrement élevés. Les années 2022 et 2023 ont ensuite retrouvé une balance déficitaire. En 2024, cette situation a perduré avec une balance négative en valeur (- 380 M€) mais positive en volume (+ 89 000 tec) (figures 3-8, 3-12). Les exportations ont reculé en valeur de 2,6 %, mais ont progressé de 1,6 % en volume. Quant aux importations, elles ont reculé de 0,5 % en valeur et progressé de 0,7 % en volume. Si la balance en volume reste positive et semble s'être stabilisée, la balance en valeur, négative, ne cesse, elle, de se dégrader.

En baisse constante depuis 2020, le taux d'auto-provisionnement reste en 2024 encore à l'équilibre (100,0 %) (figures 3-3, 3-6).

› En repli en début d'année 2024, le prix de l'aliment s'est ensuite stabilisé

En 2022, le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne avait conduit à une hausse considérable des prix des céréales et des oléoprotéagineux, donc à des prix élevés de l'aliment pour bétail. L'Ukraine et la Russie représentent en effet ensemble de l'ordre de 30 % des exportations mondiales de blé et de tournesol, et de l'ordre de 20 % de celles de maïs. Malgré la poursuite du conflit, 2023, puis 2024 ont connu une détente progressive des marchés, les volumes produits par l'Ukraine parvenant globalement à être exportés.

Le prix de l'aliment en France, calculé par l'Ifip selon une formule "porc en croissance", qui avait atteint 395 €/t à la fin de 2022 est ainsi repassé à 337 euros / tonne à fin 2023, puis à 316 euros / tonne en mai 2024. Il est ensuite remonté quelque peu pour se stabiliser à 324 euros / tonne à fin 2024, mais est resté néanmoins à des niveaux bien supérieurs à ceux de 2019-2020 (autour de 250 euros / tonne) (figure 3-14).

En France et en Europe, les conditions météorologiques de 2024 ont été peu favorables aux récoltes de blé et d'orge. Celles de maïs ont connu par ailleurs des retards du fait des niveaux élevés de précipitations. Par contre, dans le reste du monde, la situation a été beaucoup plus favorable. Les récoltes de blé ont été en hausse, en particulier aux États-Unis, celles de maïs ont également été satisfaisantes, avec de très bonnes récoltes aux États-Unis et des résultats favorables en Amérique du Sud. Enfin, 2024 a été marqué par des récoltes record de soja aux États-Unis, au Brésil et en Argentine. Cette offre en nette hausse a joué logiquement dans le sens d'une détente sur le marché de l'aliment.

› Après les niveaux record de 2023, le prix du porc est resté soutenu en 2024

En 2023, les cotations du porc (carcasse classe S) avaient atteint des niveaux exceptionnels. La courbe des cotations pour 2024 présente un profil similaire, quoique à un niveau un peu moindre. Après une hausse saisonnière au printemps, jusqu'à atteindre 2,30 €/kg dans l'été, la cotation a connu un reflux à l'automne, suivie d'une stabilisation à 1,92 €/kg en fin d'année, ce qui constitue un niveau encore élevé (figure 3-13).

2023 avait été marqué par une situation assez inédite, où la réduction de l'offre tirait les cotations à la hausse. En 2024, on revient à une situation plus classique. Sur le marché français, la production, en volume a été en légère hausse, mais la consommation a progressé également. Offre et demande tendent ainsi à s'équilibrer, avec des cotations qui, sans attendre le niveau très élevé de 2023, sont néanmoins restées soutenues.

Comme c'est usuellement le cas, la cotation française a évolué en phase avec les cotations espagnole et allemande, mais à un niveau inférieur en moyenne de 10 à 15 centimes du kilo. Le porc français est donc en principe plus compétitif, mais Espagnols et Allemands bénéficient d'outils d'abattage découpe performants permettant d'alimenter les marchés en pièces très travaillées, ce qui leur assure un avantage à l'export.

En 2024, compte tenu du recul des coûts de production (aliment en particulier), les élevages ont été en mesure de rétablir leur rentabilité et de la maintenir sur l'ensemble de l'année. La situation a été en revanche plus difficile pour l'aval de la filière. La baisse des volumes abattus a entraîné des surcapacités dans les outils d'abattage, d'où la fermeture de certains d'entre eux, y compris d'une taille importante (deux abattoirs de près de 300 000 têtes par an). Les entreprises de transformation se sont également trouvées dans une phase compliquée avec un prix de la matière première élevé et des difficultés à répercuter leurs coûts de production dans les prix en aval.

Pour ce qui concerne les prix moyens des pièces, ils ont globalement été en baisse en 2024. La longe a reculé de 1,0 % par rapport à 2023 (source RNM - FranceAgriMer). Pour les pièces destinées à la transformation, les indices publiés par FranceAgriMer ont témoigné d'un recul des prix du jambon sans mouille origine France (- 6,4 %) et de l'épaule 4D origine France (- 2,3 %), ainsi que d'une baisse plus forte des prix français que des prix à l'import : - 4,6 % contre - 2,8 % pour le jambon 4D et - 9,1 % contre - 8,3 % pour le jambon 5D.

› Perspectives 2025

Selon les analyses de la Banque de France, 2025 devrait être marqué en France par un nouveau recul de l'inflation, celle-ci passant sous la barre des 2 %, du fait en particulier d'une baisse des prix de l'énergie. Cette évolution ne devrait pas s'accompagner d'une récession, mais d'un ralentissement de la croissance, avec un PIB qui ne devrait progresser que de 0,9 % en 2025. Un certain ralentissement de la consommation des ménages devrait en résulter durant cette année, avant une possible embellie en 2026 et 2027. Pour la consommation des viandes de boucherie, on pourrait enfin observer une baisse des prix, et donc retrouver un rééquilibrage avec les viandes de volailles.

Pour ce qui concerne spécifiquement le porc, le cheptel porcin français devrait poursuivre en 2025 son recul progressif. Compte tenu de cette tendance, et de ce que les gains de productivité et l'augmentation du poids des carcasses rejoindra vraisemblablement des limites physiologiques, un tassement de la production française paraît assez probable. Cette limitation de l'offre, face à une demande en possible ralentissement, n'aura sans doute qu'un effet limité sur l'évolution des prix du porc.

En ce qui concerne les volumes exportés par la France, et même si l'exportation n'est souvent envisagée que pour le dégagement des surplus du marché national, l'année 2025 sera sans doute marquée par les effets de l'enquête anti-dumping initiée par la Chine. Afin de répliquer à la mise en place par l'Union européenne de droits compensateurs sur les véhicules électriques, la Chine prévoit de mettre en œuvre des droits additionnels très élevés sur les produits porcins importés de l'UE. Ce choix risque en particulier de fermer la Chine aux abats de porc européens, alors qu'ils sont particulièrement bien valorisés sur cette destination.

Si la Chine ne constitue plus, comme il y a cinq ans, l'acteur principal du marché du porc, pour la France elle représente encore de l'ordre de 10 % en volume des envois de viande de porc, et 50 % des exports d'abats. L'impact serait donc significatif, en particulier pour les abats, auxquels il serait difficile de trouver une autre destination satisfaisante.

Sur le marché de l'aliment, début 2025, la disponibilité importante en céréales et tourteaux de soja permet d'envisager une poursuite de la détente des prix. Des aléas climatiques peuvent toujours compromettre ces attentes, mais à ce stade les prévisions de récolte pour l'hémisphère Sud se présentent favorablement. Le phénomène météorologique La Niña ne devrait pas avoir d'impact défavorable sur l'Amérique du Sud. Enfin, pour ce qui concerne le conflit russo-ukrainien, les risques touchant les transports en Mer Noire de matières premières destinées à l'aliment semblent désormais assez limités.

Sur le secteur de l'abattage/découpe, la pression du recul de la production porcine va se poursuivre en 2025, avec de possibles nouvelles restructurations d'outils. Les prix de la viande de porc, s'ils restent soutenus, risquent par ailleurs de continuer à peser sur le secteur de la transformation.

Une inconnue de taille, enfin, reste la question de l'extension de la PPA (peste porcine africaine) en Europe. Cette maladie, qui ne présente aucun risque pour la santé humaine, entraîne quasi systématiquement une suspension de la capacité d'exporter vers la plupart des pays tiers. En Allemagne, après avoir touché l'Est du pays en 2020, les foyers se sont multipliés (10 foyers en élevages et 813 cas dans la faune sauvage). Elle a par ailleurs atteint l'Italie du Nord en 2022, également durement touchée en 2024 en Ligurie et dans le Piémont (31 foyers en élevage et 1 160 cas dans la faune sauvage) s'approchant ainsi de plus en plus des frontières de la France.

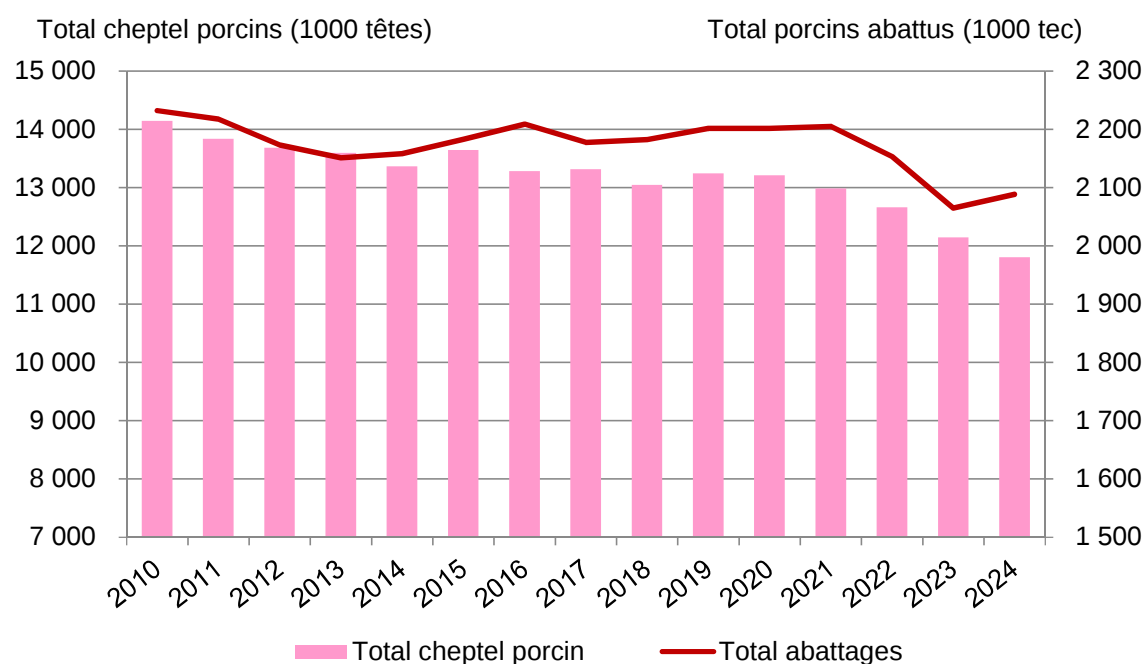
Les mesures de biosécurité s'avèrent donc de plus en plus impérieuses. C'est pourquoi, depuis 2024, le ministère de l'Agriculture met en œuvre une nouvelle version du plan de prévention contre la peste porcine africaine, en renforçant en particulier les audits de biosécurité dans les élevages et en relevant le niveau de surveillance de la faune sauvage dans les départements transfrontaliers avec l'Allemagne et l'Italie.

3-1 Cheptel France (enquête de mai-juin)

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Total cheptel porcin	13 211	12 987	12 661	12 146	11 802	-2,8%
dont truies	943	931	907	879	848	-3,5%

Source : FranceAgriMer d'après SSP

3-2 Évolution du cheptel porcin français (enquête de mai-juin) comparée à celle des abattages



Source : FranceAgriMer d'après SSP

3-3 Bilan du secteur porc (hors abats)

	2023		2024		% 24/23	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
Production indigène brute	22 133,4	2 091,9	22 367,0	2 116,4	1,1	1,2
Commerce extérieur						
Animaux vivants						
Exportations	282,0	28,7	450,3	32,6	59,7	13,4
dont animaux de boucherie*	254,8	27,0	423,4	30,7	66,2	13,8
Importations	113,7	2,5	123,0	2,7	8,3	9,0
dont animaux de boucherie*	0,2	0,0	3,4	0,1	1516,6	670,8
SOLDE	+168,3	+26,2	+327,3	+29,9		
dont animaux de boucherie*	+254,6	+27,0	+420,0	+30,6		
Abattages contrôlés	21 878,8	2 064,9	21 947,0	2 088,8	0,3	1,2
Commerce extérieur						
Viandes fraîches et congelées						
Exportations		449,1		447,1		-0,5
Importations		315,8		336,7		6,6
SOLDE		+133,4		+110,4		
Charcuterie						
Exportations		106,8		110,6		3,6
Importations		252,9		240,3		-5,0
SOLDE		-146,1		-129,7		
Graisses						
Exportations		33,7		35,2		4,6
Importations		34,0		35,0		3,0
SOLDE		-0,3		+0,2		
Variation de stock (stockage privé)		0,0		0,0		
Consommation indigène brute		2 080,9		2 116,3		1,7
Auto-approvisionnement %**		100,5		100,0		

* Porcs d'un poids égal ou supérieur à 50 kg (hors reproducteurs)

** Ratio Production/Consommation

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

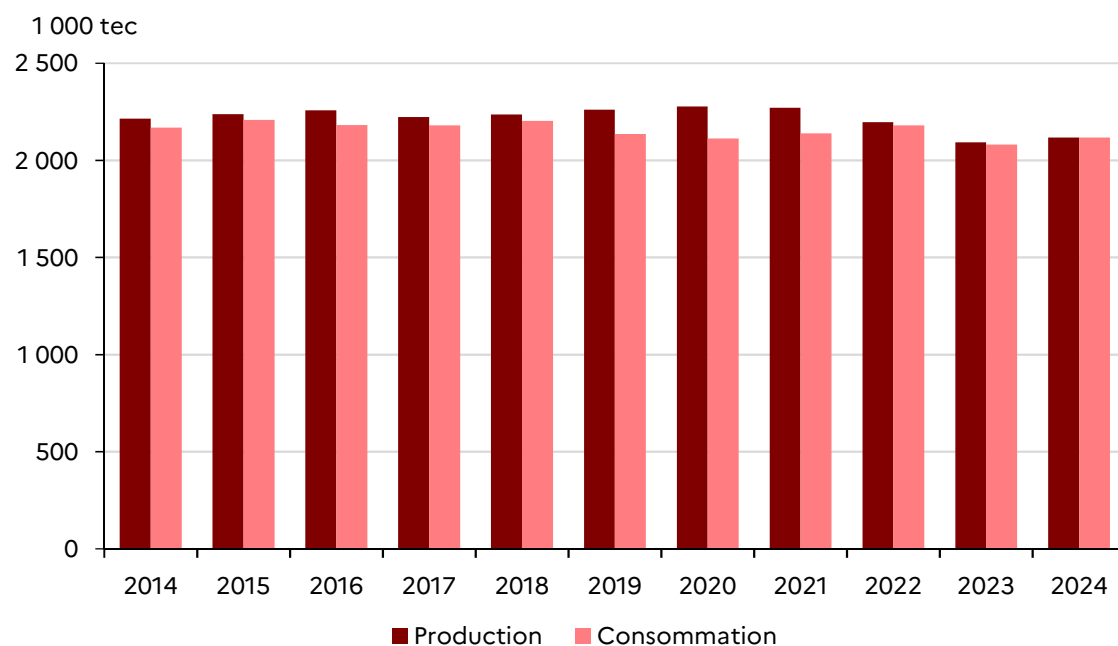
3-4 Récapitulatif (hors abats)

1 000 tec	2023	2024	% 24/23
Production	2 092	2 116	1,2 %
Abattages	2 065	2 089	1,2 %
Exportations	618	626	1,2 %
Importations	605	615	1,6 %
Solde balance	13	11	-18,5 %
Consommation	2 081	2 116	1,7 %
Auto-approvisionnement*	100,5 %	100,0 %	

* Ratio Production/Consommation

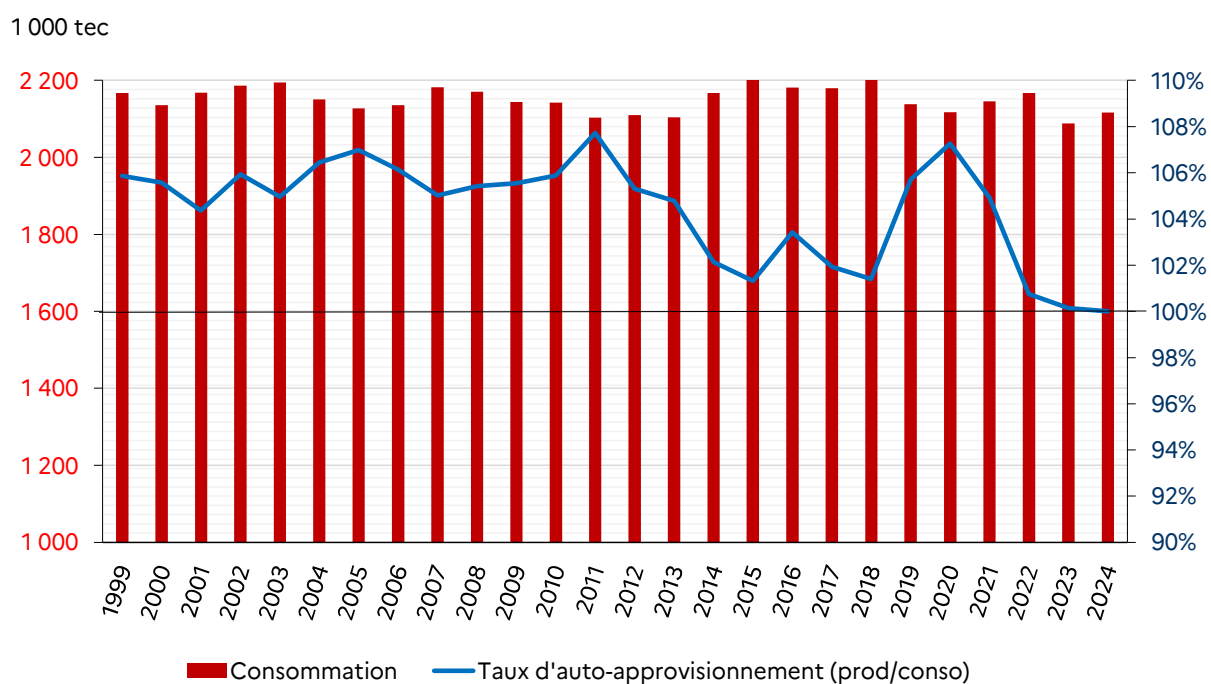
Source : FranceAgriMer

3-5 Évolution de la production indigène et de la consommation indigène



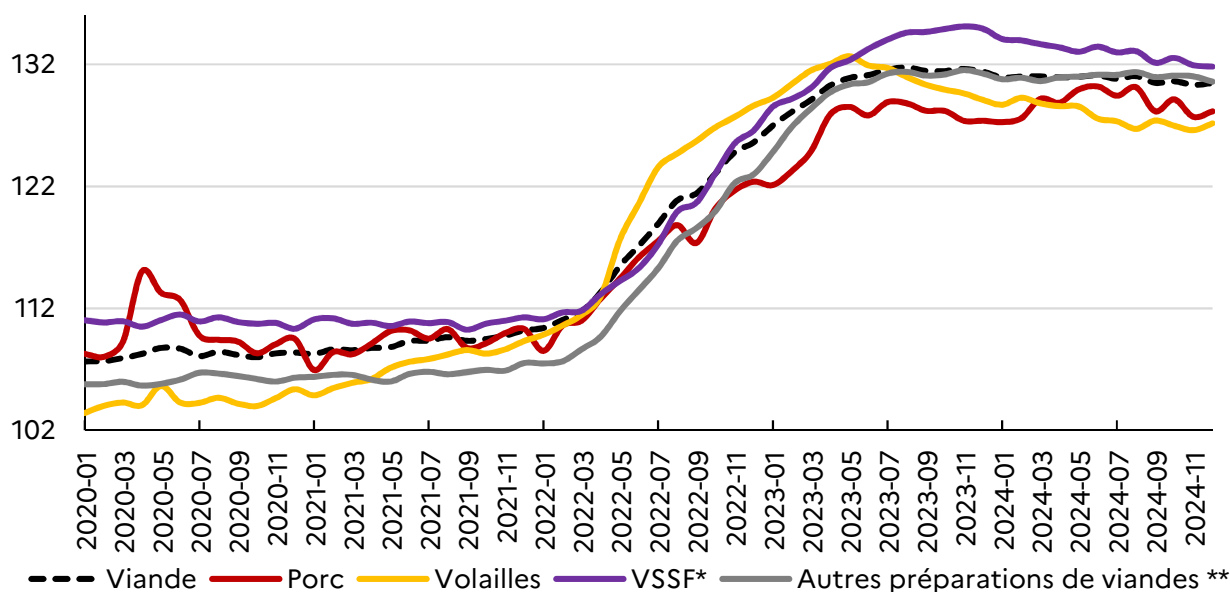
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

3-6 Consommation indigène annuelle (consommation totale calculée par bilan) et taux d'auto-alimentation



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

3-7 Indices des prix à la consommation harmonisé - base 2015



* Viandes séchées, salées ou fumées

** En particulier jambon cuit

Source : FranceAgriMer d'après Insee

3-8 Commerce extérieur en volume du secteur porcin (y compris les abats)

1 000 tec (1 000 t pour les abats)	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations	856,7	878,8	830,6	764,7	776,6	1,6
(Exportations hors abats)	716,8	723,4	678,5	618,3	625,5	1,2
Porcs vivants (tous porcs)	76,6	52,4	45,6	28,7	32,6	13,4
Viandes fraîches et congelées	495,3	511,0	480,4	449,1	447,1	-0,5
Carcasses	79,1	80,9	84,6	77,3	80,9	4,7
Pièces	416,1	430,1	395,9	371,9	366,2	-1,5
Charcuterie	104,0	107,7	115,1	106,8	110,6	3,6
Abats	139,9	155,4	152,2	146,4	151,1	3,2
Graisses	47,7	52,3	37,3	33,7	35,2	4,6
Importations	617,9	682,0	720,7	682,9	687,4	0,7
(Importations hors abats)	550,7	607,5	640,5	605,1	614,8	1,6
Porcs vivants (tous porcs)	2,5	3,0	3,1	2,5	2,7	9,0
Viandes fraîches et congelées	304,6	319,8	326,0	315,8	336,7	6,6
Carcasses	1,4	16,2	19,0	17,2	20,3	18,4
Pièces	303,2	303,6	307,0	298,6	316,4	6,0
Charcuterie	217,4	247,6	273,5	252,9	240,3	-5,0
Abats	67,3	74,5	80,2	77,8	72,6	-6,7
Graisses	34,7	37,1	37,9	34,0	35,0	3,0
SOLDE	+238,8	+196,8	+109,9	+81,7	+89,2	
(Solde hors abats)	+166,1	+115,8	+37,9	+13,2	+10,8	
Porcs vivants	+79,6	+49,5	+42,5	+26,2	+29,9	
Viandes fraîches et congelées	+192,3	+191,1	+154,4	+133,4	+110,4	
Carcasses	+83,7	+64,7	+65,5	+60,1	+60,5	
Pièces	+108,4	+126,5	+88,9	+73,3	+49,8	
Charcuterie	-111,3	-139,9	-158,4	-146,1	-129,7	
Abats	+64,5	+80,9	+72,0	+68,5	+78,5	
Graisses	+13,6	+15,1	-0,6	-0,3	+0,2	

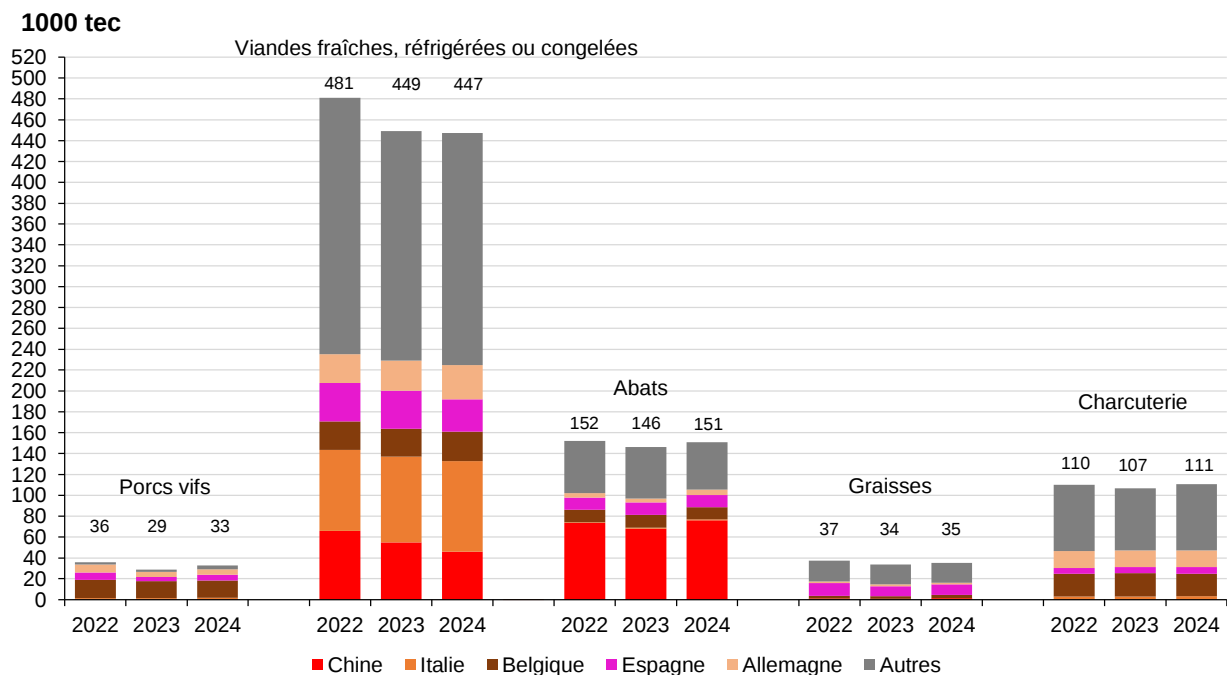
Source : FranceAgriMer d'après douane française

3-9 Commerce extérieur de viandes fraîches et congelées en volume

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations totales	495,3	511,0	480,4	449,1	447,1	-0,5
Union européenne à 27	287,4	295,1	322,2	292,4	301,7	3,2
<i>Italie</i>	94,8	84,5	77,1	82,2	87,0	5,8
<i>Grèce</i>	19,6	17,6	18,2	17,1	15,7	-8,2
<i>Belgique</i>	21,4	24,4	27,0	26,6	28,1	5,7
<i>Espagne</i>	23,5	32,8	37,0	36,3	31,1	-14,4
<i>Pays-Bas</i>	26,7	22,1	21,0	20,4	20,3	-0,3
<i>Allemagne</i>	13,1	23,5	27,6	29,1	33,0	13,3
<i>Bulgarie</i>	16,3	16,2	18,3	14,8	13,1	-11,2
<i>Danemark</i>	5,6	7,9	10,2	9,5	11,8	23,2
Pays tiers	181,0	215,9	158,3	156,8	145,4	-7,3
<i>Chine</i>	130,7	128,2	65,9	55,0	45,8	-16,7
<i>Hong Kong</i>	3,5	2,9	1,6	1,1	1,4	23,8
<i>Royaume-Uni</i>	26,9	21,1	23,2	27,2	29,1	7,0
<i>Japon</i>	16,7	17,2	19,3	17,0	19,2	12,8
<i>Philippines</i>	13,3	23,7	25,5	19,6	22,7	15,9
<i>Corée du Sud</i>	4,8	9,8	8,2	7,9	6,8	-14,3
Importations totales	304,6	319,8	325,8	315,8	336,7	6,6
Union européenne à 27	296,5	297,7	285,0	290,0	306,5	5,7
<i>Espagne</i>	218,4	203,4	196,4	209,7	214,8	2,4
<i>Allemagne</i>	37,8	40,6	31,0	24,9	30,0	20,8
<i>Danemark</i>	8,0	13,5	20,8	20,5	26,2	28,1
<i>Belgique</i>	19,0	19,7	16,9	13,8	13,3	-3,5
<i>Pays-Bas</i>	6,6	5,5	4,3	5,3	5,2	-2,5
Pays tiers	1,1	22,1	40,6	25,7	30,2	17,5
<i>Royaume-Uni</i>	3,0	22,0	38,8	23,8	27,1	14,1
SOLDE	+192,3	+191,1	+154,6	+133,4	+110,4	

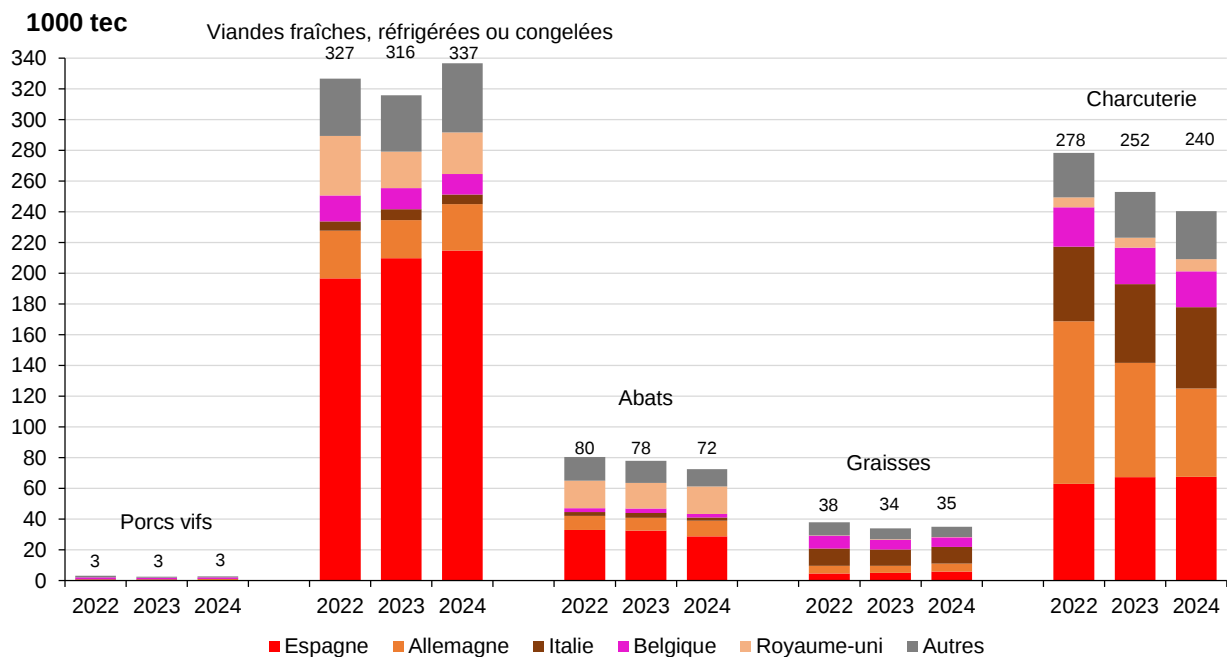
Source : FranceAgriMer d'après douane française

3-10 Répartition des exportations françaises de porc en volume par pays



Source : FranceAgriMer d'après douane française

3-11 Répartition des importations françaises de porc en volume par pays



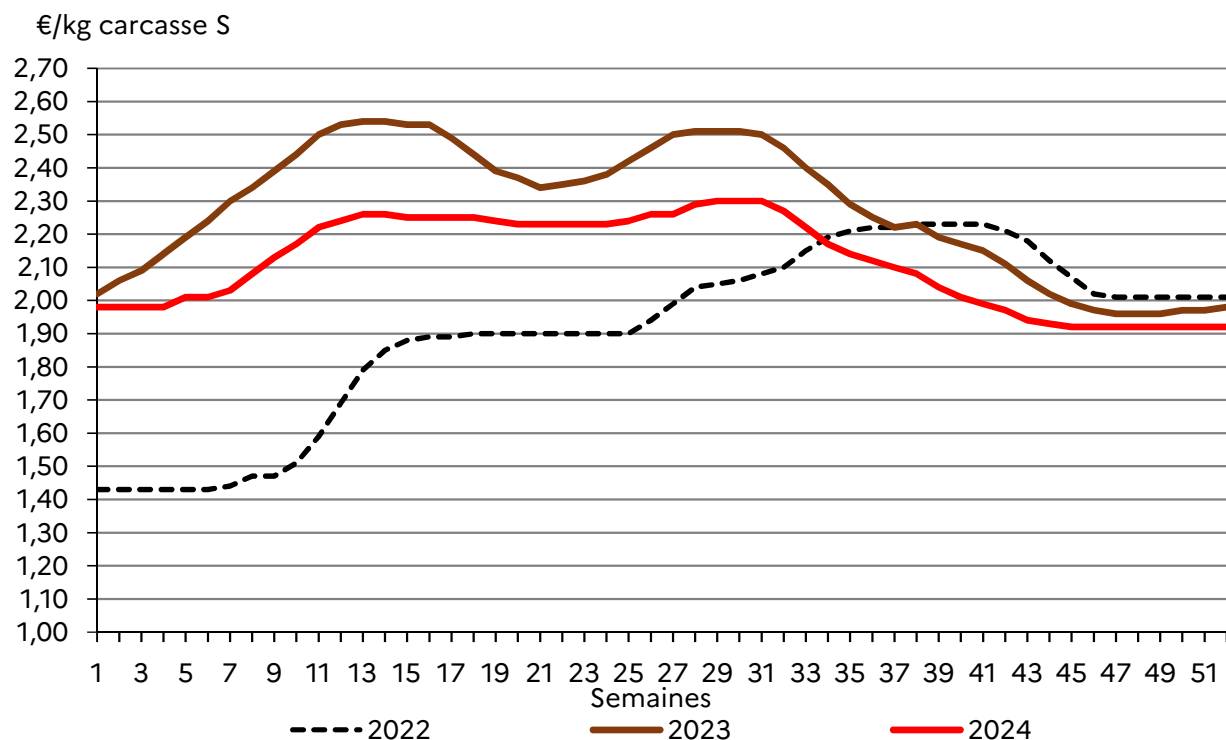
Source : FranceAgriMer d'après douane française

3-12 Commerce extérieur de la France en valeur dans le secteur porcin

Millions d'euros	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations	1 768,7	1 690,2	1 777,7	1 899,5	1 850,1	-2,6
(Exportations hors abats)	1 562,9	1 459,3	1 506,1	1 650,7	1 624,3	-1,6
Porcs vivants (tous porcs)	150,1	96,1	74,4	78,5	82,9	5,5
dont reproducteurs	25,4	16,9	10,9	15,9	14,4	-9,0
Viandes fraîches et congelées	1 022,5	953,8	990,3	1 093,0	1 051,8	-3,8
Charcuterie	346,6	358,8	395,9	436,7	449,1	2,8
Abats	205,8	230,9	271,7	248,8	225,7	-9,3
Graisses	43,8	50,6	45,6	42,5	40,6	-4,5
Importations	1 713,4	1 678,3	1 909,1	2 240,7	2 229,7	-0,5
(Importations hors abats)	1 656,9	1 624,2	1 832,2	2 143,9	2 170,5	1,2
Porcs vivants (tous porcs)	7,6	7,6	8,4	12,0	10,9	-9,0
dont reproducteurs	2,1	2,1	1,5	1,3	2,1	65,0
Viandes fraîches et congelées	739,4	664,4	755,9	921,5	931,6	1,1
Charcuterie	878,7	915,7	1 019,0	1 166,7	1 189,7	2,0
Abats	56,5	54,1	76,8	96,8	59,2	-38,9
Graisses	31,2	36,5	48,9	43,7	38,3	-12,2
SOLDE	+55,3	+11,9	-131,3	-341,3	-379,6	
(Solde hors abats)	-93,9	-164,9	-326,2	-493,3	-546,2	
Porcs vivants	+142,5	+88,5	+66,0	+66,5	+71,9	
dont reproducteurs	+23,3	+14,8	+9,4	+14,6	+12,3	
Viandes fraîches et congelées	+283,1	+289,4	+234,4	+171,4	+120,2	
Charcuterie	-532,0	-556,9	-623,2	-730,0	-740,6	
Abats	+149,3	+176,8	+194,8	+152,0	+166,6	
Graisses	+12,5	+14,1	-3,4	-1,2	+2,3	

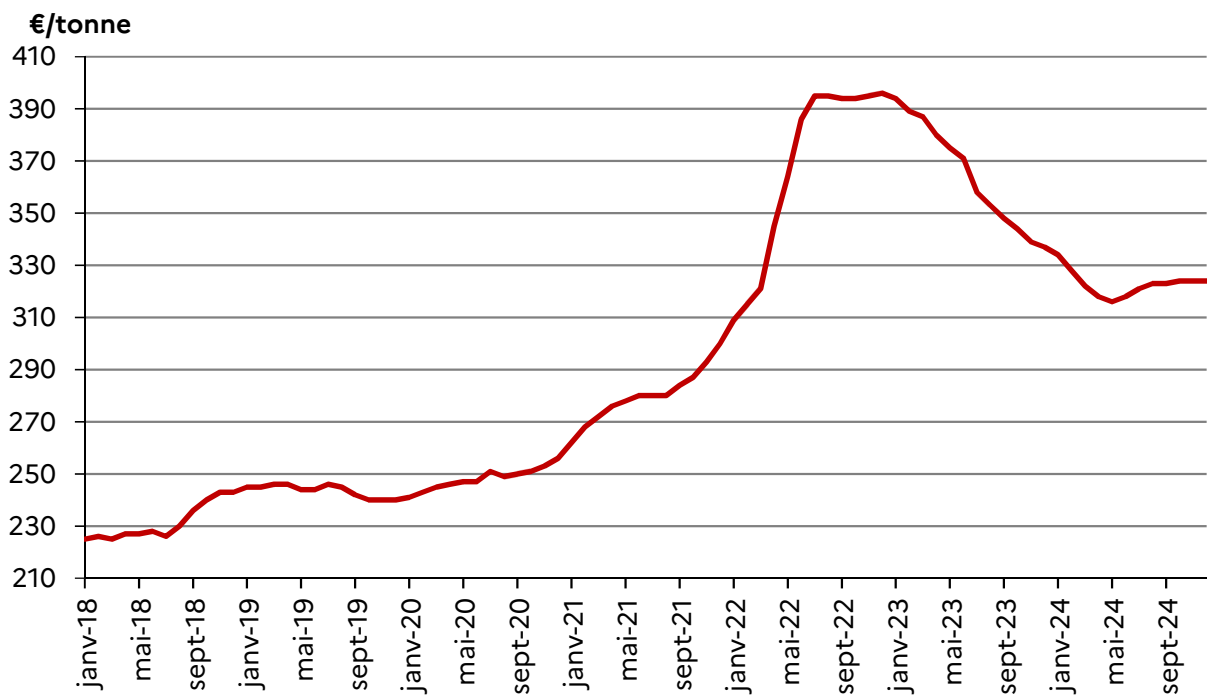
Source : FranceAgriMer d'après douane française

3-13 Prix du porc charcutier classe S



Source : FranceAgriMer

3-14 Prix de l'aliment selon la formule Ifip



Source : FranceAgriMer d'après Institut du Porc Ifip

Le marché du porc dans l'Union européenne

› Une baisse de la production européenne qui s'est confirmée en 2024

Sur le périmètre de l'UE (27), après le mouvement de recul du cheptel de truies observé de 2021 à 2023, l'année 2024 marque une relative stabilisation (+ 0,8 % par rapport à 2023) (figure 3-16). Trois des principaux pays producteurs, l'Espagne, l'Allemagne et le Danemark sont en faible croissance (respectivement + 1,1 %, + 5,4 % et + 1,7 %), alors que la France (- 3,5 %) et les Pays-Bas (- 3,4 %) ont reculé. Dans ce dernier pays, le mouvement est renforcé par l'État, qui finance la cessation d'activité des exploitations porcines. En revanche, le cheptel de l'ensemble des porcs s'est replié en Europe (- 1,4 %). Si l'Allemagne (+ 1,1 %) et le Danemark (+ 2,4 %) ont progressé, les Pays-Bas (- 3,7 %), la France (- 2,8 %) et l'Espagne (- 3,7 %) ont nettement reculé (figure 3-15).

En 2024, les coûts de production des éleveurs européens (aliment, énergie) ont connu une certaine détente, mais de nouveaux sujets d'inquiétude se sont renforcés : d'une part des critiques émises par différentes franges de l'opinion s'en prennent de façon croissante à l'élevage, accusé d'avoir des impacts négatifs sur l'environnement, et de ne pas respecter le bien-être animal. D'autre part la réglementation européenne est en constante évolution et entraîne une incertitude pour les éleveurs sur les contraintes à venir et les investissements qui devront être réalisés en conséquence. À titre d'exemples on peut citer les évolutions réglementaires envisagées en matière de bien-être animal (surface des cases, contention des truies...) ainsi que la nouvelle version de la « directive IED » sur les émissions industrielles, adoptée en août 2024, qui fixe un abaissement du seuil à partir duquel les élevages de porcs devront réaliser des travaux de mise aux normes, et seront soumis à terme à un régime d'autorisation, et non plus de simple déclaration.

En 2023, les abattages en volume dans l'UE avaient marqué un net repli (- 7,5 % en têtes) mais en 2024, cette évolution s'est stabilisée en têtes. Par ailleurs la hausse du poids moyen des carcasses s'est poursuivie, en hausse de 1 kg dans l'UE (94,9 kg en 2024 contre 93,9 kg en 2023). Cette situation a conduit à une légère hausse des volumes (+ 1,1 %) (figures 3-17, 3-18). En Espagne, l'évolution a été moins marquée avec une stabilité en têtes (+ 0,1 %) aussi bien qu'en volume (+ 0,2 %), le poids moyen des carcasses passant de 91,7 à 91,9 kg. Cette stabilité des abattages alors que le cheptel de truies espagnol a progressé s'explique en particulier par des problèmes sanitaires (voir ci-après).

Le recul sur trois ans des volumes abattus en UE (près de 9 %) s'est accompagné depuis quelques années de restructurations des outils d'abattage du fait des surcapacités existantes, en particulier dans les pays du Nord de l'Europe. Aux Pays-Bas, le groupe Vion a ainsi réduit le nombre de ses outils, et s'est fortement désengagé du secteur allemand de l'abattage. Au Danemark, le groupe Danish Crown s'est également restructuré et a fermé certains de ses sites en Allemagne. Dans ce dernier pays, le groupe Tonnies a également réduit son activité.

Ces limitations des volumes abattus dans l'UE trouvent pour partie leur origine dans l'extension de la peste porcine africaine (PPA) en Europe centrale et en Europe du Nord. La PPA est ainsi présente depuis 2020 dans la faune sauvage de l'Est de l'Allemagne, y touchant même quelques élevages. À l'été 2024, de nouveaux cas sur des sangliers ont été détectés à l'ouest du pays, dans les länder de Hesse et de Rhénanie-Palatinat, avec là aussi la contamination de quelques élevages. Au Danemark et aux Pays-Bas, cette situation a renforcé la remise en cause du modèle porcin préexistant en Europe du Nord, fondé sur l'envoi de porcelets pour engraissement vers

l'Allemagne ainsi que vers la Pologne. En conséquence, Danemark et Pays-Bas ont connu depuis 2022 une baisse de l'ordre de 7 % de leurs cheptels de porcs.

Dans l'extension de la PPA en Europe, les déplacements d'animaux ne sont pas seuls en cause. Des zones *a priori* éloignées des régions touchées peuvent elles-mêmes être affectées du fait du déplacement de personnes qui ne respectent pas les règles de biosécurité. L'abandon dans la nature d'aliments contaminés, puis leur consommation par des sangliers, a ainsi été probablement à l'origine des foyers apparus en Italie en 2022, et en Suède en août 2023. Alors que dans ce dernier pays la PPA s'est résorbée, elle reste en revanche très représentée en Italie du Nord, avec là aussi des foyers aussi bien dans la faune sauvage que dans quelques élevages. Au second semestre 2024, on observe cependant un certain ralentissement du nombre de cas.

Premier pays producteur européen, l'Espagne, qui jouit pour sa production porcine de différents avantages comparatifs (coût de la main-d'œuvre, espace disponible pour développer de grandes unités d'élevage...), a connu elle aussi depuis plusieurs années des défis en matière de biosécurité. Le SDRP (syndrome dysgénésique respiratoire du porc) continue à affecter la productivité des élevages, avec des pertes significatives en porcelets, si bien que depuis trois ans, la production espagnole marque le pas (+ 0,2 % en volume en 2024), niveau de croissance inférieure à celui du cheptel de truies (+ 1,1 %). D'autres contraintes liées aux pressions sociétales dans le domaine environnemental, à un approvisionnement en eau plus limité... risquent aussi de freiner la croissance de l'Espagne dans les années à venir.

› Les exportations vers les pays tiers sont en recul

Après des niveaux très élevés d'exportation en 2020 (UE 27 : 6,2 millions de tec) et 2021 (6,0 millions de tec) liés à la forte demande chinoise, le fléchissement de celle-ci a conduit à une réduction considérable des exportations en volume de produits porcins de l'UE vers les pays tiers (5,2 millions de tec en 2022, 4,2 millions de tec en 2023, 4,1 millions de tec en 2024) (figures 3-17, 3-20, 3-21). Le commerce intra-UE n'a pas compensé ce recul, mais comme cette baisse des exportations vers les pays tiers a connu une évolution assez proche de celle de la production européenne (- 1,5 million de tec en 2023 et + 0,2 million de tec en 2024), le risque de saturation du marché UE par des volumes n'ayant pu être affectés à l'export (Chine, Japon, Corée du Sud, Philippines...) a été écarté.

Malgré la baisse des envois, la Chine est restée, pour l'ensemble des produits porcins, la première destination des exportations de l'Union européenne, cette dernière conservant par ailleurs le rang de premier fournisseur en volume de la Chine. Avec de l'ordre de 42 % des importations chinoises sur la viande de porc et 47 % sur les abats, l'UE devance toujours les États-Unis et le Brésil. Ces dernières années cependant, sa part de marché tend à se réduire. Par ailleurs, alors que l'UE, en 2022, était le premier fournisseur de viande de porc du Japon avec 35 % des volumes importés, elle a conservé en 2024 cette première place, mais avec une part de marché dégradée (28 % contre 25 % pour le Canada et 23 % pour les États-Unis).

Ces différentes évolutions ont pris place dans le contexte d'un marché des taux de changes assez stable pour la zone euro. En effet, au cours de l'année 2024, l'euro est passé de 1,09 dollar en janvier à 1,07 dollar en juillet, puis à 1,04 dollar en décembre. La fluctuation a été similaire, quoique de manière moins accentuée, pour le dollar canadien. Le réal brésilien a connu en revanche une nette dévalorisation, l'euro passant en un an de 5,35 à 6,42 réals. Cette situation a sans doute amené une érosion comparative de la compétitivité de l'offre européenne à destination des pays tiers.

À 3,4 millions de tec, auxquels on peut ajouter 1,9 million de tonnes d'abats, les exportations européennes en volume ont ainsi été en recul de l'ordre de 2 % en 2024, retrouvant un niveau proche de celui de 2018, avant l'impact de la PPA en Chine. En valeur en revanche, du fait du recul de l'inflation, les exportations ont reculé de 9,1 % par rapport à 2023.

› Les importations européennes de viande porcine depuis les pays tiers ont été limitées

Avec un volume de l'ordre de 160 000 t (tous produits y compris les abats), les importations de l'Union européenne en 2024 ont représenté une part négligeable de la consommation intra-UE (de l'ordre de 0,9 %) (figure 3-17). Après le Brexit, le Royaume-Uni est devenu le premier fournisseur de l'UE avec 64,0 % des volumes importés. Suivent la Suisse (10,2 %), le Chili (9,3 %), la Norvège (2,9 %). Les contingents d'importation à droits nuls octroyés à l'Ukraine ont été très peu utilisés (421 t en 2024).

› Le commerce intra-UE de viande a décru en volume en 2024

En 2023, comme les volumes produits étaient en nette baisse, les échanges intra-UE 27 s'étaient réduits aussi bien que les envois vers les pays tiers. En 2024 en revanche, la production se stabilisant et les exports vers les pays tiers étant en faible recul, les échanges internes de viande porcine fraîche, réfrigérée ou congelée ont connu un léger rebond, sous l'effet d'un transfert de volumes vers le marché européen. Les échanges intra-UE se sont ainsi fixés à 4,9 millions de tonnes (+ 2,4 %, + 115 000 t par rapport à 2023) (figure 3-22).

Les parts de marché intra-UE des principaux exportateurs ont été assez proches de leur niveau de 2023, même si l'Espagne s'impose de plus en plus sur ce marché. En 2024, l'Espagne est restée le premier opérateur avec 1,1 million de tonnes, soit 23,0 % des volumes, suivie de très près par l'Allemagne (1,1 million de tonnes soit 21,2 % des volumes). Viennent ensuite les Pays-Bas (0,6 million de tonnes soit 13,0 %), le Danemark (0,6 million de tonnes soit 11,8 % des volumes), la Belgique (0,5 million de tonnes soit 10,4 %). Les parts de la France (6,1 % des volumes) et de la Pologne (5,2 %) ont été à un niveau nettement moindre.

Les principaux pays importateurs intra-UE (27) sont restés en parts de marché à un niveau proche de celui de 2023 : l'Italie a été le premier importateur européen de viande porcine avec 21,1 % des volumes échangés dans l'UE, devant la Pologne (13,4 %) et l'Allemagne (12,2 %). Deuxième sur les exportations et troisième importateur européen, l'Allemagne, malgré son recul, a conservé une place importante sur le marché du porc en Europe (figures 3-23, 3-24).

› La consommation européenne estimée par bilan a connu une légère reprise

Alors que la période 2019-2023 avait été marquée par un repli continu de la consommation de produits porcins, l'année 2024 a connu par contre une légère reprise (figure 3-19). La consommation européenne, à 17,4 millions de tec en 2023, est passée en 2024 à 17,7 millions de tec (+ 1,7 %). En rapportant ce volume à la population européenne, la consommation par habitant et par an apparaît également en progression (39,4 kgec/habitant en 2024 contre 38,9 kgec/habitant en 2023, soit + 1,6 %). On peut noter que sur la même période, l'IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé) en UE a progressé de 2,0 % pour la viande de porc, de 1,0 % pour les salaisons, et de 1,4 % pour les préparations à base de viande du type jambon cuit, à comparer avec les chiffres de 2023 qui faisaient ressortir une hausse des prix de l'ordre de 11 %. Ce recul de l'inflation a certainement contribué à la reprise de la consommation.

Parmi les IPCH des principaux pays consommateurs, ceux de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie sont restés autour de la moyenne européenne, alors que ceux de la France en revanche ont marqué un net retrait, témoignant d'un marché moins dynamique sur les différents produits concernés.

Depuis une quinzaine d'années, la consommation européenne par habitant estimée par bilan fluctue autour de 40 kgec. Une tendance à l'érosion subsiste, liée à des évolutions sociétales, mais on voit que si des phases de hausses de prix induisent une moindre consommation de viande, un reflux de l'inflation peut être suivi d'une reprise. En tout état de cause, compte tenu du recul de la production de viande de porc, cette évolution ne semble pas devoir pénaliser dans les prochaines années l'équilibre offre-demande en Europe.

› En 2024, les cours du porc sont restés à un niveau soutenu

En 2023, les cours européens moyens du porc (classe S) avaient atteint des niveaux record avec, d'abord au printemps, puis en été, des cotations proches de 2,50 € par kg de carcasse. En 2024, on retrouve une évolution saisonnière similaire, mais à un niveau moindre qu'en 2023 : hausse des cotations au premier semestre, passant de 2,10 € en janvier à 2,25 € en juin, puis reflux en fin d'automne pour atteindre 2,00 € en fin d'année. Les cotations des principaux pays producteurs évoluent globalement de façon synchrone, les cotations espagnole et allemande étant usuellement supérieures de 8 à 10 centimes par rapport à la cotation française (figure 3-25). Après les fortes amplitudes annuelles des prix observées en 2022 (65 centimes) et 2023 (50 centimes), en 2024, cet écart dans les cotations a été plus limité (de l'ordre de 25 centimes). La légère progression des volumes disponibles sur le marché européen a ainsi permis une certaine détente sur les prix.

3-15 Cheptel porcin dans l'Union européenne

(Enquêtes de mai-juin)

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Allemagne	25 480	24 701	22 337	20 950	21 174	1,1
Autriche	2 695	2 734	2 633	2 573	2 521	-2,0
Belgique-Lux	6 197	6 228	5 925	5 484	5 446	-0,7
Danemark	13 162	13 170	12 179	11 007	11 259	2,3
Espagne	31 372	32 407	32 553	33 859	32 591	-3,7
France	13 211	12 987	12 661	12 146	11 802	-2,8
Italie	8 912	8 954	8 766	8 366	8 062	-3,6
Irlande	1 632	1 694	1 635	1 661	1 680	1,1
Pays-Bas	11 860	11 353	11 235	10 881	10 477	-3,7
Hongrie	2 918	2 886	2 715	2 560	2 745	7,2
Pologne	11 433	11 033	9 611	9 436	9 132	-3,2
Roumanie	3 669	3 542	3 332	3 004	3 020	0,5
UE 27*	143 366	142 688	136 486	132 030	130 147	-1,4

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-16 - dont cheptel de truies dans l'Union européenne

(Enquêtes de mai-juin)

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Allemagne	1 776	1 637	1 494	1 394	1 414	1,4
Autriche	229	229	219	212	208	-2,1
Belgique-Lux	401	397	373	357	353	-1,0
Danemark	1 250	1 275	1 191	1 123	1 142	1,7
Espagne	2 555	2 663	2 673	2 725	2 754	1,1
France	943	931	907	879	848	-3,5
Italie	591	593	580	617	612	-0,8
Irlande	143	151	136	145	152	5,0
Pays-Bas	1 001	938	920	883	853	-3,4
Hongrie	254	253	240	232	242	4,4
Pologne	795	735	606	591	643	8,8
Roumanie	237	229	229	224	227	1,2
UE 27*	11 242	11 084	10 613	10 332	10 411	0,8

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-17 Bilan dans le secteur porcin (hors abats) – Union européenne à 27

1 000 tec	2022	2023	2024*	% 24*/23
Production indigène brute	22 115	20 680	20 912	1,1
Commerce extérieur animaux vivants				
Exportations	65	50	59	18,9
<i>dont animaux de boucherie</i>	50	39	42	8,8
Importations	1	1	1	-3,0
<i>dont animaux de boucherie</i>	0	0	0	230,6
Solde	63	49	58	
Abattages	22 066	20 641	20 870	1,1
Commerce extérieur produits porcins				
Exportations	4 377	3 381	3 299	-2,4
Importations	135	156	136	-12,9
Solde	4 242	3 226	3 163	
Variation de stocks	n.d.	n.d.	n.d.	-
Consommation indigène brute	17 824	17 415	17 707	1,7
Auto approvisionnement (%)	124,1	118,7	118,1	-0,5

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

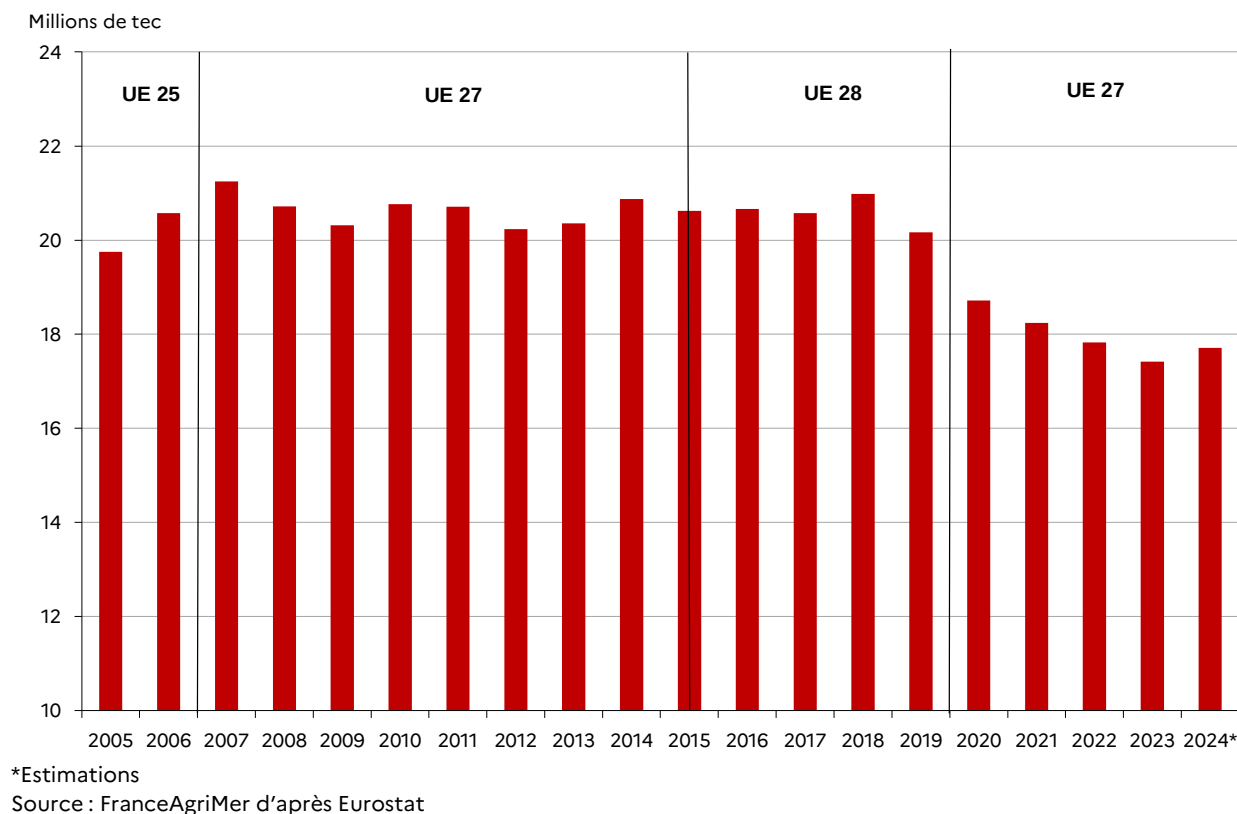
3-18 Abattages dans l'Union européenne

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Espagne	5 003	5 180	5 066	4 871	4 882	0,2
Allemagne	5 112	4 965	4 486	4 205	4 256	1,2
France	2 202	2 205	2 154	2 065	2 090	1,2
Danemark	1 595	1 724	1 609	1 288	1 288	0,0
Italie	1 271	1 335	1 239	1 206	1 236	2,5
Pays-Bas	1 662	1 719	1 684	1 463	1 353	-7,5
Belgique	1 088	1 129	1 021	930	945	1,6
Pologne	1 974	1 976	1 795	1 765	1 843	4,4
Autriche	503	502	478	454	448	-1,5
Portugal	358	359	349	336	357	6,2
Irlande	324	335	333	301	314	4,5
Hongrie	448	463	428	420	457	8,8
Roumanie	331	311	267	264	287	8,8
UE 27	23 031	23 394	22 066	20 641	20 870	1,1

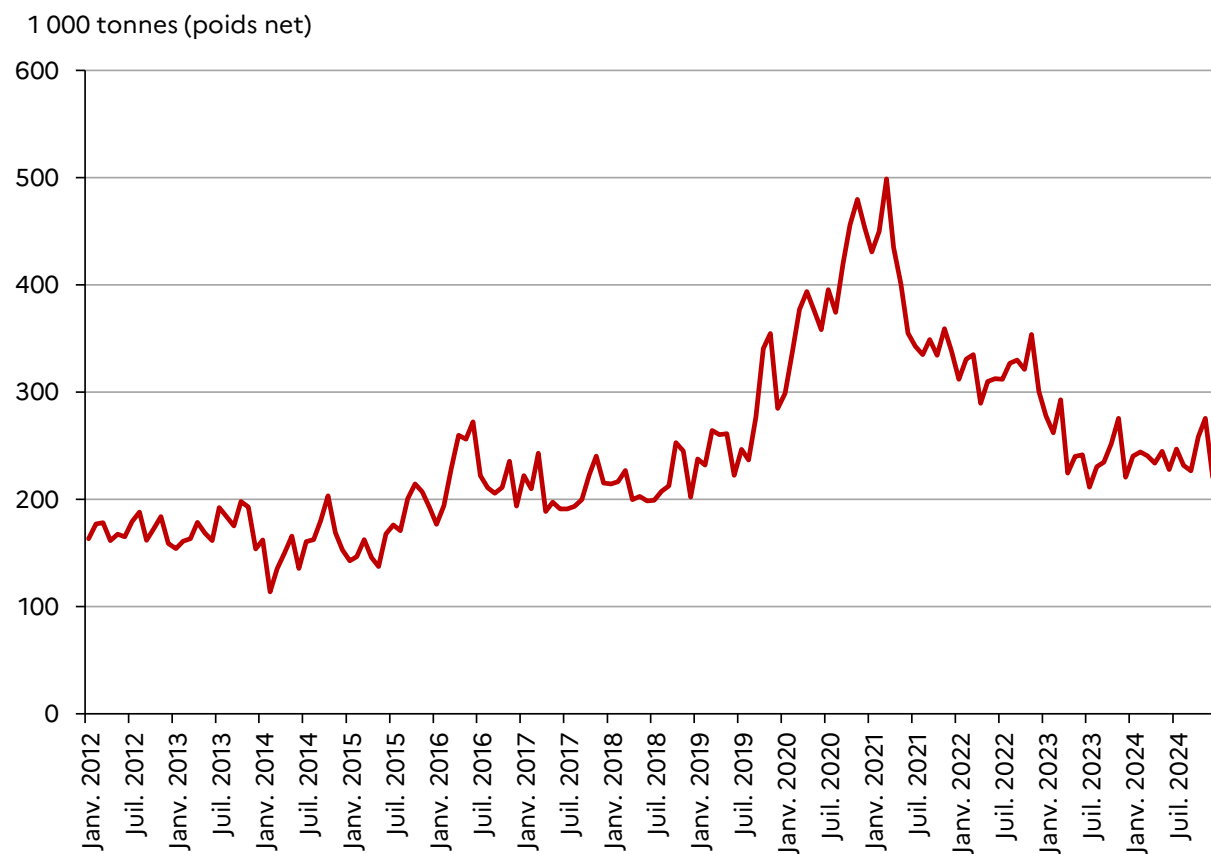
*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-19 Consommation de produits porcins dans l'Union européenne (hors abats)

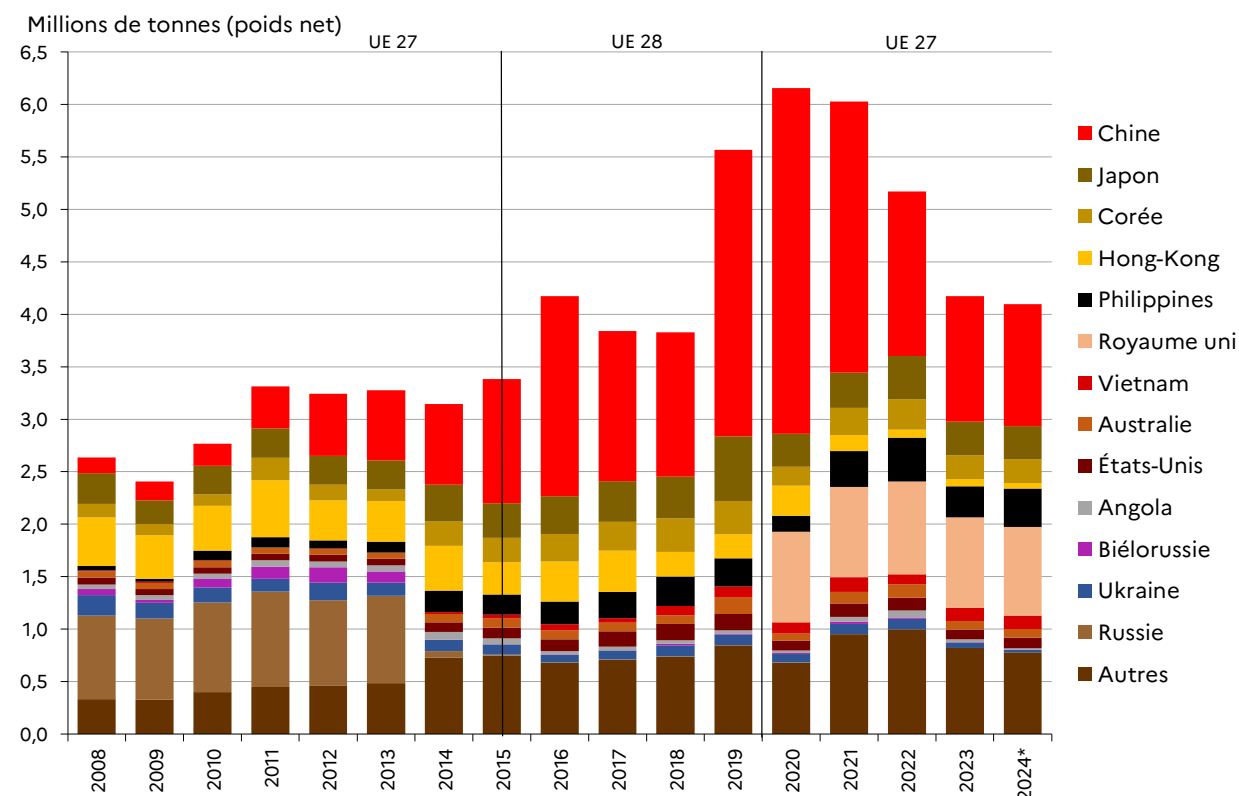


3-20 Évolution des exportations de l'Union européenne vers les pays tiers (hors vifs et abats)



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, UE à 27 à partir de 2020).

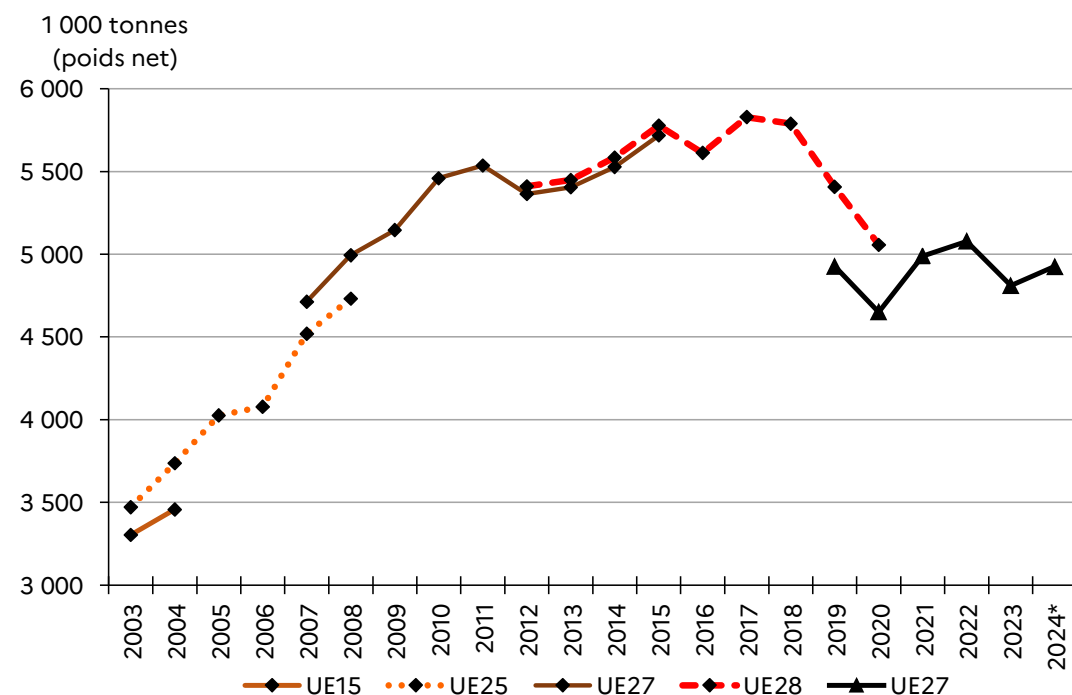
3-21 Exportations européennes de porc vers les pays tiers (animaux vivants, viandes, préparations et conserves, graisses, abats)



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

3-22 Échanges intra-UE de viandes fraîches réfrigérées et congelées de porc



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-23 Exportations en volume des principaux pays UE (toutes destinations intra et extra-UE 27)

1 000 tonnes	Viandes		Charcuterie		Abats et graisses	
	2023	2024*	2023	2024*	2023	2024*
Espagne	1 921,2	1 881,9	210,0	210,3	624,9	664,0
Allemagne	1 221,9	1 266,3	297,8	296,2	495,2	519,5
Danemark	835,1	801,1	149,1	139,7	192,5	196,5
Pays-Bas	958,0	797,7	245,9	227,0	411,2	400,3
Belgique	573,1	491,7	116,9	100,5	151,4	130,7
France	428,2	425,6	71,6	74,1	177,7	184,2
Pologne	299,0	335,4	237,4	239,5	147,6	156,1
Italie	58,0	55,9	209,0	230,5	83,4	73,7

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

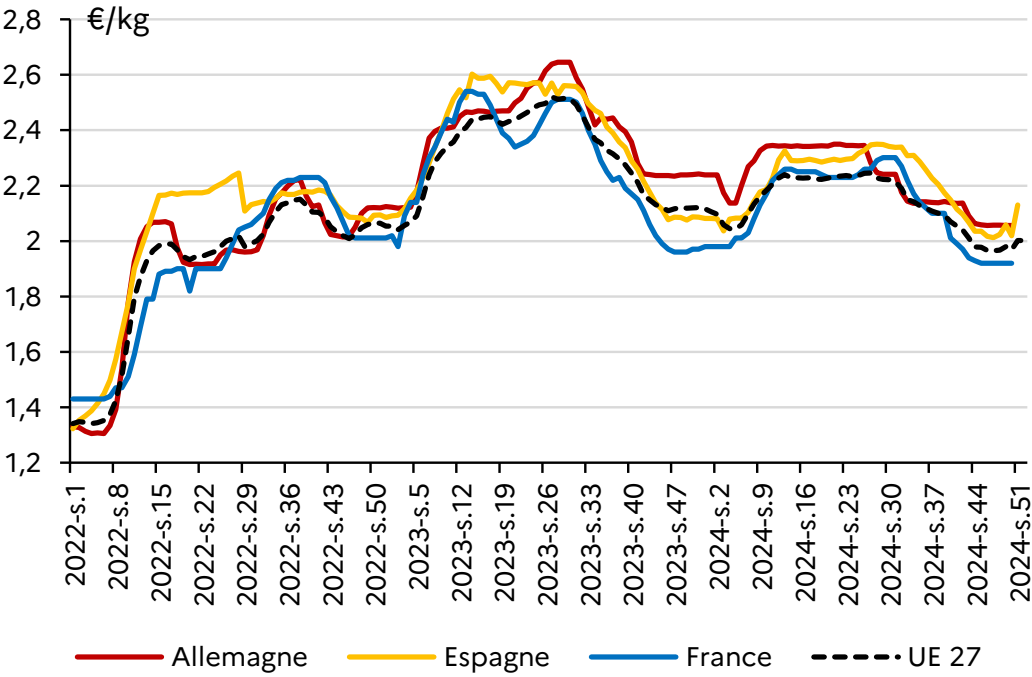
3-24 Exportations en valeur des principaux pays UE (toutes destinations intra et extra-UE 27)

Millions euros	Viandes		Charcuterie		Abats et graisses	
	2023	2024*	2023	2024*	2023	2024*
Espagne	6 302,7	6 162,7	1 609,7	1 738,7	1 015,3	976,9
Allemagne	3 770,8	3 802,7	1 811,5	1 808,4	497,4	420,2
Danemark	2 428,5	2 311,6	672,9	628,7	344,6	302,5
Pays-Bas	2 866,5	2 376,6	1 051,1	985,0	601,3	544,6
Belgique	1 571,9	1 281,2	594,2	521,1	162,0	128,7
France	1 093,0	1 046,7	438,3	450,3	291,6	268,4
Pologne	824,0	868,0	1 106,4	1 166,2	152,9	131,7
Italie	128,5	130,0	2 120,7	2 298,4	102,7	87,5

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

3-25 Cotation hebdomadaire de la carcasse classe S en 2022-2024



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Le marché mondial du porc

› En 2024, une production porcine stable

En 2024, la production mondiale de porc est restée quasiment stable à 116,0 Mtec (millions de tonnes équivalent carcasse), soit - 0,2 % par rapport à 2023. Après le fort reflux de 2019-2020 lié à l'épizootie de PPA (peste porcine africaine) en Asie, la production mondiale a ainsi clairement confirmé son retour à un niveau élevé, supérieur à celui de 2018 (112,1 Mtec). La stabilité observée au niveau mondial (figure 3-26) résulte chez les principaux producteurs d'évolutions opposées.

D'une part certains acteurs ont été en recul :

La **Chine**, premier producteur mondial, a affiché des volumes produits en net recul (- 2,1 %, - 1,2 Mtec). Après les mesures drastiques imposées pendant la crise sanitaire, elle a connu une reprise économique difficile, freinée de surcroît par de nouveaux facteurs : crise persistante de l'immobilier, chômage élevé des jeunes. En conséquence, la confiance des ménages chinois reste limitée, et leur consommation apparaît toujours contrainte. Face à une demande intérieure de porc en repli (- 3,0 % en volume par rapport à 2023), on constate une décapitalisation du cheptel et les prix, après avoir progressé, ont été en reflux depuis l'été. Dans cette conjoncture complexe, les coûts importants liés à l'aliment, ainsi qu'à la biosécurité (du fait en particulier de la PPA devenue endémique), ont pénalisé la rentabilité des élevages, en particulier chez les petits producteurs.

Le **Canada** a vu sa production s'éroder (- 0,8 %), du fait d'une rentabilité insuffisante liée à des prix bas sur le marché.

En revanche d'autres grands pays producteurs ont accru leurs volumes :

Les **États-Unis** (+ 2,4 % en volume) se sont trouvés en 2024 face à une demande intérieure en légère croissance (+ 1,6 %) et des exportations en nette hausse (+ 4,8 %). Le recul des coûts de l'aliment a permis à l'industrie porcine américaine de réduire ses prix de vente, mais la rentabilité des élevages américains reste médiocre.

Au **Brésil** (+ 1,0 %), la situation est restée favorable pour les producteurs avec des coûts de production (main d'œuvre, aliment) toujours très bas. En 2023, selon le réseau InterPIG, le Brésil conservait la première place mondiale pour les coûts de production porcine les plus faibles (1,24 €/kg de porc vif dans la zone Centre-Ouest et 1,54 €/kg dans le Sud du Brésil), à comparer par exemple avec les chiffres des États-Unis (1,75 €/kg), de l'Espagne (2,00 €/kg), ou de l'Allemagne (2,12 €/kg). À ce stade, on ne dispose pas encore des chiffres pour 2024, mais il y a tout lieu de croire que le Brésil est resté largement en tête de ce classement. En effet, en plus de ces faibles coûts de production, le réal brésilien a connu durant l'année un recul très important face au dollar (- 26 %). Compte tenu de ces éléments, le Brésil a conservé en 2024 une très forte compétitivité, avec des volumes exportés en progression de 5 %.

L'**Union européenne** a augmenté ses volumes de 1,1 % (voir ci-dessus « Le marché du porc dans l'Union européenne »).

La **Russie** a vu sa production continuer de progresser (+ 3,5 % en volume en 2024).

Le **Vietnam**, quoique toujours affecté fortement par la PPA, voit aussi croître ses volumes (+ 3,0 %).

› La consommation de produits porcins a été en léger recul

En 2024, la consommation mondiale de porc a été en faible décroissance (-0,8 %), à un niveau cependant encore très élevé (114,6 Mtec) (figure 3-27). À des croissances limitées dans l'Union européenne (+ 1,7 %) et aux États-Unis (+ 1,6 %) s'est opposé le recul observé en Chine (- 3,0 %). La Chine, outre le ralentissement économique déjà mentionné, doit en effet aussi faire face à une érosion démographique, avec en 2024 une population en recul pour la troisième année consécutive.

› Les échanges ont confirmé leur recul sur les marchés internationaux

En 2020, les flux de produits porcins sur les marchés internationaux avaient atteint un niveau inégalé. Près de la moitié était destinée à satisfaire la forte demande chinoise à l'import, du fait d'une production nationale dégradée par l'épizootie de PPA. Avec la reprise de la production chinoise qui a suivi, les importations chinoises n'ont cessé de reculer depuis lors (- 75,0 % sur cinq ans, - 31,5 % en 2024 comparé à 2023). La Chine ne constitue donc plus l'élément moteur du marché mondial. En 2024, elle est même passée au second rang des importateurs en volume de viande de porc derrière le Japon. En revanche, pour les imports d'abats, elle est restée le premier opérateur. Du fait de ces évolutions, les flux mondiaux en volume (hors échanges intra-UE) ont reculé à 8,8 Mtec en 2024 (- 4,1 % par rapport à 2023) (figures 3-28, 3-29).

Face au reflux considérable de la demande chinoise, les quatre principaux fournisseurs du marché mondial ont connu des évolutions diversifiées de leurs exportations. Les États-Unis, s'ils ont perdu des volumes sur la Chine, ont progressé à l'export (+ 4,8 %), en particulier vers le Mexique, la Corée, la Colombie, l'Australie. Le Brésil (+ 5,0 %), également en recul sur la Chine, a pu, grâce à sa forte compétitivité, développer ses volumes vers les Philippines, le Chili, le Japon, Singapour, ravissant ainsi des parts de marché à l'Union européenne et même aux États-Unis (en particulier sur les Philippines et le Japon). Le Canada (+ 8,5 %) a progressé sur le Japon, le Mexique et la Corée. En revanche l'Union européenne a reculé (- 2,1 %). La Russie, devenue autosuffisante depuis 2020, est restée pour l'instant sur des exports assez limités en volume.

› En 2024, les prix des principaux pays producteurs ont évolué de façon distincte

De façon générale, les prix des principaux producteurs diffèrent en raison des contraintes qui s'imposent à eux. En particulier, du fait de coûts de production élevés, les prix chinois ont toujours été nettement supérieurs à ceux des autres grandes zones de production (Union européenne, États-Unis, Canada, Brésil). En 2022, la guerre en Ukraine avait provoqué une forte hausse des cotations chinoises, renforçant cette divergence. Au premier semestre 2024, le net recul de la production en Chine a induit une reprise significative de ces cotations (figure 3-30).

En 2024, on constate par contre que les États-Unis et le Canada, avec des coûts de production supérieurs (cf. ci-dessus, § production), ont des prix proches de ceux du Brésil, ce qui offre à ce dernier pays une rentabilité nettement plus élevée.

La cotation moyenne de l'Union européenne reste pour sa part à un niveau supérieur à celles du groupe États-Unis / Canada / Brésil, mais nettement inférieure à celle de la Chine. Cette position détachée de la cotation moyenne dans l'UE paraît avoir des origines multifactorielles. Les produits porcins consommés en Union européenne en sont très largement originaires, ce qui limite l'impact des variations de prix dans les pays tiers sur le marché UE. Cette situation particulière peut alors jouer en faveur du maintien des cotations sur le marché européen à un niveau élevé.

Par ailleurs, l'Espagne, principal exportateur de porc de l'UE vers le reste du monde, ne fonde pas l'essentiel de son attractivité sur ses prix, mais sur des atouts d'ordre qualitatif : disponibilité des volumes, adaptabilité aux demandes des clients. Ces différents éléments agissent probablement en faveur d'une certaine viscosité des prix, ceux de l'UE conservant ainsi un écart avec ceux des autres producteurs mondiaux.

3-26 Production de produits porcins dans le monde

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Amérique						
États-Unis	12 845	12 560	12 252	12 391	12 684	2,4%
Brésil	4 125	4 365	4 350	4 450	4 495	1,0%
Canada	2 115	2 101	2 082	2 106	2 085	-1,0%
Mexique	1 451	1 484	1 530	1 557	1 590	2,1%
Asie						
Chine	36 340	47 500	55 410	57 940	56 750	-2,1%
Vietnam	2 467	2 590	3 313	3 549	3 655	3,0%
Japon	1 306	1 318	1 293	1 293	1 320	2,1%
Corée du Sud	1 403	1 407	1 419	1 435	1 450	1,0%
Philippines	1 115	1 000	925	1 050	1 040	-1,0%
Taïwan	840	830	809	784	790	0,8%
Union européenne à 27	23 031	23 394	22 115	20 680	20 912	1,1%
Europe de l'Est						
Russie	3 611	3 700	3 910	4 000	4 140	3,5%
Ukraine	723	750	661	660	710	7,6%
Monde	95 755	107 607	114 533	116 301	116 018	-0,2%

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

3-27 Consommation de produits porcins dans le monde

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Amérique						
États-Unis	10 034	9 918	9 957	9 829	9 991	1,6%
Brésil	2 949	3 047	3 033	3 038	3 012	-0,9%
Mexique	2 052	2 320	2 544	2 653	2 775	4,6%
Canada	858	859	911	1 041	908	-12,8%
Asie						
Chine	41 521	51 724	57 434	59 741	57 952	-3,0%
Japon	2 732	2 760	2 765	2 739	2 750	0,4%
Vietnam	2 687	2 821	3 415	3 651	3 743	2,5%
Corée du Sud	1 976	1 997	2 072	2 109	2 212	4,9%
Philippines	1 281	1 460	1 450	1 522	1 573	3,4%
Taïwan	914	909	922	906	886	-2,2%
Union européenne à 27	17 878	18 241	17 824	17 415	17 707	1,7%
Europe de l'Est						
Russie	3 468	3 558	3 758	3 815	3 926	2,9%
Ukraine	755	797	722	678	715	5,5%
Monde	95 053	106 982	113 236	115 461	114 584	-0,8%

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

3-28 Principaux pays exportateurs en volume dans le secteur porcin

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Union européenne à 27	5 389	5 381	4 442	3 431	3 358	-2,1%
États-Unis	3 302	3 187	2 878	3 095	3 244	4,8%
Canada	1 544	1 482	1 416	1 327	1 440	8,5%
Brésil	1 178	1 321	1 319	1 414	1 485	5,0%
Mexique	344	319	285	258	240	-7,0%
Chili	295	268	230	263	265	0,8%
Chine	100	104	101	96	98	2,1%
Russie	156	158	170	200	220	10,0%
Monde	12 565	12 215	10 943	10 092	10 313	2,2%

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

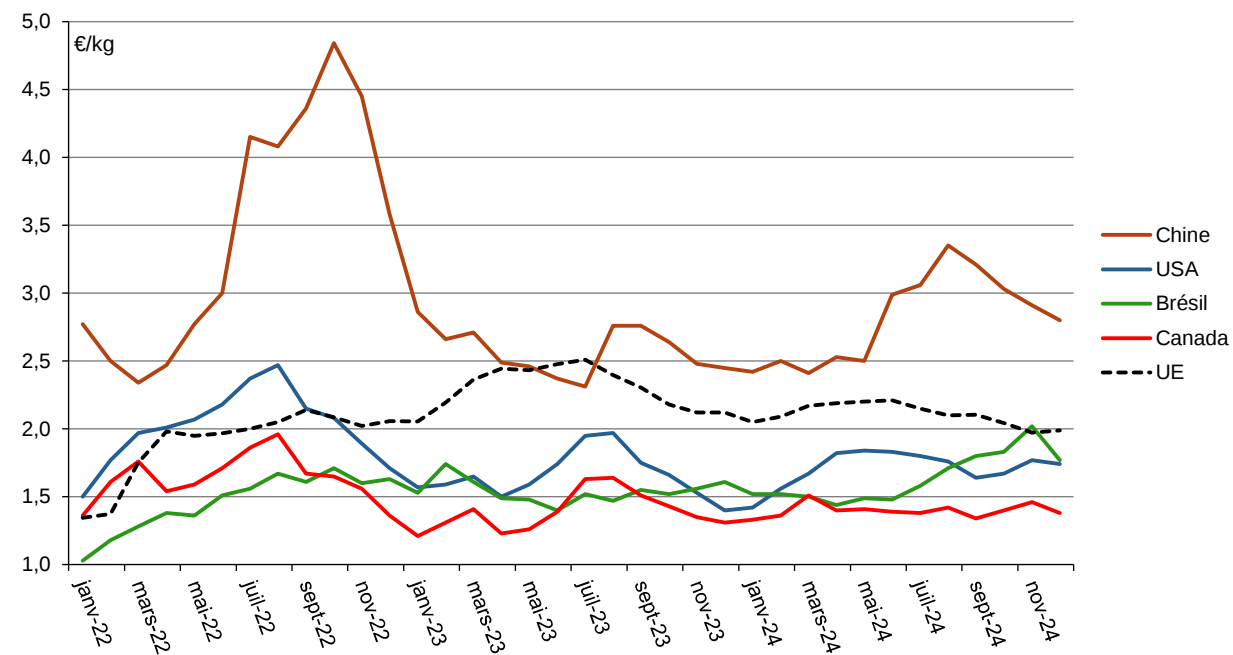
3-29 Principaux pays importateurs en volume dans le secteur porcin

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Chine	5 281	4 328	2 125	1 897	1 300	-31,5%
Japon	1 412	1 420	1 523	1 431	1 430	-0,1%
Mexique	945	1 155	1 299	1 354	1 425	5,2%
Corée du Sud	554	570	713	675	785	16,3%
États-Unis	410	535	610	518	539	4,1%
Hong-Kong	378	364	251	259	265	2,3%
Canada	273	263	234	261	245	-6,1%
Australie	201	210	241	195	220	12,8%
Vietnam	225	237	114	114	100	-12,3%
Philippines	167	461	561	448	505	12,7%
Chili	135	187	134	142	150	5,6%
Singapour	125	123	121	139	155	11,5%
Monde	11 726	11 547	9 797	9 201	8 827	-4,1%

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

3-30 Principales cotations mondiales du porc



Source : FranceAgriMer d'après IFIP et Eurostat

Le marché des volailles de chair en France

› Le coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment volaille s'est inscrit à un niveau inférieur à 2023

En lien avec l'évolution des prix des céréales et des tourteaux, en 2024 les indices Itavi du coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment volaille ont suivi la même dynamique. De janvier à avril, l'indice a été orienté à la baisse, avant de repartir brièvement à la hausse de mai à juillet, en raison des incertitudes liées aux récoltes de la campagne 2024/25. Par la suite, les cours ont terminé l'année sur un mouvement de baisse continue.

Sur l'ensemble de l'année 2024, les indices Itavi coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment volaille ont été inférieurs à ceux de 2023 (figure 4-18). La baisse a atteint 15,6 % pour le canard gras, 12,7 % pour le canard à rôtir, 13,1 % pour la pintade, 14,3 % pour le poulet standard et 13,9 % pour la dinde.

› La maîtrise sanitaire de l'IAHP a favorisé une reprise de la production dans toutes les filières

En 2022, les abattages de volailles de chair ont fortement chuté en conséquence d'une épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) d'une ampleur inédite (figures 4-1, 4-2, 4-3). Ils se sont ensuite redressés dès mai 2023, à la suite de l'accalmie de l'épizootie. En 2024, seulement 16 foyers d'IAHP en élevage ont été déclarés, avec un premier épisode en janvier comptabilisant quatre foyers tous localisés en Vendée, puis en août, trois foyers répartis entre l'Ille-et-Vilaine, le Morbihan et le Finistère. Pendant la période des migrations de la faune sauvage, entre septembre et novembre, 9 foyers ont été détectés entre l'Allier, la Saône-et-Loire, les Landes, le Pas-de-Calais et le Morbihan. Si la France est passée en risque élevé en date du 9 novembre 2024, le statut indemne a été retrouvé le 17 décembre 2024. Ainsi, les foyers d'IAHP sont restés très limités en 2024 marquant le succès de la stratégie vaccinale des palmipèdes et des mesures de biosécurité, confirmé par une étude de l'École Vétérinaire de Toulouse. Ainsi, la campagne de vaccination a été reconduite en octobre 2024. Dans la suite du chapitre, les fortes évolutions constatées entre 2023 et 2024 seront à remettre dans le contexte des épizooties de 2022 et 2023 même si elles ne sont pas systématiquement rappelées.

En 2024, avec la maîtrise sanitaire de l'IAHP, la production avicole française a réussi à retrouver une forte croissance (+ 12,6 %) avec une hausse des abattages pour l'ensemble des filières : poulet, dinde, canard à rôtir, canard gras et pintade. Alors qu'en 2023, la production de dindes, canards et pintades avaient été encore limitée, celle-ci a définitivement repris en 2024. La forte hausse des abattages de volailles est principalement portée par la filière poulet (+ 10,3 %) et par la filière canard gras (+ 46,7 %) alors que les filières dinde et canard à rôtir n'ont pas encore retrouvé leur niveau moyen de 2019-2021 (respectivement - 17,4 % et - 12,0 %).

Après avoir retrouvé dès 2023 des niveaux de production supérieurs à 2022, les abattages de poulets ont de nouveau augmenté en 2024 de manière marquée (+ 10,3 % en volume et + 7,6 % en têtes). Cette hausse de la production est notable puisque la filière a enregistré le niveau d'abattage le plus élevé depuis les années 2000. Cette forte hausse est soutenue par une demande des consommateurs en constante progression. Par ailleurs, l'alourdissement des souches s'est poursuivi, avec un poids moyen d'abattage en augmentation de 2,0 % entre 2023 et 2024. Néanmoins, cette hausse des abattages de poulets n'a pas profité aux filières Label Rouge et

biologique, qui représentent respectivement environ 15 % et 2 % des volumes abattus. En effet, les mises en place ont stagné en bio, voire baissé en Label Rouge (- 1,0 %) au cours des 13 périodes de 2024, selon les données du Synalaf. Ainsi, l'évolution des filières Label Rouge et bio a contrasté avec la tendance haussière des abattages de poulets dans les autres segments, notamment certifié et standard.

Les abattages de dindes ont renoué avec la croissance en 2024 en volume (+ 6,7 %) et en têtes (+ 4,9 %). Ces niveaux restent nettement inférieurs à la moyenne de 2019-2021 (- 17,4 % en volume). La filière dinde reste confrontée à une diminution de la demande des consommateurs français, ainsi qu'à une baisse des exportations, contribuant à une décroissance structurelle de la production. En 2024, les abattages de pintades ont également augmenté en volume (+ 8,1 %) et en têtes (+ 11,2 %), même si la production n'a pas retrouvé son niveau de la période 2019-2021 (- 14,9 %). La demande est restée limitée notamment dans le secteur de la restauration hors domicile.

En 2024, la production de palmipèdes a fortement rebondi par rapport à 2023 (+ 36,8 % en volume et + 11,3 % en têtes). Dans le détail, les abattages de canards gras ont progressé de 46,7 % en volume et de 19,1 % en têtes, tandis que ceux de canards à rôtir ont augmenté de 23,8 % en volume et de 3,5 % en têtes. Les niveaux d'abattages de canards à rôtir sont demeurés inférieurs à ceux de la période 2019-2021 (- 12,0 %). La demande des consommateurs n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant-crise, pénalisée notamment par des prix supérieurs à ceux des autres volailles de chair. La filière canard gras a enregistré en 2024 des niveaux d'abattages supérieurs à la moyenne 2019-2021 (+ 2,5 %), mais les crises successives d'IAHP avaient déjà entraîné une forte réduction de la production dès 2016. En outre, des niveaux de stocks importants de viande de canard ont été constitués en 2024.

Le poulet reste l'espèce majoritaire dans la production française (70 % des volumes en 2024) avec une part qui continue de se renforcer sur le plus long terme puisqu'elle était de 63 % en 2019. La forte reprise des abattages de canards leur a permis de regagner des parts dans les abattages totaux de volailles (11 % en 2024 contre 8 % en 2023). Les parts de la dinde et de la pintade ont reculé de 1 point en 2024 respectivement à 15 % et 1 %.

› Les exportations françaises ont repris vers l'Union européenne et les pays tiers

Le retour d'une offre plus importante sur le marché français s'est accompagné d'une reprise des exportations françaises de viandes et préparations de volailles (+ 8,4 %) (figures 4-5, 4-6, 4-16, 4-17). Les exportations ont progressé pour la viande de poulet (+ 7,7 %), la viande de dinde (+ 12,4 %), la viande de canard (+ 11,8 %) mais sont restées en repli pour la viande de pintade (- 6,8 %).

Le débouché européen a été plus dynamique (+ 10,6 % en volume et + 4,7 % en valeur) que celui des pays tiers (+ 4,6 % en volume et - 2,8 % en valeur) (figures 4-10, 4-11). La reprise des exportations a concerné l'ensemble des produits, tant sur les viandes fraîches (+ 5,1 %), principaux produits exportés, que sur les viandes congelées (+ 6,9 %). Les préparations à base de volailles ont affiché la hausse la plus marquée (+ 17,3 %).

Les exportations de viande de poulet, qui représentent 80 % des volumes exportés de volailles par la France, ont marqué une nette progression (+ 7,7 %) (figure 4-12), qui tranche avec la tendance au repli connue ces dernières années. La hausse des envois vers l'Union européenne a atteint 9,5 % avec une augmentation marquée des exportations vers les Pays-Bas (+ 21,2 %). Les expéditions vers ce pays se maintiennent à des niveaux très élevés depuis 2021, portées en partie par des réexpéditions de produits britanniques à faible valeur. La part de marché des Pays-Bas dans les

envois français vers l'UE depuis le Brexit est ainsi passée de 12 % en 2020 à 21 % en 2024. Les exportations vers l'Allemagne ont également progressé (+ 13,1 %/2023), retrouvant des niveaux supérieurs à la moyenne 2019-2021. La situation est plus contrastée vers les autres pays de l'Union européenne. À noter une relative stabilité des envois vers l'Espagne (+1,4 %) et une baisse de ceux vers la Belgique (- 4,6 %) mais qui affichent des niveaux supérieurs à la période 2019-2021.

Vers les pays tiers, les exportations ont progressé (+ 5,1 %) tirées à la hausse par le dynamisme des envois vers l'Afrique subsaharienne (+ 18,4 %). Cependant après deux années consécutives de repli partiellement liées à l'inflation, le niveau moyen 2019-2021 n'est pas retrouvé (- 21,7 %). Les envois se sont stabilisés vers le Royaume-Uni (+ 0,2 %). Enfin, vers les pays du Moyen-Orient, les exportations se sont repliées (- 4,5 %), pénalisées par l'arrêt des exportations vers l'Arabie Saoudite sur le seul mois d'octobre, en raison de la présence d'un foyer déclaré d'IAHP dans le Finistère.

En 2024, la croissance de la production de dinde s'est accompagnée d'un retour à la hausse des exportations de viande de dinde (+ 12,4 %). Cependant, la situation n'est que partiellement rétablie, avec des envois toujours en retrait par rapport à la moyenne 2019-2021 (- 14,9 %) dans un contexte de diminution structurelle des exportations. En 2024, les envois ont progressé vers l'Union européenne (+ 16,8 %) soutenus par les hausses marquées vers l'Allemagne (+ 17,9 %) et l'Espagne (+ 33,5%), les deux principaux débouchés à l'export de viande de dinde française. En revanche, les envois vers les Pays-Bas sont restés en retrait. Vers les pays tiers (+ 1,3 %), la hausse est plus mesurée en raison de débouchés qui n'ont pas été retrouvés en Afrique subsaharienne (- 3,8 %), notamment vers le Bénin, première destination pays tiers. En revanche, les exportations ont progressé vers le Royaume-Uni (+ 24,5 %).

Les exportations de viande de canard ont enregistré pour la deuxième année consécutive une forte progression (+ 11,8% en 2024 et + 12,8 % en 2023) favorisée par le retour de l'offre sur le marché français. Mais les exportations se sont inscrites en net retrait par rapport à la moyenne 2019-2021 (- 24,0 %). Les volumes exportés ont progressé vers l'Union européenne (+ 14,0 %) avec une hausse partagée tant vers l'Allemagne que vers la Belgique, principaux marchés export de la viande de canard française. Le dynamisme s'est également étendu à d'autres destinations plus minoritaires notamment l'Espagne, la Grèce et l'Italie. Les exportations ont diminué vers les pays tiers (- 3,1 %), malgré la hausse des envois vers l'Asie du Sud-Est après plusieurs années de fermeture de ce marché en lien avec l'IAHP. Cette hausse n'a pas compensé le net retrait des envois vers le Royaume-Uni (- 28,0 %), consécutif à la suspension des exportations françaises en raison de la mise en place de la vaccination des palmipèdes contre l'IAHP sur le territoire français.

Enfin, les exportations de viande de pintade ont diminué de 6,8 %. La hausse des envois vers les pays tiers (+ 5,5 %) n'a pas compensé le repli vers l'Union européenne (- 12,8 %).

› Les importations ont enregistré des hausses plus mesurées

En 2024, les importations françaises de viandes et préparations de volailles ont progressé de 3,6 %, marquant ainsi la deuxième année consécutive de hausse modérée (+ 3,2 % en 2023 contre + 8,8 % en 2022) (figures 4-5, 4-6, 4-16, 4-17). Les volumes importés depuis l'Union européenne ont augmenté (+ 3,2 %) de même que ceux en provenance des pays tiers (+ 8,9 %). Les importations sont tirées à la hausse par le poulet, qui représente 95 % des volumes importés, alors que les importations de dinde ont diminué et que celles de canard sont restées stables. Enfin, par type de produit, les importations de préparations à base de viande de volailles ont été le principal moteur de cette croissance (+ 14,1 %). En revanche, les volumes importés de viande congelée ont progressé plus faiblement (+ 3,4 %), tandis que ceux de viande fraîche sont restés stables. Malgré

cela, les viandes fraîches sont demeurées le produit le plus importé, représentant 50 % des volumes totaux.

Les importations de viande de poulet, représentant 95 % des volumes importés ont augmenté de 4,7 %. Les importations depuis l'Union européenne ont progressé de 4,7%. La Pologne s'est distinguée par un fort renforcement de ses volumes envoyés vers la France (+ 17,9 %). Dans le même temps, les importations ont été en repli depuis les Pays-Bas (- 6,3 %) et se sont stabilisées depuis la Belgique (+ 0,5 %). Ces évolutions sont une rupture avec la tendance des années 2021-2023 où les importations avaient progressé de 7,7 % pour les Pays-Bas et de 13,8 % pour la Belgique. Ainsi, la Pologne gagne des parts de marché (33 % en 2024 contre 29 % en 2023). Depuis les pays tiers, les volumes importés, bien qu'ils restent très limités (8 % des importations françaises totales de viande de poulet), ont augmenté (+ 6,7%). Cette hausse est principalement portée par la hausse des importations depuis la Thaïlande et le retour des importations en provenance du Royaume-Uni, composées essentiellement de produits à faible valeur ajoutée, notamment de dos, croupions et pointes d'ailes frais, qui sont ensuite réexportés par la France. Les importations en provenance d'Ukraine ont fortement chuté (- 56,7 %).

Les importations de viande de dinde ont été en net repli avec le retour d'une offre française plus importante (- 13,9 %). Les importations ont reflué depuis l'Union européenne (- 18,4 %) avec une baisse partagée par les principaux fournisseurs notamment la Pologne, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie. Toutefois, les importations en provenance de Belgique sont restées en hausse de 7,1 %. La balance commerciale de la dinde est de nouveau positive après un déficit ponctuel en 2023 en volume et en valeur.

Les importations de viande de canard se sont stabilisées (+ 0,6 %), avec des envois qui ont poursuivi leur croissance depuis la Hongrie mais se sont repliés depuis la Bulgarie.

Le solde global des échanges de viandes de volailles est resté fortement déficitaire en 2024, de 445 ktec et de 1,2 milliard d'euros, mais il s'est stabilisé par rapport à 2023. En 2024, le déficit s'est redressé de 3,1 ktec en volume et de 15 millions d'euros. Le solde reste positif vers les pays tiers, avec un excédent de 96 ktec et 239 millions d'euros. Le solde est resté fortement déficitaire vers l'Union européenne (- 540 ktec et - 1,5 milliard d'euros) (figure 4-7).

› La viande de volailles est devenue la viande la plus consommée en France en 2024

L'année 2024 s'est distinguée par une forte croissance de la consommation de viande de volailles calculée par bilan (+ 10,2 %) avec une dynamique de hausse partagée par l'ensemble des espèces (figure 4-19, 4-20). La consommation de viande de volailles dont la progression est quasi ininterrompue depuis les années 2000 est ainsi devenue en 2024, la viande la plus consommée en France devançant la viande de porc et la viande bovine. Parmi les volailles, le poulet reste l'espèce la plus consommée avec une part de 77 % en 2024 contre 70 % en 2019. Cette hausse est observée au détriment de la consommation de dinde dont la part est passée de 16 % en 2019 à 12 % en 2024.

En 2024, la consommation de viande de canard a affiché la plus forte croissance (+ 36,7 %). Elle s'est inscrite pour la deuxième année consécutive à la hausse. Ces deux hausses successives n'ont cependant pas permis de retrouver son niveau moyen de 2019-2021 (- 1,5 %). De la même manière bien que la consommation de viande de dinde ait augmenté en 2024 (+ 5,3 %) à l'opposé de la tendance structurelle observée depuis plusieurs années, elle s'est située en dessous de son niveau moyen 2019-2021 (- 13,5 %). La consommation de viande de poulet a accéléré sa hausse (+ 8,1 %) et s'est démarquée, avec un niveau très supérieur à la moyenne 2019-2021 (+ 23,1 %). Grâce à cette

hausse, la consommation de viande de volailles au global est supérieure de 14,1 % à la moyenne 2019-2021.

Malgré la forte croissance de la production, l'offre française n'a pas été suffisante pour répondre à la demande. En 2024, le taux de viande de volailles importée dans la consommation française a atteint 41 %, en amélioration de 3 points par rapport à 2023. Le taux d'auto-approvisionnement, soit la part de la production française dans la consommation, s'est amélioré passant à 83 % en 2024, contre 81 % en 2023.

Si la hausse de la consommation par bilan est principalement portée par la restauration hors domicile, en 2024, la croissance des achats à domicile connaît aussi une forte accélération avec le retour de l'offre en viande de dinde et de canard ainsi que la progression continue de la consommation de viande de poulet. En effet, en 2024, selon les données du panel consommateur Kantar, les achats des ménages de viandes et élaborés de volailles pour leur consommation à domicile ont augmenté (+ 5,5 %). La baisse des prix moyens des produits volailles, amorcée dès le début de l'année 2024, s'est poursuivie tout au long de l'année, correspondant à une diminution de 0,27 €/kg soit 2,8 % sur l'ensemble de l'année. Cette baisse a contribué à une augmentation de la consommation, d'autant plus marquée que les autres viandes ont enregistré des baisses de prix moyens moins significatives, favorisant ainsi la volaille.

Le poulet est la viande de volailles la plus consommée et a enregistré une hausse de 3,5%. Les découpes de poulet ont affiché une forte croissance (+ 4,2 %), tout comme les élaborés de volailles (+ 7,1 %). À l'inverse les achats de poulet entier prêt à cuire (PAC) n'ont pas renoué avec la croissance (- 2,4 %) et ont poursuivi sur une tendance baissière structurelle. Malgré la baisse des prix les achats des ménages ont continué de se recentrer sur les produits standards, aussi bien pour les découpes de poulets que les poulets entiers PAC. Par ailleurs, les achats de charcuterie de volailles, ont progressé (+ 3,1 %), tirés à la hausse par les achats de jambon (+ 5,1 %). La croissance des achats s'est aussi étendue à la viande de dinde (+ 3,1 %) et à la viande de canard (+ 59,1 %) avec le retour d'une offre suffisante en rayon. Mais, pour ces deux espèces, les niveaux d'achats sont restés inférieurs à la moyenne 2019-2021.

› Perspectives 2025

En 2025, la reconduction de la campagne vaccinale des palmipèdes contre l'IAHP couplée à l'adoption des règles de biosécurité par tous les maillons devrait sécuriser la production pour toutes les filières, et bénéficier en particulier à la production de poulet. Toutefois, cette hausse ne sera possible que si les capacités d'accoupage, d'élevage et d'abattage sont suffisantes pour répondre à une demande qui devrait rester dynamique. Les prix des matières premières agricoles devraient rester stables au premier trimestre dans l'attente des prévisions de la prochaine campagne céréalière 2025/26.

La déflation observée en viande de volailles en 2024 pourrait alors progressivement ralentir voire stagner au premier trimestre. En revanche, la baisse des prix pourrait s'étendre aux viandes de boucherie en 2025. Dans ce contexte, la consommation devrait se rééquilibrer entre les différentes viandes.

4-1 Bilan français dans le secteur de la volaille de chair

1 000 tec	2023	2024	% 24/23
Production	1 590	1 791	12,6
Abattages	1 528	1 713	12,1
Commerce extérieur viandes			
Exportations	411	445	8,4
Importations	859	890	3,6
Solde	-448	-445	
Variations de stock *	10	-8	
Consommation **	1 966	2 166	10,2
Auto approvisionnement %	81	83	

*Estimations

**Calculée par bilan

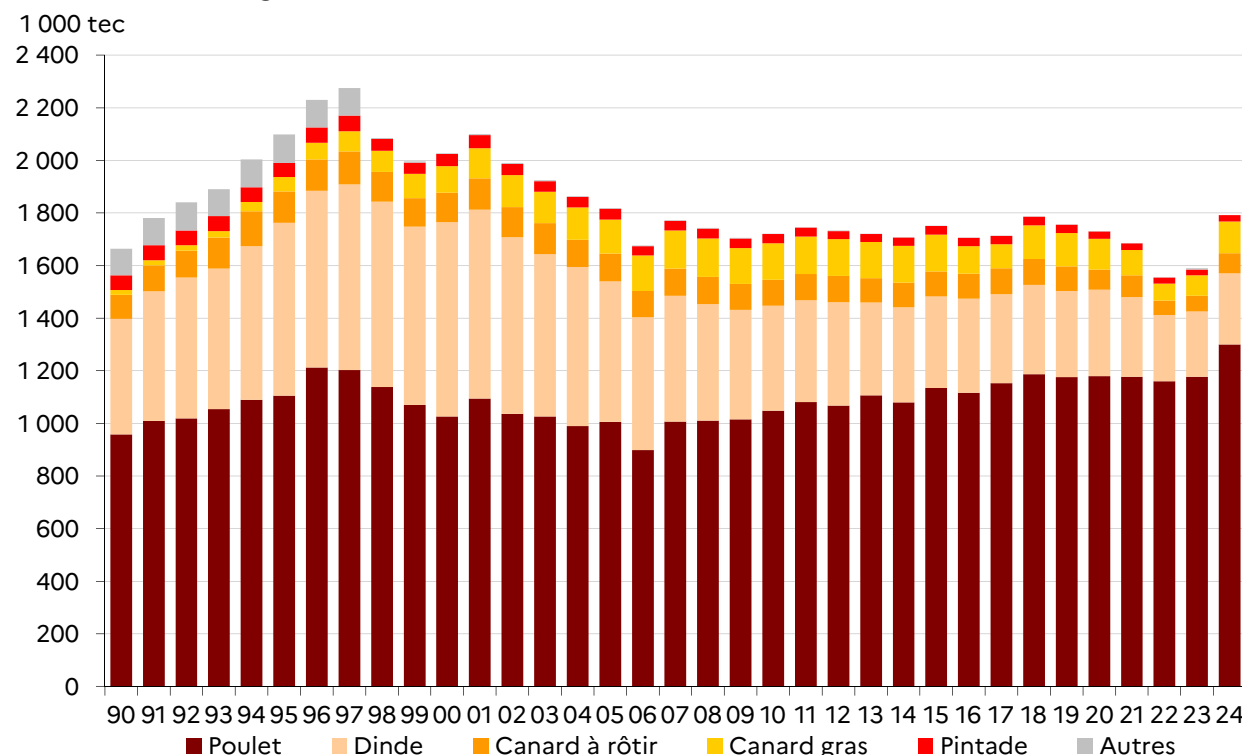
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

4-2 Abattages contrôlés CVJA de volailles en France

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
ENSEMBLE VOLAILLES	1 671	1 625	1 501	1 528	1 713	12,1
Poulets	1 078	1 082	1 071	1 084	1 196	10,3
Dindes	319	295	245	241	257	6,7
Canards	191	176	118	137	188	36,8
Canards à rôtir	76	82	54	59	74	23,8
Canards à gaver	116	94	64	78	114	46,7
Pintades	28	25	23	22	24	8,1
Poules et coqs	45	39	35	34	38	11,4

Source : FranceAgriMer d'après SSP

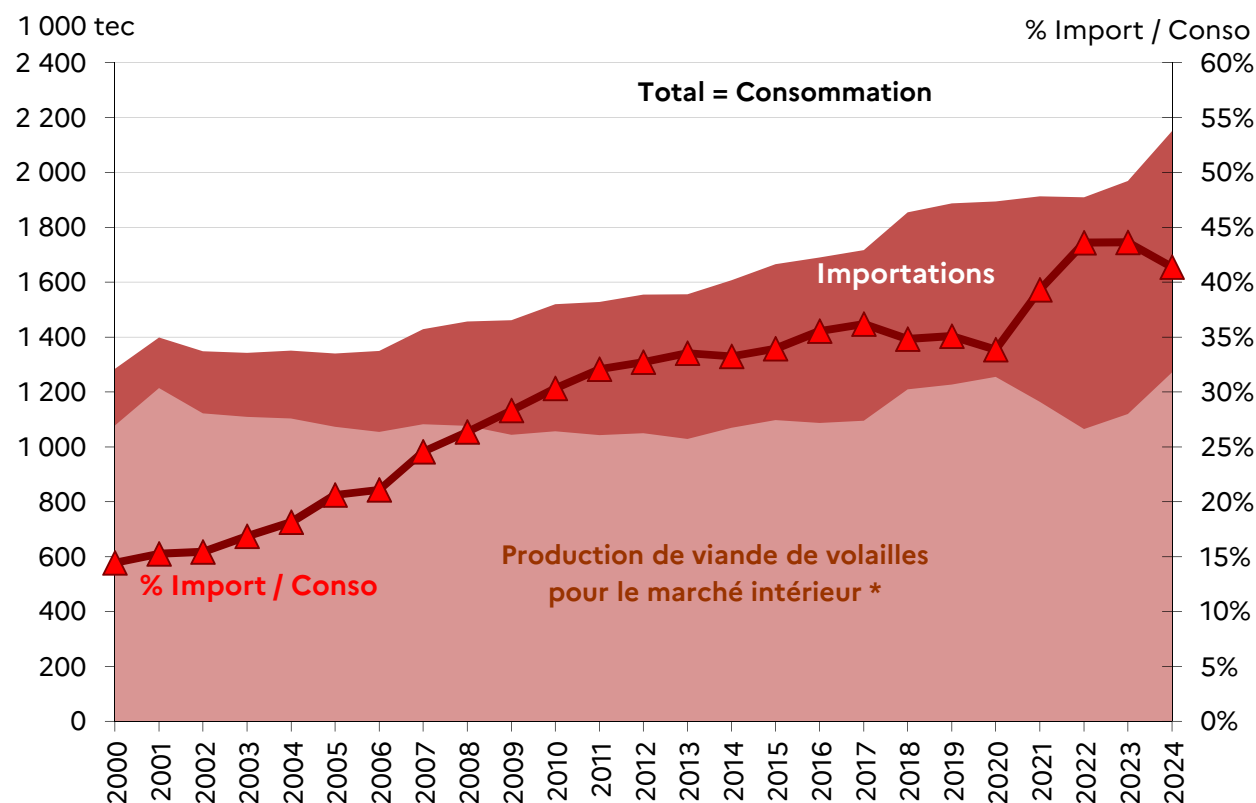
4-3 Production indigène brute de volailles en France



Rupture de série entre 1997 et 1998 ; à partir de 1998, la production est calculée à partir des abattages et non plus des mises en place de poussins

Source : FranceAgriMer d'après SSP

4-4 Part de la production nationale et des importations dans la consommation française de viandes de volailles



*Abattages – exportations de viandes

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

4-5 Échanges français de viandes de volailles - En volume

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations	416	461	436	411	445	8,4
Union européenne	201	276	277	254	281	10,6
Viandes fraîches	94	137	138	121	128	5,4
Viandes congelées	69	84	82	73	80	9,2
Préparations	37	52	55	57	71	23,0
Volailles saumurées	1	2	3	3	3	24,0
Pays tiers	215	185	159	157	164	4,6
Viandes fraîches	15	18	17	16	16	2,7
Viandes congelées	171	139	120	117	124	5,5
Préparations	28	26	21	22	23	2,9
Volailles saumurées	0	2	1	1	1	-25,9
Importations	641	752	832	859	890	3,6
Union européenne	606	676	742	796	822	3,2
Viandes fraîches	321	364	401	440	442	0,5
Viandes congelées	179	193	205	209	213	2,1
Préparations	102	114	132	144	165	14,1
Volailles saumurées	4	4	5	3	2	-30,0
Pays tiers	35	76	90	63	68	8,9
Viandes fraîches	6	43	40	24	22	-5,4
Viandes congelées	14	18	30	21	25	16,3
Préparations	10	10	14	15	17	14,2
Volailles saumurées	6	5	5	3	4	45,0

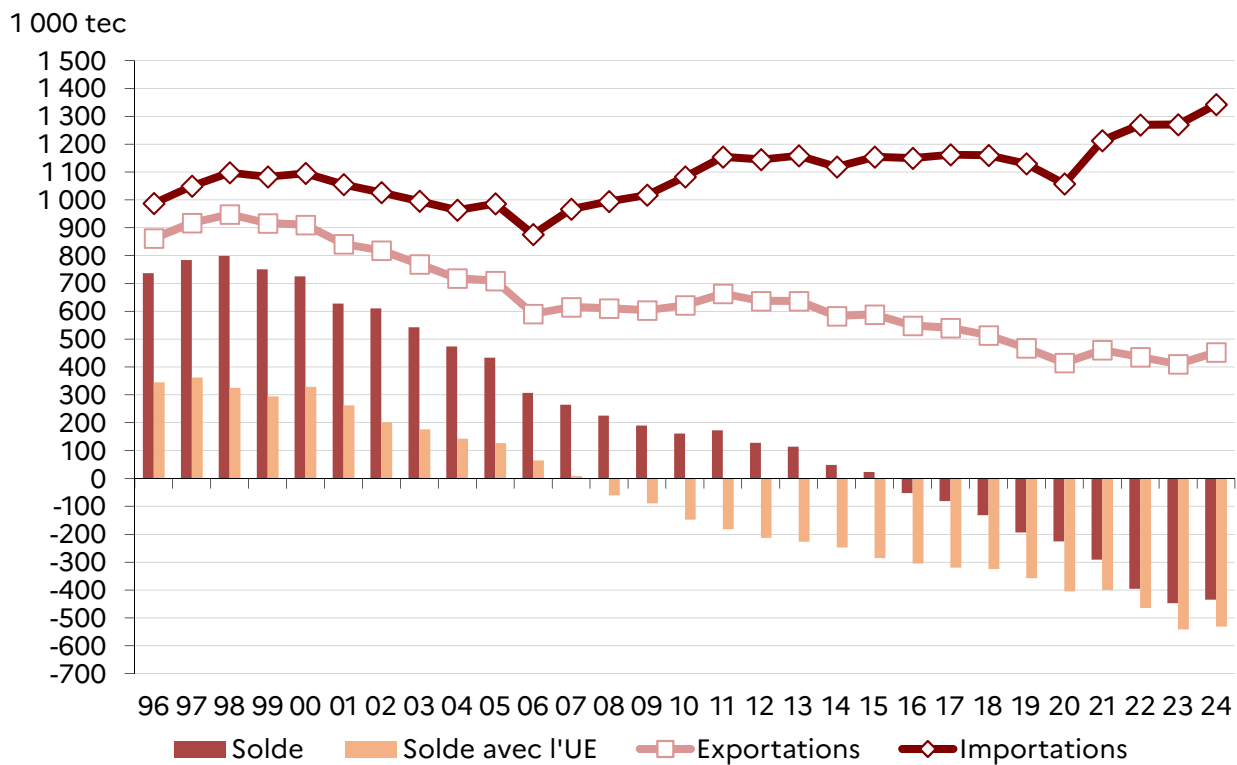
Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-6 Échanges français de viandes de volailles - En valeur

Millions €	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations	1 004	1 133	1 178	1 204	1 204	2,2
Union européenne	645	740	787	824	824	4,7
Viandes fraîches	297	306	327	312	312	-4,6
Viandes congelées	148	167	166	172	172	3,4
Préparations	194	259	285	330	330	15,6
Volailles saumurées	6	9	8	10	10	25,4
Pays tiers	359	394	392	381	381	-2,8
Viandes fraîches	70	79	81	76	76	-6,5
Viandes congelées	183	215	194	201	201	3,2
Préparations	104	97	113	102	102	-9,8
Volailles saumurées	2	2	3	2	2	-29,3
Importations	1 557	2 290	2 413	2 453	2 453	1,7
Union européenne	1 467	2 134	2 280	2 312	2 312	1,4
Viandes fraîches	797	1 163	1 258	1 255	1 255	-0,3
Viandes congelées	327	484	473	447	447	-5,5
Préparations	336	477	540	604	604	11,7
Volailles saumurées	7	11	9	6	6	-29,0
Pays tiers	90	155	133	142	142	6,8
Viandes fraîches	19	26	16	18	18	10,8
Viandes congelées	24	54	39	43	43	10,3
Préparations	38	62	70	70	70	-0,7
Volailles saumurées	9	8	13	6	10	60,0

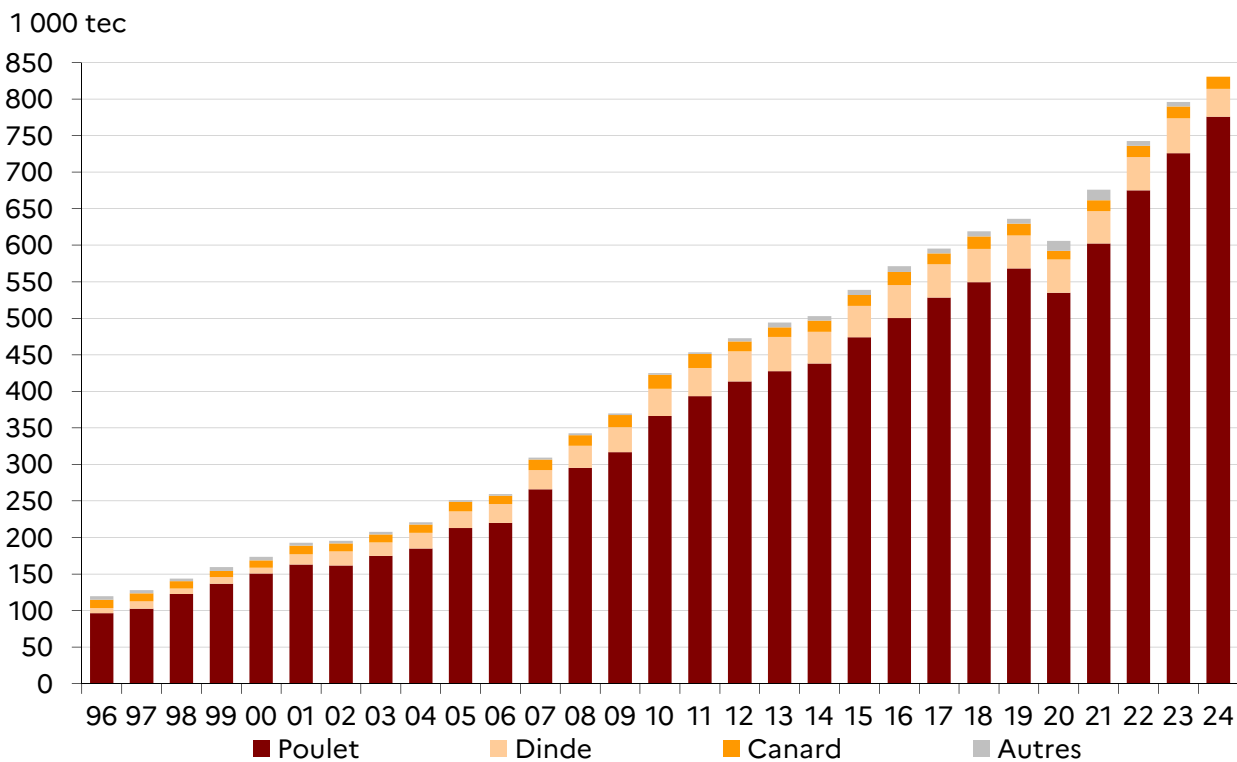
Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-7 Commerce extérieur français de viandes de volailles



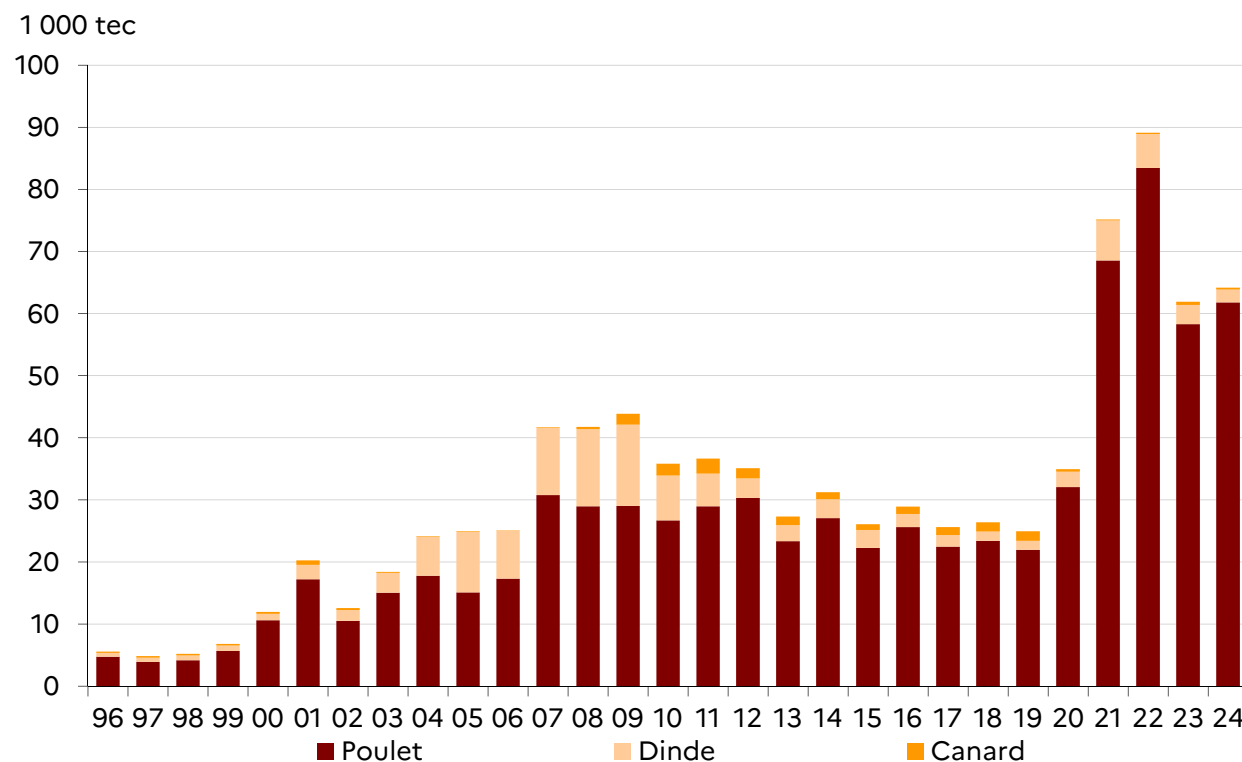
Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-8 Importations françaises de viandes de volailles en provenance de l'Union européenne



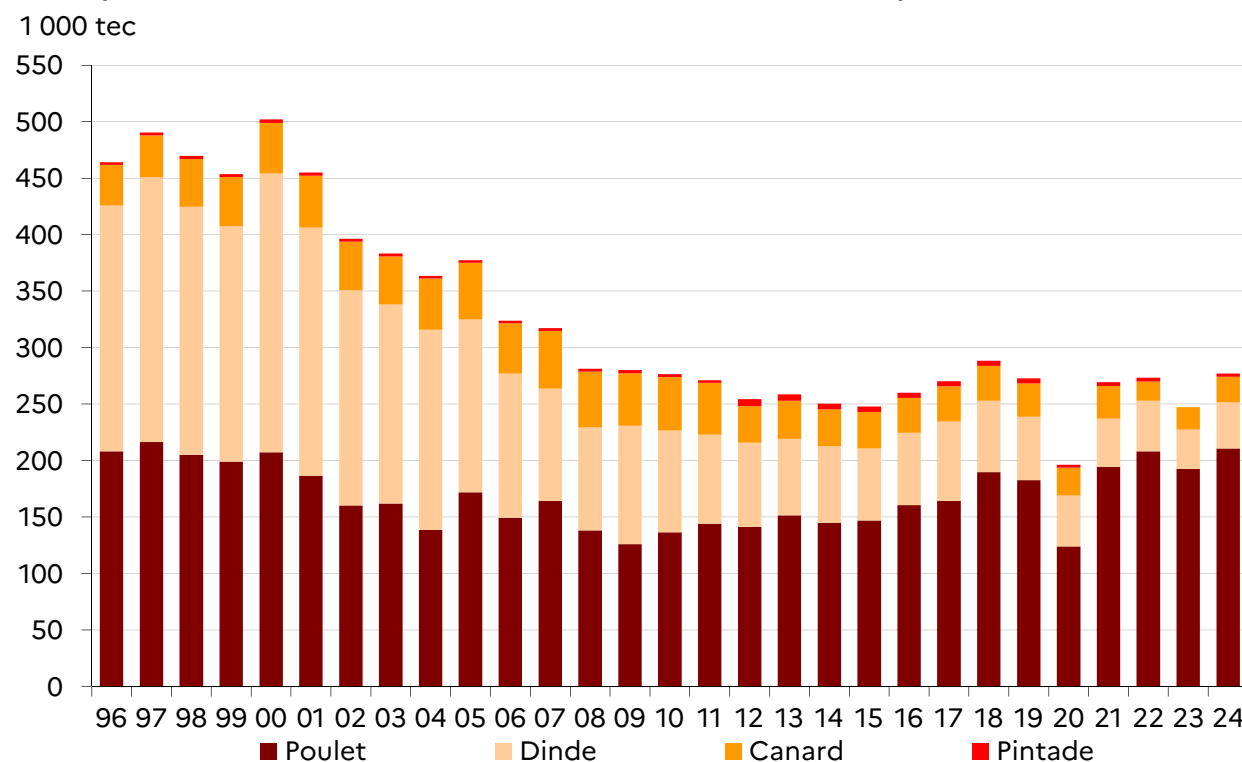
Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-9 Importations françaises de viandes de volailles en provenance des pays tiers



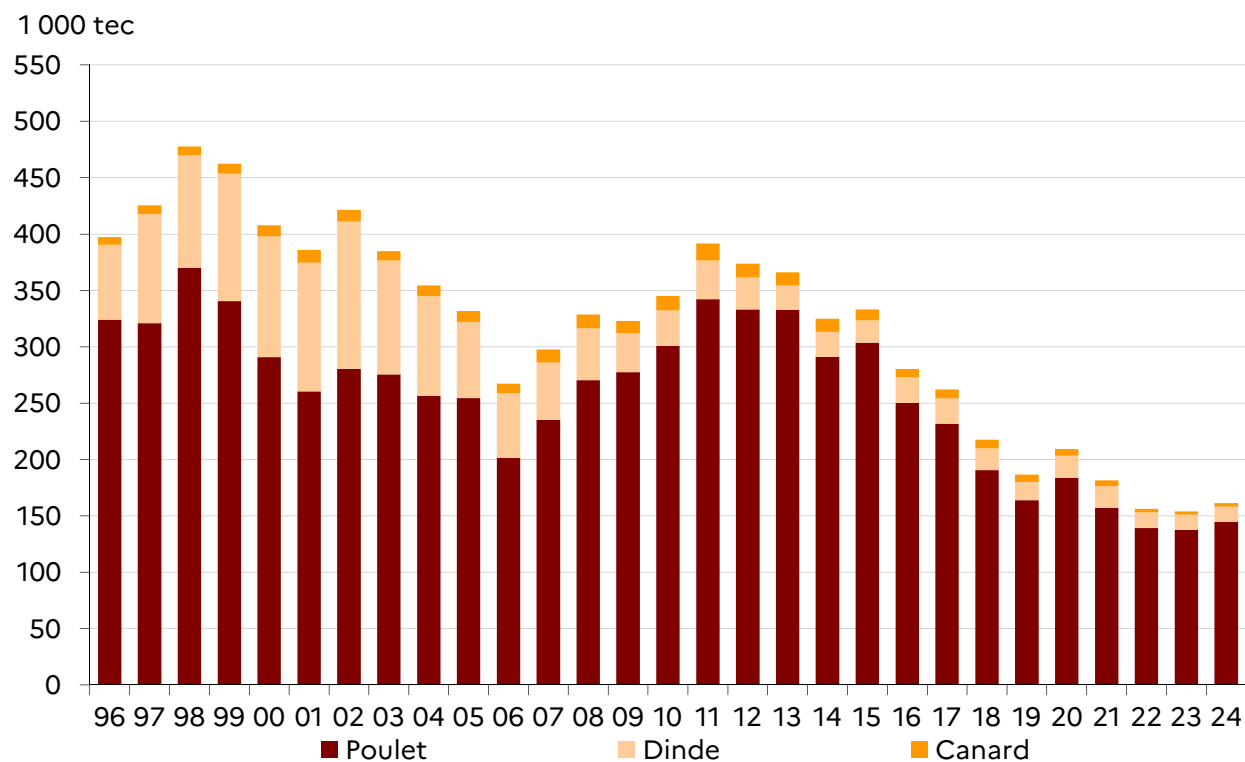
Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-10 Exportations françaises de viandes de volailles vers l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-11 Exportations françaises de viandes de volailles vers les pays tiers



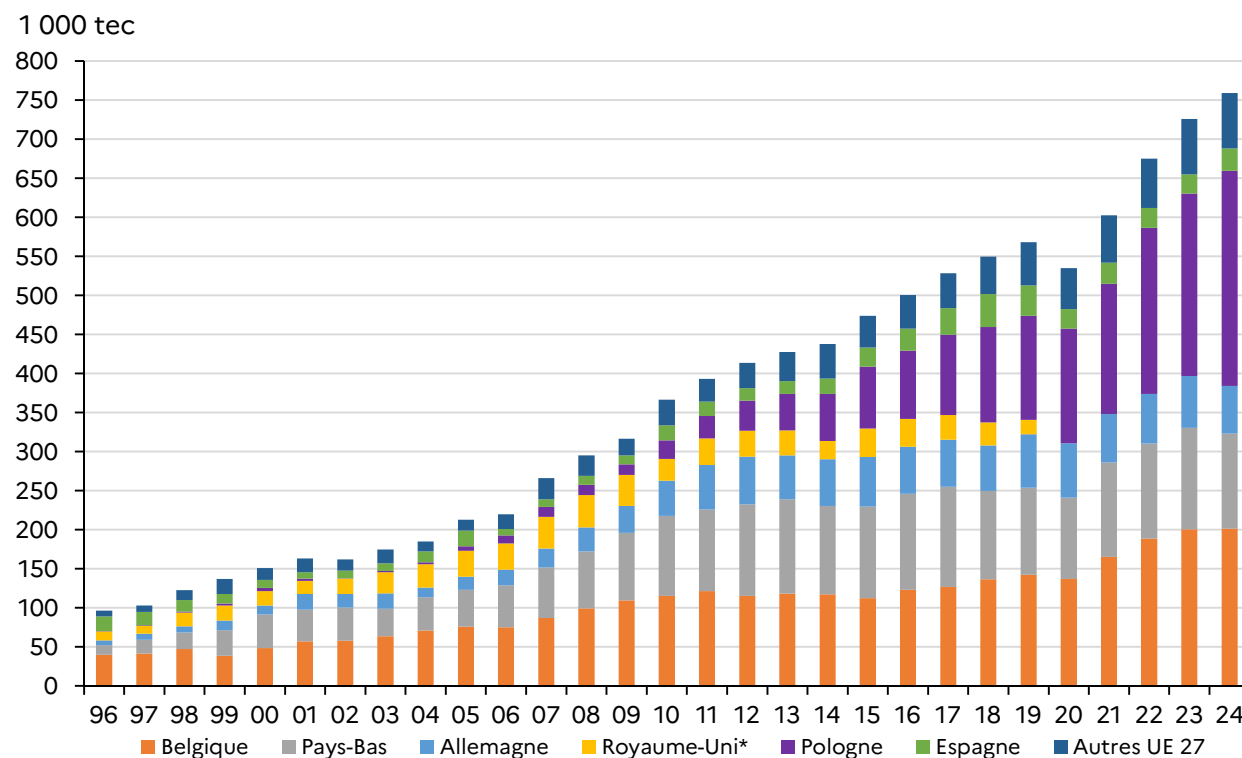
Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-12 Commerce extérieur français de viande de poulet avec l'Union européenne à 27

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024	%24/23
Exportations	124	194	208	192	211	9,5
Espagne	24	35	36	37	37	1,4
Belgique	30	36	43	46	44	-4,6
Allemagne	29	43	45	35	40	13,1
Pays-Bas	15	47	45	41	50	21,2
Italie	3	3	6	5	4	-20,8
Importations	535	603	675	726	759	4,6
Belgique	137	165	189	201	201	0,5
Pays-Bas	104	121	122	130	122	-6,3
Allemagne	70	62	63	67	61	-8,1
Pologne	147	167	213	234	275	17,9
Espagne	25	27	25	25	29	16,9
SOLDE	-411	-408	-467	-533	-549	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

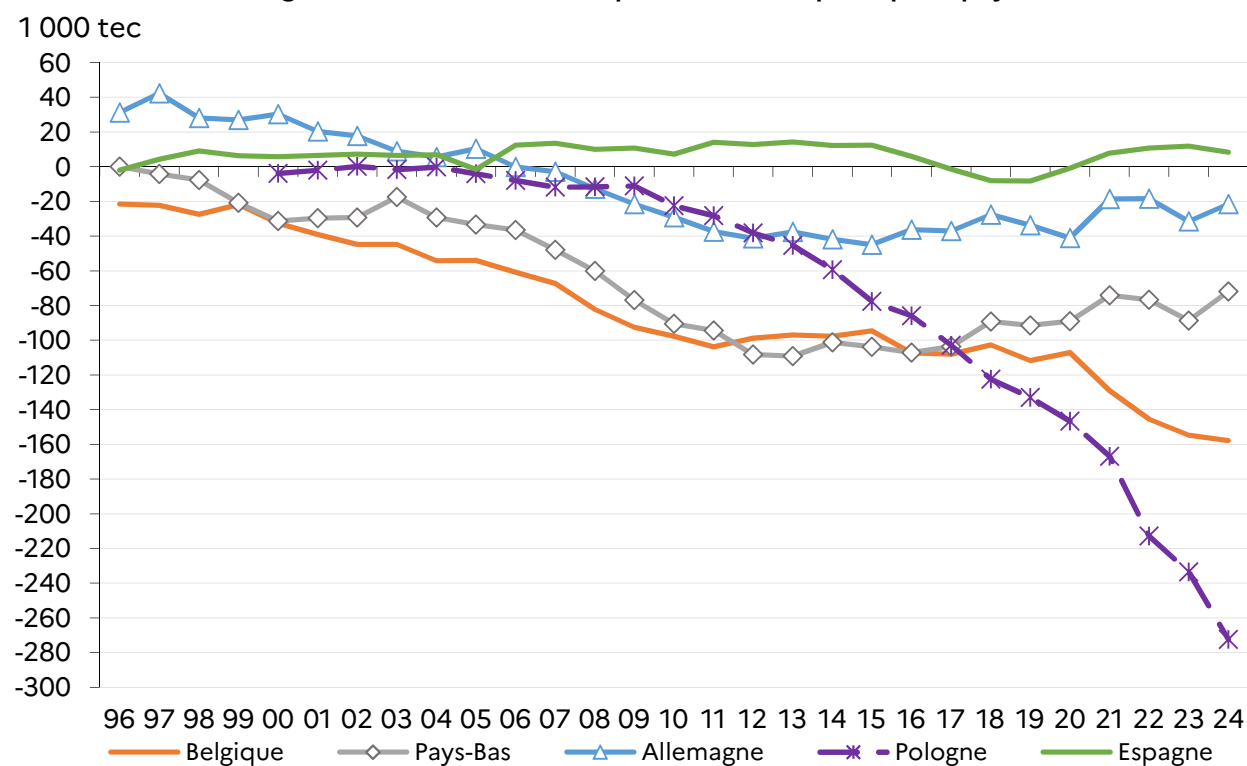
4-13 Importations françaises de viande de poulet en provenance de l'UE à 27/28



* Sortie de l'UE en 2020

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-14 Solde des échanges français de viande de poulet avec les principaux pays de l'UE à 27



Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-15 Commerce extérieur français de viande de dinde avec l'Union européenne à 27

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024	%24/23
Exportations	45	43	45	35	41	16,8
Belgique	16	14	14	14	17	23,8
Espagne	10	6	6	3	4	33,5
Allemagne	6	8	10	9	11	17,9
Grèce	2	1	2	1	1	179,7
Pays-Bas	4	5	4	4	2	-47,6
Italie	0	1	1	0	1	168,9
Danemark	1	1	1	1	1	-15,5
Importations	46	44	45	48	39	-18,4
Allemagne	14	15	12	11	9	-19,1
Italie	7	6	6	6	4	-31,0
Pays-Bas	3	1	1	2	1	-25,4
Espagne	6	6	6	7	5	-27,7
Belgique	5	5	5	5	6	7,1
Pologne	10	9	13	15	12	-22,5
SOLDE	-1	-1	0	-13	2	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-16 Commerce extérieur français de viande de volailles par destination - En volume

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations	416	461	436	411	445	8,4
Union européenne	201	276	277	254	281	10,6
Pays tiers	215	185	159	157	164	4,6
Importations	641	752	832	859	890	3,6
Union européenne	606	676	742	796	822	3,2
Pays tiers	35	76	90	63	68	8,9
SOLDE global	-226	-291	-396	-448	-445	-0,7
SOLDE avec l'UE à 27	-405	-400	-465	-542	-540	-0,3
SOLDE avec les pays tiers	179	109	69	94	96	+1,8

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-17 Commerce extérieur français de viande de volailles par destination - En valeur

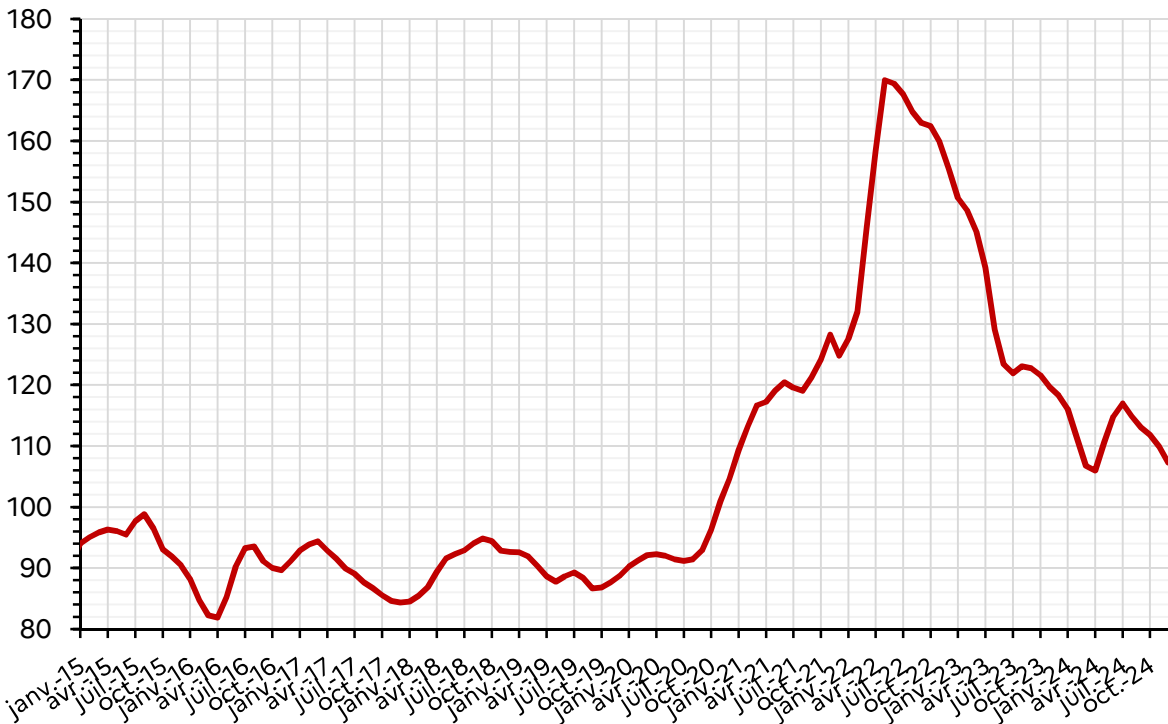
Millions euros	2020	2021	2022	2023	2024
Exportations	890	1 004	1 133	1 178	1 204
Union européenne	528	645	740	787	824
Pays tiers	362	359	394	392	381
Importations	1 323	1 557	2 290	2 413	2 453
Union européenne	1 242	1 467	2 134	2 280	2 312
Pays tiers	81	90	155	133	142
SOLDE global	-433	-553	-1 156	-1 234	-1 249
SOLDE avec l'UE à 27	-714	-822	-1 395	-1 493	-1 488
SOLDE avec les Pays Tiers	281	269	239	259	239

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-18 Indice Itavi coût matières premières de l'aliment poulet standard

Formule moindre coût lissée sur 3 mois

Base 100 : janv. 2014



Source : FranceAgriMer d'après Itavi

4-19 Consommation indigène brute de viandes de volailles en France par habitant

kg/hab/an	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
VOLAILLE	28,1	28,3	28,1	28,9	31,7	9,5
Poulet	19,8	20,8	21,9	22,7	24,4	7,5
Dinde	4,4	4,2	3,6	3,5	3,7	4,7
Canard	2,6	2,3	1,7	1,9	2,6	36,0
Pintade	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	11,8

Avertissement : entre 2018 et 2019, la consommation par bilan est calculée et estimée en l'absence de données de variations de stocks, la série ayant été interrompue en 2018 ; l'évolution de la consommation de viande de canard est notamment à considérer avec prudence du fait de la constitution de stocks importants sur cette période.

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

4-20 Consommation indigène brute de viandes de volailles en France

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
VOLAILLE	1 894	1 913	1 909	1 966	2 166	10,2
Poulet	1 337	1 405	1 486	1 541	1 665	8,1
Dinde	296	281	243	239	251	5,3
Canard	174	158	115	130	177	36,7
Pintade	24	21	19	18	20	12,3

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

Le marché des volailles de chair dans l'Union européenne et dans le monde

› Marché mondial des volailles de chair

Après deux années de croissance modérée, la production mondiale de viande de volailles devrait connaître un ralentissement en 2024, avec une baisse estimée à 0,8 %, selon les prévisions de l'USDA publiées en octobre 2024. Ce repli intervient malgré un contexte globalement favorable, caractérisé par une réduction modérée des coûts de production et une accalmie des épizooties d'influenza aviaire. Alors que des augmentations de production ont été enregistrées très largement par les principaux producteurs (Brésil, États-Unis, Chine, Union européenne), mais aussi au Mexique et en Thaïlande, le recul global s'explique par une baisse dans des bassins de production beaucoup plus minoritaires.

Ce ralentissement de la production en 2024 s'est accompagné d'une baisse modérée de la consommation mondiale (- 0,9 %), selon les estimations de l'USDA. Si la viande de volailles bénéficie toujours d'un coût inférieur à celui des autres viandes, le contexte économique inflationniste a tout de même pu restreindre la demande. Ce repli de la consommation s'explique essentiellement par une diminution de la demande en Chine (- 1,1 %), alors même que la consommation de viande porcine ne s'est pas redressée, ainsi qu'une consommation peu dynamique au Brésil (- 0,3 %). À l'inverse, la consommation a progressé dans l'Union européenne et est restée dynamique dans de nombreux autres bassins de consommation.

En 2024, les échanges mondiaux ont été peu dynamiques avec des importations en baisse (- 1,3 %) et une quasi-stagnation des exportations (+ 0,3 %) d'après les estimations de l'USDA. Ainsi, les échanges mondiaux tendent à ralentir depuis 2023, un rythme qui rompt avec la dynamique observée sur la période 2018-2022 où les importations et les exportations progressaient respectivement de + 2,1 % et + 2,3 %. Ce ralentissement est sans doute à mettre en lien avec l'inflation alimentaire qui se maintient à des niveaux élevés.

Alors que les exportations mondiales sont restées stables, le Brésil et la Thaïlande ont renforcé leurs exportations, respectivement de + 2,8 % et + 4,7 %. Les exportations de l'Union européenne ont quant à elles pu reprendre, parallèlement à la hausse de la production. À l'inverse, les exportations des États-Unis ont diminué (- 7,4 %), fortement impactés par la concurrence accrue du Brésil, plus compétitif sur les prix. Globalement, le Brésil a continué de renforcer sa position de premier exportateur mondial.

Les dynamiques des importations mondiales ont été plus contrastées. La Chine a fortement réduit ses importations (- 32,5 %), en parallèle du développement de sa production de volailles et de la baisse de consommation. À cela s'est ajouté le repli des importations depuis le Mexique (- 3,6 %) et des destinations plus minoritaires (Ukraine, Angola, ou Corée du Sud). À l'inverse, les importations ont augmenté depuis le Japon (+ 6,3 %) et le Royaume-Uni (+ 3,2 %).

› La reprise de la production européenne de volailles s'est poursuivie

En 2024, les abattages de volailles de chair dans l'Union européenne ont continué de se redresser (+ 2,3 %) (figures 4-21, 4-22) grâce à l'absence d'épizootie d'influenza aviaire majeure pour la deuxième année consécutive. Cette croissance a également été soutenue par une demande

accrue des consommateurs, tandis que les prix de la volaille sont restés élevés, en adéquation avec cette hausse de la demande.

Les abattages ont été dynamiques dans l'ensemble des pays européens. Parmi les principaux producteurs, la France a enregistré une hausse marquée (+ 11,9 %). Des croissances importantes ont aussi été enregistrées en Pologne (+ 5,0 %), en Espagne (+ 5,5 %) et en Italie (+ 4,9 %). Ainsi les abattages de l'UE ont maintenu un niveau supérieur à la moyenne quinquennale 2019-2023 (+ 5,2 % avec un périmètre UE à 27 sur toute la période).

Les abattages de poulets ont progressé (+ 1,6 %). Des fortes croissances d'abattages ont également été enregistrées en France (+ 10,3 %), en Espagne (+ 7,7 %) et en Pologne (+ 6,3 %), tandis que la croissance a été plus modérée en Allemagne (+ 1,7 %). La Pologne reste ainsi le premier producteur de poulets de l'UE avec 21 % des volumes abattus. Ce pays bénéficie d'une forte demande tant sur son marché intérieur qu'à l'export, qui est le débouché de 70 % des volumes produits. Parmi les principaux producteurs, seuls les Pays-Bas ont affiché une baisse marquée des abattages de poulets (- 14,9 %), reflet d'une production qui tend de plus en plus à favoriser des élevages de moindre densité et des souches à plus faible croissance d'après l'USDA.

La dynamique est moins favorable aux abattages de dindes (- 0,4 %) bien que la situation varie selon les pays. Ainsi les abattages ont été affectés par un net repli en Pologne (- 4,7 %) et dans une moindre mesure en Allemagne (- 3,0 %), qui sont les deux premiers producteurs de l'Union européenne. Ces baisses ne sont que partiellement compensées par le retour des abattages en France (+ 6,7 %) et en Italie (+ 2,2 %), dont les productions avaient été très fortement affectées par l'épizootie d'influenza aviaire en 2022 et 2023. La production de l'Union européenne est restée inférieure à la moyenne quinquennale 2019-2023 (- 7,5 %) en raison d'une décroissance structurelle de la consommation de dinde face à une concurrence accrue de la viande de poulet qui bénéficie notamment d'un prix moins élevé.

Enfin, le redressement des abattages de canards s'est poursuivi (+ 33,1 %). Cette hausse est soutenue à la fois par la reprise significative des abattages en France (+ 36,8 %) et en Hongrie (+ 45,4 %), ainsi que par la croissance continue des abattages en Pologne (+ 21,9 %). Après deux années de hausses consécutives, les abattages de canards ont retrouvé un niveau supérieur à la moyenne quinquennale 2019-2023 (- 21,2 %). La France reste le premier producteur de viande de canard dans l'Union européenne malgré le renforcement rapide de la production polonaise dont la part est passée de 7 % en 2014 à 18 % en 2024.

› Amélioration du solde commercial avec le retour à la hausse des exportations et la baisse des importations

En parallèle de cette nouvelle hausse de la production, les exportations de viande de volailles de l'Union européenne vers les pays tiers ont renoué avec la croissance en volume (+ 9,0 %) et dans une moindre mesure en valeur (+ 2,3 %) (figure 4-26) ce qui reflète une baisse des prix à l'export. Les exportations ont concerné majoritairement des produits à faible valeur notamment des ailes, des dos et des pattes dans un contexte où les prix de la volaille dans l'Union européenne sont restés à des niveaux élevés par rapport à ses concurrents notamment le Brésil.

Les débouchés se sont développés vers l'ensemble des marchés (figure 4-28). En particulier, les exportations vers le Royaume-Uni, premier marché d'export pays tiers avec 38 % des volumes, ont progressé de 2,0 %. Les envois ont rebondis vers l'Asie de l'Est (+ 70,5 %), favorisés par l'accalmie de l'épizootie d'aviaire qui a permis la levée ou la régionalisation des restrictions d'importations. Les envois se sont aussi renforcés vers les pays du Proche et Moyen-Orient (+ 24,3 %) portés

notamment par la hausse des envois de la France vers l'Arabie Saoudite dans le cadre de sa filière spécifique du poulet export. Enfin, vers l'Afrique subsaharienne (+ 13,2 %), les envois, le plus souvent de produits à faible valeur, ont progressé en lien avec la hausse des envois vers la République démocratique du Congo et le Ghana. Destinations vers lesquelles la demande reste forte malgré une volonté de renforcer la souveraineté alimentaire dans ces pays.

La Pologne a été le principal contributeur à cette hausse des exportations vers les pays tiers avec une augmentation des volumes envoyés de 19,0 %. Ainsi, la Pologne a renforcé ses parts en tant que premier pays exportateur de l'Union européenne, représentant 40 % des volumes exportés par l'Union européenne vers les pays tiers. De manière générale, les principaux exportateurs de l'Union européenne ont augmenté leurs exportations vers les pays tiers, notamment la France (+ 6,9 %) et l'Italie (+ 5,7 %) ou encore la Belgique (+ 10,8 %). Malgré une hausse plus modérée de sa production l'Allemagne a aussi augmenté ses exportations (+ 5,6 %). En revanche, les Pays-Bas se sont distingués par une baisse des exportations (- 21,7 %).

Après deux années de fortes augmentations en 2022 et 2023 (respectivement + 5,0 % et + 9,3 %) (figure 4-29), les importations de viandes de volailles de l'Union européenne ont diminué en 2024 (- 1,7 %). Cette diminution s'explique par une baisse conjointe des envois depuis le Brésil (- 6,3 %) et l'Ukraine (- 18,3 %). Le Brésil a notamment été pénalisé par des suspensions d'exportations en raison de salmonelloses d'après l'USDA. Les importations depuis l'Ukraine ont reflué en parallèle de la mise en place par l'UE d'un quota d'importation à droit nul en juin 2024. Depuis 2022, l'Ukraine bénéficiait d'un accord supprimant sans restriction les droits de douane. En revanche, les importations en provenance du Royaume-Uni (+ 11,5 %) ont repris, après une forte baisse en 2023, suivant la reprise de la production au Royaume-Uni et un retour à des exports plus fluides après une période de transition à la suite du Brexit. Dans une moindre mesure, la Thaïlande a également augmenté ses exportations vers l'UE (+ 2,6 %).

Le solde commercial de viande de volailles de l'UE s'améliore avec un excédent estimé en volume à 1,4 million de tec et en valeur à 2,5 milliards d'euros, soit une augmentation de 213 ktec et 281 millions d'euros par rapport à 2023 (figures 4-24, 4-25).

› Nouvelle progression de la consommation de viandes de volailles

En 2024, l'inflation des prix alimentaires a nettement ralenti, avec une progression de l'indice des prix à la consommation harmonisé des produits alimentaires dans l'Union européenne (IPCH) de 2,0 %, contre 10,1 % en 2023. L'IPCH viandes a enregistré une hausse du même ordre (+ 1,8 %). Si les IPCH viandes de porc, viande bovine et veau, agneau ont progressé (respectivement de 2,6 %, 2,5 % et 5,3 %), l'IPCH volailles a fait exception avec un repli de 0,7 %.

Dans ce contexte d'inflation persistante affectant les produits carnés, la réduction des prix de la volaille a contribué à une nouvelle progression de la consommation de viande de volailles, qui demeure parmi les options les plus économiques, enregistrant une hausse estimée à 0,8 % au sein de l'Union européenne.

Pour sa consommation intérieure, l'Union européenne reste autosuffisante avec un taux d'autoapprovisionnement estimé à 111 % et une part des importations dans la consommation estimée à 7,7 % en 2024. Les importations sont principalement dirigées vers les circuits de l'industrie et de la restauration hors domicile.

4-21 Bilan dans le secteur des volailles de chair – Union européenne à 27

1 000 tec	2023	2024*	% 24*/23
Abattages	13 785	14 099	2,3
Commerce extérieur viandes			
Exportations	2 184	2 380	9,0
Importations	996	979	-1,7
Solde	1 188	1 401	
Consommation UE**	12 596	12 698	0,8
Auto-provisionnement %	109	111	1,5

*Estimations **Consommation calculée par bilan

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales, Eurostat et douane française

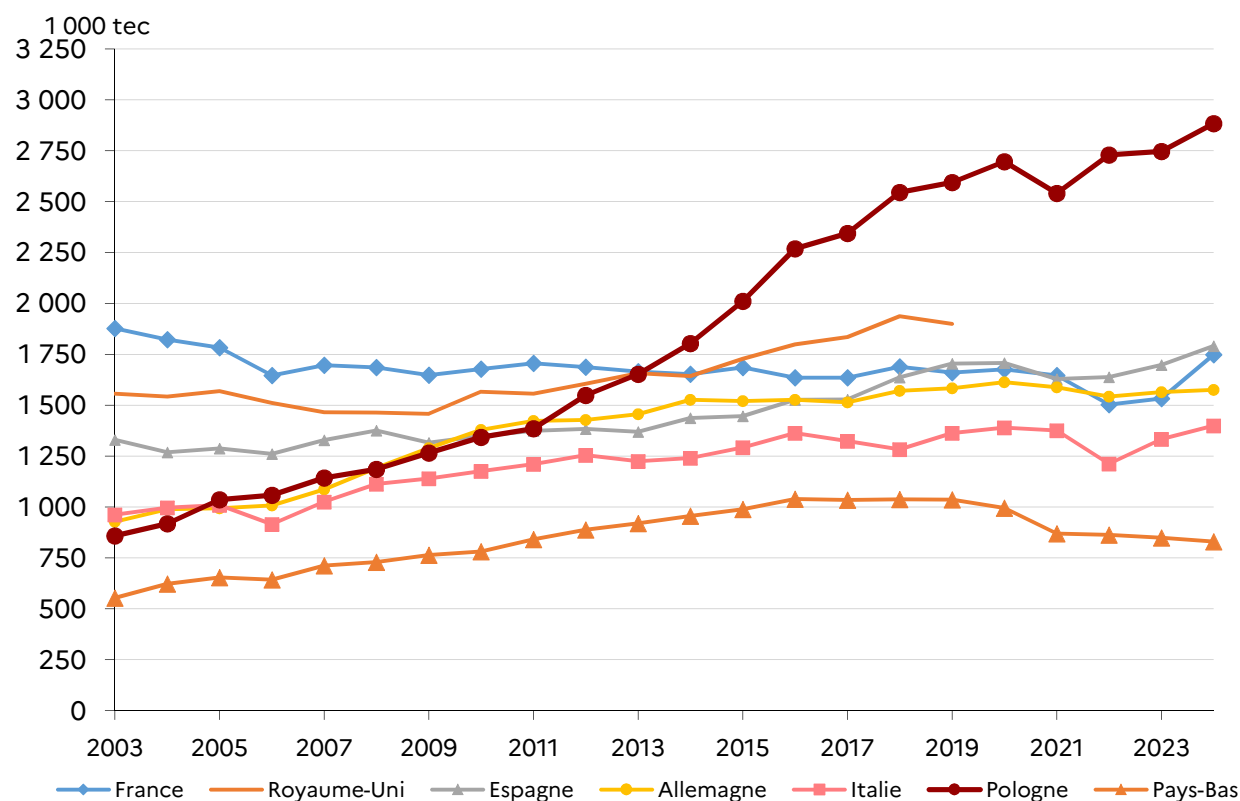
4-22 Abattages de volailles dans les principaux pays de l'Union européenne

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Pologne	2 696	2 540	2 730	2 746	2 884	5,0
France	1 676	1 646	1 504	1 533	1 713	11,9
Allemagne	1 613	1 588	1 543	1 565	1 576	0,7
Espagne	1 708	1 629	1 639	1 698	1 790	5,5
Italie	1 390	1 376	1 213	1 334	1 400	4,9
Pays-Bas	996	869	864	850	830	-2,3
Portugal	356	361	371	381	396	3,9
Belgique-Luxembourg	449	455	449	453	555	22,5
Danemark	167	163	152	159	159	0,1
Autriche	104	108	144	150	163	8,4
Grèce	239	239	249	274	273	-0,2
Hongrie	514	550	480	515	563	9,3
Roumanie	462	465	491	511	549	7,4

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Eurostat

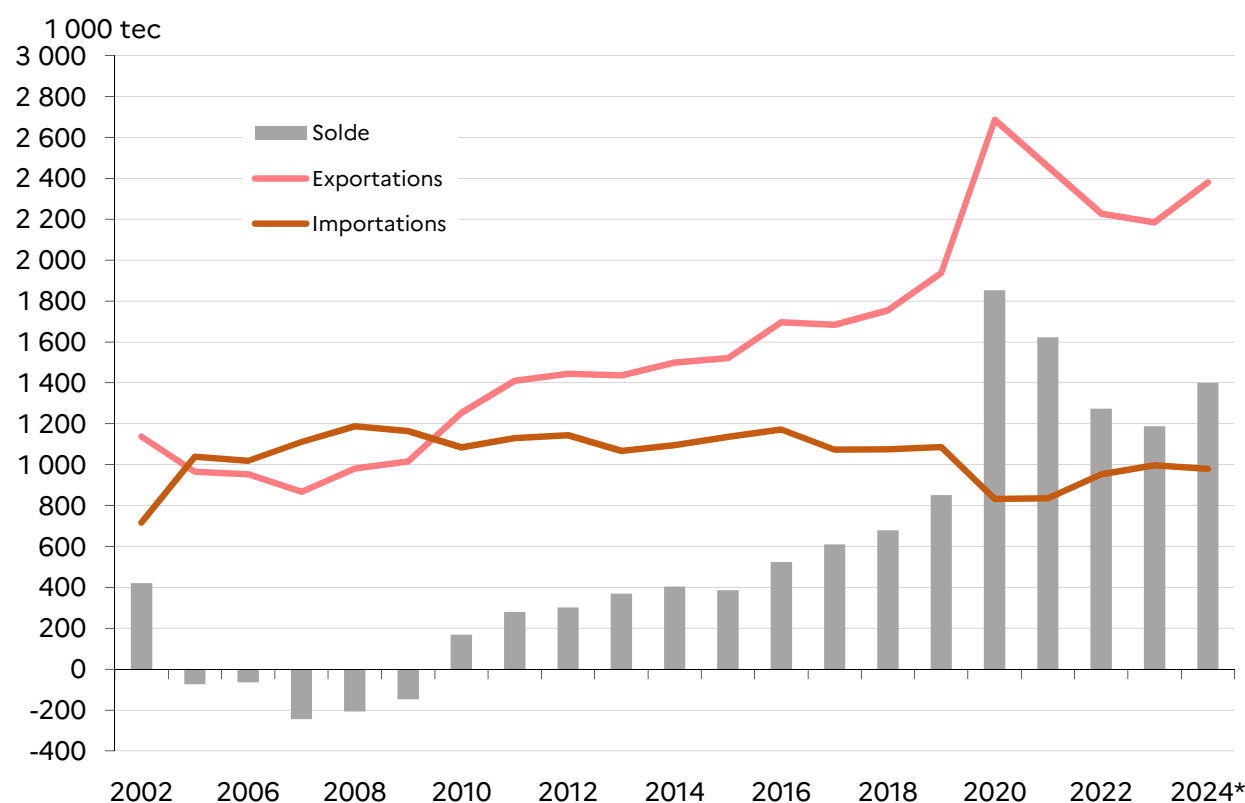
4-23 Évolution des abattages de volailles dans les principaux pays producteurs de l'UE



*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Eurostat

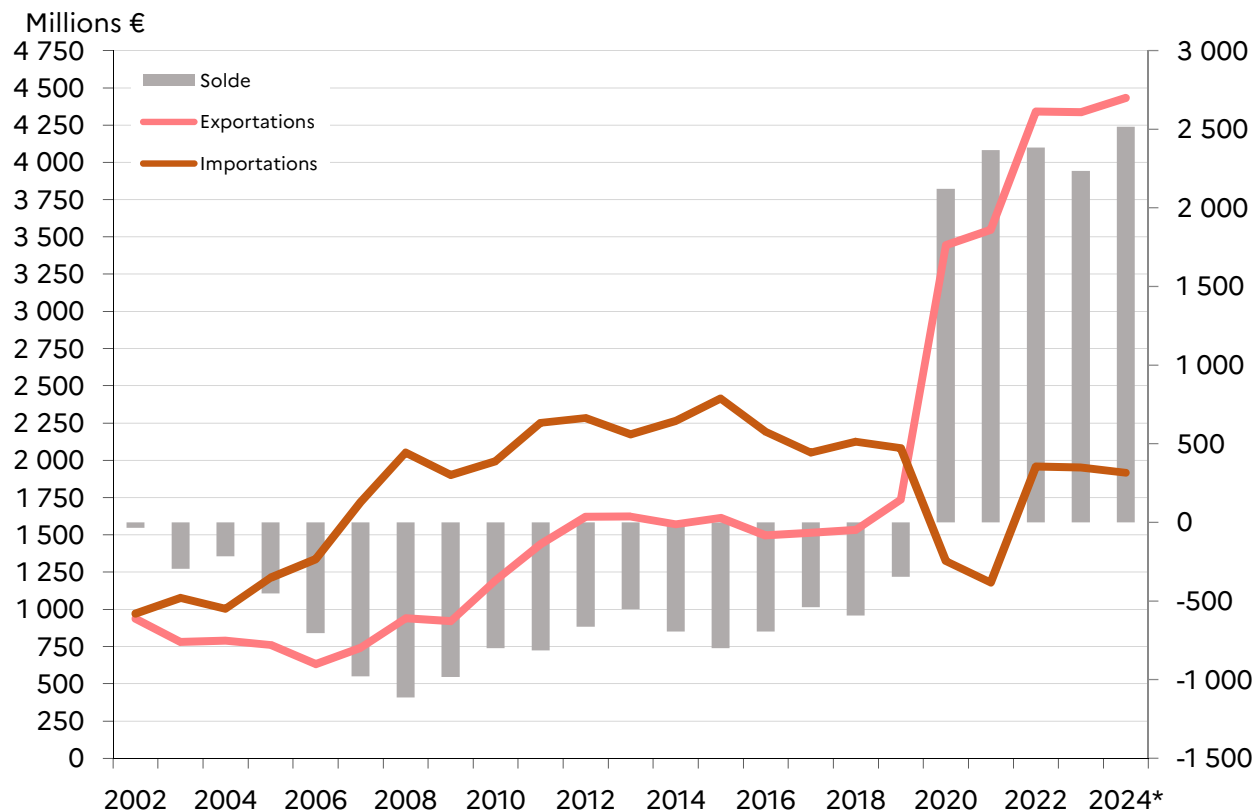
4-24 Commerce extérieur de viande de volailles de l'UE à 27/28 avec les pays tiers en volume



*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

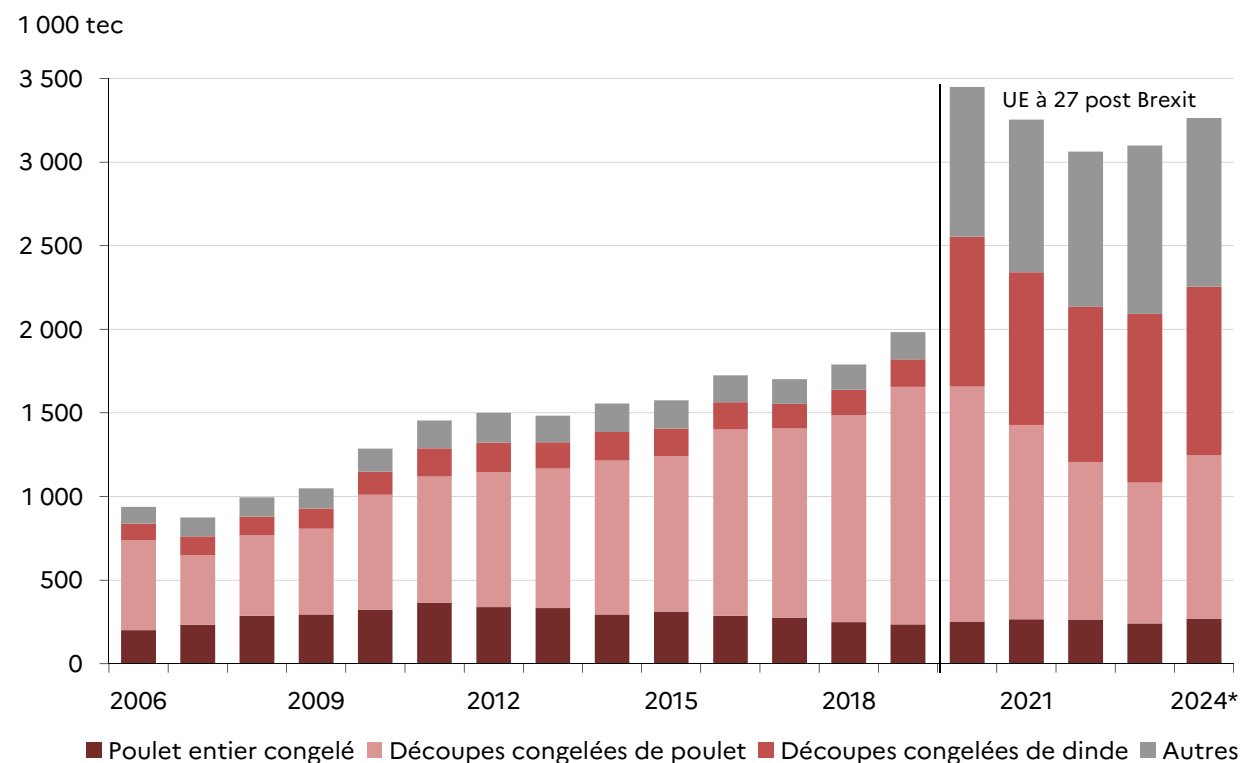
4-25 Commerce extérieur de viande de volailles de l'UE à 27/28 avec les pays tiers en valeur



*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

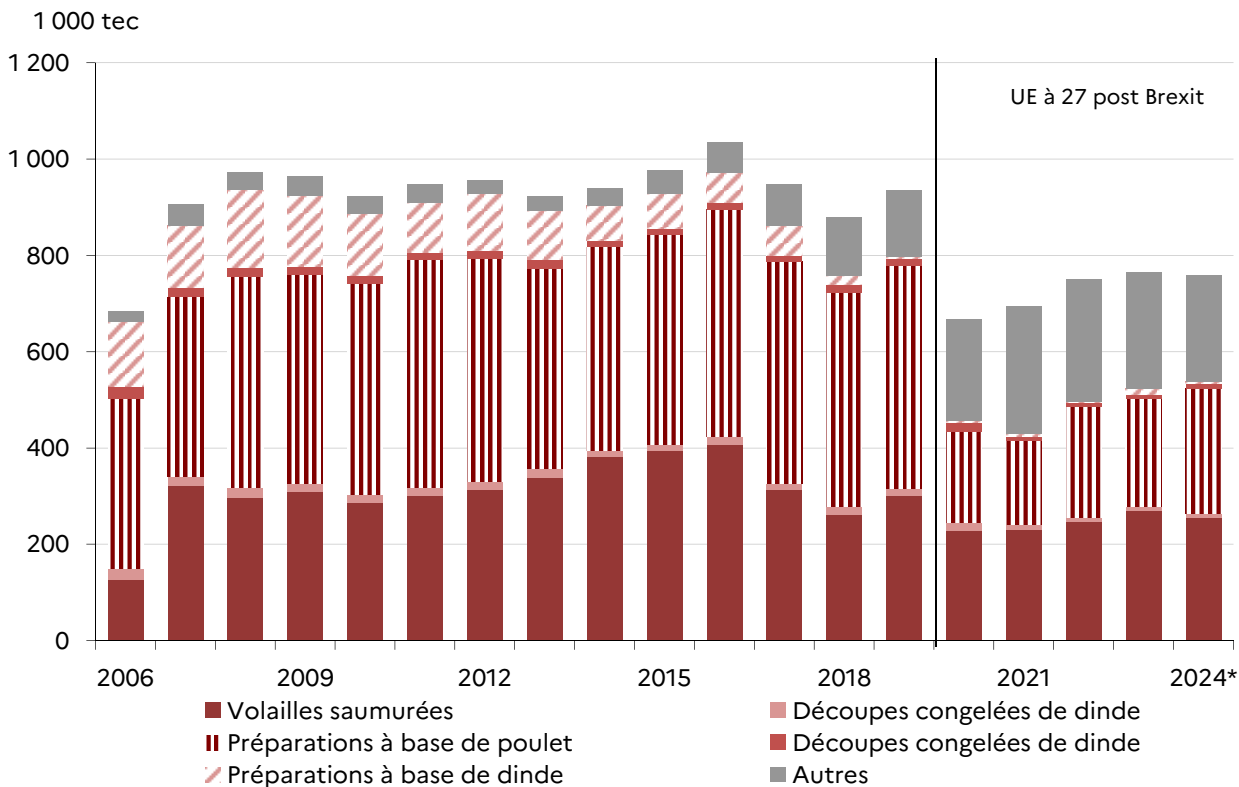
4-26 Structure des exportations européennes à 27/28 de viande de volailles



*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

4-27 Structure des importations européennes à 27/28 de viande de volailles



*Estimations
Source : FranceAgriMer d’après Eurostat et douane française

4-28 Destinations des exportations européennes de viande de volailles

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Proche et Moyen-Orient	115	104	123	104	130	24,3
Afrique subsaharienne	758	806	694	638	723	13,2
Asie de l'Est	386	179	76	92	158	70,5
Royaume-Uni	938	874	918	883	900	2,0
Autres	488	495	416	467	471	0,8
TOTAL	2 686	2 458	2 227	2 184	2 380	9,0

*Estimations
Source :FranceAgriMer d’après Eurostat

4-29 Origines des importations européennes de viande de volailles

1 000 tec	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Brésil	248	271	333	319	299	-6,3
Thaïlande	165	173	187	200	205	2,6
Ukraine	107	99	154	222	181	-18,3
Royaume-Uni	259	239	202	168	187	11,5
Chine	32	39	61	68	79	16,7
Autres	22	14	16	19	27	41,2
TOTAL	832	835	953	996	979	-1,7

*Estimations

Source :FranceAgriMer d'après Eurostat

Le marché des œufs en France

› Un coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment poule pondeuse à un niveau inférieur à 2023, mais plus volatile en fin d'année

En lien avec l'évolution des prix des céréales et des tourteaux, les indices Itavi du coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment poule pondeuse ont suivi en 2024 la même dynamique. De janvier à avril, l'indice a été orienté à la baisse, avant de repartir brièvement à la hausse de mai à juillet, en raison des incertitudes liées aux récoltes de la campagne 2024/25. Par la suite, les cours ont terminé l'année sur un mouvement de baisse continue.

Ainsi en 2024, l'indice Itavi du coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment poule pondeuse a été inférieur de 15,4 % par rapport à de 2023. Un niveau qui reste cependant supérieur de 9,2 % à la moyenne 2019-2021

› Une production qui s'est stabilisée

Affectée par des épizooties d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) entre mars 2022 et mai 2023, la production d'œufs avait diminué en 2022 (- 2,7 %) avant de reprendre progressivement dès mai 2023 (+ 0,6 %). En 2024, en l'absence d'épizootie d'IAHP, la production s'est stabilisée par rapport à 2023 (- 0,4 %). Après s'être repliée de janvier à juin (- 2,4 %), elle a par la suite peu évolué avant de se redresser entre septembre et décembre (+ 2,8 %). Dans un contexte de forte demande, la hausse de la production a pu être ralentie par des épisodes de salmonelles. Ainsi, les durées des lots de poules pondeuses mis en place ont continué de s'allonger pour soutenir la croissance de la production. Par ailleurs, la transition vers l'élevage alternatif s'est poursuivie avec une nouvelle hausse de la part des œufs alternatifs (plein-air, au sol, biologique) dans la production qui a atteint 77 % en 2024 contre 69 % en 2023. En 2020, ils ne représentaient que 48 % des volumes produits.

› La cotation TNO a diminué en 2024 mais se maintient à des niveaux élevés en raison d'une tension qui a persisté sur l'offre

En 2024, la TNO calibre M (figure 4-38) a suivi une trajectoire similaire à celle de 2023, marquée par une évolution en deux temps. La cotation TNO a débuté l'année à 14,05 €/100 œufs. Après une période de relative stabilité au début de l'année, elle a enregistré une baisse continue entre avril et août, sous l'effet d'un retour à une offre de plus en plus importante, s'abaissant jusqu'à 8,95 €/100 œufs à la fin août. Par la suite, la cotation TNO a rebondi à partir de septembre en raison d'un retour à plus de tension sur l'offre et a ainsi terminée l'année à 13,98 €/100 œufs. Sur l'ensemble de l'année 2024, la TNO calibrée M a été inférieure de 0,90 €/100 œufs par rapport à 2023 ce qui a aussi été lié au repli du coût de l'aliment. Cependant, elle se maintient toujours à des niveaux élevés au regard de la moyenne 2019-2021.

La TNO industrie (figure 4-39), concernant les œufs destinés à la production d'ovoproduits, a suivi une trajectoire comparable. Elle a débuté l'année à 1,74 €/kg et a été orientée à la baisse jusqu'en août, atteignant un niveau de 1,16 €/kg à la fin août. La TNO industrie a ensuite amorcé une reprise à partir de septembre, terminant l'année à 1,90 €/kg. Sur l'ensemble de l'année 2024, la TNO industrie a été inférieure de 0,33 €/kg par rapport à 2023.

› Un fort dynamisme des exportations d'ovoproduits mais un repli des exportations d'œufs coquilles

Après une diminution en 2023 (- 4,3 % soit - 5,1 ktéoc), les exportations françaises d'œufs et d'ovoproduits ont enregistré un fort rebond en 2024 (+ 20,0 % soit + 22,8 ktéoc). Cette progression est portée par le fort dynamisme des exportations d'ovoproduits (+ 25,6 % soit + 24,5 ktéoc) qui ont atteint des niveaux très élevés, dépassant de 23,9 % la moyenne 2019-2021. À l'inverse, les exportations d'œufs coquilles ont poursuivi leur repli (- 9,1% soit - 1,6 ktéoc). Les ovoproduits représentent la majorité des exportations françaises (78 % en volume et 85 % en valeur).

Les exportations d'œufs coquilles sont en recul constant depuis 2022 avec des volumes prioritairement orientés vers le marché intérieur face à une production insuffisante. En 2024, l'arrêt presque total des exportations vers l'Allemagne (- 97,1 % soit - 3,7 ktéoc), qui constituait 22 % des parts de marché en 2023, a largement contribué au recul des exportations. Il semble que cette baisse s'explique par une demande allemande focalisée sur les œufs alternatifs, lesquels, très recherchés et mieux valorisés sur le marché français, ont été peu exportés. Les exportations ont également diminué vers la Belgique (- 11,1 % soit - 0,5 ktéoc), deuxième marché export de la France, suivant la tendance au repli constatée depuis 2021. En revanche, celles à destination des Pays-Bas, premier marché export, ont progressé (+ 18,7 % soit + 1,0 ktéoc) bien que les volumes soient restés largement inférieurs à la moyenne 2019-2021 (- 45,0 %) (figure 4-32).

À l'inverse les exportations françaises d'ovoproduits, marché à plus haute valeur ajoutée, ont fortement rebondi, soutenues par une reprise généralisée sur presque tous les marchés à l'exception de l'Allemagne (+ 0,9 % soit + 0,1 ktéoc). Les exportations vers la Belgique, premier marché export, ont enregistré une hausse marquée (+ 16,6 % soit + 4,1 ktéoc). Cette dynamique s'est également traduite par des augmentations notables vers d'autres destinations européennes, notamment l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Pologne, où les niveaux d'exportations ont atteint des niveaux très élevés au regard de la moyenne 2019-2021. Les envois ont également progressé vers les pays tiers, soutenus par la forte croissance des envois vers le Royaume-Uni (+ 37,5 % soit + 3,4 ktéoc) et le développement d'un flux d'exportations vers le Sénégal.

› Une nouvelle progression des importations d'œufs coquilles et d'ovoproduits

En 2024, les importations françaises d'œufs coquilles et d'ovoproduits ont progressé (+ 11,7 % soit + 10,2 ktéoc) en raison de l'augmentation des importations d'œufs coquilles (+ 17,4 % soit 10,7 ktéoc) et, dans une moindre mesure, d'ovoproduits (+ 7,1 % soit + 5,4 ktéoc). Alors que l'année 2024 avait débuté avec des niveaux d'importations inférieurs à ceux de 2023, la hausse s'est réalisée sur le second semestre de 2024. Malgré, cette augmentation, la filière demeure proche de l'autosuffisance avec un taux de 99 %. Les importations d'œufs coquilles représentent 49 % en volume et 48 % en valeur.

Sur le marché des œufs coquilles (figure 4-32), l'Espagne, qui représente 51 % des importations françaises, a été le principal moteur de la croissance (+ 14,1 % soit + 4,1 ktéoc) suivie des Pays-Bas et de la Belgique. En revanche, les envois en provenance de la Pologne se sont inscrits en baisse (- 6,7 % soit - 1,1 ktéoc). Ainsi, la part de la Pologne dans les échanges français tend à refluer progressivement après un pic atteint en 2022 à 29 % elle n'est plus que de 19 % en 2024.

Sur le marché des ovoproduits (figure 4-33), la hausse des importations a été soutenue par des augmentations depuis l'ensemble des principaux fournisseurs à l'exception de l'Espagne (- 4,1 % soit - 1,2 ktéoc), qui représente 33 % des volumes importés. La hausse a été plus marquée depuis les Pays-Bas (+ 14,4 % soit + 1,9 ktéoc) et l'Italie (+ 35,2 % soit + 3,6 ktéoc).

Au global en 2024, le déficit du solde commercial et des échanges de la France en œufs coquilles et ovoproduits se réduit en volume sous l'effet de la forte hausse des exportations d'ovoproduits alors que les importations d'œufs coquilles et d'ovoproduits ont progressé. Il atteint - 18 ktéoc et - 49 millions d'euros (figures 4-36, 4-37). Il s'est amélioré en volume de 7 ktéoc mais s'est dégradé en valeur de 6 millions d'euros. Sur les cinq dernières années, en volume, le solde des œufs coquilles et des ovoproduits n'a été positif qu'en 2021. Dans le détail, le solde de la France est toujours négatif pour les œufs coquilles (- 56 ktéoc et - 102 millions d'euros), mais reste positif pour les ovoproduits (+ 39 ktéoc et + 53 millions d'euros) (figures 4-36, 4-37).

› Stabilisation de la consommation d'œufs

La consommation d'œufs calculée par bilan, qui comprend les achats à domicile et en restauration hors domicile, s'est stabilisée en 2024 (- 0,8 %). L'indice de prix harmonisé des œufs a peu évolué en 2024 (- 0,6 %) alors que de manière plus globale l'indice des prix harmonisé des produits alimentaire a connu une hausse modérée en 2024 (+ 2,0% contre 12,9 % en 2023). Ainsi, en 2024, malgré le ralentissement de l'inflation, les prix se sont maintenus à des niveaux élevés contribuant à soutenir la consommation d'œufs, protéine d'origine animale la moins chère.

Les achats des ménages pour leur consommation à domicile ont été dynamiques (+ 2,0 %) alors que les prix ont légèrement diminué (- 0,20 €/100 œufs soit - 0,9 %) d'après le panel consommateur Kantar Worldpanel. La croissance est portée par les achats d'œufs alternatifs (+ 4,6 %) alors que les achats d'œufs cage ont poursuivi leur diminution (- 5,9 %). Cependant, des disparités importantes ont persisté entre les différentes catégories d'œufs alternatifs avec une dynamique toujours plus favorable aux catégories d'œufs les moins onéreuses. Ainsi les achats d'œufs plein air hors label rouge, ont le plus fortement soutenu la croissance (+ 5,7 %) suivis par les œufs au sol (+ 6,3 %), tandis que la consommation d'œufs biologiques s'est stabilisée (+ 0,1 %) après un fort repli l'an dernier. La consommation d'œufs label rouge est restée au même niveau qu'en 2023 dans la continuité des deux dernières années. Sur le plus long terme entre 2019 et 2024, les parts de marché des différentes catégories d'œufs ont évolué de manière significative. La part des œufs plein air hors label rouge s'est nettement renforcée (30 % en 2019 contre 40 % en 2024) tout comme celle des œufs au sol (6 % en 2019 contre 19 % en 2024). À l'inverse, les œufs biologiques ont perdu des parts de marché (14 % en 2019 contre 11 % en 2024). La part des achats d'œufs label rouge est restée relativement stable (6 % en 2019 contre 5 % en 2024). Enfin, la part des œufs cage a considérablement diminué (35 % en 2019 contre 18 % en 2024).

› Perspectives 2025

Si l'inflation est prévue en recul d'après les analyses de la Banque de France, les prix alimentaires devraient rester à un niveau élevé en 2025. Ainsi, la consommation d'œufs devrait rester à un niveau élevé, car bénéficiant d'un prix abordable parmi les sources de protéines animales. Par ailleurs, en GMS, les œufs cage représentent encore 19 % des achats des ménages en 2024, malgré l'engagement des distributeurs de cesser leur commercialisation d'ici 2025. L'évolution de la production et des débouchés des œufs cage constituera donc un point d'attention en 2025.

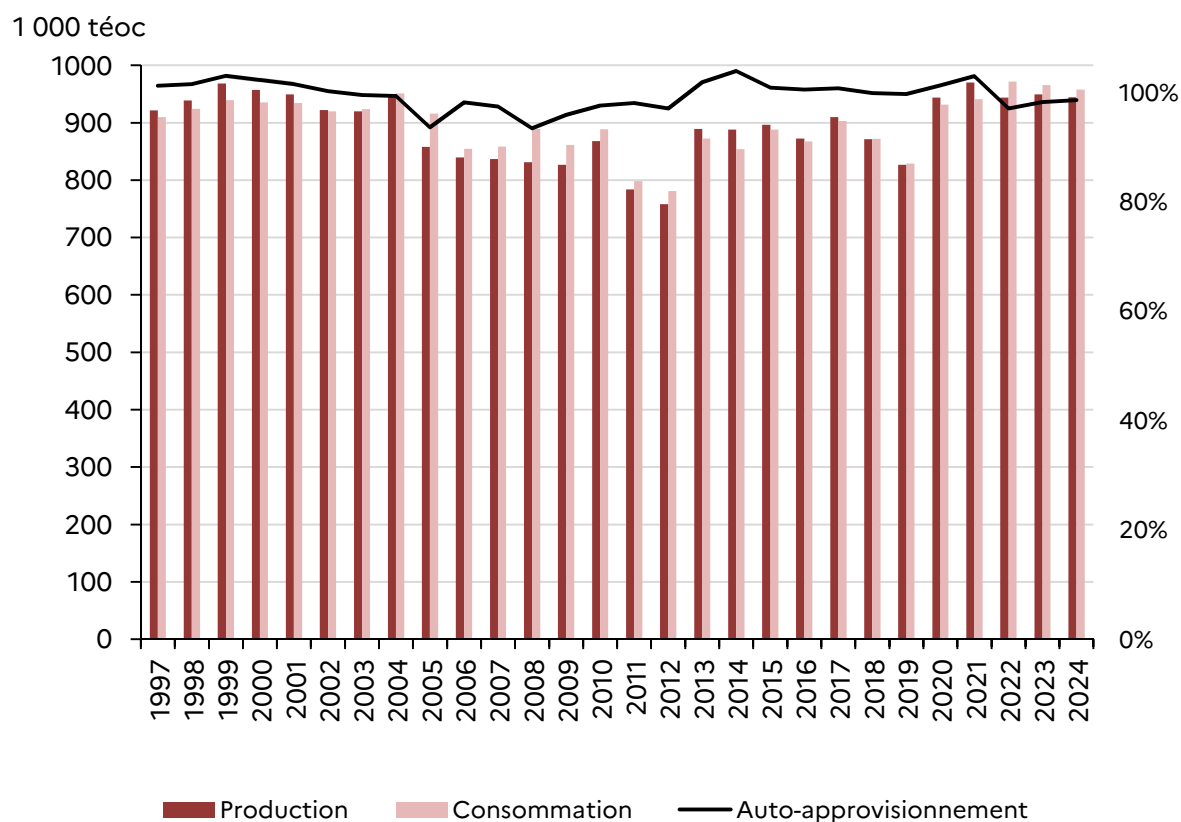
4-30 Bilan français du secteur œufs

1 000 téoc	2023	2024	% 24/23
Production œuf de consommation	949,5	945	-0,4
Commerce extérieur			
Exportations	114	137	20,0
Importations	138	154	11,7
Solde	-24	-18	
Consommation alimentaire*	966	958	-0,8
Auto-apvisionnement %	98	99	

* Calculée par bilan

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

4-31 Évolution de la production et de la consommation d'œufs en France



Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

4-32 Commerce extérieur d'œufs coquilles en volume

Téoc	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations	31 794	33 723	20 246	17 726	16 116	-9,1
Union européenne	29 859	32 267	18 538	15 689	14 276	-9,0
Belgique	6 846	6 410	4 664	4 254	3 781	-11,1
Pays-Bas	14 176	10 579	6 020	5 116	6 073	18,7
Allemagne	2 954	7 660	2 974	3 828	112	-97,1
Pays tiers	1 935	1 456	1 708	2 037	1 840	-9,7
Suisse	1 083	1 031	986	1 071	1 181	10,3
Importations	56 378	46 871	69 220	61 563	72 248	17,4
Union européenne	54 677	46 520	69 183	61 092	71 497	17,0
Espagne	32 320	29 193	28 010	29 356	33 509	14,1
Pays-Bas	3 549	2 770	3 127	1 455	4 673	221,2
Belgique	6 989	5 898	6 360	5 600	7 765	38,7
Pays tiers	1 701	351	37	471	751	59,5
SOLDE	-24 584	-13 148	-48 974	-43 837	-56 132	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-33 Commerce extérieur d'ovoproduits en volume

Téoc	2019	2020	2021	2023	2024	% 24/23
Exportations	93 617	95 791	102 090	95 902	120 419	25,6
Union européenne	79 931	74 741	77 837	76 310	95 869	25,6
Belgique	18 853	21 222	25 345	24 905	29 038	16,6
Allemagne	12 630	13 333	10 898	10 257	10 350	0,9
Espagne	12 093	10 426	9 233	7 266	10 696	47,2
Italie	10 040	11 399	11 234	13 265	13 841	4,3
Pays tiers	13 686	21 050	24 253	19 592	24 550	25,3
Royaume-Uni	8 512	7 384	6 409	9 019	12 404	37,5
Importations	78 117	77 300	79 128	76 463	81 860	7,1
Union européenne	77 951	73 864	78 584	76 142	77 949	2,4
Pays-Bas	19 911	14 976	14 790	12 981	14 844	14,4
Espagne	23 242	25 122	30 050	28 493	27 324	-4,1
Belgique	13 866	11 784	11 411	11 064	10 897	-1,5
Italie	9 452	10 971	8 491	10 282	13 897	35,2
Pays tiers	165	3 436	544	321	3 910	1119,0
SOLDE	15 501	18 491	22 963	19 439	38 559	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-34 Commerce extérieur d'œufs coquilles en valeur

Milliers d'euros	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations	34 535	37 214	33 245	34 126	31 716	-7,1
Union européenne	30 622	33 483	28 385	28 155	26 001	-7,6
Belgique	9 499	10 115	9 959	11 377	8 592	-24,5
Pays-Bas	12 090	9 882	6 839	5 890	8 078	37,1
Allemagne	3 530	6 352	5 401	7 323	552	-92,5
Pays tiers	3 913	3 731	4 860	5 971	1 145	-80,8
Suisse	2 607	2 761	2 907	3 528	3 955	12,1
Importations	56 779	47 287	123 546	123 053	133 932	8,8
Union européenne	54 997	46 965	123 446	121 914	132 787	8,9
Espagne	32 178	29 444	48 164	59 092	61 854	4,7
Pays-Bas	3 634	2 933	5 766	3 128	8 831	182,3
Belgique	7 603	6 613	10 937	10 772	14 914	38,5
Pays tiers	1 782	322	100	1 139	4 569	301,1
SOLDE	-22 244	-10 073	-90 301	-88 927	-102 216	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-35. Commerce extérieur d'ovoproduits en valeur

Milliers d'euros	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations	98 892	106 141	149 957	170 525	168 806	-1,0
Union européenne	68 325	72 571	96 887	115 610	116 027	+0,4
Belgique	15 938	17 445	25 860	31 532	28 976	-8,1
Allemagne	13 425	11 098	12 878	17 929	15 934	-11,1
Espagne	10 155	10 286	11 167	11 337	15 422	+36,0
Pays tiers	30 567	33 571	53 070	54 915	52 779	-3,9
Royaume-Uni	9 069	8 065	16 746	19 069	21 338	+11,9
Suisse	1 517	1 621	2 430	2 941	2 419	-17,8
Importations	72 937	78 176	136 687	124 280	115 710	-6,9
Union européenne	70 357	77 506	136 298	123 897	111 333	-10,1
Pays-Bas	12 340	11 872	30 287	17 015	18 291	+7,5
Espagne	23 793	27 472	49 424	48 656	43 243	-11,1
Belgique	14 510	15 855	25 990	25 226	22 143	-12,2
Pays tiers	2 580	670	388	383	4 377	+1043,5
SOLDE	+25 955	+27 966	+13 270	+46 245	+53 096	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-36 Commerce extérieur d'œufs en volume

1 000 téoc	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations	125	130	122	114	137	20,0
Œufs coquilles	32	34	20	18	16	-9,1
Ovoproduits	94	96	102	96	120	25,6
Importations	134	124	148	138	154	11,7
Œufs coquilles	56	47	69	62	72	17,4
Ovoproduits	78	77	79	76	82	7,1
SOLDE	-9	5	-26	-24	-18	

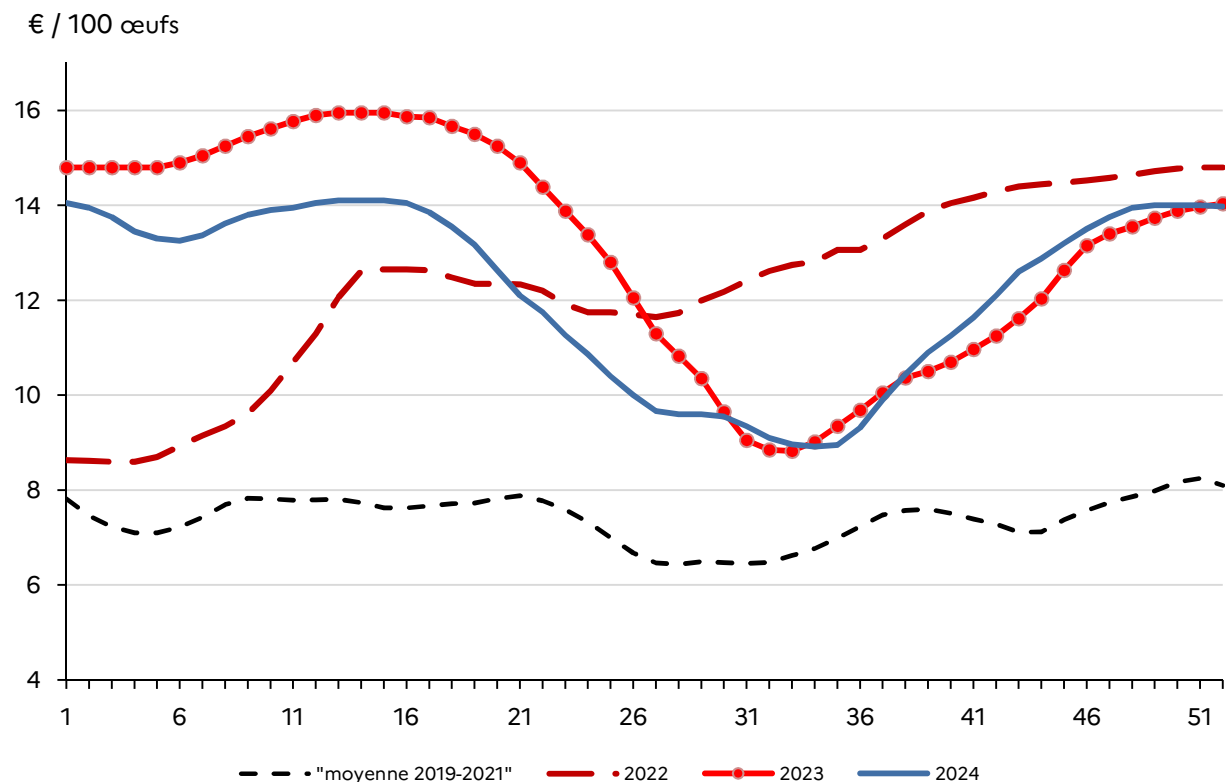
Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-37. Commerce extérieur d'œufs en valeur

Millions d'euros	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24/23
Exportations	133	143	183	205	201	-2,0
Œufs coquilles	35	37	33	34	32	-7,1
Ovoproduits	99	106	150	171	169	-1,0
Importations	130	125	260	247	250	0,9
Œufs coquilles	57	47	124	123	134	8,8
Ovoproduits	73	78	137	124	116	-6,9
SOLDE	4	18	-77	-43	-49	

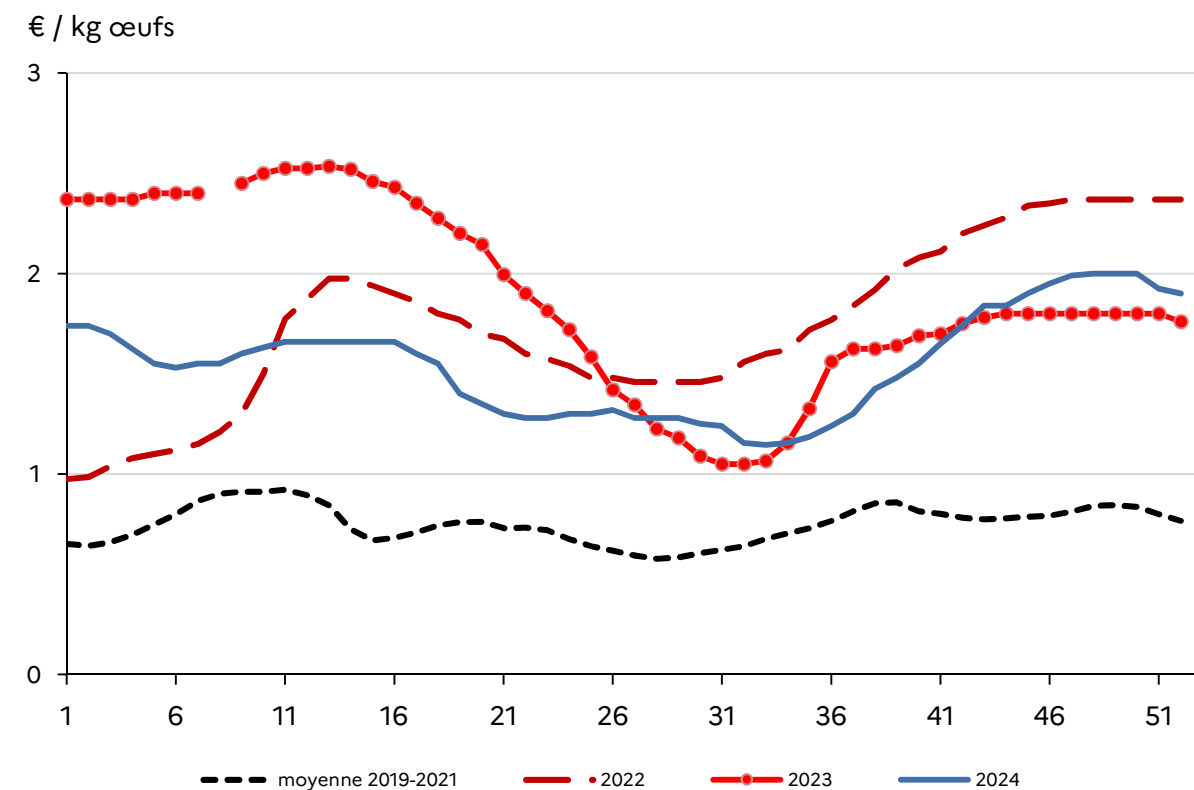
Source : FranceAgriMer d'après douane française

4-38 Évolution de la TNO calibre M, moyennes hebdomadaires



Source : FranceAgriMer d'après le journal Les marchés

4-39 Évolution de la TNO industrie, moyennes hebdomadaires



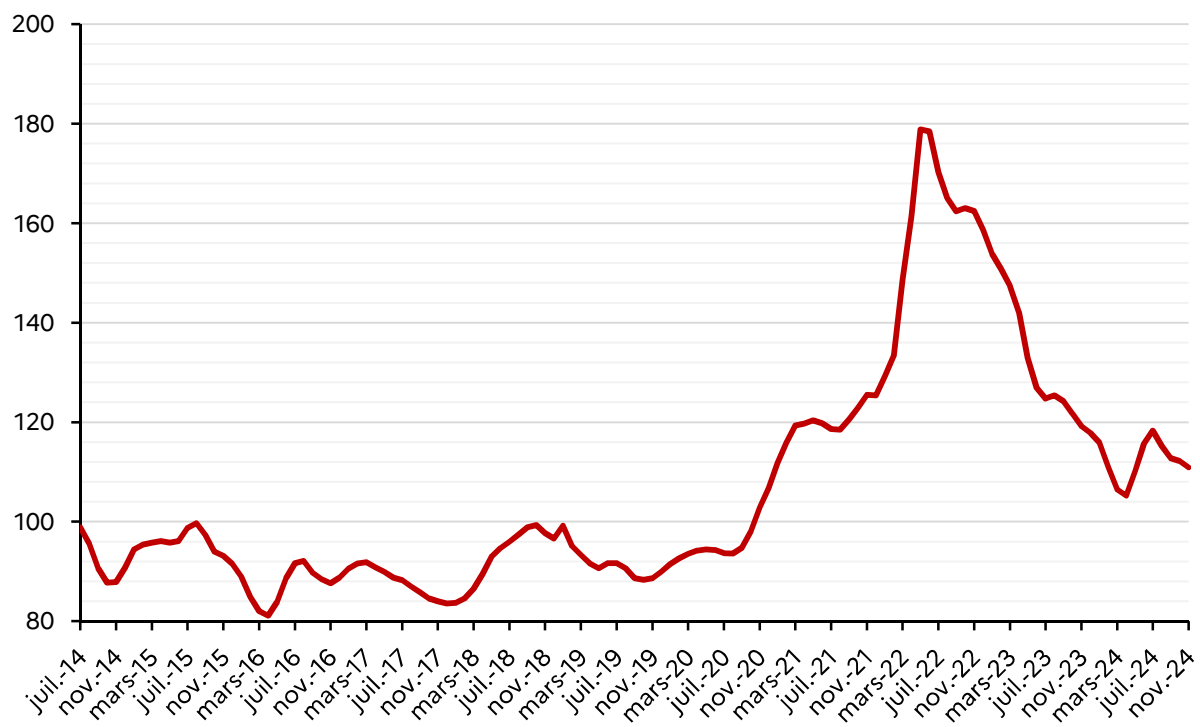
Interruption de série en semaine 8 2023

Source : FranceAgriMer d'après le journal Les marchés

4-40 Indice Itavi coût matières premières de l'aliment poule pondeuse

Formule moindre coût lissée sur 3 mois

Base 100 : janv. 2014



Source : FranceAgriMer d'après Itavi



LAITS

Le marché français du lait de vache

› En 2024, la collecte française a affiché une légère progression

En 2024, le cheptel de femelles laitières a connu une nouvelle diminution, mais qui a toutefois été moins prononcée que l'année précédente (- 1,9 %/2023 ; contre - 2,9% entre 2022 et 2023). Malgré la baisse du nombre d'animaux, les volumes collectés en France sur l'année 2024 ont affiché une légère hausse (+ 1,0 %), la première vraie progression en 10 ans, mais en restant sous le niveau de 2022.

La pluviométrie marquée de cette année 2024 a permis une bonne pousse de l'herbe. En effet, au 20 novembre 2024, la production d'herbe des prairies permanentes au niveau national était 31 % au-dessus de leur niveau par rapport à la période de référence 1989-2018. Ces bons rendements des prairies ont été présents dès le début de la période : au 20 juin 2024, la pousse de l'herbe était déjà supérieure de 18 %.

Cette bonne pousse de l'herbe a pu bénéficier aux volumes une fois la mise à l'herbe possible. Cette dernière a été retardée par la pluviométrie et a probablement engendré l'écèlement visible de la courbe de la collecte hebdomadaire sur les semaines du printemps (à partir de la semaine 12 de 2024). La collecte a ensuite été en nette progression. Cependant, ces pluies abondantes ont perturbé les travaux sur les exploitations (d'abord pour la fauche ou les ensilages d'herbe, puis un retard des ensilages de maïs à l'automne). Malgré tout, les rendements de maïs ensilage semblent avoir été satisfaisants d'après Agreste (+ 2,7 %/moyenne 2019-2023), avec une teneur en amidon légèrement en retrait de celle de 2023 d'après Arvalis, et une digestibilité des fibres décevante.

La fin d'année a été marquée par une baisse des volumes de lait, qui sont repassés sous leur niveau de 2024 en semaine 47 (mi-novembre). Cette baisse est très régionalisée : - 5,9 % (décembre 2024/décembre 2023) dans la région Grand Est, - 8,2 % en Bourgogne-Franche-Comté, - 3,2 % dans les Hauts-de-France. À l'inverse, les collectes en Normandie et en Bretagne ont été très dynamiques. Cette disparité régionale, et cette inversion de tendance pour les régions déficitaires en fin d'année, vont dans le sens d'un effet de la FCO-3 (Fièvre Catarrhale Ovine, sérotype 3) pesant sur les volumes. À la fin de l'année 2024, des foyers ont été détectés en Bretagne, et laissent craindre quant à l'effet des maladies sur la collecte 2025.

› Les fabrications de produits laitiers ont poursuivi certaines tendances

Cette hausse des volumes collectés est renforcée par une légère amélioration de la matière sèche utile. En effet, celle-ci a progressé de 1,1 %, tirée par la matière protéique. En effet, le taux protéique moyen a été de 34,00 g/l, en hausse de 0,15 g/l par rapport à 2023. En revanche, la matière grasse a été légèrement en deçà de son niveau de 2023 (à 42,36 g/l, soit une diminution de 0,10 g/l par rapport à 2023).

La production de **lait conditionné** a poursuivi sa dynamique baissière, en perdant 0,7 % par rapport à 2023. Le lait aromatisé fait toutefois figure d'exception, avec une progression des volumes de 1,9 %.

Les fabrications d'**ultra-frais** ont en particulier été dynamiques (+ 2,5 %/2023), à la faveur d'une demande intérieure comme européenne soutenue. Dans cette famille de produits, les yaourts et laits fermentés tout comme les desserts lactés frais ont connu des hausses de volumes (tableau 5-7). Les fabrications de fromages blancs et petits suisses ont poursuivi leur développement (+ 3,7 %). À l'inverse, les desserts lactés de conserve, en perte de vitesse depuis un pic atteint en 2011, ont poursuivi leur déclin (- 5,4 % par rapport à 2023).

Alors que les fabrications de **crème** avaient connu une hausse de 2,5 % en 2023, tirées par la consommation, en 2024, ce rythme de développement s'est maintenu (+ 2,2 %). Tout comme en 2023, la progression des volumes a été perceptible à la fois sur la crème fraîche et sur la crème longue conservation.

Après deux années marquées par un repli des tonnages produits, les fabrications de **beurre** ont été stables en 2024. Le total « matières grasses » (beurre, butteroil, MGLA) a en revanche diminué, sous l'effet du recul des autres produits.

Le total des fabrications de fromages (hors fondus) a progressé de 0,8 % en 2024.

- Le total des **fromages à pâte pressée cuite** (PPC) a légèrement reculé (- 0,6 %), sous l'influence des tonnages d'emmental (- 0,7 %). La production de Comté a également reculé (- 1,1 %).
- Les fabrications de **fromages à pâte pressée non cuite** (PPNC) se sont redressées (+ 3,3 %). Les fromages de type Edam, gouda et mimolette ont connu une chute marquée des volumes (- 8,0 %). La production de fromage à raclette a également diminué (- 0,7 %). En revanche, l'ensemble des autres fromages à pâte pressée non cuite a fortement progressé en 2024.
- Les fabrications de **fromages à pâte molle** sont restées stables. Les tonnages de camembert sont restés au même niveau qu'en 2023 (+ 0,2 %), alors que ceux de bries et coulommiers ont perdu 2,5 %. La progression de la production des autres fromages à pâte molle a permis l'équilibre du total de la catégorie.
- La production de **pâte filée** a augmenté de 1,3 %.

Enfin, du côté des **produits secs**, les évolutions ont également divergé suivant les produits. La production de poudres infantiles a connu une diminution marquée (- 6,6 %), les fabrications françaises s'adaptant principalement à la baisse de la demande de son 1^{er} marché export (Chine, voir ci-dessous). En parallèle, les fabrications de poudre de lait écrémé ont légèrement augmenté, tandis que les tonnages de poudre de lactosérum classique ont en revanche plus nettement progressé (+ 4,9 %).

› Le prix du beurre vrac a atteint un nouveau record en 2024

L'année 2024 a été marquée par la divergence des dynamiques de prix entre le beurre et la poudre maigre.

D'un côté, le **prix du beurre** a battu son précédent record. En semaine 24 de 2022, le prix avait atteint 7 955 €/t (prix FranceAgriMer, moyenne glissante 4 semaines). En 2024, le prix a dépassé le seuil des 8 000 €/t, en s'établissant à 8 052 €/t. En progression déjà au dernier trimestre 2023, le prix du beurre a continué sa hausse au printemps, tiré par la conjonction de plusieurs facteurs : le reflux des volumes mondiaux malgré les bons résultats européens à cette période, la baisse de production irlandaise, qui a pénalisé les fabrications totales européennes de beurre. Ces dernières ont été inférieures de 2,1 % sur le 1^{er} semestre. Les fabrications de beurre en Irlande ont reculé de 5,9 % sur cette période. En Pologne et en France, on a assisté également à

des replis dans la production de beurre. En Europe, d'autres fabrications ont été privilégiées : crème, fromages. Puis durant l'été, les prix ont flambé à la suite d'une inquiétude des acteurs du marché avec la multiplication rapide des cas de FCO-3 dans les pays producteurs (Allemagne, France).

À la différence de 2022, le prix de la **poudre de lait écrémé** n'a pas connu la même dynamique que le prix du beurre. La demande mondiale a globalement été moins bonne. D'une part, la demande du secteur chocolatier a été en retrait à la suite de la flambée des cours du cacao (fin 2023, avec un record dépassant les 12 000 €/t atteint en avril). D'autre part, si les exportations françaises ont été préservées, le maintien de la cotation malgré un allègement de l'offre mondiale (- 2,8 % de fabrications dans l'Union européenne à 27, - 10,8 % aux États-Unis) témoigne de la moindre demande des pays importateurs en 2024. De plus, les pays historiquement plus exportateurs de poudre maigre sont de plus en plus concurrencés par la Nouvelle-Zélande, dont les envois de poudre de lait écrémé ont légèrement été en retrait en 2024, tout en restant sur des volumes supérieurs à ceux qui était envoyés avant 2023.

En parallèle, la cotation de la **poudre de lactosérum** doux est restée stable une grande partie de l'année. En moyenne, elle s'est établie à 732 €/t, soit une hausse de 5,7 %.

› Deux dynamiques opposées sur l'année pour le prix du lait

Le **prix standard du lait français** est resté relativement stable sur le début d'année, autour des 450 €/t (voir figure 5-21), sans suivre de baisse saisonnière. Ainsi, alors qu'il diminuait de 6,4 % en janvier par rapport à janvier 2023, sur le premier semestre la baisse a été limitée à 2,8 % de par cette stabilité du prix. À partir de juin, le prix standard mensuel est passé au-dessus de son niveau de 2023. Des progressions mensuelles par rapport à 2023 ont été observées sur le reste de l'année, en lien avec le dynamisme des prix industriels du beurre, dans un contexte de tension de l'offre européenne. Au total, sur 2024, le prix standard du lait s'est établi à 460,6 €/1 000 l, stable par rapport à 2023. Le **prix réel du lait** s'est établi à 488,3 €/1 000 l, lui aussi également stable par rapport à 2023.

En parallèle de cette faible évolution globale du prix du lait, les charges en élevage prises en compte dans l'**Ipampa lait de vache** ont reculé de 4,2 %. Avec en moyenne un indice Ipampa lait de vache de 129,0 points, ce panel de charges en élevage a retrouvé un niveau inférieur à celui de 2022, qui s'était établi à 134 points. Il est toutefois resté bien supérieur à son niveau de 2021 (113 points) ou des années antérieures. En 2024, ce léger recul a été permis par le reflux du poste « aliments achetés » (- 10,6 %/2023), et de manière plus marginale par le recul des engrais et amendements (- 16,9 %/2023, mais représentant seulement 5 % de l'Ipampa lait de vache). D'autres postes ont connu des évolutions inverses et ont limité le recul global de l'indice : le poste énergie (stable, - 0,3 %) sur l'année, mais également l'entretien et réparations des bâtiments et véhicules (+ 1,3 % et + 5,5 % respectivement) et les produits et services vétérinaires (+ 4,0 %).

Dans ce contexte, la marge Ipampa sur coût indicé (MILC) publiée par l'Institut de l'élevage s'est en moyenne améliorée de 6,3 % en moyenne sur 11 mois. Le total des produits a diminué via l'évolution du prix réel du lait conventionnel, mais ce repli a aussi été amplifié par la baisse du produit issu de la vente des animaux (- 4,4 % en moyenne sur 11 mois, tiré par des cotations des vaches de réforme en baisse).

› Le solde commercial des produits laitiers est resté stable

En 2024, la **balance commerciale des produits laitiers s'est établie à + 3,2 Md€, un niveau équivalent à celui atteint en 2023**. Cette stabilité apparente cache des tendances haussières, aussi bien concernant les exportations (+ 2,4 %) que les importations (+ 5,1 %).

L'analyse par famille de produits permet de discerner des dynamiques différentes. En effet, si le solde global des produits laitiers s'est maintenu, le solde des **échanges de produits secs** s'est quant à lui dégradé (- 5,2 % sur l'ensemble poudre maigre, poudre grasse, poudre de lactosérum et poudre infantile, par rapport à 2023). Pour ces produits à l'exception de la poudre maigre et les poudres infantiles, le solde s'est aussi dégradé en volume.

- Le solde en volume de la **poudre maigre** s'est amélioré, grâce à la stabilité des exportations face à des importations en repli. En valeur cependant, les exportations ont reculé. Ces dernières étant largement supérieures aux importations, leur évolution explique le recul du solde en valeur.
En volume, les exportations vers la Chine et l'Algérie se sont réduites par rapport à 2023, mais des volumes supplémentaires, notamment vers la Lybie, ont pu maintenir un total stable sur l'année.
- En ce qui concerne les **poudres infantiles**, la dégradation du solde s'explique essentiellement par le net repli des exportations. En valeur, la dégradation s'est surtout faite pour les produits à destination de l'Algérie et de la Chine. On note également des pertes en valeur vers des débouchés secondaires pour ce produit (l'Allemagne, la Corée du Sud, les Émirats Arabes Unis). Si quelques destinations ont connu des hausses (Irak, Royaume-Uni), ces dernières n'ont pas permis de compenser la perte de valeur à destination des principaux débouchés.

Le solde des échanges de **fromages** s'est amélioré en volume, mais dégradé en valeur. Néanmoins, des différences existent suivant le type de fromages :

- Le solde en volume des échanges de **fromages à pâte pressée cuite**, négatif, s'est légèrement amélioré par rapport à 2023, le dynamisme des exportations (+ 8,3 %) compensant la progression des importations (+ 3,3 %). Les arrivées se sont renforcées en provenance d'Allemagne (+ 10,4 %, soit + 2 260 tonnes), mais également de Belgique (+ 38,2 %, soit + 1 200 tonnes) et d'Irlande (+ 13,2 %, soit + 570 tonnes). En revanche, les volumes en provenance des Pays-Bas et d'Italie, respectivement 2^e et 3^e fournisseurs de la France pour ce type de fromage, se sont réduits, de 9,0 % et 5,3 %. Du côté des envois français, les plus gros gains de volume se sont faits à destination de l'Espagne (+ 27,4 %, soit + 970 tonnes) et du Portugal (+ 27,4 %, soit 770 tonnes), respectivement 2^e et 5^e destinations de la France pour ces produits.
- Le solde a nettement reculé en ce qui concerne **les fromages à pâte pressée non cuite**. Pour la deuxième année consécutive, ce solde s'est creusé. Il n'était que légèrement négatif en 2020 et jusqu'en 2022 mais s'est établi à - 28 700 tonnes en 2024. En cause notamment, les exportations françaises qui ont reculé (- 6,0 %), et notamment vers leur 1^{ère} destination pour ce produit, l'Allemagne (- 6,1 %, soit - 1 520 tonnes). On note également des replis marqués vers la Belgique (- 15,6 %, soit - 1 430 tonnes), la Suisse, mais aussi vers les États-Unis et le Canada. Les importations de fromages à PPNC se sont renforcées (+ 13,8 %), notamment en provenance du Royaume-Uni (+ 19,5 %, soit + 5 415 t) et de la Belgique (+ 480,7 %, soit + 8 230 t).
- En revanche, le solde en volume s'est amélioré pour **les fromages à pâte molle**. Les envois ont été dynamiques (+ 10,6 %), tandis que les importations se sont repliées (- 10,5 %). Les exportations ont été en nette progression vers les États-Unis (+ 47,4 %, soit + 4 240 t), mais aussi vers le Royaume-Uni (+ 2 840 t et + 26,0 %), l'Espagne, l'Allemagne et la Belgique.

- Le solde des échanges de fromages de type **pâte fraîche** s'est amélioré, s'établissant à + 50 500 tonnes. Malgré des importations en hausse, les volumes supplémentaires exportés ont permis cette évolution du solde. En particulier, les exportations se sont développées vers les Pays-Bas (+ 15,1 %), l'Espagne (+ 11,2 %) et la Suisse (+ 49,1 %).
- Enfin, les exportations de fromages fondus ont été plus dynamiques que les importations, permettant au bilan des échanges de s'améliorer, à + 18 400 tonnes.

Le solde des échanges de **matières grasses** a également évolué favorablement en volume, bien que restant largement négatif (en volume comme en valeur). À - 121 500 tonnes, il s'est ainsi amélioré de 28 600 tonnes par rapport à 2023, sous l'effet de la baisse des volumes importés (- 4,8 %), mais également du développement des exportations (+ 14,9 %).

Le solde des échanges en valeur pour l'ensemble **produits frais** (regroupant le lait, les yaourts et la crème) a progressé, sous l'effet de l'amélioration du solde en valeur de chacun des produits le composant.

- Le solde du **lait liquide** s'est amélioré grâce aux volumes exportés. Les importations sont restées stables, tandis que les exportations ont grossi de 39,2 %, notamment vers l'Italie, l'Espagne. et la Belgique.
- Les exportations de **yaourts** ont augmenté (+ 7,2 % en volume) plus fortement que les importations.
- Enfin, les exportations de **crème** ont été dynamiques (+ 12,8 %), tandis que les importations de crème se sont repliées (- 9,2 %/2023) sous l'effet de la baisse des arrivées de crème vrac (- 14,6 %). La progression des envois de crème a été permise par la hausse des volumes à destination de la Belgique (+ 33,8 %), mais aussi vers la Chine (+ 24,4 %) et les Pays-Bas (+ 56,4 %).

› Une consommation française de produits laitiers solide en 2024

Après une année 2023 marquée par de fortes évolutions des prix d'achat pour le consommateur, la situation a été plus apaisée en 2024. Les prix des produits laitiers ont augmenté, mais plus modérément. Ainsi l'IPC Lait, fromage et œufs (figure 5-29) a augmenté de 1,0 %, après une hausse de 16,3 % en 2023 par rapport à 2024.

En 2024, la consommation de produits laitiers est restée solide :

- Seuls les achats de **lait de consommation** ont affiché une nette baisse de volume, en se repliant de 2,5 %, suivant sa tendance de long terme à la déconsommation.
- Les quantités achetées dans la catégorie **ultra-frais** ont été en hausse (+ 1,1 %). Ce sont en particulier les achats de yaourts nature (+ 3,0 %) et de desserts frais (+ 1,1 %) qui ont tiré le total de la catégorie.
- Les volumes de **crème** ont une nouvelle fois progressé (+ 1,0 %). Cette hausse a toutefois été plus modérée que celle observée en 2023 (+ 3,2 %/2022). De même qu'en 2023, la hausse est tirée par les crèmes les moins grasses (+ 2,3 %/2023), tandis que les crèmes à 30 % et plus de matière grasse sont restées stables en volume. Ainsi, la part de ces crèmes les plus grasses, légèrement majoritaire en 2021 (52,5 %) s'est lentement érodée, et a atteint 48,7 % en 2024.
- La baisse des achats de **beurre** semble s'être ralentie en 2024 (- 0,8 %/2023). La hausse des achats de matières grasses allégées s'est arrêtée (- 0,2 %).
- Les quantités de **fromages** achetées en 2024 ont été dynamiques (+ 1,3 %/2023). On observe toutefois des différences entre les différents types de fromages. Les fromages à pâte pressée cuite, et ceux à pâtes fraîches ont tiré à la hausse l'ensemble des achats de fromages. Les premiers ont en particulier été renforcés en ce qui concerne l'emmental

(+ 2,7 %), et plus particulièrement sous forme râpée (70 % des volumes d'emmental). Les pâtes fraîches ont quant à elles été tirées par les achats de mozzarella (+ 5,2 %). En parallèle, les achats de fromages à pâte pressée et ceux de fromages à pâte molle sont restés stables. Les volumes de fromages à pâte persillée, au prix d'achat moyen plus élevé, se sont réduits de 3,0 % par rapport à 2023.

La **descente de gamme** a été encore très active sur l'année 2024. Pour la plupart des produits, la part des marques nationales s'est encore effritée. Par exemple, dans le cas du lait conditionné UHT demi écrémé (tous circuits), la part des marques nationales a perdu près d'un point en un an, en s'établissant à 35,3 %, au profit des marques de distributeurs (MDD) classiques. Les MDD économiques sont restées stables à 7,5 %.

Sur l'**emmental**, le constat est un peu différent : les marques nationales n'ont pas ou peu perdu de parts de marchés (à 22,1 %, soit - 0,2 point par rapport à 2023), mais les marques économiques ont continué à gagner du terrain en prenant des volumes aux marques distributeurs classiques. En 2024, la part des marques économiques de l'emmental était de 10,6 %, contre 9,4 % en 2023. Les marques économiques se sont aussi développées sur l'emmental râpé (11,6 % de MDD économiques ; + 1,0 point/2023) et sur l'emmental en morceaux (8,7 % de MDD économiques, + 1,6 point).

› Lait biologique : des signaux positifs en consommation

Avec un total de 1,19 milliard de litres, la **collecte nationale française de lait biologique** a essuyé une nouvelle baisse marquée (- 4,2 %/2023), d'environ 51 millions de litres. Depuis décembre 2022, le nombre de producteurs livrant du lait biologique est en retrait. Après avoir culminé à 4 321 producteurs en juin 2022, ce nombre était redescendu à 3 857 en décembre 2024, un niveau équivalent à celui de 2020. Le litrage total collecté a été similaire tout juste au-dessus de celui de 2020. En matière sèche utile (MSU), le recul des volumes collectés a été moins prononcé (- 3,6 %), grâce à l'amélioration du taux de matière grasse (à 42,44 g/l, soit + 0,21 g/l), et plus marginalement du taux protéique (à 32,91 g/l, soit + 0,02 g/l).

Quelques **divergences régionales de collecte** sont observées : la région Pays de la Loire est la première en matière de volumes collectés de lait de vache biologique. La collecte y a reculé de 3,8 %, une évolution similaire à la moyenne nationale. En revanche, en Bretagne, à la 2^e place mais relativement proche en volumes, la collecte a reculé de manière moins prononcée (- 1,0 %). En Bretagne, la baisse du nombre de producteurs est également moins forte (- 3,3 %/décembre 2023). Dans le Grand-Est, elle est bien plus marquée (- 7,2 %), ce qui explique la forte diminution de la collecte également (- 8,6 %). En Normandie en revanche, les volumes sont restés stables, malgré une baisse du nombre de producteurs à peine inférieure à la moyenne (- 4,3 %).

Les **fabrications** ont continué d'être particulièrement affectées par la situation de crise de la filière. En effet, la production de **lait conditionné biologique** s'est donc une nouvelle fois repliée (- 2,9 %), s'établissant à un niveau de production entre celui de 2016 et celui de 2017. Les tonnages de **beurre** produits ont quant à eux reculé de 8,1 % par rapport à 2023. Ces deux produits sont les principaux produits laitiers biologiques (58,0 % en MSU du total des produits finis biologiques en 2024). En parallèle, les fabrications de **crème conditionnée** biologique (- 6,7 %), tout comme celles de **fromages** frais (- 4,3 %) ou affinés (- 5,5 %) ont diminué. En revanche, la catégorie des **ultra-frais** a mieux résisté en 2024. En effet, les volumes de **desserts lactés** frais ont légèrement augmenté (+ 0,5 %/2023, après une chute de 19,2 % en 2023 par rapport à 2022) tandis que ceux de **yaourts et laits fermentés** ont augmenté de 3,1 %.

En 2024, le **prix standard du lait biologique** s'est établi à 490,3 €, un niveau stable par rapport à 2023 (+ 1,5 €/1 000 l, soit + 0,3 % par rapport à 2023). La fin d'année semble avoir été marquée par une légère hausse de ce prix. Le **prix réel du lait biologique** s'est quant à lui établi à 517,1 €/1 000 l (figure 5-27). L'écart de prix réel entre le lait biologique et conventionnel a donc été de 47,5 €/1 000 l, contre 43,2 €/1 000 l en 2023.

En moyenne, le recul **des achats des ménages en produits laitiers biologiques** est resté marqué en 2024. Les quantités de lait conditionné se sont repliées de 12,3 % (alors que le repli du lait non biologique était de 1,7 %) et celles de beurre ont perdu 12,2 %, dans un contexte où les achats de beurre conventionnel se sont stabilisés. Ainsi, le lait biologique ne représentait plus que 7,2 % des quantités achetées par les ménages français (- 0,8 point par rapport à 2023). Il représentait 10,0 % des achats en 2019. Le beurre biologique quant à lui représentait 4,5 % des volumes achetés, en baisse de 0,6 point en un an, et de 1,2 point par rapport au maximum atteint en 2019.

En ce qui concerne **l'ultra-frais**, au total le repli des achats a encore été fort : - 9,3 % pour les desserts frais, - 7,6 % pour les fromages frais et - 4,0 % pour les yaourts. En revanche, les volumes en moyenne mobile 12 mois se sont stabilisés autour des 4 300 tonnes de produits achetés depuis le milieu de l'année 2024. Ce ralentissement, encourageant pour la filière laitière biologique, n'est pas encore visible sur le lait conditionné et le beurre. En revanche, par circuit, on observe une progression des volumes de lait dans les enseignes à dominante marque propre, les magasins bio et les grandes enseignes frais.

5-1 Cheptel de femelles laitières en France au 1^{er} avril

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Femelles de plus de 36 mois	3 068	2 979	2 877	2 788	2 742	-1,6
Femelles de 24-36 mois	1 038	1 029	971	947	922	-2,6
Total	4 105	4 007	3 848	3 735	3 664	-1,9

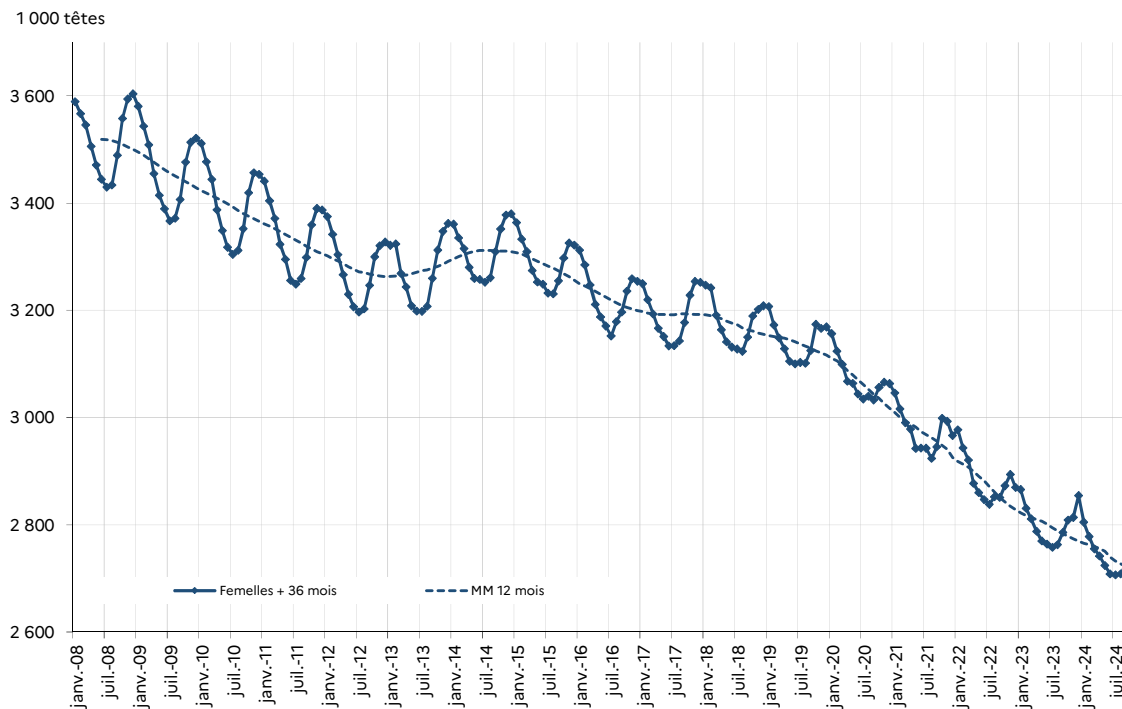
Source : FranceAgriMer d'après BDNI

5-2 Cheptels régionaux de femelles laitières de + 36 mois au 1^{er} avril

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Auvergne-Rhône-Alpes	417	406	397	384	378	-1,5
Bourgogne-Franche-Comté	245	240	234	229	229	0,1
Bretagne	611	596	572	551	540	-2,0
Grand-Est	285	276	268	261	256	-2,0
Hauts-de-France	251	242	238	236	235	-0,5
Normandie	507	494	476	466	459	-1,7
Nouvelle-Aquitaine	148	139	130	120	115	-3,9
Occitanie	110	105	100	92	90	-2,4
Pays de la Loire	429	417	403	391	383	-2,0

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

5-3 Évolution du cheptel de femelles laitières de plus de 36 mois, au 1^{er} de chaque mois



Source : FranceAgriMer d'après BDNI

5-4 Collecte française de lait de vache

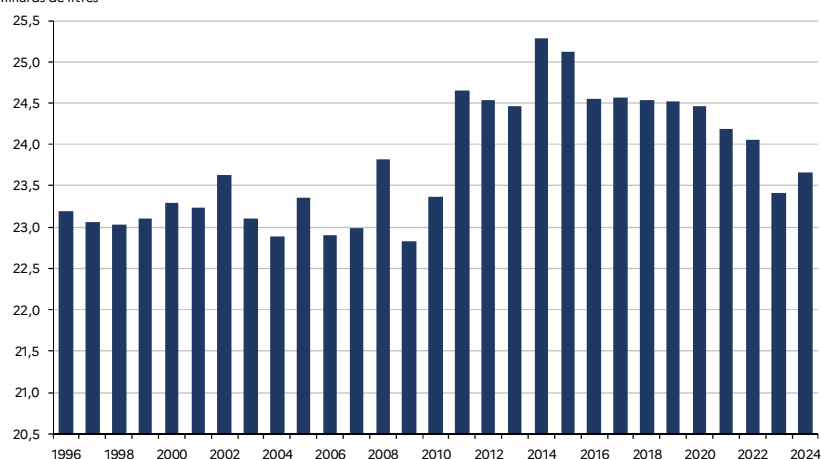
1 000 l	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Janvier	2 114 443	2 042 843	2 017 996	1 994 478	1 990 726	-0,2
Février	1 938 020	1 879 955	1 869 569	1 849 577	1 859 736	0,5
Mars	2 162 798	2 128 628	2 117 941	2 062 594	2 088 472	1,3
Avril	2 115 887	2 120 981	2 085 589	2 044 143	2 045 183	0,1
Mai	2 108 076	2 170 706	2 141 888	2 076 987	2 089 687	0,6
Juin	1 955 478	1 971 902	1 940 208	1 885 329	1 931 054	2,4
Juillet	1 947 509	1 916 368	1 917 471	1 860 129	1 896 913	2,0
Août	1 845 278	1 867 049	1 825 374	1 792 041	1 807 394	0,9
Septembre	1 812 445	1 768 304	1 781 319	1 695 449	1 749 564	3,2
Octobre	1 890 331	1 856 085	1 888 560	1 804 146	1 825 399	1,2
Novembre	1 873 287	1 822 611	1 845 502	1 756 126	1 789 176	1,9
Décembre	1 991 756	1 941 793	1 921 314	1 914 935	1 897 988	-0,9
Total	23 755 308	23 487 225	23 352 731	22 735 934	22 971 292	1,0

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

Les collectes de février des années bissextiles ont été ramenées à 28 jours.

5-5 Collecte annuelle de lait de vache en France

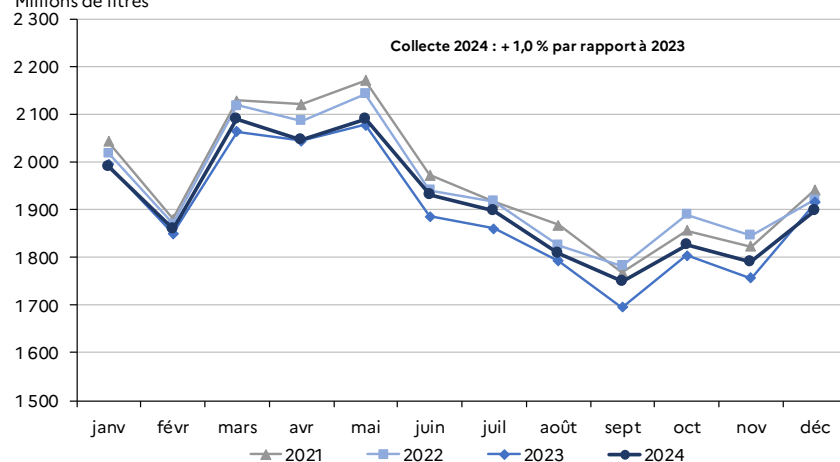
Milliards de litres



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-6 Collecte mensuelle de lait de vache en France

Millions de litres



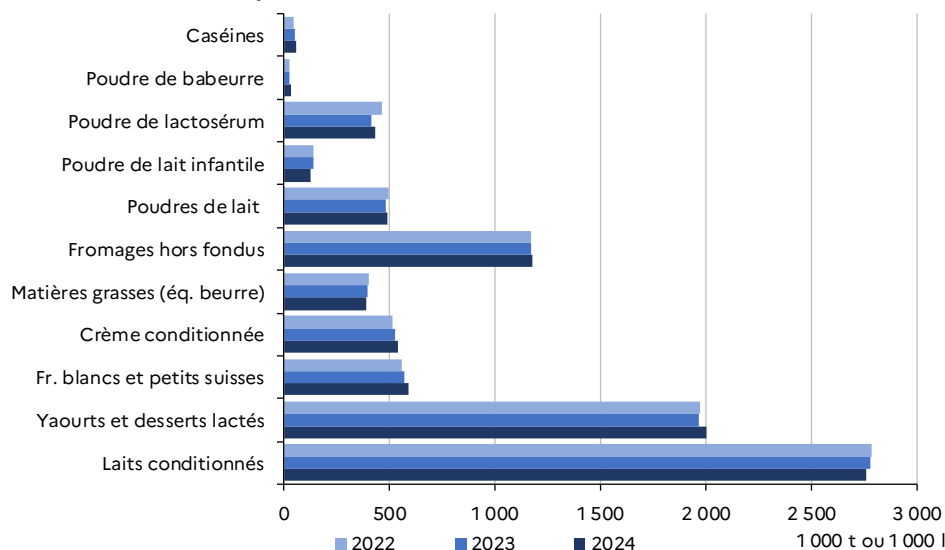
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-7 Fabrications de produits laitiers en France

1 000 t ou 1 000 l	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Laits conditionnés	3 151	2 907	2 785	2 779	2 760	-0,7
Lait UHT	2 927	2 665	2 545	2 526	2 510	-0,6
Yaourts et desserts lactés	2 096	2 006	1 971	1 964	2 007	2,2
Yaourts et laits fermentés	1 437	1 371	1 336	1 344	1 376	2,4
Desserts lactés frais	614	602	602	590	601	2,0
Desserts lactés de conserve	44	33	33	31	29	-5,4
Fr. blancs et petits suisses	517	532	556	569	590	3,7
Crème conditionnée	494	502	513	526	537	2,2
Crème fraîche	198	191	193	197	202	2,4
Crème longue conservation	296	311	320	328	335	2,1
Matières grasses (éq. beurre)	404	403	400	395	390	-1,3
Beurre	353	361	356	352	353	0,5
Fromages hors fondus	1 178	1 201	1 173	1 171	1 180	0,8
PPC	345	344	332	343	340	-0,6
dont Emmental	258	254	244	254	252	-0,7
PPNC	246	254	246	238	246	3,3
Pâtes molles	406	410	397	397	398	0,2
dont Camembert	88	86	85	84	84	0,2
Pâtes fraîches	70	71	72	71	72	2,1
Pâtes persillées	36	37	37	37	37	-0,7
Pâtes filées	76	85	88	86	87	1,3
Poudres de lait	525	519	499	484	487	0,6
Poudre de lait 0% MG	369	371	352	354	353	-0,3
Poudre réengraissée	35	28	29	17	24	35,4
Poudre de 1,5 à 25,9 % MG	35	32	36	39	40	1,1
Poudre de lait >26 % MG	86	88	83	74	71	-3,5
Poudre de lait infantile	142	120	136	136	127	-6,6
Poudre de lactosérum	498	492	466	412	432	4,9
Poudre de babeurre	29	25	25	27	31	14,9
Caséines	44	42	47	53	55	3,3

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-8 Fabrications de produits laitiers en France



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

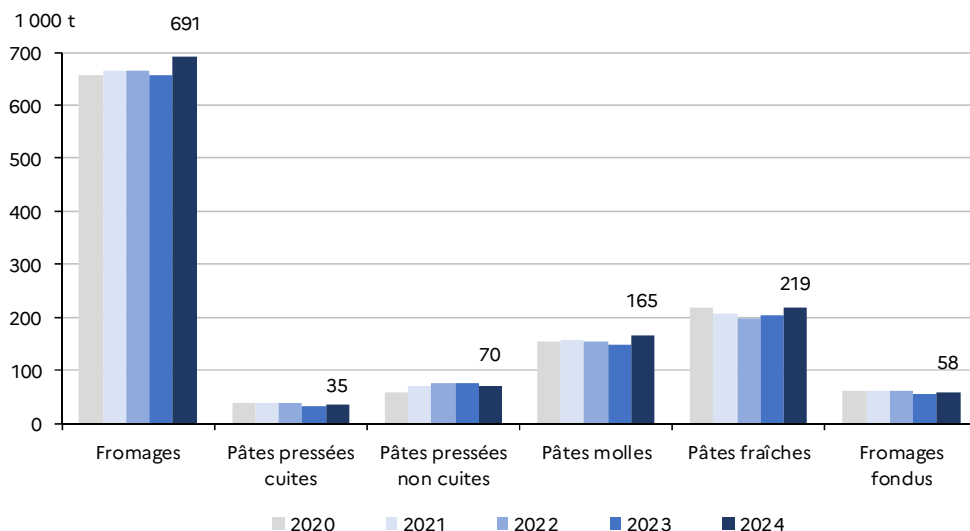
5-9 Commerce extérieur français de produits laitiers en volume

Exportations (1 000 tonnes)	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Lait liquide	755	577	582	504	701	39,2
Conditionné	279	186	155	102	98	-3,3
Vrac	476	391	428	402	603	50,0
Yaourts et laits fermentés	340	333	327	337	362	7,2
Yaourts	149	207	156	173	199	14,6
Crème	176	189	175	229	258	12,8
Conditionnée	96	103	100	101	117	15,8
Vrac	80	86	74	128	141	10,4
Fromages	657	666	666	658	691	5,0
Pâtes pressées cuites	37	37	37	32	35	8,3
Pâtes pressées non cuites	57	70	74	75	70	-6,0
Pâtes molles	154	157	155	149	165	10,6
Pâtes fraîches	218	207	197	204	219	7,3
Fromages fondus	62	61	60	56	58	4,2
Beurre & MGLA	93	102	102	108	125	14,9
Poudre infantile	175	154	163	165	159	-3,6
Poudre de lait écrémé	264	273	229	233	237	1,5
Poudre de lait entier	77	84	75	71	64	-10,2
Poudre de lactosérum	273	301	250	240	232	-3,0

Importations (1 000 tonnes)	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Lait liquide	135	93	92	104	106	2,1
Conditionné	64	41	22	26	33	28,1
Vrac	71	51	71	79	74	-6,3
Yaourts et laits fermentés	96	101	105	106	117	10,5
Yaourts	49	47	43	47	51	9,2
Crème	148	163	142	151	137	-9,2
Conditionnée	82	82	60	68	66	-2,7
Vrac	66	81	83	83	71	-14,6
Fromages	403	509	458	479	507	5,8
Pâtes pressées cuites	59	55	52	63	65	3,3
Pâtes pressées non cuites	66	78	82	87	99	13,8
Pâtes molles	6	8	10	10	9	-10,5
Pâtes fraîches	128	141	148	157	168	7,5
Fromages fondus	35	37	41	40	40	0,4
Beurre & MGLA	203	220	247	258	246	-4,8
Poudre infantile	40	36	41	42	35	-16,6
Poudre de lait écrémé	35	35	38	36	33	-8,9
Poudre de lait entier	39	35	31	32	29	-8,8
Poudre de lactosérum	77	102	103	89	88	-0,7

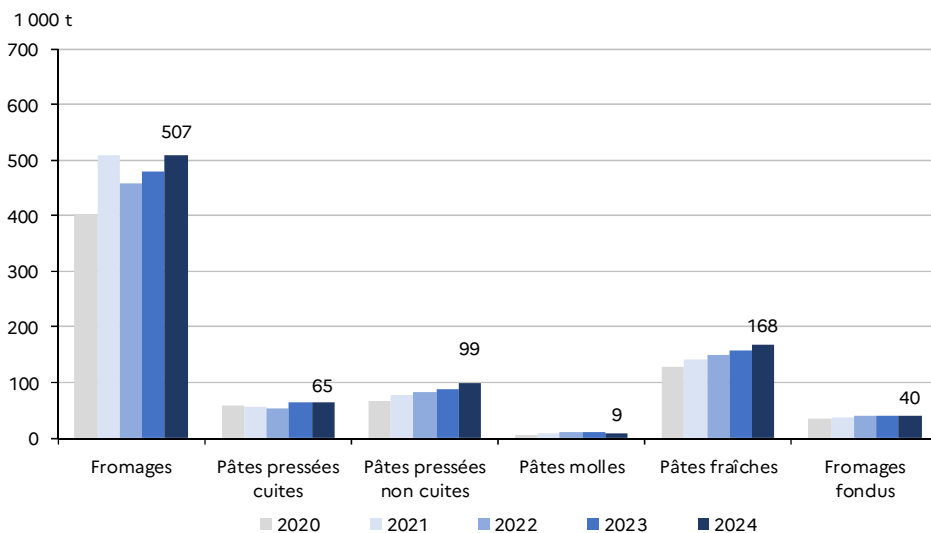
Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-10 Exportations françaises de fromages



Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-11 Importations françaises de fromages



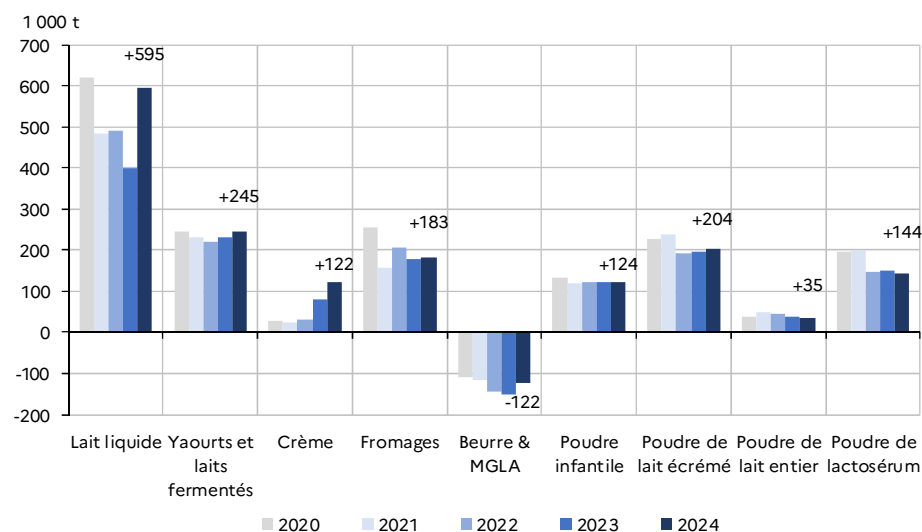
Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-12 Solde du commerce extérieur de produits laitiers en volume

1 000 tonnes	2020	2021	2022	2023	2024
Lait liquide	+619,5	+483,8	+489,8	+399,6	+595,0
<i>Conditionné</i>	+214,3	+144,6	+132,8	+76,2	+65,7
<i>Vrac</i>	+405,2	+339,3	+357,1	+323,4	+529,3
Yaourts et laits fermentés	+243,8	+232,1	+221,5	+231,8	+245,0
<i>Yaourts</i>	+100,2	+159,6	+113,5	+126,4	+147,3
Crème	+27,4	+25,7	+32,4	+78,5	+121,6
<i>Conditionnée</i>	+13,9	+21,2	+40,7	+33,8	+51,6
<i>Vrac</i>	+13,6	+4,5	-8,3	+44,7	+70,0
Fromages	+254,8	+157,2	+207,9	+178,4	+183,5
<i>Pâtes pressées cuites</i>	-21,6	-18,1	-15,0	-30,8	-30,2
<i>Pâtes pressées non cuites</i>	-8,9	-8,1	-7,3	-12,2	-28,7
<i>Pâtes molles</i>	+147,9	+149,0	+144,9	+139,1	+155,9
<i>Pâtes fraîches</i>	+89,7	+66,1	+48,2	+47,4	+50,5
<i>Fromages fondus</i>	+26,6	+23,9	+19,0	+16,2	+18,4
Beurre & MGLA	-110,1	-117,6	-145,2	-150,1	-121,5
Poudre infantile	+134,4	+118,4	+122,6	+122,6	+123,7
Poudre de lait écrémé	+228,8	+238,0	+190,6	+197,2	+204,0
Poudre de lait entier	+38,3	+49,0	+44,6	+39,3	+34,9
Poudre de lactosérum	+195,6	+199,1	+146,7	+150,8	+144,1

Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-13 Solde du commerce extérieur de produits laitiers en volume



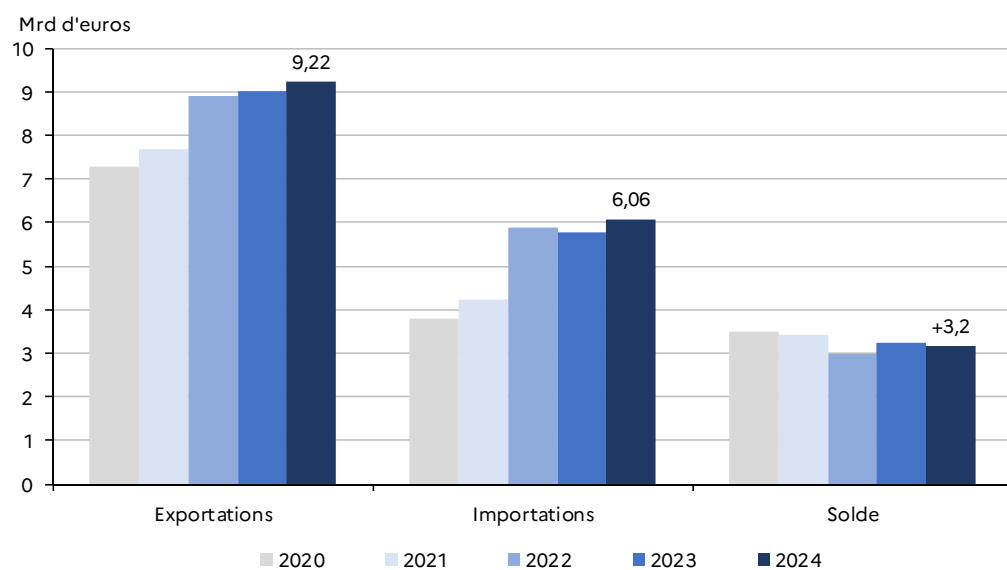
Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-14 Commerce extérieur français de produits laitiers en valeur

Millions d'euros	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Exportations						
Lait liquide	314	264	338	300	333	10,8
Yaourts et laits fermentés	490	499	560	636	686	7,9
Crème	306	345	401	492	533	8,5
Fromages	3 079	3 217	3 587	3 862	3 967	2,7
Beurre et MGLA	453	531	715	716	885	23,7
Poudre infantile	902	822	927	1 054	978	-7,2
Poudre de lait écrémé	615	689	805	648	621	-4,2
Poudre de lait entier	255	288	331	327	279	-14,7
Poudre de lactosérum	346	395	450	336	325	-3,4
Autres	524	618	773	629	612	-2,7
Total produits laitiers	7 286	7 668	8 887	8 998	9 219	2,4
Importations						
Lait liquide	100	72	141	174	201	15,5
Yaourts et laits fermentés	125	139	157	194	216	11,8
Crème	273	354	470	376	390	3,9
Fromages	1 829	2 025	2 568	2 797	2 914	4,2
Beurre et MGLA	721	873	1 562	1 341	1 555	16,0
Poudre infantile	195	179	221	242	209	-13,6
Poudre de lait écrémé	84	88	128	111	94	-15,1
Poudre de lait entier	109	100	120	115	103	-11,0
Poudre de lactosérum	98	137	166	112	106	-5,7
Autres	258	273	367	305	271	-11,1
Total produits laitiers	3 792	4 240	5 899	5 766	6 060	5,1
Solde						
Lait liquide	+213,8	+191,7	+197,2	+126,3	+131,9	
Yaourts et laits fermentés	+365,6	+360,0	+403,1	+442,3	+469,8	
Crème	+32,6	-9,3	-69,0	+115,9	+143,2	
Fromages	+1250,0	+1192,8	+1018,8	+1064,4	+1052,3	
Beurre et MGLA	-267,8	-342,1	-846,6	-625,0	-670,1	
Poudre infantile	+706,8	+642,8	+706,5	+811,2	+768,9	
Poudre de lait écrémé	+531,6	+600,4	+677,4	+537,6	+526,9	
Poudre de lait entier	+146,5	+188,3	+211,0	+211,5	+176,0	
Poudre de lactosérum	+247,9	+258,2	+283,4	+224,1	+219,1	
Autres	+266,8	+345,1	+405,9	+324,0	+341,0	
Total produits laitiers	+3493,8	+3427,8	+2987,7	+3232,3	+3159,0	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

5-15 Solde du commerce extérieur français de produits laitiers en valeur



Source : FranceAgriMer d'après douane française

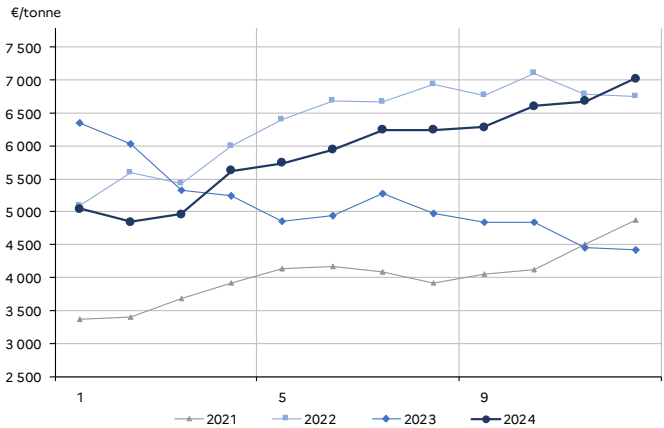
5-16 Cotations des produits laitiers industriels en France, moyennes annuelles

€/t	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Beurre vrac industriel facturation	3 421	4 021	6 350	5 130	5 936	15,7
Poudre 0 % MG	2 222	2 647	3 681	2 471	2 471	0,0
Poudre 26 % MG	2 787	3 305	4 817	3 642	3 883	6,6
Poudre de lactosérum	716	973	1 149	692	732	5,7

Source : FranceAgriMer et Atla

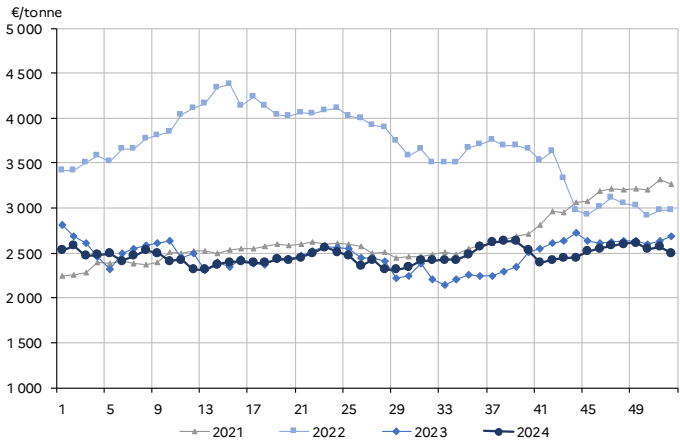
Cotation beurre vrac calculée à partir des moyennes mensuelles à partir de 2021.

5-17 Cotation mensuelle du beurre vrac industriel facturation en France



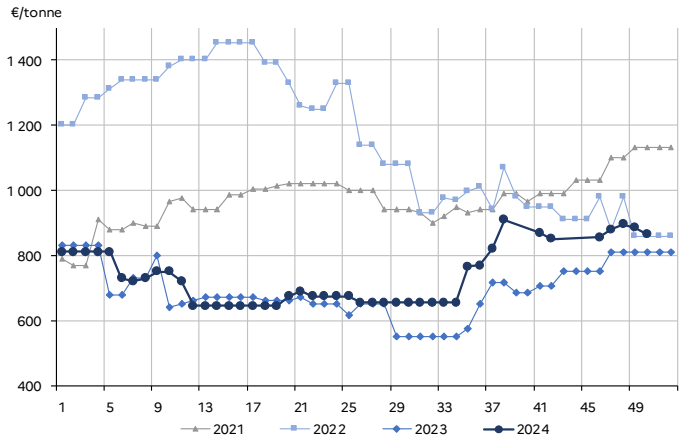
Source : FranceAgriMer

5-18 Cotation hebdomadaire de la poudre 0 % MG (consommation humaine) en France



Source : FranceAgriMer d'après Atla

5-19 Cotation hebdomadaire de la poudre de lactosérum en France



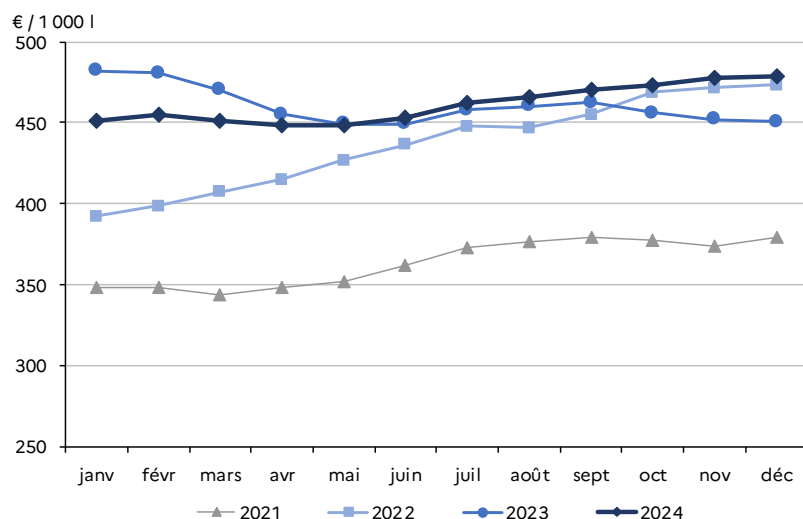
Source : FranceAgriMer d'après Atla

5-20 Prix réel du lait de vache payé aux producteurs

€/1 000 l	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Janvier	382,1	380,3	420,4	512,5	485,9	-5,2
Février	378,7	376,0	425,1	511,7	484,0	-5,4
Mars	373,1	370,8	432,5	498,9	480,8	-3,6
Avril	363,3	376,0	439,1	482,2	476,3	-1,2
Mai	359,2	377,3	445,9	471,6	472,7	0,2
Juin	359,9	380,1	451,0	466,2	473,1	1,5
Juillet	363,8	388,1	460,0	474,8	479,5	1,0
Août	367,3	395,6	461,7	480,8	482,2	0,3
Septembre	379,4	402,4	480,6	484,6	497,8	2,7
Octobre	389,3	409,9	500,1	491,4	506,1	3,0
Novembre	382,2	411,0	502,9	490,9	513,3	4,6
Décembre	383,1	413,8	511,7	487,4	513,6	5,4
Année	373,3	389,4	460,0	487,8	488,3	0,1

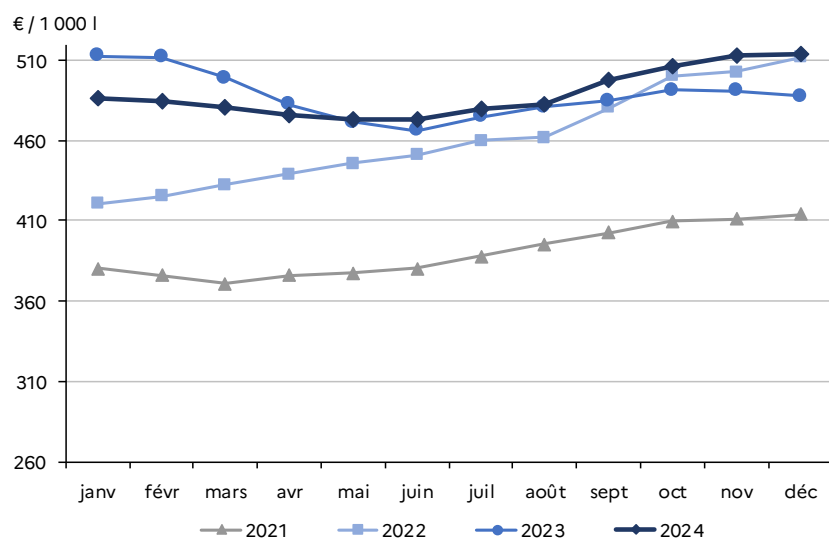
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-21 Prix standard du lait de vache



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-22 Prix réel du lait de vache



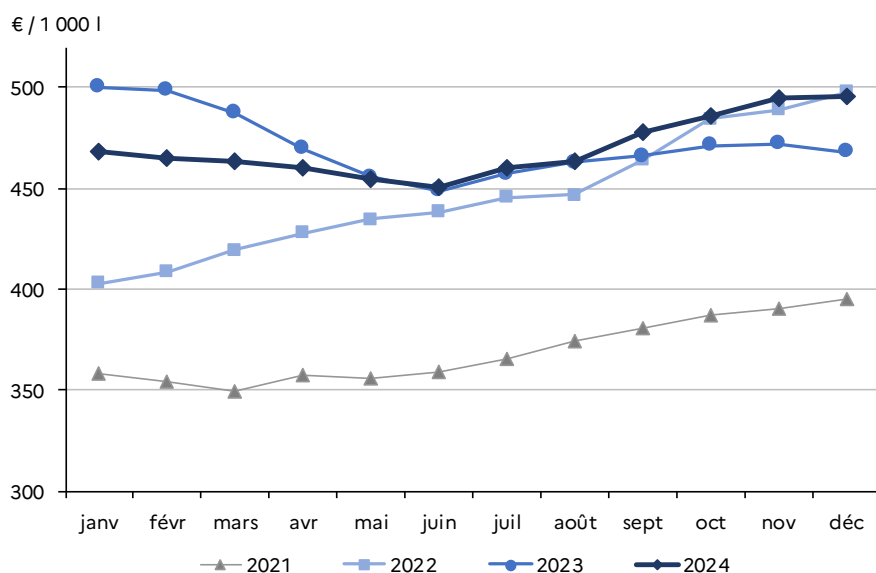
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-23 Prix réel du lait de vache conventionnel payé aux producteurs

€/1 000 l	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Janvier	364,5	358,3	403,0	500,3	468,1	-6,4
Février	361,2	354,3	408,6	498,4	465,0	-6,7
Mars	355,6	349,4	419,4	487,3	463,6	-4,9
Avril	348,0	357,3	428,0	469,8	460,2	-2,0
Mai	340,0	356,1	434,8	455,5	454,6	-0,2
Juin	340,5	359,1	438,3	448,7	450,8	0,5
Juillet	342,7	365,2	445,4	457,2	460,3	0,7
Août	348,4	373,9	446,8	462,8	463,3	0,1
Septembre	359,1	380,4	464,1	466,1	477,8	2,5
Octobre	367,4	387,5	484,3	471,4	485,7	3,0
Novembre	360,6	390,3	488,8	472,0	494,6	4,8
Décembre	362,1	394,8	497,9	468,0	495,9	6,0
Année	354,1	368,3	445,8	471,5	467,2	-0,9

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-24 Prix réel du lait de vache conventionnel



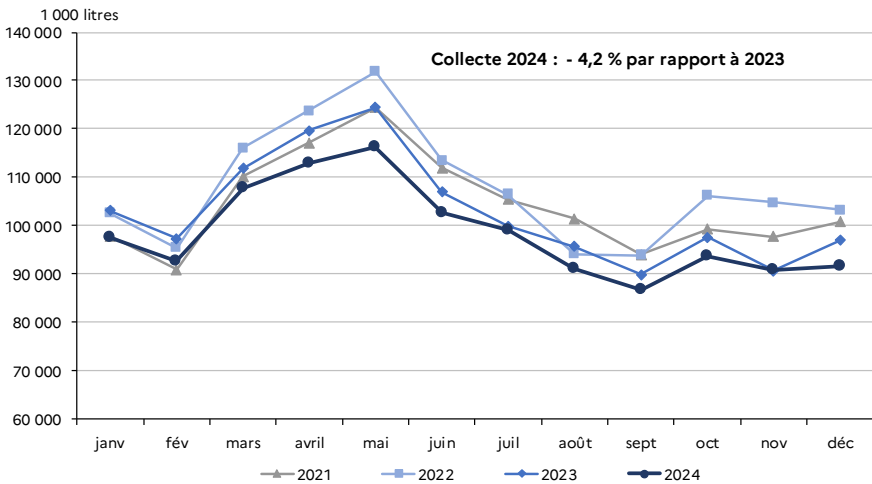
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-25 Collecte de lait de vache biologique en France

1 000 l	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Janvier	90 326	97 854	102 645	103 101	97 634	-5,3
Février	83 510	90 853	95 434	97 298	92 550	-4,9
Mars	97 997	110 198	116 027	111 839	107 764	-3,6
Avril	103 941	117 121	123 817	119 597	112 965	-5,5
Mai	105 149	124 467	131 837	124 393	116 260	-6,5
Juin	95 331	111 968	113 439	106 939	102 711	-4,0
Juillet	92 092	105 449	106 495	99 939	99 053	-0,9
Août	84 284	101 381	94 123	95 654	90 989	-4,9
Septembre	83 602	94 019	93 799	89 860	86 656	-3,6
Octobre	89 392	99 279	106 221	97 549	93 718	-3,9
Novembre	92 145	97 741	104 706	90 684	90 720	0,0
Décembre	96 543	100 821	103 214	96 920	91 512	-5,6
Total	1 114 312	1 251 151	1 291 757	1 233 773	1 182 532	-4,2

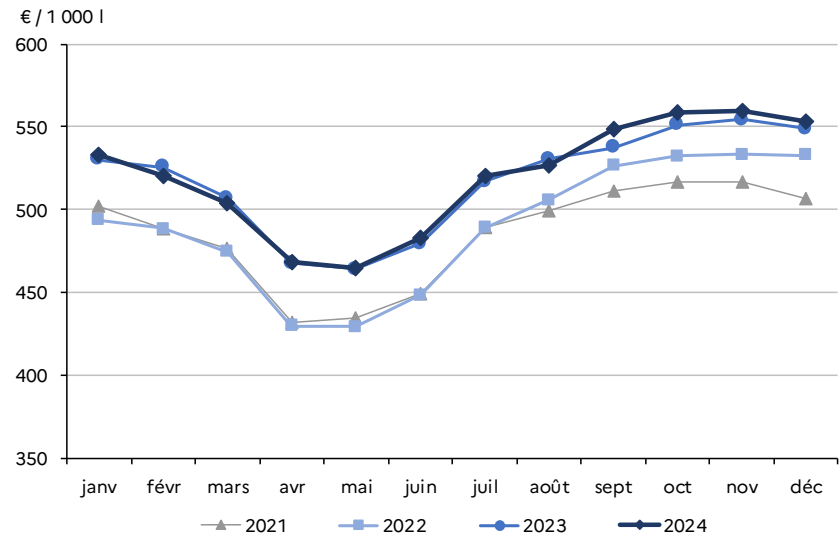
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer
Les collectes de février des années bissextiles ont été ramenées à 28 jours.

5-26 Évolution de la collecte de lait de vache biologique



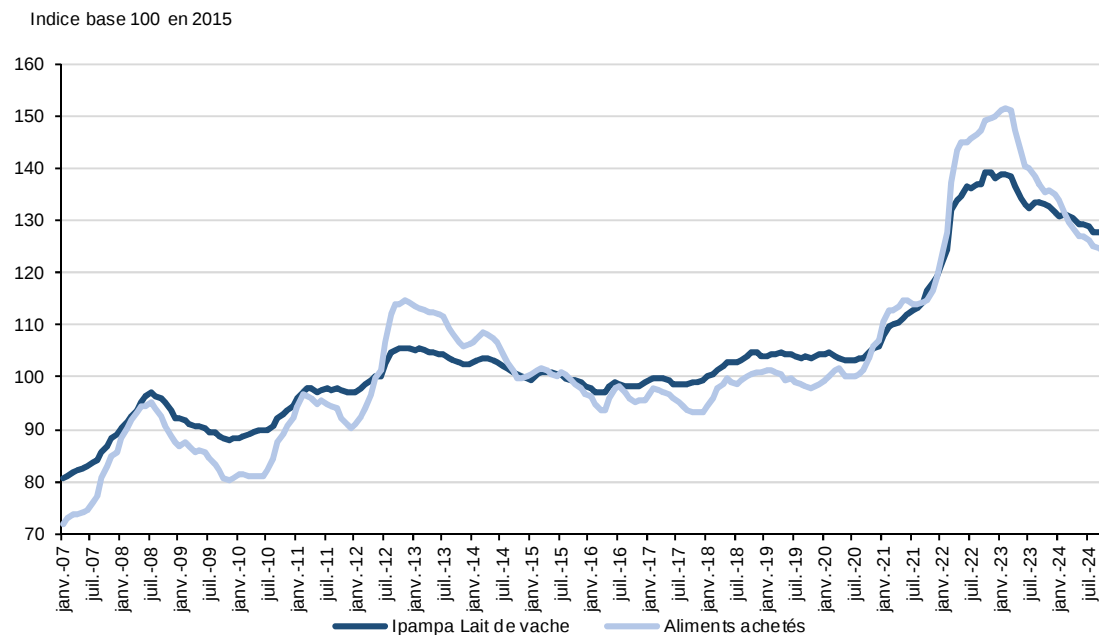
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-27 Prix réel du lait de vache biologique



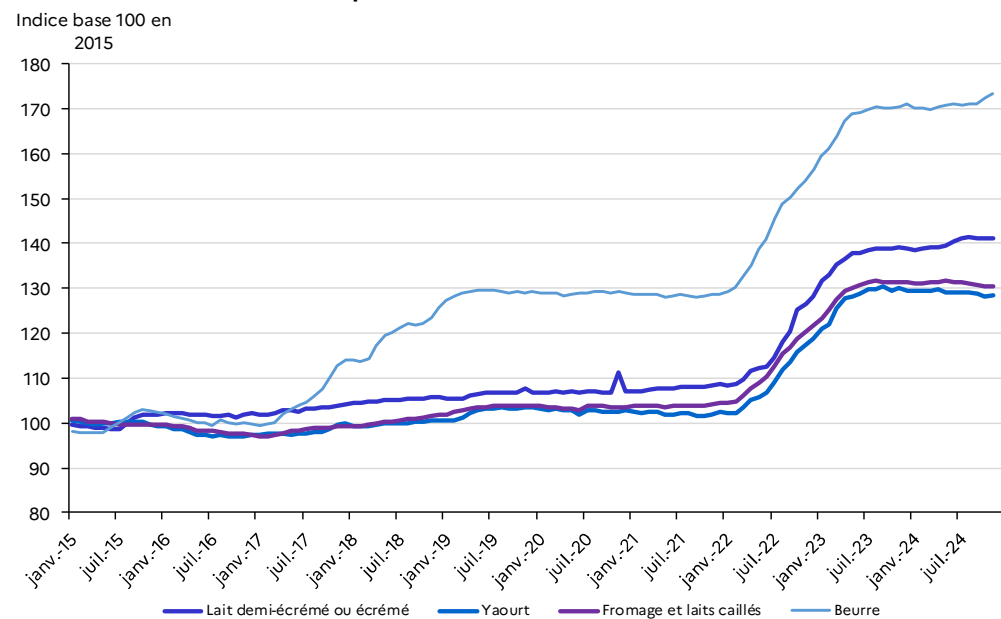
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

5-28 Ipampa lait de vache, indice base 100 en 2010



Source : FranceAgriMer d'après Idele

5-29 Indices mensuels des prix à la consommation



Source : FranceAgriMer d'après INSEE

5-30 Prix d'achat des produits laitiers par les ménages

€/kg	2020	2021	2022	2023	2024	%24/23
Produits issus de lait de vache conventionnel						
Lait liquide	0,88	0,89	0,95	1,12	1,15	2,4
Yaourt	2,13	2,22	2,34	2,68	2,72	1,4
Fromages frais UF	2,59	2,61	2,76	3,13	3,13	0,2
Desserts lactés	3,35	3,41	3,55	4,04	4,06	0,3
Fromages	9,27	9,45	9,98	11,19	11,20	0,1
Beurre	7,95	7,90	8,75	10,10	10,32	2,2
Crème	3,59	3,59	3,85	4,46	4,49	0,7
Produits issus de lait de vache biologique						
Lait liquide	1,14	1,15	1,20	1,34	1,37	2,7
Yaourt	3,09	3,10	3,14	3,31	3,25	-1,8
Fromages frais UF	4,38	4,46	4,57	5,09	5,39	5,9
Desserts lactés	5,21	5,13	5,21	5,60	5,76	2,8
Fromages	14,30	14,61	14,98	15,72	16,68	6,1
Beurre	10,03	9,86	10,26	11,27	11,66	3,4
Crème	5,73	5,64	5,93	6,52	6,66	2,2

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Le marché du lait de vache dans l'Union européenne

› Un cheptel européen en baisse, mais de fortes disparités au niveau des pays

D'après les enquêtes de décembre 2023, le **cheptel européen de vaches laitières** a diminué de 0,8 % par rapport à décembre 2022, soit un recul du même ordre que celui observé entre 2021 et 2022. Ainsi, malgré la retombée des prix qui s'était opérée en 2023, le cheptel global a été préservé. On note par exemple qu'en Irlande, qui avait subi la plus forte correction de prix du lait en 2023, le cheptel est resté stable. En parallèle, le cheptel polonais a affiché une nette progression, qui permet en partie de compenser les pertes chez les trois premiers producteurs de lait européen. En effet, en Allemagne, le nombre de vache laitières s'est replié de 2,5 %. En France ce recul était de 2,1 % et aux Pays-Bas de 1,1 %.

Les enquêtes partielles du printemps 2024 (voir figures 5-31 et 5-32) ont confirmé les tendances baissières des trois principaux producteurs de lait. La baisse a même été nettement plus marquée aux Pays-Bas (- 2,1 %/printemps 2023). En Allemagne, elle s'est également renforcée (- 2,8 %). Dans le même temps, le nombre de vaches polonaises s'est stabilisé (- 0,1 %), tandis que le cheptel italien a reculé de 5,7 %.

› Une année 2024 marquée par le recul des volumes dans plusieurs pays, mais une collecte globale en progression

La **collecte européenne de lait de vache** a atteint 145,5 millions de tonnes en 2024, en légère progression par rapport à 2023 (Figure 5-33). Cette évolution a été permise par les augmentations des collectes française (+ 1,1 %), polonaise (+ 3,6 %) et italienne (+ 3,3 %).

La collecte européenne a pourtant été limitée par plusieurs éléments. D'un côté, la **baisse de la production irlandaise** (- 1,2 %) a pénalisé les volumes européens sur une partie de l'année. Amorcée à l'automne 2023, cette baisse a été multifactorielle : la sévère baisse du prix du lait irlandais en 2023, un effet des conditions météorologiques qui ont conduit à une fin du pâturage plus tôt qu'escompté, mais également la mise en œuvre de nouvelles restrictions nitrates. Il n'y a pas eu de reprise au printemps, même si les volumes soustraits ont été moins forts que les mois précédents. Là encore, un effet météorologique a pu jouer sur la collecte. Avec des pluies trop abondantes sur tout le premier semestre d'après Teagasc, la pousse de l'herbe a été pénalisée. À l'automne 2024, les volumes irlandais sont repassés au-dessus du niveau de 2023, aidée par de meilleures conditions météorologiques qui ont permis une pousse de l'herbe excédentaire sur le dernier trimestre de 2024.

D'autre part, un certain nombre de pays européens ont dû composer avec l'épidémie de FCO-3 (Fièvre Catarrhale Ovine, sérotype 3). Aux Pays-Bas, après une réapparition de la maladie en 2023 et plus de 2 200 exploitations bovines affectées, de nouveaux foyers ont été recensés à partir de juin 2024. Un effet FCO-3 sur la production de lait de vache a été avéré et documenté par les Néerlandais sur la période touchée en 2023. Il est donc probable qu'une partie de la dynamique de collecte des Pays-Bas de 2024 s'explique par la présence de cette maladie. Cependant, une partie de la diminution peut également s'expliquer par la baisse du cheptel, elle-même à relier au moins en partie à la réduction progressive de la dérogation à la directive Nitrates dont les Pays-Bas bénéficiaient depuis 2006.

En Allemagne, la FCO-3 a été détectée pour la première fois le 12 octobre 2023. En 2024, il y a eu une explosion du nombre de foyers pendant l'été : alors que seuls 13 foyers étaient recensés en juin, 5 900 foyers étaient détectés en août (toutes espèces confondues). Si la Bavière a été relativement épargnée en 2024 par la FCO-3 (5,6 % des cas sur les 15 500 détectés en tout sur l'année), la Basse-Saxe et la Rhénanie du Nord-Westphalie ont centralisé la moitié des détections alors qu'elles représentaient à elles deux le tiers de la collecte allemande en 2023. La collecte allemande, en hausse depuis la semaine 10 de 2024, est repassée sous son niveau de 2023 à partir de la semaine 27 (juillet 2024). Sur l'année, elle est en recul de 0,9 %.

› Des fabrications européennes plus orientées vers les fromages et les produits frais en 2024

Principale utilisation du lait européen, **les fromages** ont connu une nouvelle progression en volume en 2024 (+ 2,7 % par rapport à 2023). Cette progression, plus forte que celle de la collecte (+ 0,5 %), implique donc un accroissement de la part des fromages dans les fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne. Cette hausse globale des tonnages de fromages produits s'explique en grande partie par l'évolution des volumes allemands, en hausse de 3,2 % sur un an, et soutenus par les fabrications en France (+ 1,9 %), au Danemark (+ 4,3 %), mais également en Pologne (+ 4,6 %).

Les **fabrications européennes de beurre** se sont repliées de 1,4 %. Après un premier semestre difficile (- 2,1 %/1^{er} semestre 2023), le recul de la production européenne a ralenti (- 0,6 % sur juillet-novembre par rapport à la même période de 2023). Le retrait de la collecte irlandaise sur le début d'année s'est traduit par une chute des disponibilités en beurre irlandais sur cette période (- 5,9 %). Au même moment, les fabrications de beurre en Pologne ont également chuté (- 4,6 %/1^{er} semestre 2023). En Irlande et en Pologne, le recul a été moins prononcé sur le 2nd semestre.

La production de l'ensemble **des produits frais** au sens large a plutôt été soutenue en 2024 à l'échelle européenne. En effet, la production de **crème conditionnée** a de nouveau augmenté (+ 3,4 %/2023). L'essentiel de cette progression en volume est portée par les fabrications espagnoles, qui ont bondi de 19,0 %. Dans une moindre mesure, les fabrications allemandes de crème se sont également développées. La production de **yaourts** a elle aussi été particulièrement dynamique en 2024 (+ 3,8 %). Cette hausse de production a été perceptible chez les trois plus gros producteurs européens de yaourts : + 4,0 % en Allemagne, + 2,1 % en France et + 7,0 % en Espagne. On retrouve également des progressions des fabrications de yaourts dans d'autres pays européens comme la Pologne, la Belgique ou les Pays-Bas, mais en revanche, en Italie (8^e producteur européen), les fabrications de yaourts ont perdu 6,8 %. En parallèle, les fabrications européennes de **lait conditionné** sont restées stables (+ 0,9 %). Le dynamisme de la production espagnole (+ 10,0 %), la plus importante de l'Union européenne en volume pour ce produit, a permis de compenser des baisses de production dans d'autres pays, comme l'Allemagne (- 1,2 %) ou la France (- 1,3 %). Les fabrications européennes de **lait concentré** se sont quant à elles repliées (- 1,7 %).

En parallèle, la production européenne de **poudres de lait** a reculé en 2024. Les fabrications européennes de **poudre maigre** ont perdu 2,8 % par rapport à 2023. L'Allemagne (- 6,5 %) et l'Irlande (- 23,6 %) sont les principaux pays à l'origine de cette baisse, alors que les volumes progressaient en France (+ 3,4 %) et aux Pays-Bas (+ 14,5 %). De même, les tonnages de **poudre grasse** se sont repliés de 6,0 % en 2024. Si l'Allemagne, premier producteur européen de ce produit, a vu ses volumes augmenter en 2024 (+ 2,0 %), la tendance a été inverse dans le 2^e et le

3^e pays producteur. En effet, en France, la production a reculé de 2,0 % et aux Pays-Bas, les volumes ont perdu 5,9 %.

› Une remontée fulgurante du prix du lait européen en fin d'année

En moyenne sur 11 mois, le **prix réel du lait au sein de l'Union européenne** (pondéré par les volumes) s'est établi à 476,3 €/t (figures 5-41, 5-42).

Comme en France, le prix moyen européen a suivi des dynamiques différentes au cours de l'année 2024. D'abord stable sur le premier trimestre, autour des 464 €/t, il avait ensuite diminué de quelques euros au printemps. Cependant, à partir de l'été, le prix européen a connu de rapides progressions au mois le mois, passant de 464,2 €/t au mois de juillet à 531,5 €/t au mois de novembre.

La remontée de prix la plus notable s'est déroulée en Irlande. Le prix y a gagné 198,1 €/t entre janvier et novembre 2024. Dans d'autres pays, les hausses de prix ont également été fortes : en Belgique, la hausse a dépassé les 100 €/t. En Lituanie, on a également observé une forte hausse du prix du lait (+ 127,1 €/t). Aux Pays-Bas, la hausse de prix a été légèrement en dessous des 100 €/t, de même qu'au Danemark. En Allemagne, la progression a été légèrement moins importante, à + 89,2 € entre ces deux périodes. En Pologne, le prix a augmenté de 79,2 €/t sur la même période. Enfin, en France, entre janvier et juillet, la hausse du prix du lait a été de 26,2 €/t.

Ainsi, le prix du lait français a une nouvelle fois connu une évolution plus mesurée que la plupart des prix observés dans l'Union européenne. En effet, en 2022, la hausse du prix français avait été de 18,1 %, contre 36,2 % au niveau européen. En 2023, le prix français avait augmenté de 6,0 %, tandis que le prix moyen européen perdait 6,3 %. L'importance du marché domestique dans les débouchés des fabrications françaises l'expose moins aux volatilités des marchés des commodités et explique ces évolutions plus mesurées, à la hausse comme à la baisse.

› Les prix des produits industriels ont suivi des dynamiques différentes

L'importante hausse du prix du lait constatée au second semestre dans de nombreux États membres de l'UE27 trouve son origine en partie dans l'évolution des cours de matières grasses. En effet, le **prix du beurre européen** a atteint une moyenne annuelle de 6 396 €/t en 2024, une hausse de 32,6 % par rapport à 2023. Cette valeur moyenne s'est inscrite en dessous de la moyenne de 2022. Toutefois, le record de prix a bien été battu au cours de l'année, avec une valeur européenne de 7 880 €/t début décembre 2024 alors que le précédent record était de 7 270 €/t. Cette progression a touché plusieurs bassins de production au niveau mondial (voir partie monde, page 177).

Le prix de la poudre grasse ainsi que celui de la poudre de lactosérum ont également connu une hausse en 2024, même si moins forte que celle du prix du beurre. En effet, le **prix de la poudre grasse** s'est établi en moyenne à 3 883 €/t, en évolution de 10,5 % par rapport à 2023. Le **prix de la poudre de lactosérum** a connu une évolution similaire, de 11,7 %, pour atteindre une moyenne annuelle de 845 €/t. Ces valeurs, malgré une progression, sont largement en deçà des niveaux atteints en 2022 (voir figure 5-49). Enfin le **prix de la poudre maigre** est resté stable, à 2 482 €/t. Cette stabilité a également été observée au niveau mondial (voir page 177).

› Les exportations européennes vers les pays tiers se sont amoindries en 2024

Les exportations européennes de **matières grasses** (beurre et MGLA, matière grasse laitière anhydre) à destination des pays tiers se sont repliées de 2,5 %, avec des baisses de volumes à la fois sur le beurre qui représente la majorité des volumes (- 2,6 %/2023), et sur la MGLA (- 19,7 %). En particulier, les volumes de beurre exportés ont reculé depuis la Pologne et les Pays-Bas, tandis que la France et l'Irlande ont renforcés leurs envois (+ 15,0 % et + 5,1 % respectivement), atténuant ainsi un peu la diminution européenne. Concernant les envois de MGLA, l'essentiel du recul des volumes correspond au repli des envois irlandais. En parallèle, les importations de **beurre** se sont effondrées (- 67,5 %/2023 sur 9 mois) tandis que les arrivées de MGLA sont restées stables (+ 0,8 %/2023). Les arrivées de beurre en provenance du Royaume-Uni ont perdu 65,7 % et celles en provenance de Nouvelle-Zélande 92,3 %. Le solde des échanges de l'Union européenne à 27 avec les pays tiers s'est donc amélioré en 2024 pour les matières grasses.

Les exportations européennes de **fromages** vers les pays tiers sont restées stables en 2024 (+ 0,1 %/2023). Les exportations irlandaises de fromages ont chuté de 17,2 %. Les Irlandais ont notamment limité les envois vers l'Égypte, le Bahreïn, la Libye et l'Arabie Saoudite. Le recul des envois en provenance des Pays-Bas (- 7,1 %) a également pénalisé le total européen. Cependant, le dynamisme des exportations italiennes (+ 11,2 %), danoises (+ 7,0 %) et françaises ont permis de maintenir l'ensemble à l'équilibre. L'Italie a pu renforcer ses envois vers l'ensemble de ses principaux clients parmi les pays tiers et tout particulièrement vers la Chine (+ 30,2 %). En parallèle, les importations se sont renforcées. Les achats se sont notamment renforcés pour l'Allemagne (+ 5,0 %) et l'Espagne (+ 12,6 %), mais aussi pour les Pays-Bas (+ 7,6 %), la France et l'Italie. Au niveau européen, la plupart des importations de fromages proviennent du Royaume-Uni et de la Suisse. C'est aussi ces deux origines qui ont fait l'essentiel des volumes supplémentaires importés en 2024. Quelques origines, avec des volumes plus marginaux, ont aussi renforcées leurs envois vers l'UE (Ukraine, + 1 200 tonnes, Islande + 1 003 tonnes sur 10 mois). Ces évolutions différentes des exportations et des importations ont conduit à une dégradation du solde des échanges de fromages avec les pays tiers.

Avec une demande mondiale en recul pour la **poudre maigre** et des fabrications européennes qui s'y sont adaptées, les envois européens de ce produit vers les pays tiers se sont donc logiquement repliés. À l'échelle de l'Union européenne, les exportations de poudre maigre vers la Chine ont diminué de 61,6 % (- 38 420 t sur 10 mois). Les volumes à destination de la Malaisie ou la Thaïlande ont perdu également plusieurs milliers de tonnes. Malgré des fortes progressions vers l'Algérie (1^{er} client de l'UE pour ce produit) et les Philippines, le total est en fort repli. La Belgique et la Pologne ont toutefois réussi à afficher des volumes exportés en progression. À l'inverse, l'Irlande et l'Allemagne ont perdu le plus de volumes en valeur absolue.

Les volumes de **poudre grasse** exportés vers les pays tiers ont perdu 19,8 %. Les envois en 2023 s'étaient améliorés par rapport à 2022 grâce à un bond des exportations à destination de l'Algérie. En 2024, les achats en poudre grasse de l'Algérie auprès de l'Union européenne n'ont pas conservé leur niveau de 2023, et se sont même inscrits en deçà de ceux de 2022, en lien avec une demande algérienne qui apparaît comme globalement moins forte en 2024 (voir partie marché mondial du lait de vache, page 177). En parallèle, les envois vers Oman, principale destination de la poudre grasse européenne, se sont renforcés. En outre, les importations, largement marginales pour ce produit, se sont rétractées de 6,5 %.

Enfin, les exportations de **lactosérum** vers les pays tiers ont quant à elles été dynamiques (+ 6,5 %/2023). Les envois ont progressé en partance des Pays-Bas (+ 31,3 % sur 9 mois), d'Irlande (+ 23,4 %) et de France (+ 10,5 %). Les exportations polonaises, qui s'étaient fortement développées en 2023, se sont repliés de 4,8 % en 2024 (sur 9 mois). Le volume

exporté est toutefois resté bien supérieur à son niveau de 2023. À l'échelle européenne, le renforcement des envois a été permis par la demande sur les marchés du Sud-Est asiatique. Les exportations de lactosérum ont en effet augmenté de 23,6 % vers l'Indonésie, de 58,5 % vers les Philippines et de 4,4 % vers la Chine. On note également des hausses plus modérées en tonnage vers la Malaisie, le Japon et la Thaïlande. D'autres destinations ont aussi renforcé leurs achats de lactosérum européen, comme le Nigéria et le Maroc. En parallèle, les importations de lactosérum, plus marginales en volumes, ont également augmenté en 2024. L'essentiel des volumes achetés l'a été par les Pays-Bas et la Pologne. Ces volumes supplémentaires importés étaient en provenance majoritairement, à l'échelle européenne, de l'Ukraine et du Royaume-Uni.

5-31 Cheptel de vaches laitières dans les principaux pays de l'Union européenne

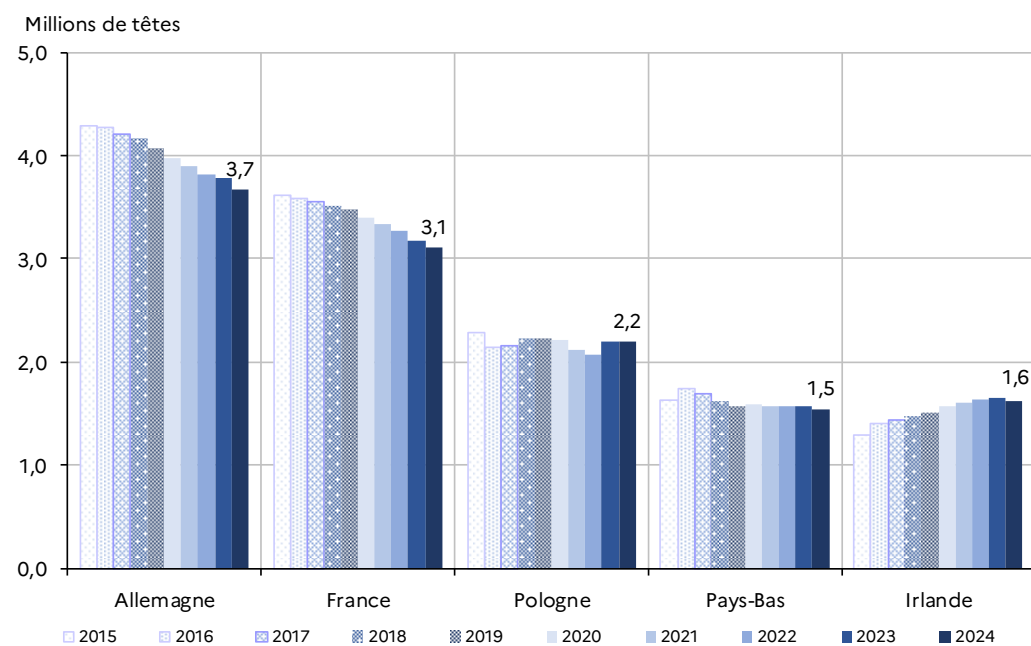
Enquêtes de mai

1 000 têtes	2020	2021	2022	2023	2024	%24/23
Allemagne	3 969	3 892	3 817	3 775	3 668	-2,8
France	3 403	3 331	3 266	3 167	3 103	-2,0
Pologne	2 218	2 113	2 072	2 192	2 190	-0,1
Italie	1 844	1 852	1 821	1 798	1 695	-5,7
Pays-Bas	1 593	1 571	1 571	1 577	1 544	-2,1
Irlande	1 568	1 605	1 627	1 647	1 624	-1,4
Roumanie	1 145	1 133	1 119	1 091	1 093	0,2
Espagne	810	828	816	794	783	-1,4
Danemark	567	565	557	553	547	-1,2
Autriche	523	531	549	546	539	-1,2
Belgique	544	539	527	541	535	-1,1
Suède	303	302	297	295	289	-1,9

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

5-32 Cheptel de vaches laitières dans les principaux pays de l'Union européenne

Enquêtes de mai



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

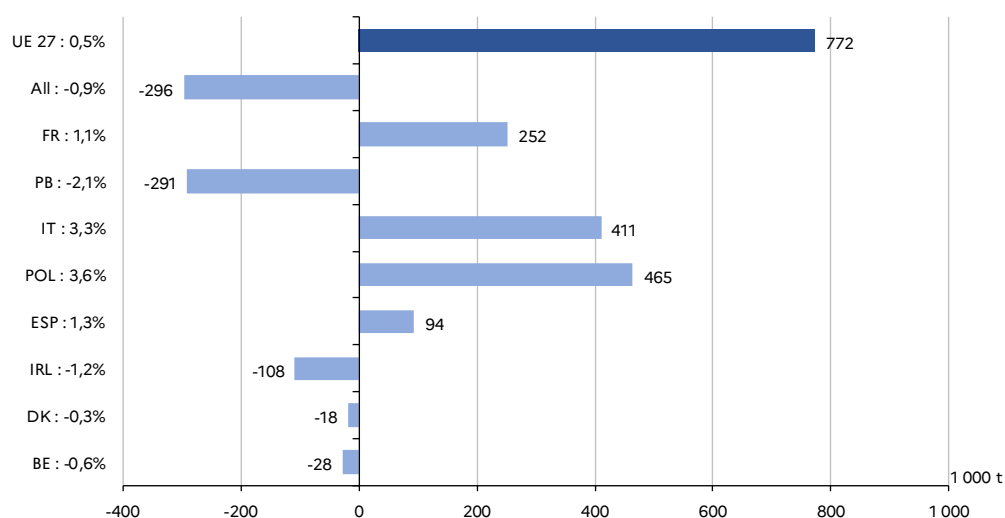
5-33 Collecte annuelle de lait de vache dans l'Union européenne

1 000 t	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Allemagne	31 737	31 164	31 021	32 424	32 127	-0,9
Autriche	3 128	3 154	3 247	3 243	3 373	4,0
Belgique	4 419	4 381	4 513	4 661	4 633	-0,6
Danemark	5 651	5 644	5 664	5 685	5 667	-0,3
Espagne	7 407	7 472	7 314	7 330	7 424	1,3
Finlande	2 355	2 272	2 216	2 196	2 161	-1,6
France	24 468	24 192	24 053	23 417	23 669	1,1
Grèce	650	660	648	629	626	-0,4
Irlande	8 530	9 018	9 087	8 710	8 601	-1,2
Italie	11 861	13 042	12 808	12 570	12 981	3,3
Luxembourg	434	438	438	438	437	-0,3
Pays-Bas	13 947	13 603	13 762	13 894	13 603	-2,1
Portugal	1 914	1 909	1 851	1 891	1 869	-1,2
Suède	2 765	2 782	2 765	2 819	2 789	-1,1
Chypre	271	298	286	304	304	0,0
Estonie	786	799	800	860	910	5,9
Hongrie	1 621	1 739	1 700	1 652	1 723	4,3
Lettonie	789	813	811	829	832	0,4
Lituanie	1 356	1 349	1 363	1 352	1 396	3,3
Malte	43	40	39	37	38	2,1
Pologne	12 423	12 515	12 779	13 021	13 485	3,6
Rép. tchèque	3 183	3 129	3 173	3 223	3 274	1,6
Slovaquie	831	823	824	807	811	0,4
Slovénie	579	589	575	559	561	0,5
Bulgarie	692	679	662	690	670	-2,8
Roumanie	1 132	1 126	1 134	1 205	1 252	3,9
Croatie	433	429	405	377	377	0,0
UE 27	143 405	144 058	143 937	144 821	145 594	0,5

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat, Enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer et ZMB

5-34 Évolution de la collecte de lait de vache dans l'Union européenne en 2024* (par rapport à 2023)



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat, Enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer et ZMB

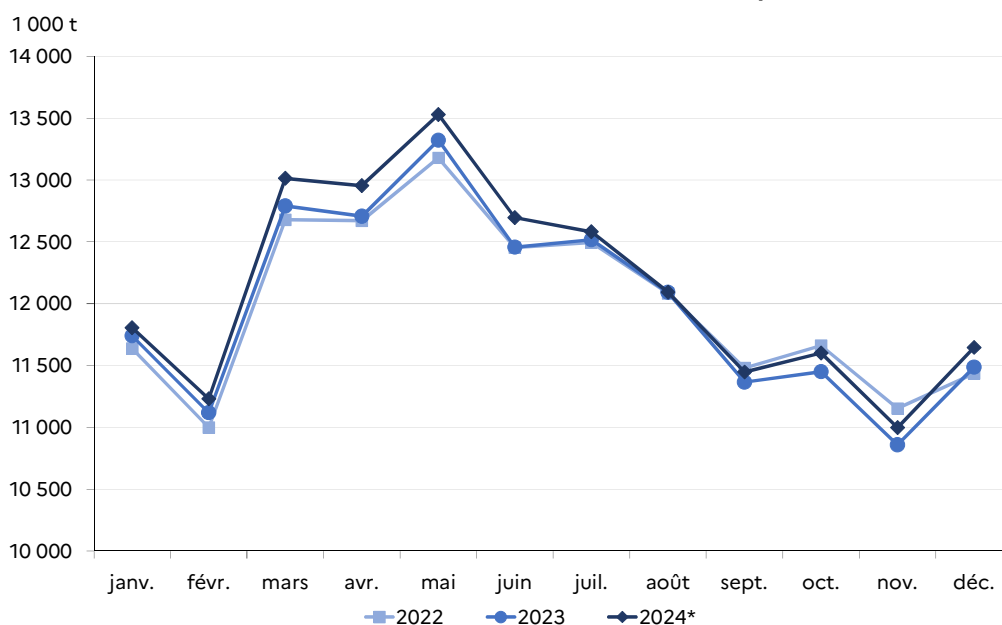
5-35 Collecte laitière et fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne

1 000 tonnes	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Collecte	143 405	144 058	143 937	144 821	145 594	0,5
Beurre	2 125	2 071	2 065	2 102	2 073	-1,4
Crème	2 410	2 481	2 490	2 530	2 615	3,4
Poudre de lait écrémé	1 597	1 432	1 485	1 401	1 362	-2,8
Poudre grasse	672	570	537	552	519	-6,0
Fromages	9 060	9 241	9 195	9 327	9 580	2,7
Lait de consommation	23 055	22 944	22 775	22 850	23 057	0,9

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

5-36 Collecte mensuelle de lait de vache dans l'Union européenne à 27



*Décembre 2024 estimé

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

5-37 Fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne par catégorie

Beurre

1 000 tonnes	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Allemagne	504	471	473	480	476	-0,9
France	404	403	400	395	391	-1,1
Irlande	264	276	269	273	264	-3,5
Pologne	243	231	243	264	256	-3,2
Pays-Bas	133	138	138	126	120	-4,6
UE 27	2 125	2 071	2 065	2 102	2 073	-1,4

Crème

1 000 tonnes	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Allemagne	529	544	525	521	532	2,1
France	494	502	513	525	530	0,9
Espagne	169	163	181	228	271	19,0
Belgique	232	258	264	274	277	0,8
Pologne	259	260	266	262	262	0,3
UE 27	2 410	2 481	2 490	2 530	2 615	3,4

Poudre de lait écrémé

1 000 tonnes	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
France	404	399	380	363	375	3,3
Allemagne	414	353	352	348	325	-6,5
Belgique	155	155	197	182	177	-2,7
Pologne	165	153	151	159	165	3,4
Irlande	132	133	157	144	110	-23,6
UE 27	1 597	1 432	1 485	1 401	1 362	-2,8

Poudre grasse

1 000 tonnes	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Pays-Bas	177	118	89	85	80	-5,9
Allemagne	122	117	131	132	134	2,0
France	121	120	119	113	111	-2,0
Danemark	69	74	64	55	49	-9,5
Belgique	70	40	27	40	35	-13,5
UE 27	672	570	537	552	519	-6,0

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Fromages

1 000 tonnes	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Allemagne	2 440	2 470	2 429	2 453	2 532	3,2
France	1 695	1 733	1 730	1 711	1 744	1,9
Italie	1 134	1 197	1 201	1 205	1 216	0,9
Pays-Bas	970	947	942	949	932	-1,8
Pologne	907	942	945	1 001	1 047	4,6
UE 27	9 060	9 241	9 195	9 327	9 580	2,7

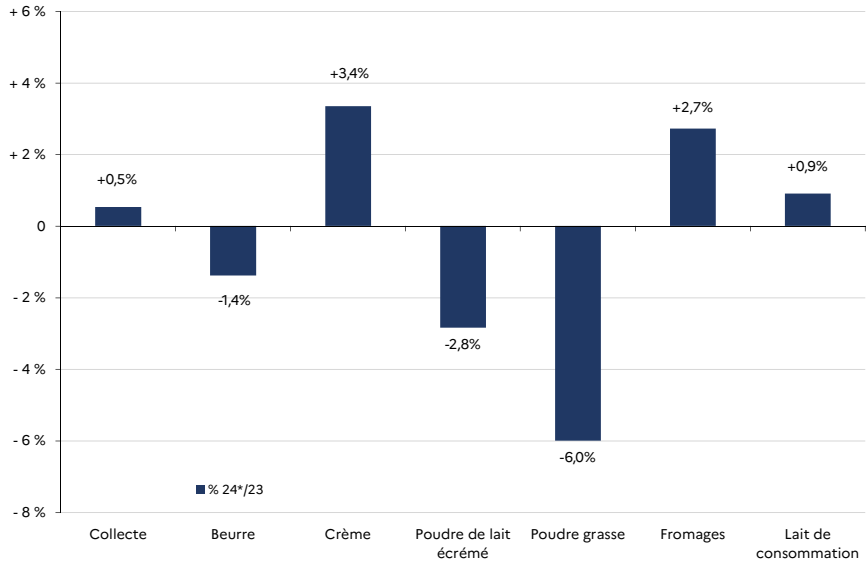
Lait de consommation

1 000 tonnes	2020	2021	2022	2023	2024*	% 24*/23
Pologne	1 981	1 958	1 978	1 920	1 913	-0,4
Allemagne	4 554	4 380	4 103	4 032	3 984	-1,2
Espagne	3 574	3 977	4 245	4 573	5 031	10,0
France	3 151	2 907	2 785	2 777	2 742	-1,3
Italie	2 307	2 481	2 522	2 510	2 469	-1,6
UE 27	23 055	22 944	22 775	22 850	23 057	0,9

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

5-38 Évolution de la collecte et des fabrications européennes (UE 27) de produits laitiers



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

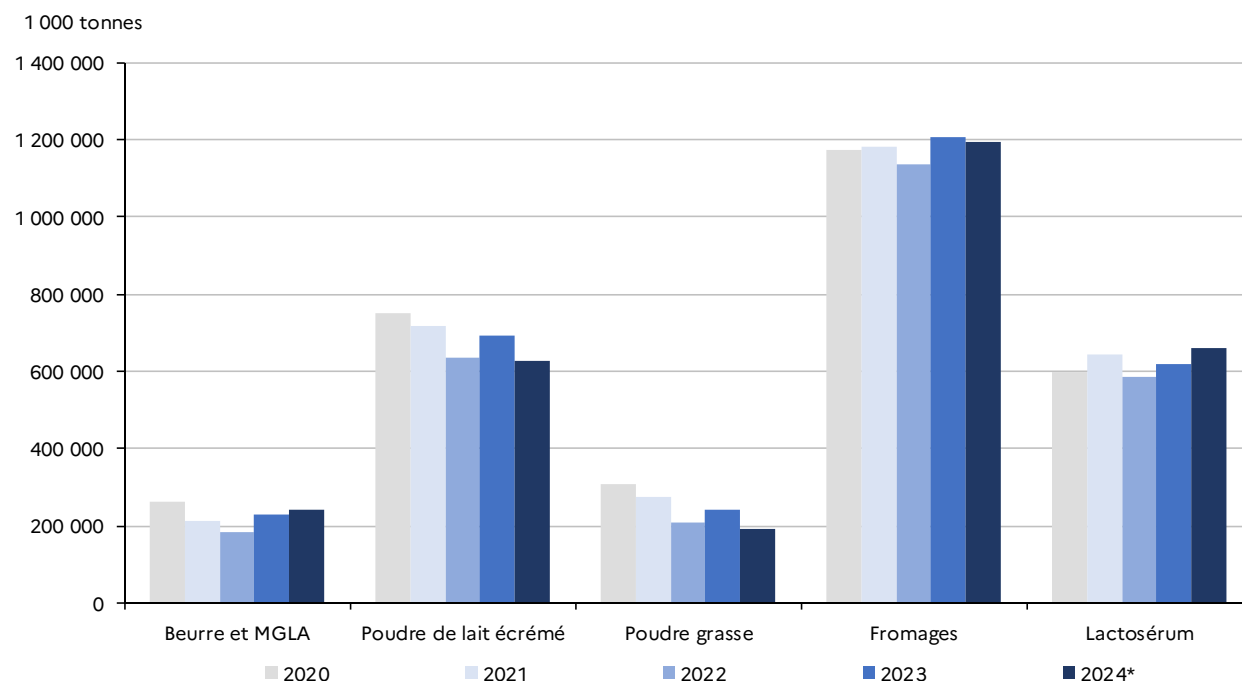
5-39 Commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne à 27 avec les pays tiers

Tonnes	2020	2021	2022	2023	2024*	%24*/23
EXPORTATIONS						
Beurre et MGLA	311 295	255 414	244 860	277 066	270 003	-2,5
Poudre de lait écrémé	785 491	739 490	662 252	727 628	666 088	-8,5
Poudre grasse	335 420	284 116	226 562	253 199	202 949	-19,8
Fromages	1 394 779	1 376 373	1 319 517	1 377 036	1 378 987	0,1
Lactosérum	672 437	698 488	639 447	673 105	716 597	6,5
IMPORTATIONS						
Beurre et MGLA	48 959	42 155	59 511	49 909	28 980	-41,9
Poudre de lait écrémé	34 434	23 188	28 287	33 871	38 578	13,9
Poudre grasse	26 775	10 328	17 762	13 040	10 719	-17,8
Fromages	222 256	195 546	185 967	171 912	187 742	9,2
Lactosérum	75 161	54 645	55 929	55 638	59 348	6,7
SOLDE						
Beurre et MGLA	+262 336	+213 259	+185 350	+227 158	+241 023	
Poudre de lait écrémé	+751 057	+716 301	+633 965	+693 757	+627 509	
Poudre grasse	+308 646	+273 787	+208 799	+240 159	+192 230	
Fromages	+1 172 523	+1 180 827	+1 133 550	+1 205 124	+1 191 246	
Lactosérum	+597 276	+643 843	+583 518	+617 467	+657 249	

*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

5-40 Solde du commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

5-41 Prix moyen du lait payé aux producteurs

Moyenne annuelle pondérée par les collectes mensuelles, taux réel

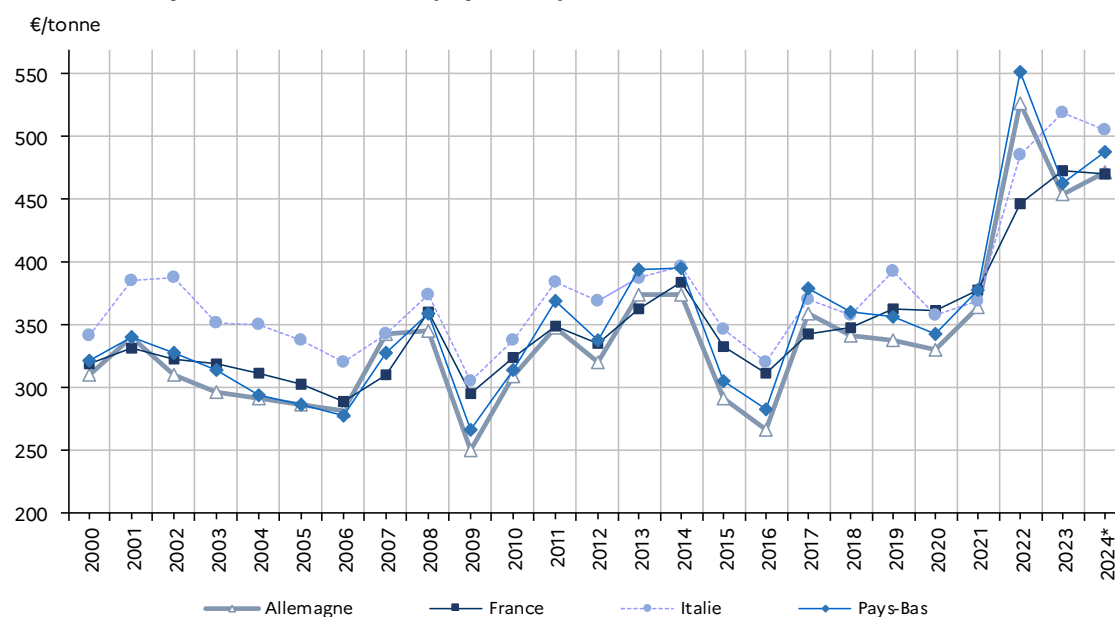
€/tonne	2020	2021	2022	2023	2024*	% 23/24**
Allemagne	330,8	363,8	527,2	453,8	472,3	4,0
Autriche	377,4	396,7	501,9	517,8	497,9	-4,2
Belgique	312,8	364,8	532,3	428,0	459,0	7,4
Danemark	348,1	375,0	537,5	462,0	480,8	3,4
Espagne	322,1	332,4	450,7	530,9	476,4	-10,7
France	362,0	378,1	446,5	473,1	471,0	-0,5
Irlande	335,0	394,6	572,8	419,4	489,3	16,8
Italie	357,9	369,3	485,2	519,2	506,2	-2,9
Pays-Bas	343,2	377,5	551,8	463,5	488,0	5,3
Hongrie	300,3	315,2	431,4	460,4	430,9	-7,1
Pologne	315,0	344,0	489,8	457,1	483,5	6,6
République tchèque	315,7	343,8	459,0	451,4	441,3	-2,6
Bulgarie	315,6	332,7	431,4	439,9	444,1	1,0
Roumanie	311,5	322,8	475,4	462,8	445,4	-4,0
UE 27	341,0	367,4	501,1	469,5	476,6	1,4

*Moyenne calculée sur 11 mois

**Évolution calculée sur 11 mois

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

5-42 Prix moyen annuel** du lait payé aux producteurs

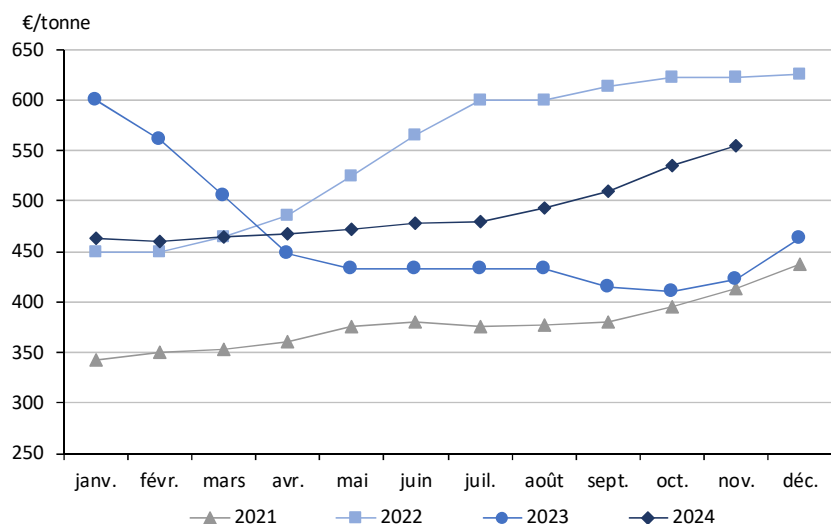


*Moyenne calculée sur 11 mois

**Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre

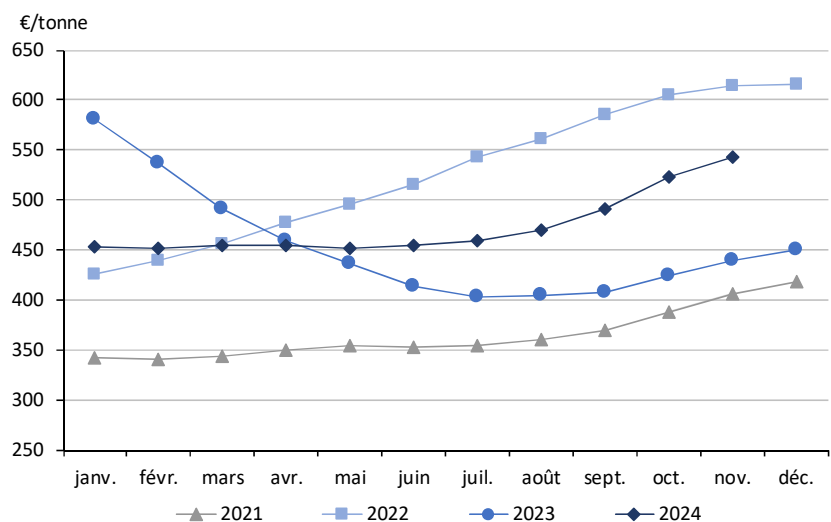
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

5-43 Prix moyen du lait de vache (taux réel) aux Pays-Bas



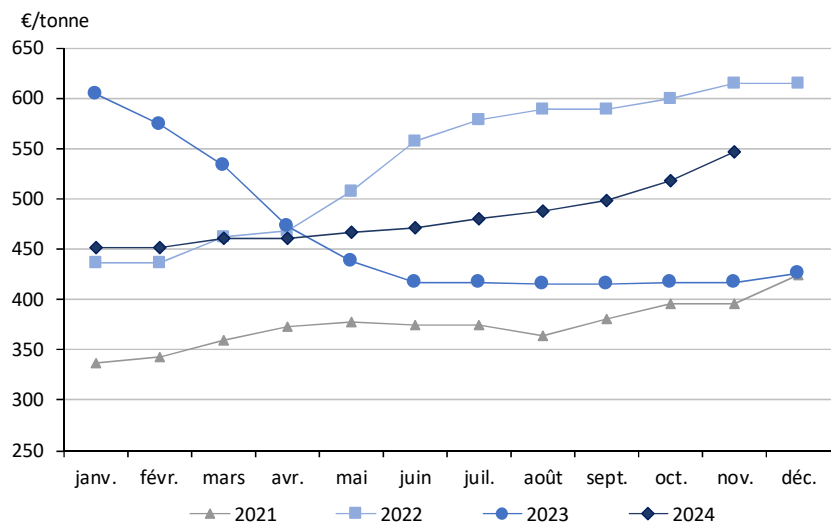
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-44 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Allemagne



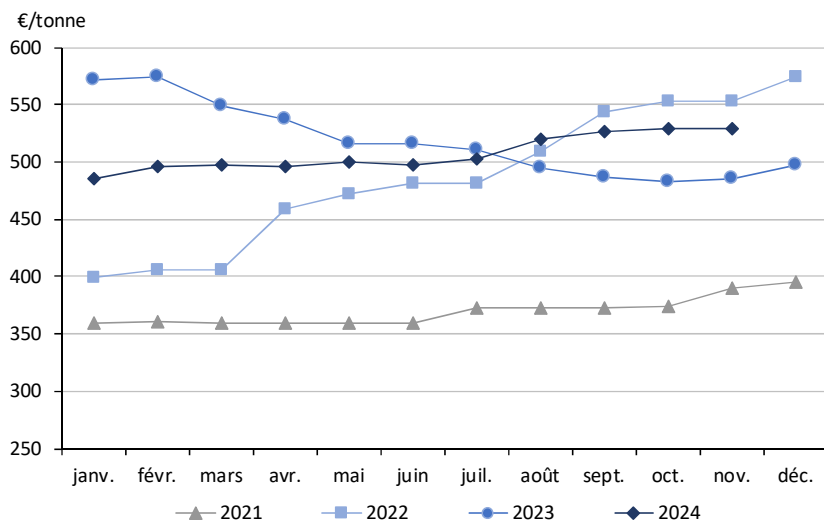
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-45 Prix moyen du lait de vache (taux réel) au Danemark



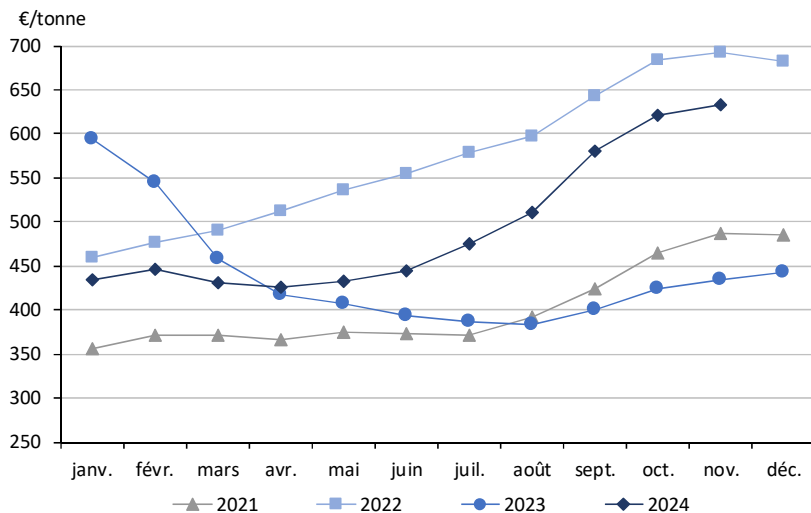
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-46 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Italie



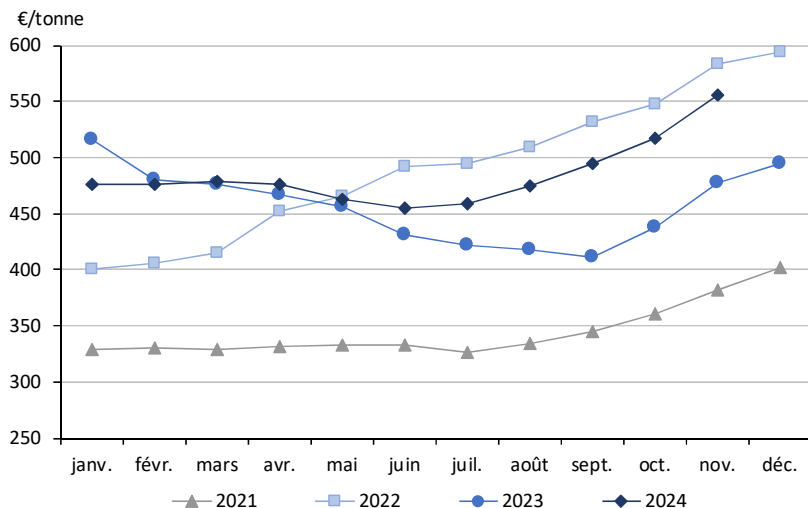
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-47 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-48 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Pologne



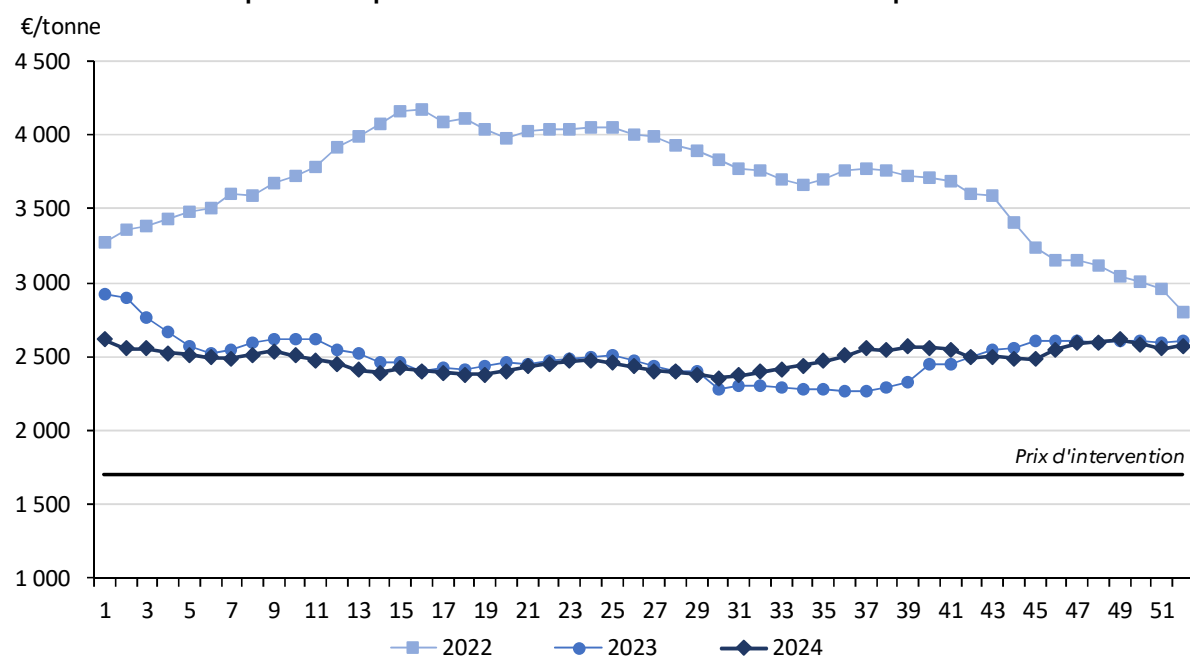
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

5-49 Cotations européennes (UE à 27) des produits industriels

€/tonne	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Beurre	3 367,4	4 165,8	6 678,0	4 823,1	6 543,3	35,7
Poudre 0 %	2 214,8	2 608,6	3 678,2	2 496,1	2 482,2	-0,6
Poudre 26 %	2 793,0	3 255,6	4 772,6	3 513,1	3 883,2	10,5
Poudre de lactosérum	748,7	967,0	1 189,9	756,9	845,4	11,7
Gouda	3 177,6	3 327,8	4 737,2	4 413,6	4 461,4	1,1
Cheddar	3 034,8	3 179,4	4 234,0	4 180,7	3 934,0	-5,9
Edam	3 120,9	3 328,7	4 856,6	4 235,8	4 472,9	5,6

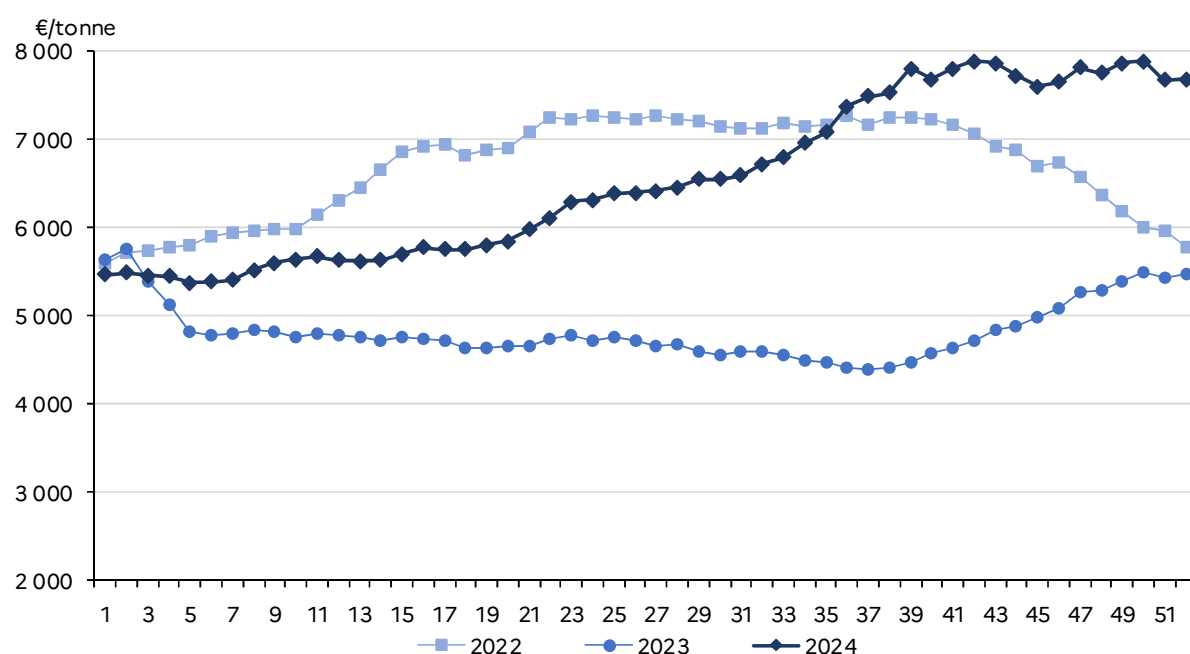
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

5-50 Évolution du prix de la poudre de lait écrémé dans l'Union européenne à 27



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

5-51 Évolution du prix du beurre dans l'Union européenne à 27



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Le marché mondial du lait de vache

› Une collecte mondiale stable en 2024, malgré des évolutions locales contrastées

En 2024, la collecte cumulée des 5 grandes zones exportatrices (Union européenne à 27, États-Unis, Nouvelle-Zélande, Australie et Argentine, par la suite appelée **collecte mondiale**), est restée stable. Cependant, tout comme en 2023, la collecte en 2024 a suivi deux dynamiques inverses au cours de l'année : sur les 7 premiers mois, la collecte mondiale de lait de vache a été limitée (- 0,4 %/2023), puis les volumes ont été plus abondants sur la dernière partie de l'année (+ 0,5 % sur août-novembre par rapport à la même période de 2023).

Cette dynamique en deux temps observée au niveau mondial est en partie liée à celle de la collecte en **Nouvelle-Zélande**. Sur le premier semestre, les volumes ont reculé (- 0,9 %/1^{er} semestre 2023) tandis que sur juillet-novembre, la collecte a progressé de 4,5 %. Ce retour des volumes s'est fait à la faveur d'un hiver particulièrement doux en Nouvelle-Zélande, et à un léger décalage des naissances d'après CZ Insights. En parallèle, la production en **Australie** a progressé de 2,5 % par rapport à 2023. En revanche, dans ce pays, les volumes étaient plutôt en progression sur le début de l'année (+ 3,7 %/1^{er} semestre 2023), mais ont ralenti en fin d'année. D'après l'Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics and Sciences, c'est ce ralentissement de fin d'année qui devrait donner le ton de l'ensemble de la campagne 2024-25, laquelle collecte australienne est annoncée en repli de 1 %, en raison d'une baisse de cheptel.

Aux **États-Unis**, la production laitière a été perturbée par l'épidémie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP). Celle-ci a d'abord été détectée dans le Texas, dont la production avait déjà été affectée dès février par des feux de forêt dans la région du Panhandle, où se trouve à la fois des troupeaux allaitants et d'importantes exploitations laitières. Rapidement, d'autres États « laitiers » ont été touchés par l'IAHP, et notamment la Californie. Les volumes californiens ont particulièrement été affectés sur le dernier trimestre (- 6,1 %/dernier trimestre 2023). C'est d'ailleurs cet État qui a le plus pénalisé la collecte totale annuelle. En effet, la collecte aux États-Unis s'est repliée de 0,5 % par rapport à 2023. La Californie représentait 18 % des volumes américains sur 2023-2024. Les volumes californiens ont reculé de 1,7 %, tandis qu'ils sont restés stables dans le Wisconsin (14,2 % des volumes totaux) et dans l'Idaho (7,5 % des volumes). Ils ont même progressé dans le Texas (7,5 % des volumes, + 2,5 %/2023), grâce à une collecte dynamique sur le second semestre 2024. Dans ce contexte de production marqué par une tension grandissante sur la fin d'année, les fabrications de fromages et de beurre ont toutefois pu être préservées au global sur l'année. La production de poudre maigre a quant à elle fortement chuté (- 10,6 %/2023), s'ajustant à la demande mondiale.

En Amérique latine, les tendances ont été divergentes. En **Argentine**, les volumes ont chuté de 6,7 %. La collecte du premier semestre a particulièrement souffert, en perdant 13,0 % par rapport au 1^{er} semestre 2023. D'après USDA et l'OCLA, la sécheresse et les conditions économiques difficiles (dévaluation du peso argentin et envolée des prix des intrants nécessaires à l'élevage laitier) ont conduit à une baisse du cheptel et de la production laitière. Au **Brésil**, les 4 premiers mois de 2024 ont été marqués par une collecte dynamique (+ 2,8 %/janvier-avril 2023). Les volumes ont ensuite oscillé entre légères pertes et légers rattrapages. Sur le troisième trimestre en particulier, la production laitière a probablement été pénalisée par la longue sécheresse qui a sévi. Au total, sur 9 mois, la collecte brésilienne a progressé de 1,1 % par rapport à 2023. Au **Mexique**, la progression des volumes s'est poursuivie sur un rythme similaire à celui des deux années antérieures (+ 1,7 %/2023). En **Uruguay** au contraire, la production a subi un net repli (- 5,1 %/2023), avec une collecte en repli de 3,1 %.

En **Europe**, en parallèle des volumes de l'Union européenne à 27, la production britannique a été plus nettement orientée à la hausse (+ 0,9 %/2023), avec notamment une progression des volumes en fin d'année et ce malgré la présence de la FCO-3 depuis novembre 2023. En **Biélorussie**, les volumes ont fortement augmenté (+ 5,1 %/2023), soit une évolution de plus de 18 % en 5 ans. En **Russie**, la hausse a été plus modérée (+ 0,5 %/2023).

› Des dynamiques d'échanges mondiaux très disparates selon les produits

Les **exportations mondiales**, approchées par la somme des envois de plusieurs zones (Nouvelle-Zélande, Australie, États-Unis, Union européenne et Argentine) ont connu des dynamiques différentes selon les produits en 2024.

Les exportations mondiales de **fromages** ont été très dynamiques en 2024 (+ 5,2 %/11 mois 2023). Les plus gros contributeurs à cette progression au niveau mondial ont été les États-Unis. Ces derniers ont renforcé leurs envois de 17,7 %. Près des deux tiers des volumes supplémentaires ont été à destination du Mexique (+ 29,8 %). D'autres destinations ont également été demandeuses, comme la Corée du Sud (+ 25,7 %) ou bien d'autres pays d'Amérique Centrale : les envois vers le Panama ont augmenté de 29,7 %, ceux vers le Costa Rica de 58,0 % et ceux vers le Guatemala de 10,4 %. En parallèle, l'Australie a également renforcé ses exportations (+ 30,0 %/2023). L'essentiel de cette progression s'est faite vers le Japon (+ 39,9 %), et le reste vers d'autres pays asiatiques. Les volumes de fromages argentins exportés ont également augmenté en 2024 (+ 16,2 %/2023). Cette hausse des envois s'est faite à la faveur d'envois renforcés vers le Brésil, principal client de l'Argentine en ce qui concerne ses fromages.

Les envois mondiaux de **poudre grasse** sont restés stables (- 0,3 %/2023 sur 11 mois). Premier exportateur mondial, la Nouvelle-Zélande a légèrement augmenté ses envois en 2024, et ce malgré la moindre demande de ses deux premiers clients, la Chine (- 1,7 %) et l'Algérie (- 16,9 %). Les envois ont par contre particulièrement progressé vers Singapour (+ 36,0 %) et Oman (+ 105,5 %), mais aussi vers la Malaisie, l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis. L'Union européenne est le deuxième exportateur mondial, mais à un niveau d'exportation de poudre grasse bien inférieur à celui de la Nouvelle-Zélande. Ses envois ont tout de même pénalisé le total mondial, car ils ont chuté de 20 % en 2024. À l'inverse, d'autres exportateurs de niveau secondaire ont renforcé leurs envois. C'est le cas de l'Australie (+ 41,8 %) et de l'Argentine (+ 14,4 %). À la différence de la Nouvelle-Zélande, l'Australie a pu renforcer ses envois vers la Chine en 2024 (+ 31,1 %, + 4 438 t sur 11 mois). Les exportations en provenance d'Argentine ont quant à elles pu grossir grâce aux envois à destination de l'Algérie (+ 112,1 % sur 11 mois, soit + 18 178 t). Ces derniers avaient fortement chuté entre 2022 et 2023, et la hausse de 2024 n'a pas permis de retrouver les volumes de 2022.

Les exportations mondiales de **poudre maigre** ont reculé en 2024 (- 3,9 %), face à une demande amoindrie, surtout sur le premier semestre (- 5,8 %/1^{er} semestre 2023). Les États-Unis ont réduit leurs envois de 6,6 %. La baisse de leurs envois vers leur premier client, le Mexique, explique la moitié de la baisse des envois américains. Les diminutions des envois vers la Chine et l'Indonésie ont également affecté le total des envois des États-Unis. En parallèle d'une demande plus timide sur les marchés du Sud-Est asiatique, d'après Hoogwegt, les investissements américains faits sur la production de fromages ont redirigé une partie du lait vers ce produit, qui a une meilleure valorisation, ce qui a aussi participé à limiter la production de poudre maigre. Le prix américain de la poudre maigre a également été largement moins compétitif que ce qu'il a pu être en 2020-2022 face aux prix européens et océaniens. En parallèle, les envois européens ont perdu 7,7 % (voir marché Union européenne, page 161). En revanche, les envois australiens et argentins ont grossi en 2024 (+ 27,9 % et + 16,6 % respectivement).

Sur l'année 2024, les **exportations mondiales de matières grasses (beurre et MGLA)** ont reculé de 4,6 %. Les volumes ont tout particulièrement été bas sur la période d'avril à août (- 11,6 % par rapport à la même période en 2023). Les volumes néo-zélandais ont le plus sévèrement participé à ce recul annuel. Malgré un renforcement vers la Chine, où la demande pour le beurre est haussière, particulièrement dans le secteur boulangerie-viennoiserie-pâtisserie, la Nouvelle-Zélande a perdu des volumes vers ses autres clients, notamment vers le Mexique (- 35,8 % sur 11 mois pour la MGLA). En revanche, les exportations en provenance des États-Unis se sont redressées (+ 28,4 %), après s'être effondrées en 2023 (- 49,2 %/2022). Elles sont toutefois restées bien inférieures à leur niveau de 2022 (- 36,0 %/2022). En parallèle, les envois australiens ont plus que doublé en 2024, retrouvant un niveau d'exportation similaire à celui de 2021.

› Une nouvelle envolée du prix du beurre en 2024

En Océanie comme en Europe, le **prix du beurre industriel** a connu une nouvelle flambée en 2024, après celle encore récente de fin 2021 et 2022. Les niveaux atteints ont dépassé les précédents records, établis lors de cette période (voir tableau 5-55). D'après USDA, le prix océanien a atteint son pic à la mi-juin 2024, à 7 863 US\$/t, soit 7 340 €/t. Le pic de prix sur la zone de l'Europe de l'Ouest a été plus tardif, fin septembre, à 9 250 US\$/t, soit 8 724 €/t. Ce décalage des pics de prix a engendré un écart moyen de prix du beurre entre ces deux bassins de production dépassant les 2 600 €/t en fin d'année. Ces flambées de prix sont à relier avec le reflux des disponibilités mondiales en beurre sur le premier semestre, et même jusqu'à août, avec des exportations en repli en Nouvelle-Zélande et dans l'Union européenne notamment. Un effet dopé par la suite par la multiplication des foyers de FCO-3 en Europe. Une fois ces maxima atteints, les prix dans les deux zones sont restés à des niveaux élevés, proches des records de 2022 (voir figure 5-57). Aux États-Unis, la hausse moyenne du prix du beurre a été plus limitée. Le marché domestique y a été préservé, après une année 2023 marquée par les pénuries de beurre. D'une part, les fabrications de beurre y ont été renforcées (+ 5,5 %/2023, établissant un nouveau record de production après celui de 2020) tandis que d'autre part, si les exportations 2024 ont bel et bien progressé par rapport à 2022, elles ont toutefois été limitées par rapport à 2021 et 2022.

À la différence des flambées de prix en 2021-2022, le phénomène ne s'est pas reproduit sur les **prix de la poudre maigre**. Ces derniers sont restés tout au long de l'année très stables (voir tableau 5-55 et le graphique 5-56), en lien avec une moindre demande mondiale, et un ajustement des fabrications chez les plus gros exportateurs (- 10,6 % aux États-Unis et - 3,7 % dans l'Union européenne). En parallèle, les **prix de la poudre grasse** ont renoué avec les hausses, et notamment sur la fin d'année, période à laquelle se font le plus les échanges de poudre grasse, ce qui démontre d'une demande renforcée. Enfin, les prix de la **poudre de lactosérum** ont également progressé, mais la dynamique a été nettement plus marquée aux États-Unis.

› Les prix du lait mondiaux ont également augmenté en 2024

Tout comme dans l'Union européenne (voir partie précédente, page 161), les prix du lait se sont inscrits au-dessus de leurs niveaux de 2023.

Largement tourné vers l'exportation et principal exportateur mondial de beurre, la filière laitière néo-zélandaise a bénéficié de la dynamique haussière du prix du beurre qui a sans doute participé à la hausse du prix du lait. De même, la hausse de prix de la poudre grasse, encore le principal produit exporté par la Nouvelle-Zélande, a pu jouer sur le prix aussi. En effet, le **prix du lait néo-zélandais** est repassé au-dessus de son niveau de 2023 dès le début du 2nd semestre 2024. Au

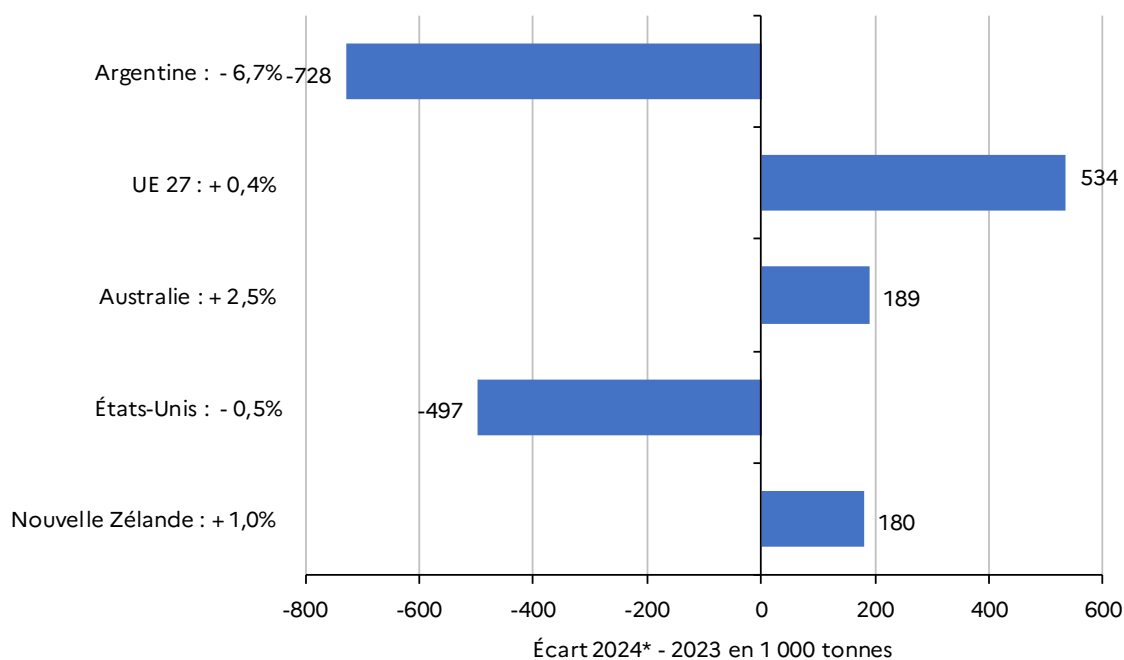
mois de décembre, à 417,2 €/t, le prix du lait était 92,5 €/t supérieur à celui de décembre 2023, et dépassait également le niveau de prix de 2022 (+ 10,7 €/t/décembre 2023).

Aux **États-Unis**, le prix du lait est repassé au-dessus du niveau de 2023 dès le mois d'avril. Les hausses de prix ont dépassé les 100 €/t au cours de l'été. En décembre, il atteignait 490,2 €/t, en augmentation de 73,7 €/kg par rapport à décembre 2023, mais encore 24,1 €/t en deçà de son niveau de 2022.

En **Argentine**, le prix du lait en peso argentin a connu une progression exponentielle depuis la fin 2023. En euro, le prix du lait argentin semble tout de même avoir connu une dynamique similaire à celle des autres pays, où le prix du lait a été supérieur à celui de 2023 une grande partie de l'année (graphique 5-59).

En revanche, en **Chine**, le prix du lait s'est inscrit toute l'année sous son niveau de 2023. Le déséquilibre entre l'offre et la demande semble s'être poursuivi, alors que la production a de nouveau augmenté en 2024, même si le rythme de croissance a nettement ralenti (+ 1,4 %/2023, contre + 9,4 % entre 2022 et 2023 d'après USDA).

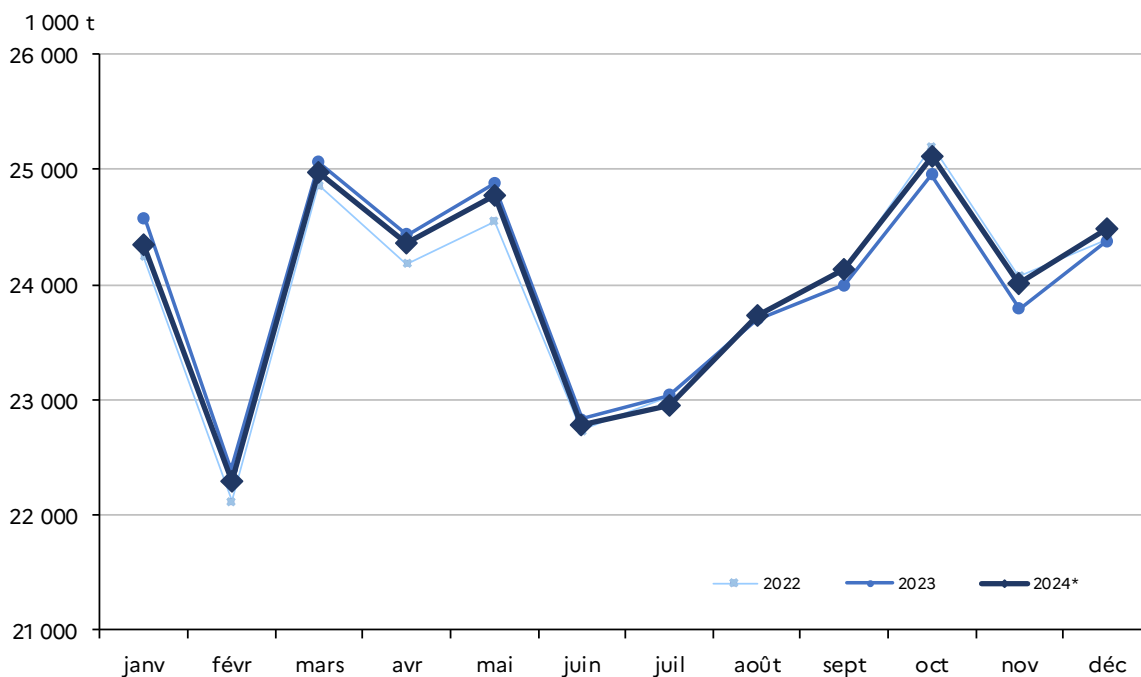
5-52 Évolution de la collecte entre 2023 et 2024* dans les principaux pays producteurs



*Estimation de la collecte européenne du mois de décembre

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

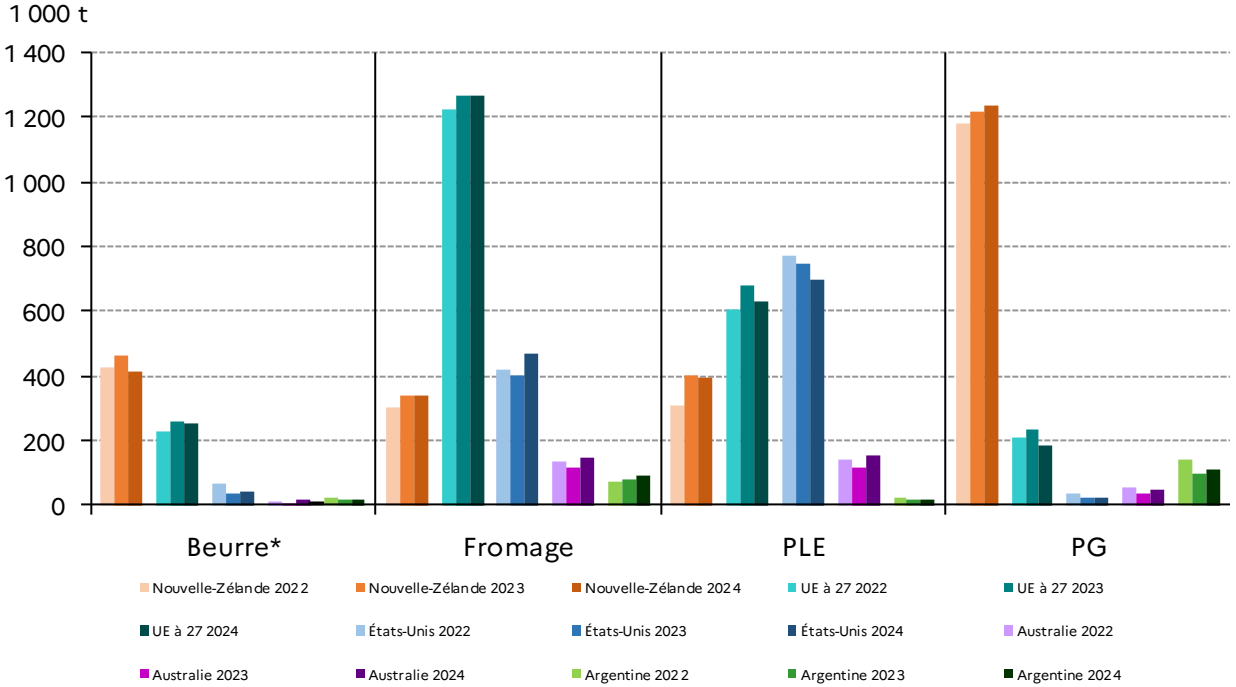
5-53 Collecte « mondiale » de lait de vache (cumul des principaux producteurs : Union européenne à 27, États-Unis, Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande)



*Estimation de la collecte européenne du mois de décembre

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

5-54 Exportations de produits laitiers depuis les principales zones exportatrices (cumul 11 mois)



Source : FranceAgriMer d'après douanes
*Beurre et MGLA, en équivalent beurre

5-55 Cours des produits laitiers industriels sur les marchés mondiaux

€/tonne	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Poudre 0 %						
FOB Océanie	2 460,9	2 834,3	3 658,8	2 494,1	2 515,1	0,8
FOB Europe de l'Ouest	2 154,3	2 622,3	3 747,4	2 511,5	2 525,0	0,5
FOB États-Unis	2 032,1	2 325,0	3 535,2	2 454,6	2 501,2	1,9
Beurre						
FOB Océanie	3 397,5	4 317,2	5 497,1	4 520,6	6 273,9	38,8
FOB Europe de l'Ouest	3 213,4	4 232,9	6 819,2	4 905,0	6 768,1	38,0
FOB États-Unis	3 134,5	3 183,9	5 957,4	5 343,6	5 882,3	10,1
Poudre 26 %						
FOB Océanie	2 621,5	3 252,6	3 665,2	2 866,9	3 185,3	11,1
FOB Europe de l'Ouest	2 704,4	3 309,4	4 882,2	3 553,2	3 991,2	12,3
Poudre de lactosérum						
FOB Europe de l'Ouest	766,5	1 035,2	1 256,8	790,3	894,6	13,2
FOB États-Unis	695,0	1 049,7	1 272,1	742,7	972,6	31,0
Cheddar						
FOB Océanie	3 490,6	3 731,5	5 171,7	4 084,6	4 148,4	1,6
FOB États-Unis	3 968,8	3 201,8	4 370,5	3 762,2	3 687,9	-2,0

Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

5-56 Prix de la poudre de lait écrémé sur le marché mondial



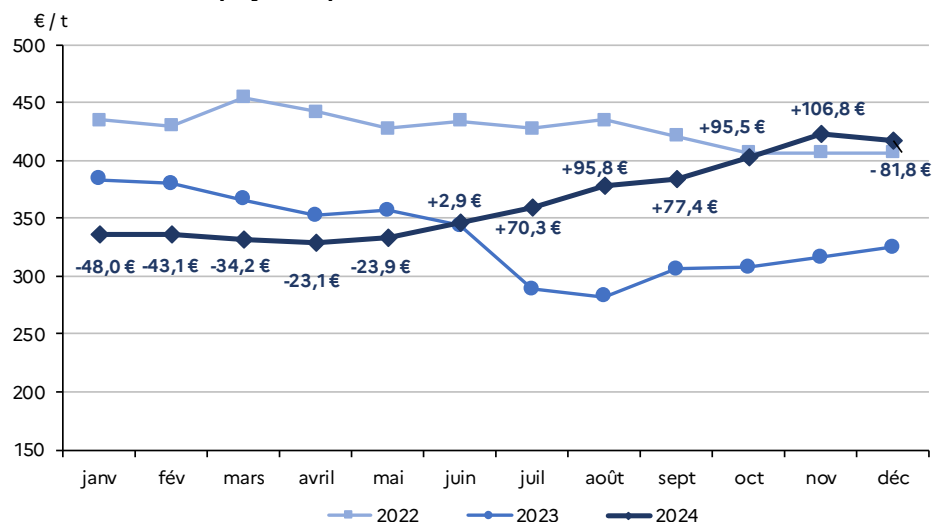
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

5-57 Prix du beurre sur le marché mondial



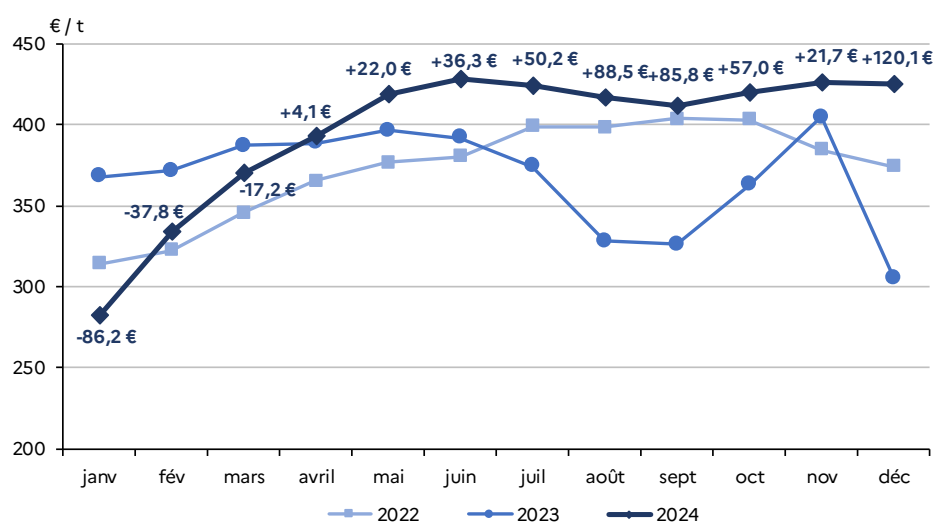
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

5-58 Prix du lait payé au producteur en Nouvelle-Zélande et écarts entre 2023 et 2024



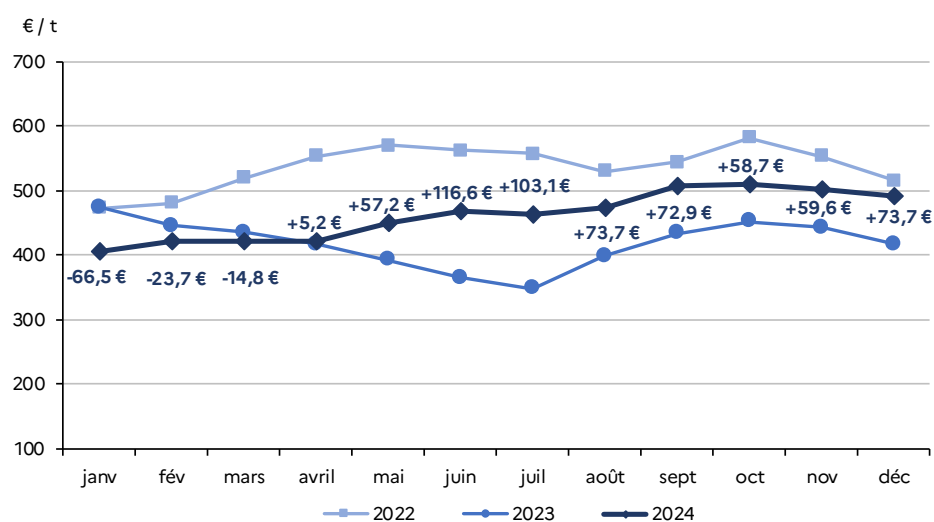
Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

5-59 Prix du lait payé au producteur en Argentine et écarts entre 2023 et 2024



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

5-60 Prix du lait payé au producteur aux États-Unis (tous laits) et écarts entre 2023 et 2024



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

Le marché du lait de brebis en France

Pour la filière laitière ovine, compte tenu de la forte saisonnalité de la production, la période étudiée est la campagne laitière, allant du mois d'octobre de l'année n-1 au mois de septembre de l'année n.

› La collecte de lait de brebis s'est repliée sur la campagne 2023/24 après avoir stagné sur les deux campagnes précédentes

Après s'être maintenue entre 2021/22 et 2022/23, la collecte de lait de brebis a diminué de 3,0 % sur la campagne 2023/24. Au total, les volumes collectés de lait de brebis se sont élevés à 286,7 millions de litres.

Dans la continuité de la tendance observée depuis l'été 2023, la collecte de la campagne 2023/24 a connu un démarrage en dessous des deux campagnes précédentes et a reculé de 4,8 % (- 8,1 millions de litres) sur les six premiers mois de la campagne. Au pic de la collecte, durant la période mars-avril, les livraisons de lait de brebis ont diminué de 3,0 % (soit - 2,5 millions de litres). Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce recul. D'abord, la production a été pénalisée par une baisse du cheptel reproducteur laitier ovien (- 1,2 %, soit - 36 000 têtes) selon l'enquête du cheptel de novembre 2023 et une baisse du nombre de points de livraison (- 1,2 %). À cela s'ajoute la moindre qualité des fourrages récoltés au printemps 2024, conséquence des conditions météorologiques défavorables, affectant ainsi la productivité des brebis et renforçant le repli de la collecte. À partir de juin, la collecte s'est redressée pour la première fois depuis 12 mois, sans toutefois rattraper le déficit accumulé.

Par ailleurs, les évolutions sont contrastées selon les bassins de production. En Occitanie, représentant 75,3 % de la collecte totale de lait de brebis, les volumes de lait livrés ont diminué de 3,4 % (- 7,7 millions de litres). Dans cette région, le nombre de livreurs et le cheptel reproducteur laitier ont baissé, respectivement de 1,3 % et 1,1 %. En Nouvelle-Aquitaine et en Corse, les volumes livrés de lait de brebis sont restés stables par rapport à la campagne précédente, malgré une baisse plus marquée du cheptel reproducteur laitier dans ces deux régions, respectivement de - 6,6 % et - 2,8 %.

Dans le même temps, entre octobre 2023 et septembre 2024, la collecte de lait de brebis biologique a atteint 32,1 millions de litres, marquant une baisse de 3,0 % par rapport à la campagne précédente. Le repli de la collecte a été similaire dans la région d'Occitanie qui pèse pour 94 % de la collecte totale de lait de brebis biologique. Au contraire, soutenue par une hausse du nombre de livreurs (+ 6,6 %), la collecte a progressé de 8,7 % en Nouvelle-Aquitaine, sans contrebalancer la baisse des livraisons en Occitanie. Au niveau national, les brebis laitières certifiées en agriculture biologique ont diminué de 2,7 % entre 2022 et 2023.

› Baisse de certaines charges de production et revalorisation du prix du lait

Après une campagne 2022/23 marquée par une nette hausse des charges des élevages ovins lait, l'IPAMPA lait de brebis a connu une tendance baissière entre octobre 2023 et septembre 2024. Il s'est établi à 131,7 points en moyenne sur la campagne 2023/24, en baisse de 4,1 % comparé à la précédente campagne. Cette évolution s'explique principalement par la baisse du prix des aliments achetés (- 11,0 %) ainsi que par l'évolution du poste « engrais et amendements » qui a

enregistré un repli de 25,2 %, comparé à la campagne précédente. En moyenne, au niveau national, le prix réel du lait de brebis conventionnel payé aux producteurs a été revalorisé de 10,8 % et s'est établi à 1 172 €/1 000 l, tandis que celui du lait biologique a été revalorisé de 3,1 % pour se fixer à 1 419 €/1 000 l. En Nouvelle-Aquitaine, la revalorisation du prix du lait a été supérieure (+ 12,4 %) à celle d'Occitanie (+ 10,7 %).

› Les achats de produits au lait de brebis ont poursuivi leur chute

Les tendances observées depuis 2020 concernant la consommation de produits au lait de brebis se sont encore confirmées en 2024. En effet, les ménages français ont diminué leurs achats pour la quasi-totalité des produits au lait de brebis.

En 2024, malgré le ralentissement de l'inflation, la décroissance des achats de fromages de brebis (- 3,1 %) s'est poursuivie au même rythme qu'en 2023. La baisse de consommation a touché toutes les familles de fromages en 2024 à l'exception des pâtes fraîches, dont les achats ont augmenté de 4,6 % pour la deuxième année successive, tirés à la hausse par les achats de fromages de type Feta qui ne cessent de progresser. En 2024 au regard de 2023, les volumes achetés ont décroché pour les pâtes molles (- 5,8 %) ainsi que pour les fromages à pâte pressée non cuite (- 2,1 %) en lien avec la dégradation de ceux des Pyrénées (- 5,3 %), tandis que les volumes achetés d'Ossau-Iraty se sont redressés (+ 2,7 %) après un fort décrochage observé en 2023 (- 12,0 %). Quant au Roquefort, les achats ont poursuivi leur déclin pour la quatrième année consécutive, avec une diminution plus marquée en 2024 (- 11,0 %) par rapport à 2023 (- 3,0 %).

Les produits ultra-frais au lait de brebis ont également connu une baisse des achats en 2024 (- 7,0 %). Dans cette famille, seuls les achats de fromages frais ont enregistré une progression de 6,4 % par rapport à 2023, tandis que ceux de yaourts ont diminué de 9,5 %. Les achats de desserts frais au lait de brebis ont quant à eux enregistré une chute de 24,6 %.

› Les fabrications de fromages de brebis se sont de nouveau repliées en 2024

Avec le reflux de la collecte nationale, à 56 900 tonnes, les fabrications de fromages de brebis ont de nouveau reculé de 1,5 % comparées à la campagne précédente.

Entre octobre 2023 et septembre 2024, les fabrications de Roquefort ont diminué de 6,5 % par rapport à la campagne 2022/23, pour s'établir à 14 983 (figure 6-5). Parallèlement, les fabrications des fromages à pâte pressée non cuite ont diminué de 1,0 %, tandis que ceux à pâte molle ont progressé de 1,0 %. De leur côté, les fabrications de fromages de brebis biologiques ont accusé un repli plus marqué encore, de 20,8 %, dans un contexte de demande en retrait pour cette catégorie.

Parallèlement, les fabrications de produits ultra-frais (27 940 tonnes) ont mieux résisté et se sont maintenues à leur niveau de la campagne précédente.

› En 2024, les exportations de Roquefort se sont maintenues et celles de fromages de type Feta ont augmenté

En 2024, les exportations de Roquefort ont atteint 3 900 tonnes (figure 6-7), restant stables par rapport à 2023. Les expéditions ont diminué à destination du Royaume-Uni et de l'Allemagne, respectivement de - 3,4 % et - 1,4 %. En revanche, elles ont augmenté vers les États-Unis (+ 20,4 %), l'Italie (+ 8,2 %) et la Belgique (+ 6,3 %). Les envois vers l'Espagne, premier client de la France (avec 31,4 % des volumes), ont progressé pour la deuxième année consécutive (+ 0,7 %).

Dans le même temps, à 11 320 tonnes, les volumes exportés de fromages de type Feta ont augmenté de 4,0 % comparés à 2023, portés par les envois vers l'Allemagne (+ 5,9 %, 8 730 tonnes), premier marché de l'Hexagone. *A contrario*, les envois à destination des États-Unis et de la Belgique ont reculé respectivement de 11,8 % et 3,6 %. Celles vers le Koweït ont bondi pour la deuxième année consécutive (+ 15,5 %).

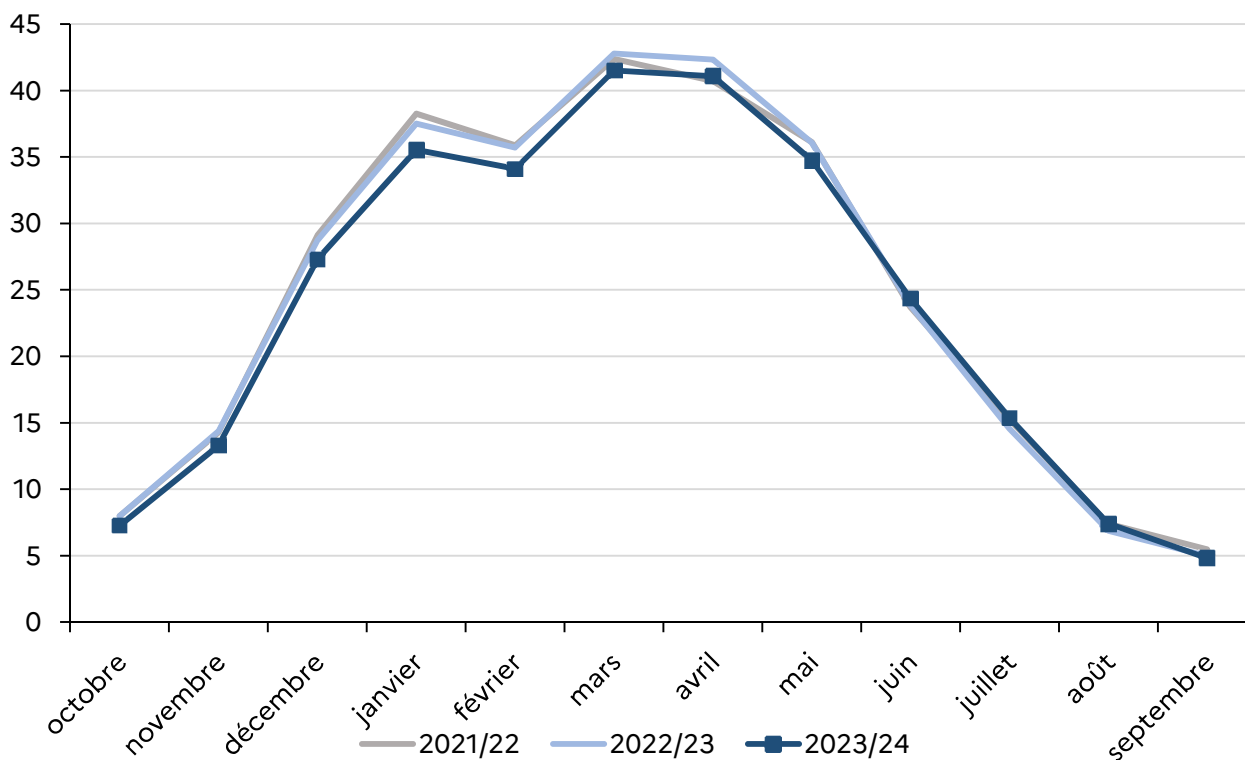
6-1 Collecte nationale de lait de brebis, par campagne

1 000 l	2019/20	2020/21	2021/22	2022/23	2023/24	% 23/24 / 22/23
octobre	7 654	7 971	7 979	7 970	7 252	-9,0
novembre	13 157	14 870	14 263	14 373	13 274	-7,6
décembre	28 282	29 403	29 116	28 728	27 304	-5,0
janvier	37 693	37 445	38 260	37 520	35 545	-5,3
février	38 106	36 625	35 867	35 703	34 110	-4,5
mars	43 706	44 401	42 371	42 790	41 499	-3,0
avril	41 716	43 443	40 706	42 340	41 074	-3,0
mai	34 536	36 940	36 117	36 075	34 749	-3,7
juin	23 409	24 788	23 686	23 824	24 366	2,3
juillet	14 744	15 465	15 260	14 558	15 386	5,7
août	7 261	7 837	7 402	6 879	7 403	7,6
septembre	5 562	5 402	5 476	4 978	4 811	-3,4
TOTAL	295 826	304 590	296 503	295 738	286 773	-3,0

Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

6-2 Collecte mensuelle de lait de brebis, total France

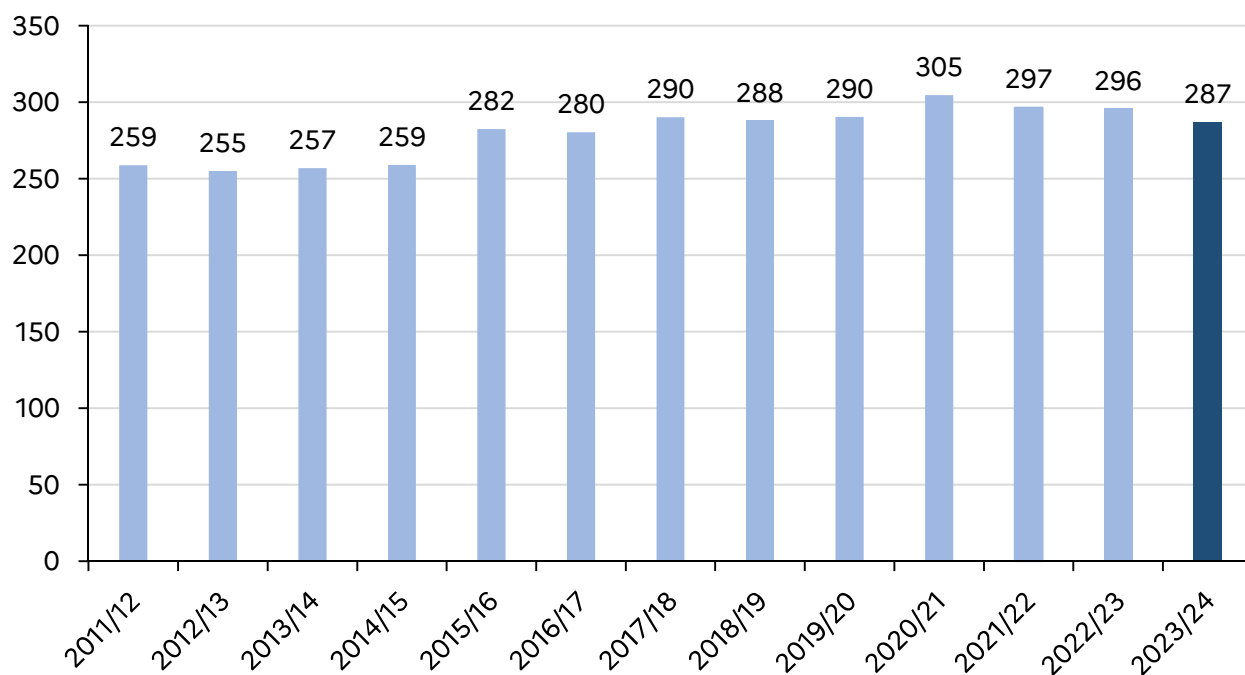
Millions de litres



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

6-3 Collecte de lait de brebis par campagne (octobre à septembre)

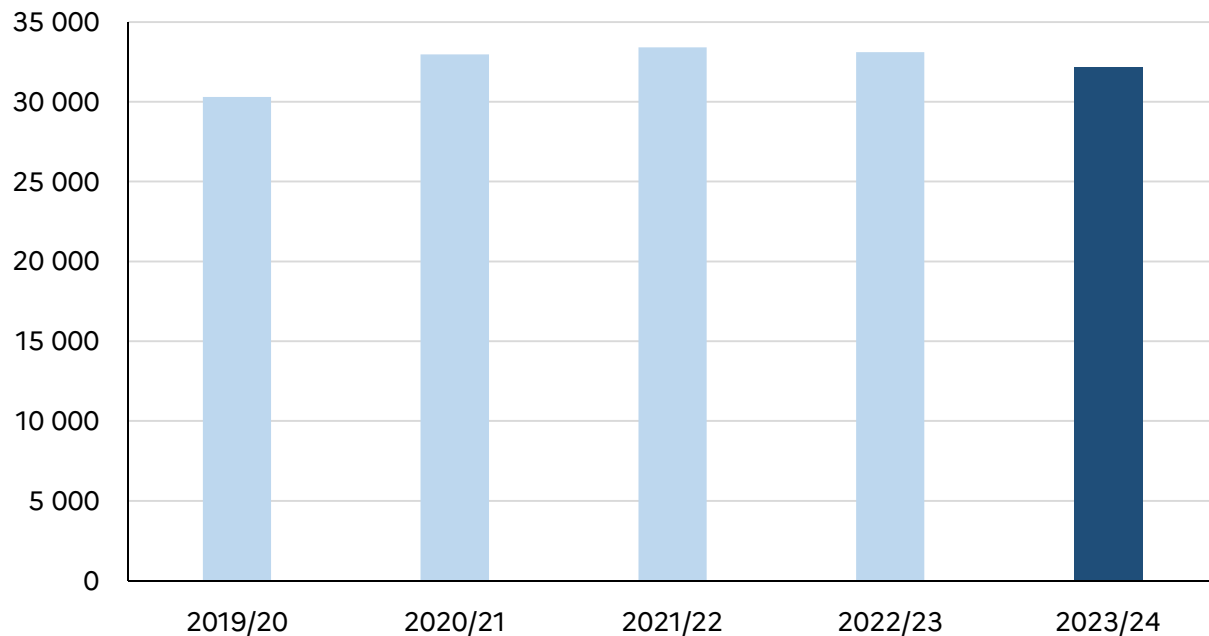
Millions de litres



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

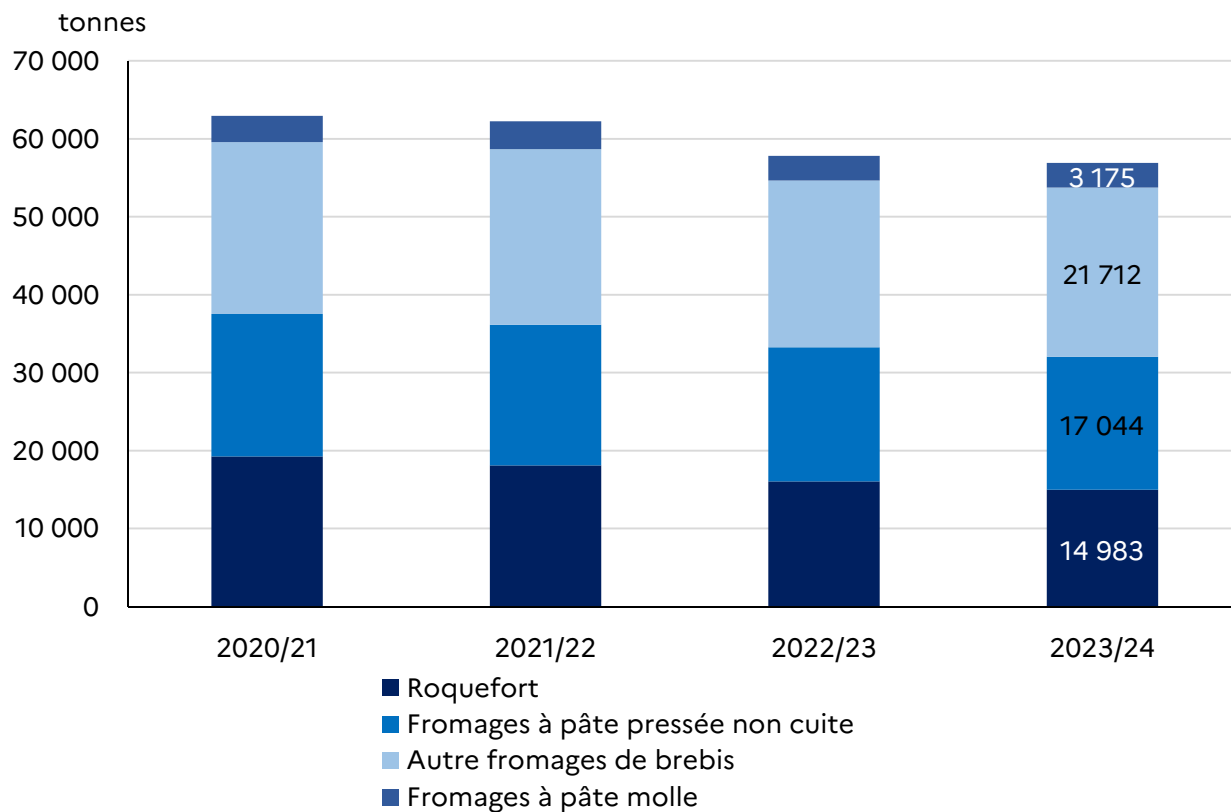
6-4 Collecte de lait de brebis biologique par campagne (octobre à septembre)

Millions de litres



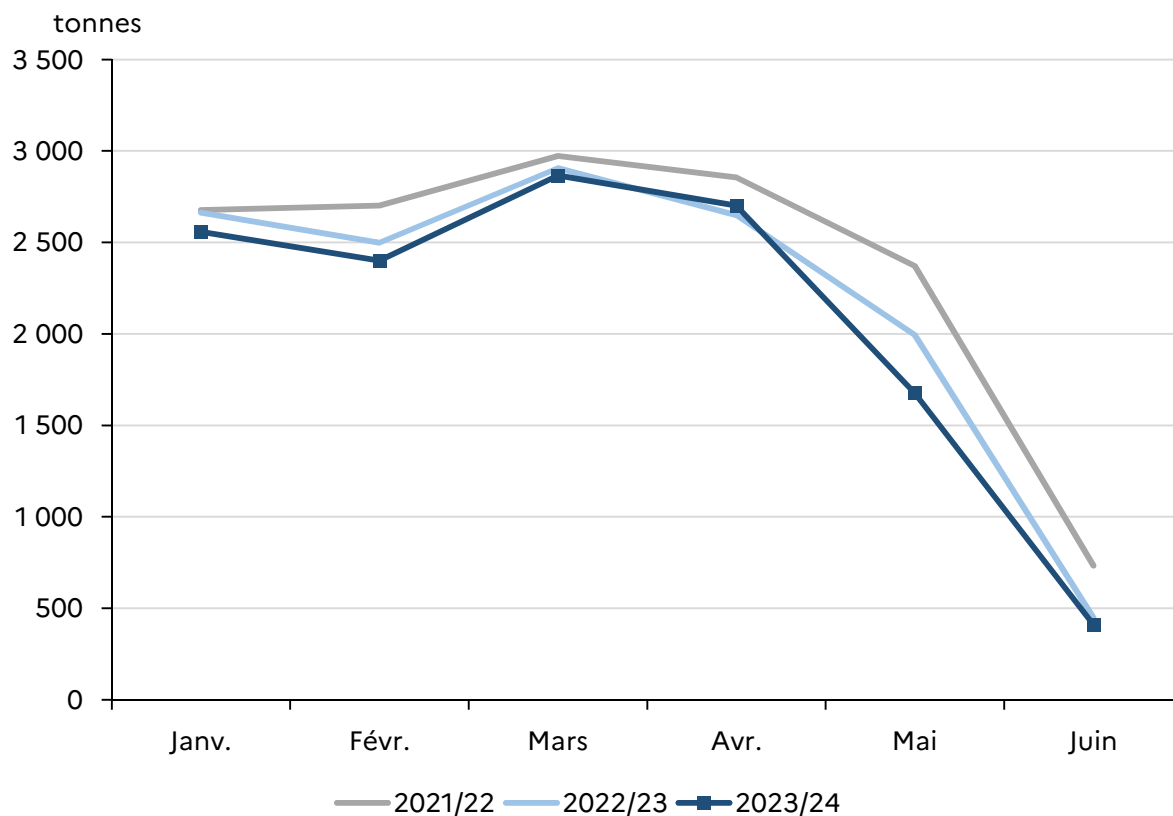
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

6-5 Évolution des fabrications de fromages de brebis



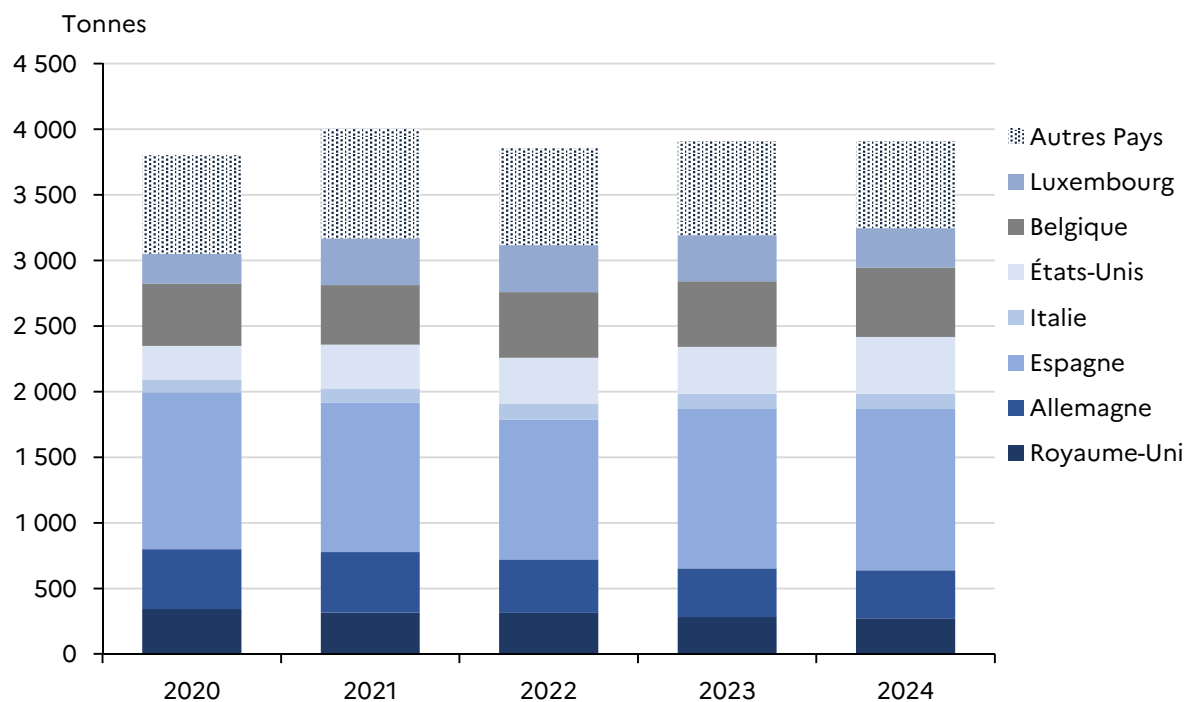
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

6-6 Fabrications mensuelles de Roquefort (premier semestre)



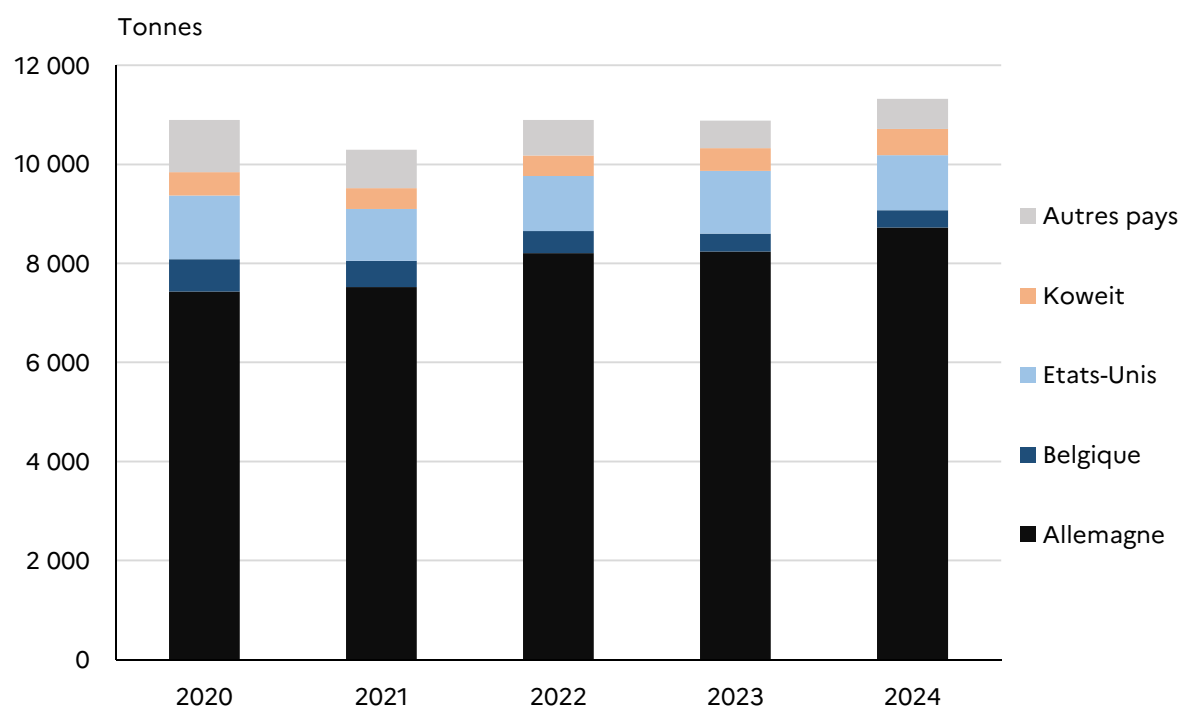
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

6-7 Exportations de Roquefort



Source : FranceAgriMer d'après douane française

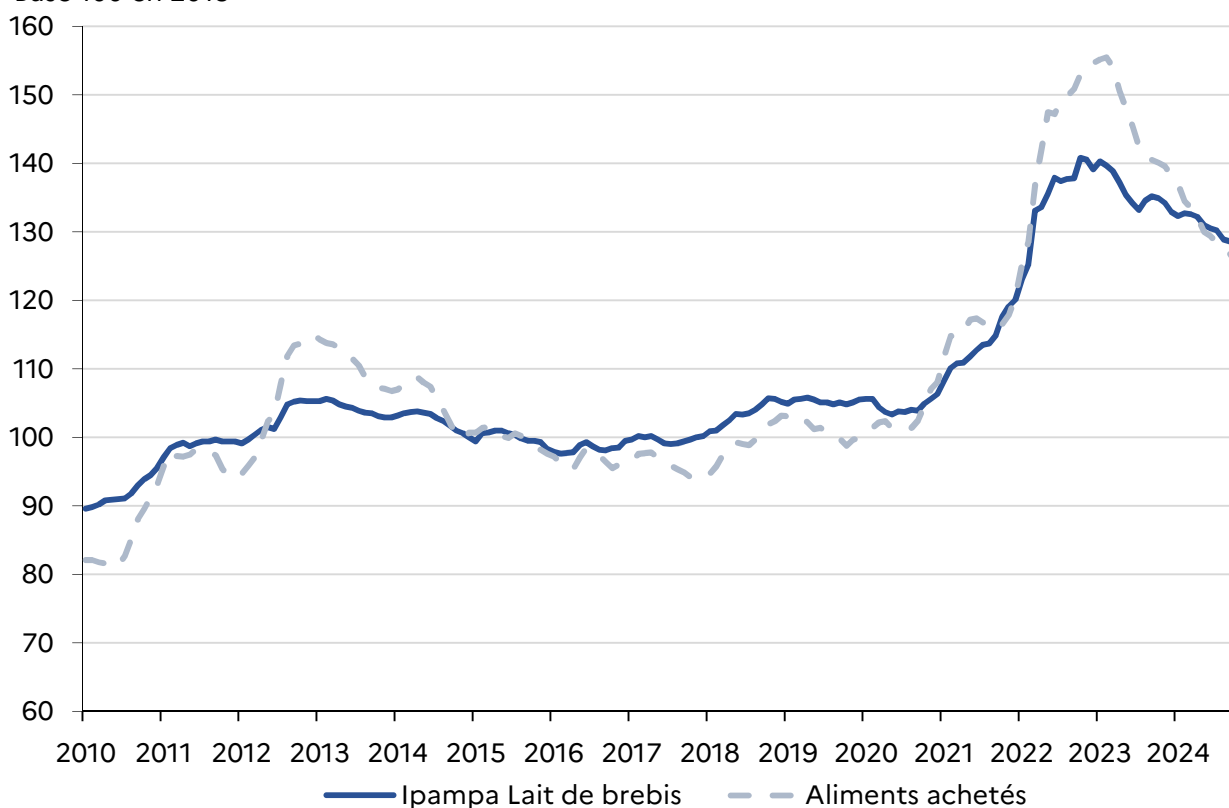
6-8 Exportations de fromages type Feta



Source : FranceAgriMer d'après douane française

6-9 Évolution de l'IPAMPA lait de brebis

Base 100 en 2015



Source : FranceAgriMer d'après Idele et Insee

6-10 Évolution de prix de lait de brebis par campagne

Campagne	Collecte (1 000 litres)	Taux MG (g/l)	Taux MP (g/l)	Prix standard €/1 000 litres)	Prix réel (€/1 000 litres)
2018/19	287 768	74	56	985	995
2019/20	295 826	74	56	993	1005
2020/21	304 590	74	57	1014	1032
2021/22	296 503	75	57	1031	1057
2022/23	295 738	75	57	1137	1172

Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

Le marché du lait de brebis dans l'Union européenne

› En 2023, la collecte européenne de lait de brebis a augmenté résistant à un repli de cheptel reproducteur

D'après les enquêtes de fin 2023, le cheptel européen de brebis reproductrices a atteint 22,5 millions têtes, en repli de 1,7 % par rapport à 2022. Les principaux États membres détenteurs de brebis laitières ont vu leurs effectifs reculer (France : - 2,4 %, Espagne : - 6,8 %, Italie : - 4,1 %, Bulgarie : - 4,8 %). La vague de réformes liée à sécheresse 2022-2023, a entraîné des réductions conséquentes des effectifs de femelles laitières dans ces pays. Parmi les principaux pays producteurs, seule la Grèce a augmenté son nombre de reproductrices (+ 3,9 % par rapport à 2022, soit + 210 000 têtes), après quatre années consécutives de recul. La Roumanie, a quant à elle, maintenu son cheptel reproducteur laitier stable en 2023, avec 7,8 millions de têtes. Ainsi, le cheptel roumain conserve sa place de plus gros cheptel reproducteur de l'Europe.

Toutefois, la production de lait de brebis dans l'Union européenne a augmenté de 1,1 % par rapport à 2022 (figure 6-12). La Grèce est restée le premier pays producteur de lait de brebis, avec 732 millions de litres (+ 2,4 % par rapport à 2022), suivie par l'Espagne (- 0,2 %, avec 622 millions de litres), puis l'Italie (- 1,0 %, avec 444 millions de litres) et enfin la France (- 1,2 %, avec 301 millions de litres).

› En Espagne, la collecte de lait de brebis s'est redressée en 2024

En 2024, la collecte espagnole de lait de brebis s'est redressée de 1,5 % par rapport à 2023 (soit + 7,4 millions de litre), résistant ainsi à une baisse du cheptel reproducteur laitier. Les volumes livrés ont été en hausse sur quasiment tous les mois de l'année avec une nette augmentation des livraisons au mois de février (+ 8,6 %) sous l'effet de l'année bissextile. Au deuxième trimestre, le ralentissement de la collecte de lait de brebis est lié à la qualité variable des fourrages récoltés au printemps, affectant la productivité des brebis lors du pic de la collecte.

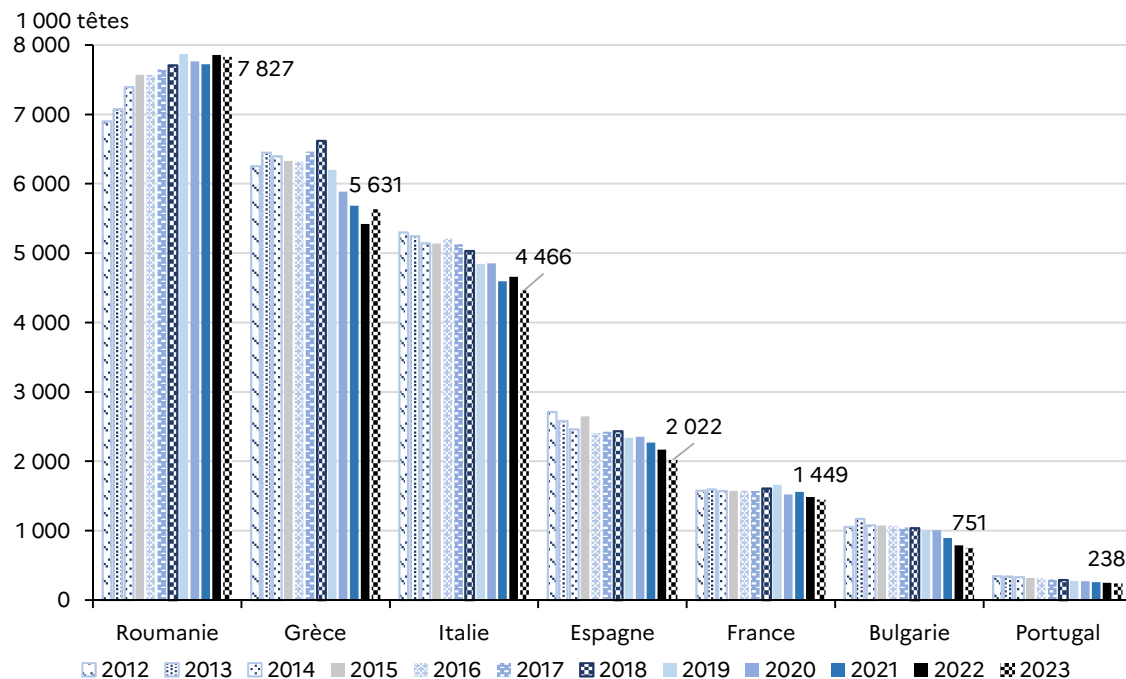
Parallèlement, le prix moyen du litre de lait a démarré l'année à des niveaux supérieurs à ceux de 2023. Cependant, cette tendance s'est inversée à partir de juillet, et le prix est repassé sous son niveau de l'année précédente. De janvier à novembre, le prix moyen s'est établi à 1,54 €/l, en légère baisse de 0,7 % (soit - 10,5 €/1 000 l) par rapport à son niveau de 2023.

› La production de Pecorino Romano atteint un record en 2024

Selon la presse italienne, la production de Pecorino Romano a absorbé 77 % de la collecte nationale de lait de brebis au cours de la campagne 2023/24. Ainsi, les volumes fabriqués de ce fromage ont augmenté de 7,1 % par rapport à la campagne précédente, atteignant un niveau record de 39 200 tonnes. En 2024, le prix du Pecorino Romano a été à son plus haut niveau en janvier (à 12,28 €/kg), avant de reculer progressivement jusqu'à la fin de l'année (figure 6-13). En moyenne sur l'année 2024, le prix de ce fromage s'est établi à 12,14 €/kg, marquant une baisse de 10,1 % (soit - 1,35 €/kg) par rapport à 2023.

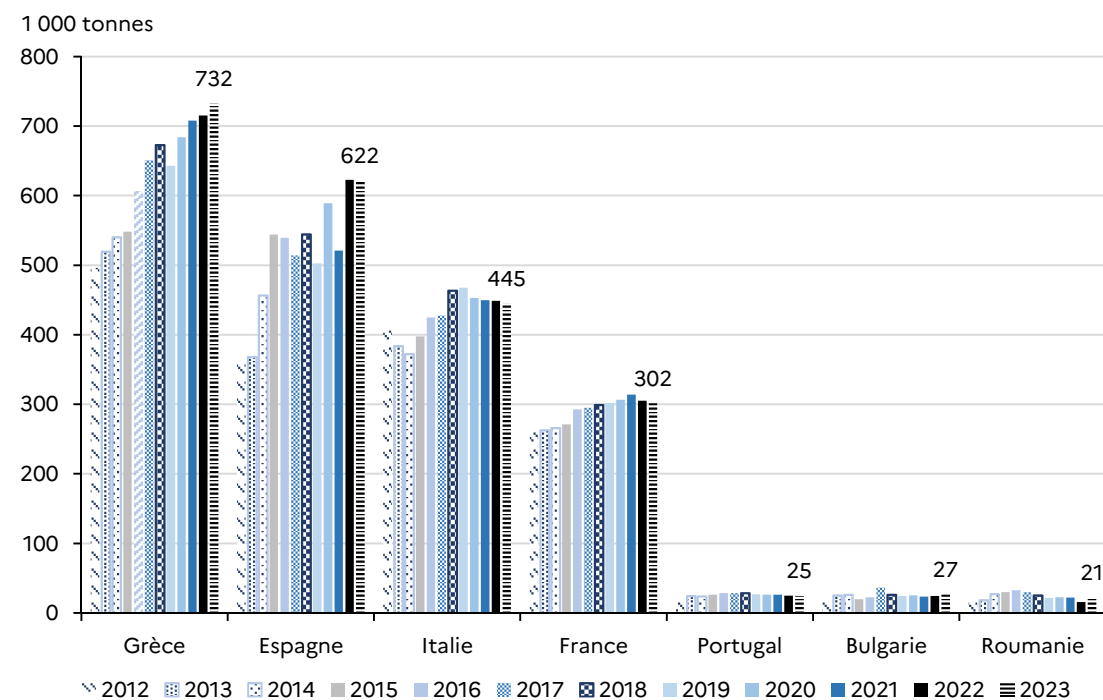
Par ailleurs, la baisse du prix du Pecorino Romano a stimulé la consommation locale de ce fromage (absorbant 40 % des fabrications) ainsi que les exportations, principalement vers les États-Unis (+ 25,6 %), représentant 60 % des exportations totales.

6-11 Évolution des cheptels européens de brebis et agnelles laitières saillies : enquêtes de décembre



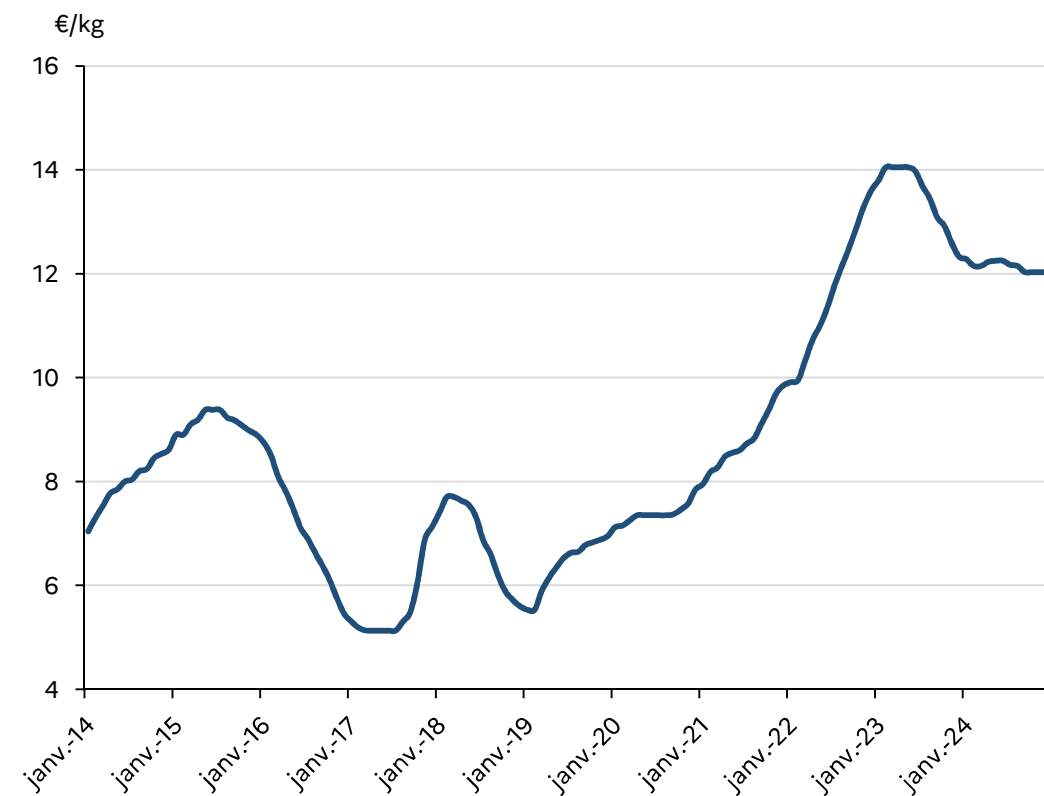
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

6-12 Lait de brebis livré aux laiteries dans les principaux pays producteurs européens



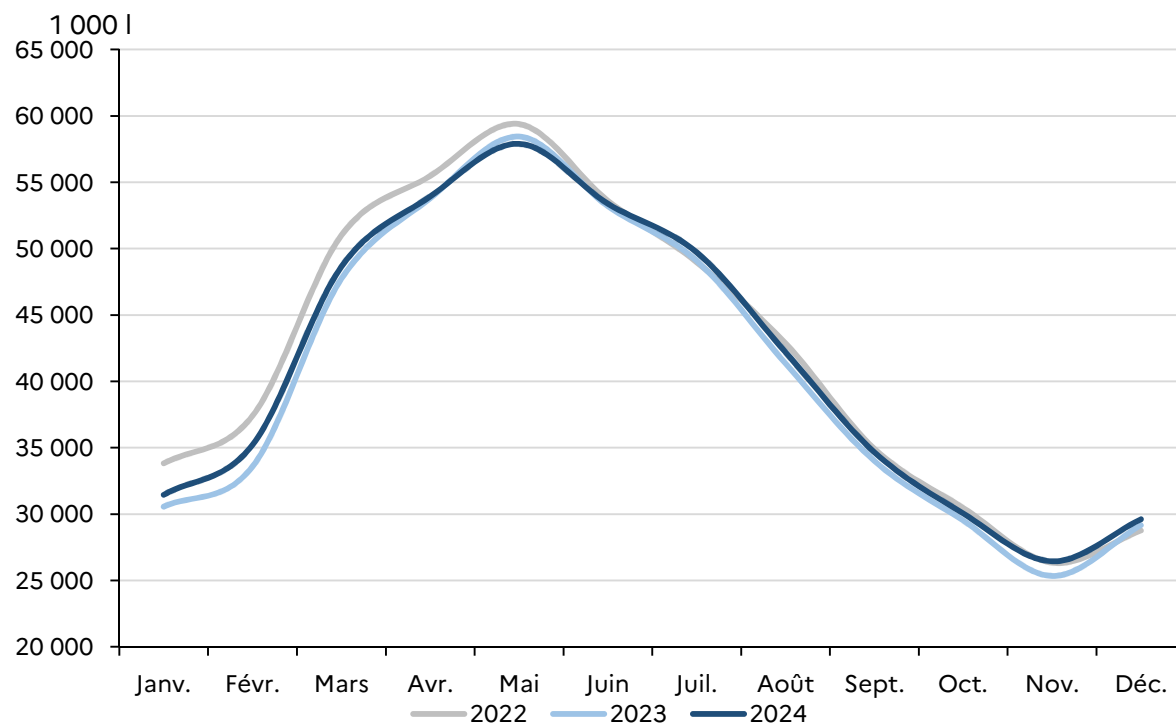
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

6-13 Évolution du prix départ usine du Pecorino Romano AOP (hors TVA)



Source : FranceAgriMer d'après Ismea

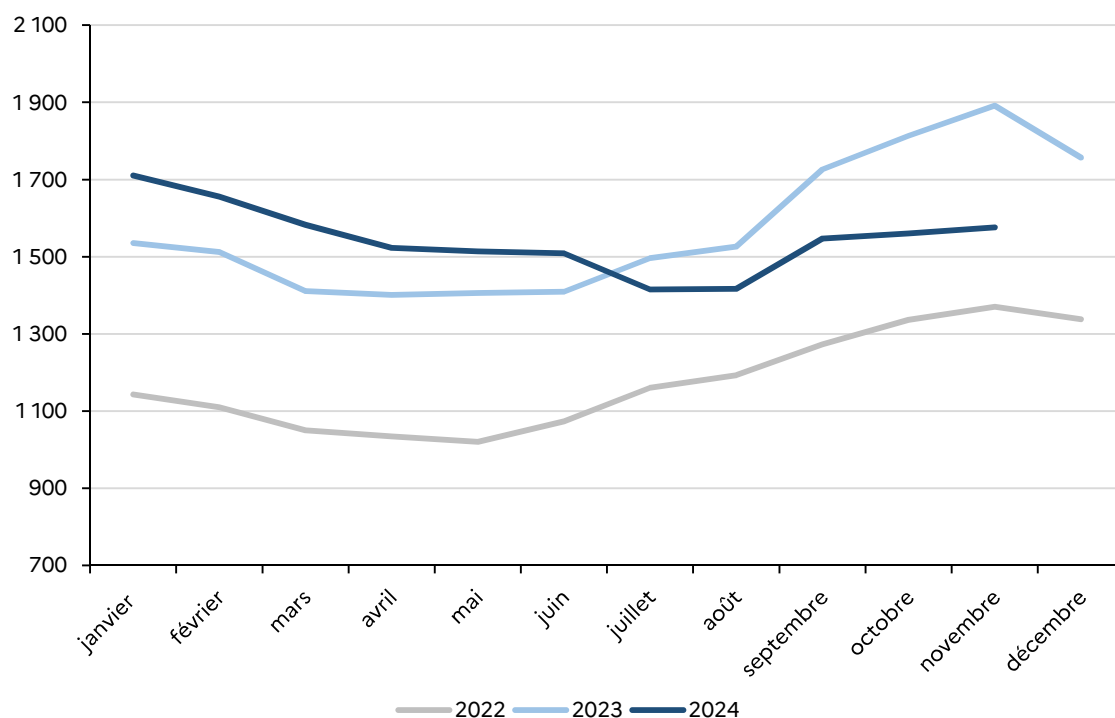
6-14 Collecte du lait de brebis en Espagne



*Les collectes de février des années bissextiles ont été ramenées à 28 jours

6-15 Évolution du prix du lait de brebis en Espagne

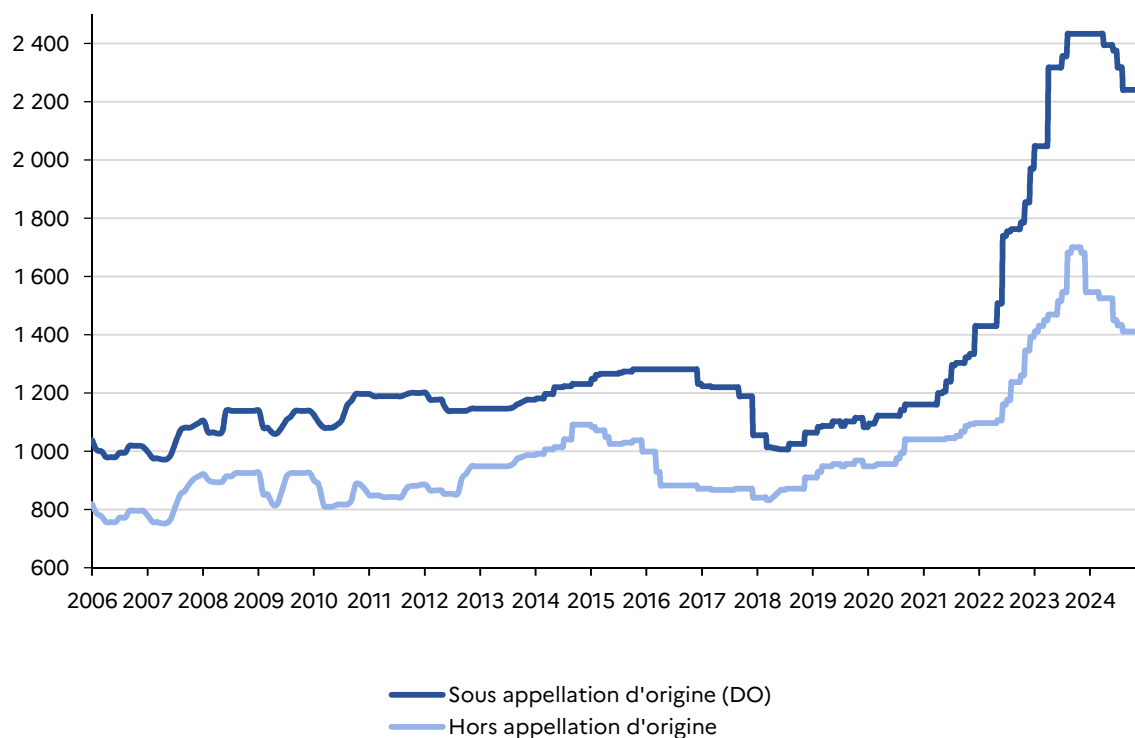
€/1 000 l



Source : FranceAgriMer d'après FEGA

6-16 Évolution du prix du lait de brebis en Castilla la Mancha

€/ 1 000 l à la MSU
de 130 g/l



Source : FranceAgriMer d'après Instituto Técnico Agronomico Provincial

Le marché du lait de chèvre en France

› La collecte de lait de chèvre a de nouveau reculé en 2024

En 2024, la collecte de lait de chèvre a atteint 499 millions de litres, en baisse de 3,4 % par rapport à 2023. La collecte de lait de chèvre a reculé sur tous les mois de l'année. Plusieurs facteurs ont contribué à cette baisse. Selon l'enquête cheptel, fin 2023, le cheptel reproducteur caprin a baissé de 3,3 % quand le nombre de livreurs a diminué de 2,7 %. Le maintien d'une bonne humidité des sols et des températures douces ont été bénéfiques à la pousse de l'herbe avec des rendements supérieurs de 31 % à l'échelle nationale selon Agreste. Toutefois, si la production d'herbe apparaît abondante, la pluviométrie du printemps et de l'automne a pu perturber les récoltes dans les champs ainsi que la qualité intrinsèque des fourrages.

Dès le premier trimestre 2024, les volumes livrés de lait de chèvre ont diminué de 2,6 %. Au pic de la collecte, durant la période d'avril à juin, la collecte a accusé un repli de 2,9 % (- 4,8 millions de litres). Enfin, sur la fin de l'année 2024, le repli de la collecte a été plus marqué (- 4,2 % par rapport à 2023). Quasiment toutes les régions ont connu des baisses de collecte à l'exception des régions PACA et Pays de la Loire. Le recul a été plus prononcé pour la région Nouvelle-Aquitaine (- 5,4 %, soit - 11,9 millions de litres), premier bassin de production en France. Dans cette région, le cheptel reproducteur a connu une baisse marquée (- 4,7 %) selon l'enquête cheptel de novembre, qui fait suite à un repli de 6,2 % en 2022. Fin 2023, le nombre d'exploitations détenant des chèvres a également fléchi de 3,9 %, se traduisant par une réduction du nombre de livreurs (- 3,1 %) en 2024 au regard de 2023. Par ailleurs, la collecte a diminué en Occitanie (- 1,9 %) et en Centre-Val-de-Loire (- 4,2 %) tout comme le nombre de livreurs, respectivement de 1,3 % et 2,8 %. La région Auvergne-Rhône-Alpes a également enregistré une collecte en baisse (- 4,1 %) comparée à 2023. A contrario, la région Pays-de-la-Loire a résisté au décrochage du nombre de livreurs (- 2,6 %) et a maintenu sa collecte de lait de chèvre en 2024, grâce à un cheptel de reproductrices stable comparé à 2023.

› Les importations de produits de reports caprins sont à leur plus bas niveau depuis 2013

En 2024, à 51 600 équivalents litres de lait, les importations de produits de reports caprins (caillé et autres produits de report) ont diminué de 0,9 % par rapport à 2023, atteignant leur plus bas niveau depuis dix ans (figure 7-5). Pour leurs fabrications, les industriels se sont de nouveau repliés sur la collecte de lait français, les importations apparaissant comme une variable d'ajustement selon leurs besoins.

Entre collecte et importations en recul, à 550,5 millions équivalent litres de lait, les disponibilités totales pour l'industrie laitière ont reculé de 3,2 % par rapport à 2023, atteignant un niveau comparable à 2015. L'année 2023 était déjà la plus basse des six dernières années. Mécaniquement, le taux d'importation dans les disponibilités est resté stable à 9 %.

› La consommation à domicile de fromages de chèvre est restée stable en 2024

En 2024, les achats de fromages de chèvre se sont maintenus à 61 250 tonnes, après un redressement en 2023 qui a mis fin à deux années consécutives de baisse. Avec des achats stables et une baisse du prix moyen des fromages de chèvre à 14 €/kg (- 1,5 %), les dépenses sur l'année 2024 ont reculé de 1,1 %.

Les achats des ménages de bûchettes de chèvre ont poursuivi leur croissance (+ 3,2 %), soutenus par l'augmentation de la fréquence d'achat (+ 1,9 %) et de la quantité achetée par acte (+ 2,0 %), tandis que le taux de pénétration a diminué de 1,3 %. Par ailleurs, les marques de distributeurs ont de nouveau gagné du terrain au détriment des marques nationales dans les achats de bûchettes, leur part passant de 49,1 % à 50,7 % entre 2023 et 2024. En parallèle, la consommation de fromages frais au lait de chèvre est restée stable par rapport à 2023. Pour cette famille, la diminution du nombre d'acheteurs (- 0,8 %) et du taux de pénétration (- 1,4 %) a été compensée par une augmentation de la fréquence d'achat (+ 0,9 %) et des quantités achetées par acte (+ 0,6 %).

En ce qui concerne les produits ultra-frais, la consommation par les ménages français a diminué de 1,9 % par rapport à son niveau de 2023. Au sein de cette famille, les volumes achetés de yaourts ont reculé de 1,5 % par rapport à leur niveau de 2023, tout comme ceux de fromages frais, marquant un repli de 0,8 % en lien avec une réduction du nombre d'acheteurs (- 5,1 %) et malgré une croissance des quantités achetées par acte (+ 4,9 %).

› Les fabrications de fromages ont été dynamiques en 2024

En 2024, avec près de 97 780 tonnes, la production de fromages de chèvre a augmenté de 1,0 % par rapport à 2023, dans un contexte marqué par une hausse des exportations (+ 3,1 %) et une demande intérieure stable.

En 2024, les fabrications de fromages affinés à la pièce sont restées stables malgré la baisse de celles des bûchettes de chèvre (- 0,9 % par rapport à 2023), qui pèse pour 50 % du total des fabrications. Parallèlement, celles de fromages frais ont augmenté de 1,5 % et celles des fromages à découper de 7,6 %, portées par celles des bûches à la coupe (destinée à la restauration hors domicile et aux plats préparés).

Dans le même temps, les fabrications de yaourts et laits fermentés ont bondi de 11,3 %, en réponse à une demande extérieure dynamique, bien que la demande intérieure soit en retrait.

Enfin, les stocks de produits de report caprins sont restés à des niveaux supérieurs à ceux de 2023 sur la majeure partie de l'année avant de chuter au dernier trimestre.

› Une revalorisation du prix du lait payé aux producteurs a été enregistrée

En 2024, le prix réel moyen payé au producteur s'est établi à 920 €/1 000 l, en hausse de 1,3 % (+ 11,6 €/1 000 l) par rapport à 2023 (figure 7-11). L'amélioration de la composition en matière grasse et protéique sur quasiment tous les mois de 2024 a soutenu la hausse du prix.

Parallèlement, l'indice IPAMPA lait de chèvre a poursuivi son déclin progressif amorcé depuis septembre 2023. En moyenne sur 12 mois en 2024, l'indice a été de 128,9 points, enregistrant une baisse de 5,3 % par rapport à 2023. Ce recul est dû en particulier à une baisse conjointe de l'indice aliments achetés et celui de l'énergie, diminuant respectivement de 9,2 % et 1,0 %. Ces deux postes pèsent à eux seuls pour 66 % des charges

Dans le même temps, les prix de vente industriels (PVI) des fromages de chèvre sont restés stables sur 12 mois (figure 7-11), à l'image de l'IPVI fromages tous laits confondus.

› La filière biologique : une filière en crise

Dans un contexte de baisse généralisée de consommation des produits biologiques depuis 2021, la filière lait de chèvre biologique n'a pas été épargnée et une recomposition des acteurs de la filière a été observée. Ainsi, après plusieurs années de conversion à deux chiffres, le cheptel de chèvres converties en agriculture biologique n'a progressé que de 1,5 % entre 2022 et 2023, et cette progression est enregistrée en dehors des bassins de production historique (Nouvelle-Aquitaine, Pays de la Loire et Occitanie) selon l'Agence bio.

Au global, en 2024, la collecte de lait de chèvre biologique par les laiteries a chuté de 10,0 %, à 23,2 millions de litres, par rapport à 2023, en raison d'un fort décrochage du nombre de livreurs (- 9,8 %).

Dans le même temps, malgré la baisse de leur prix moyen (- 0,5 %), les achats de fromages de chèvre biologique ont connu un repli marqué (- 10,4 %), pénalisés par une baisse importante du taux de pénétration (- 10,6 %) et du nombre d'acheteurs (- 10,0 %).

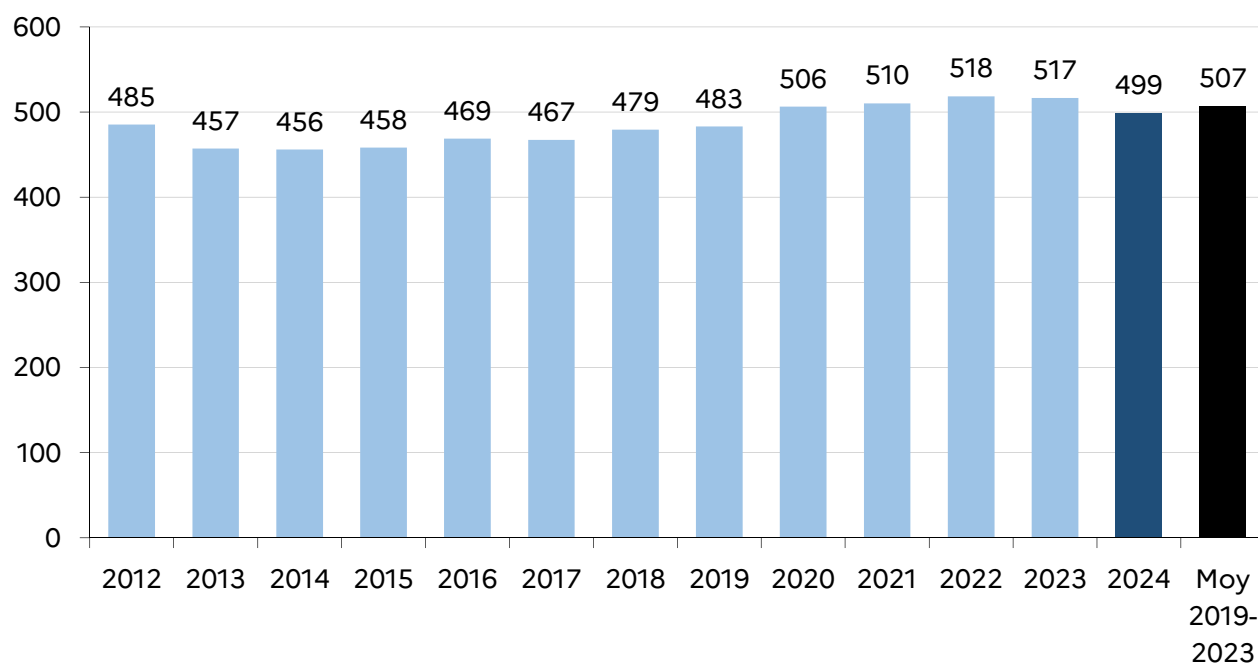
7-1 Collecte française de lait de chèvre

1 000 litres	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Janvier	25 790	25 849	26 362	27 205	25 856	-5,0
Février	32 936	31 914	32 668	32 626	31 890	-2,3
Mars	50 408	49 490	50 437	50 148	49 361	-1,6
Avril	55 022	54 960	55 011	55 353	54 355	-1,8
Mai	56 672	57 591	57 719	58 378	56 129	-3,9
Juin	52 593	53 138	53 121	53 641	52 115	-2,8
Juillet	48 265	49 346	49 809	49 657	48 234	-2,9
Août	42 589	43 517	44 584	43 932	42 467	-3,3
Septembre	39 046	40 325	40 758	40 810	38 733	-5,1
Octobre	39 427	41 190	42 469	41 853	39 379	-5,9
Novembre	34 778	34 502	36 379	34 721	33 486	-3,6
Décembre	28 610	28 413	28 973	28 307	26 916	-4,9
TOTAL	506 136	510 235	518 290	516 631	498 921	-3,4

Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-2 Collecte annuelle française de lait de chèvre

Millions de litres



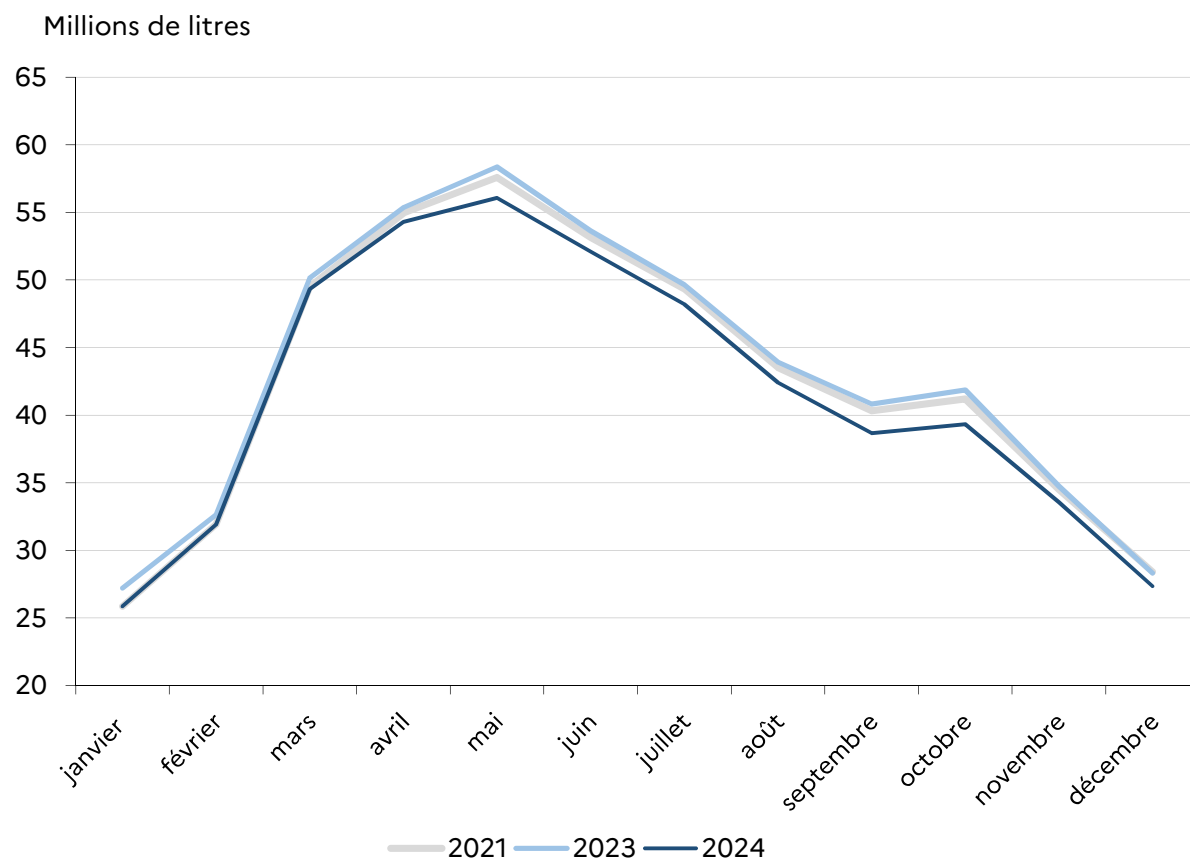
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-3 Cheptel caprin français

1 000 têtes	2018	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Chèvres	851	850	933	935	896	872	-2,7
Chevrettes saillies	207	208	245	240	221	208	-5,9
Femelles saillies	1 058	1 058	1 178	1 175	1 117	1 080	-3,3
Autres caprins	194	184	235	213	191	109	-42,7
Total caprins	1 252	1 242	1 413	1 387	1 307	1 275	-2,4

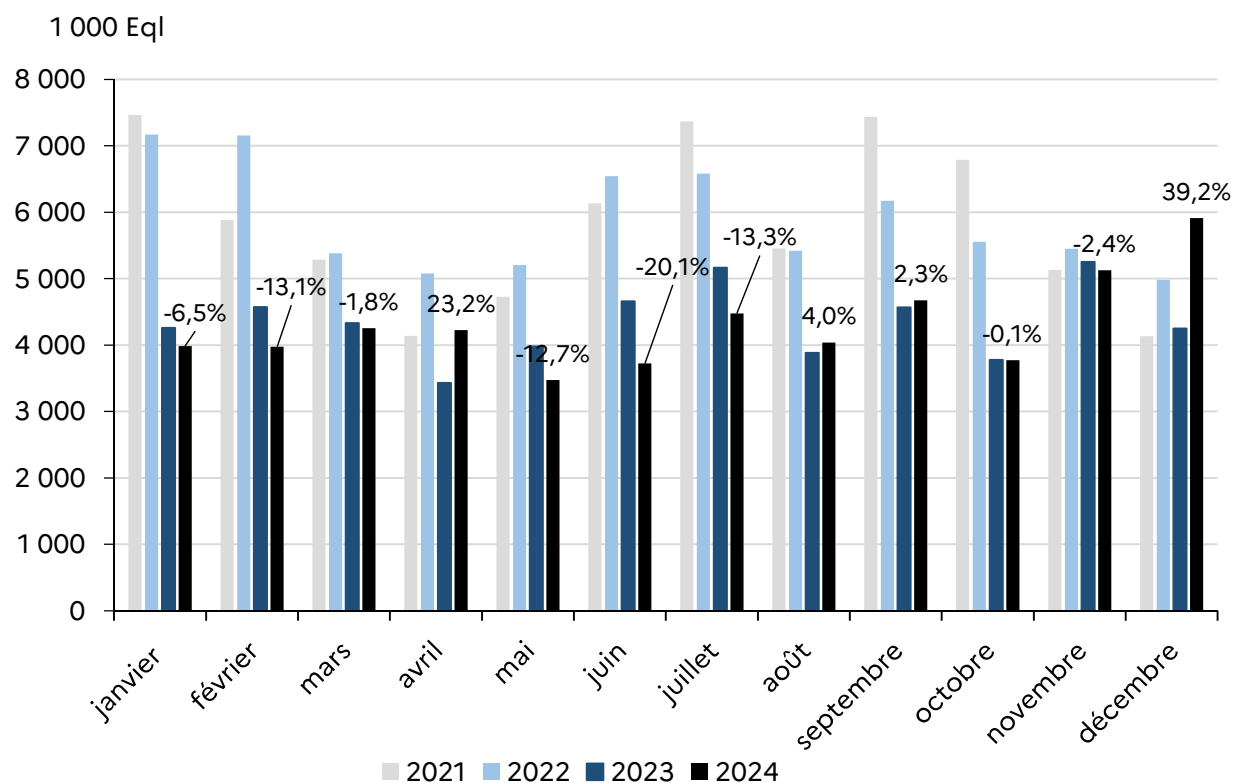
Source : FranceAgriMer d'après SSP

7-4 Collecte mensuelle française de lait de chèvre



Les collectes de février des années bissextiles ont été ramenées à 28 jours
 Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

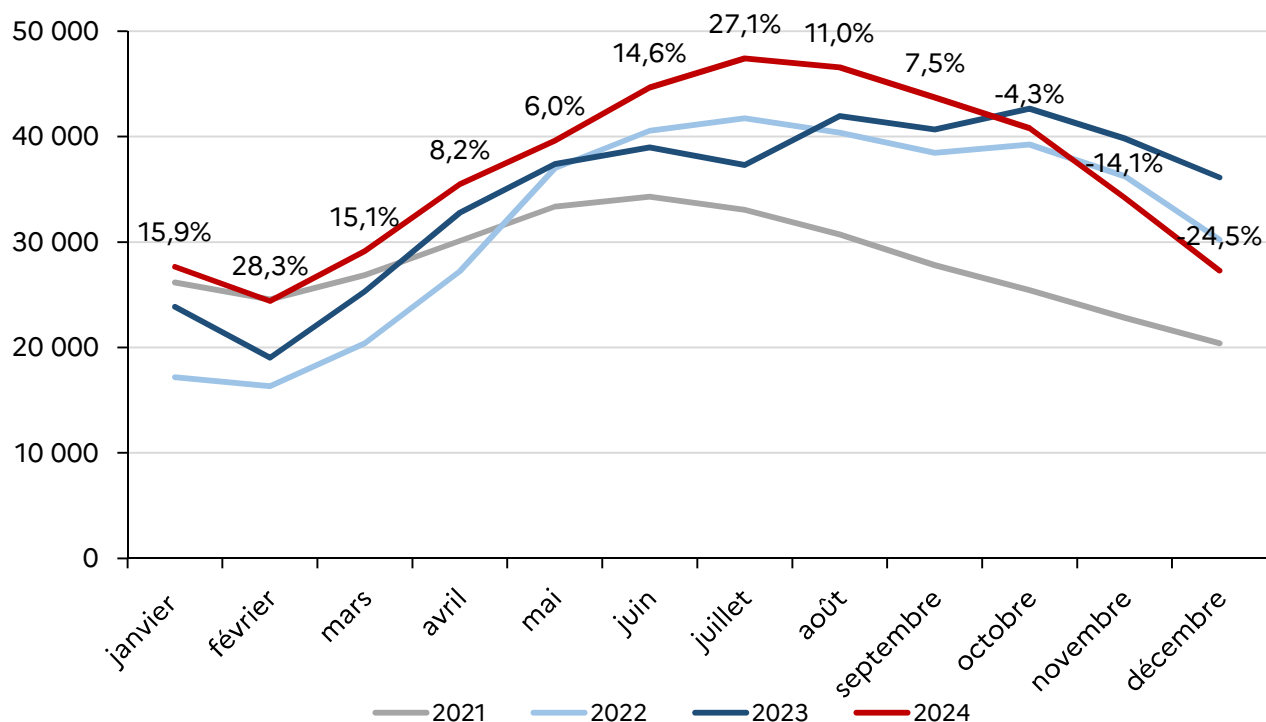
7-5 Importations de produits de reports



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-6 Stocks des produits de report

1 000 Eql



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

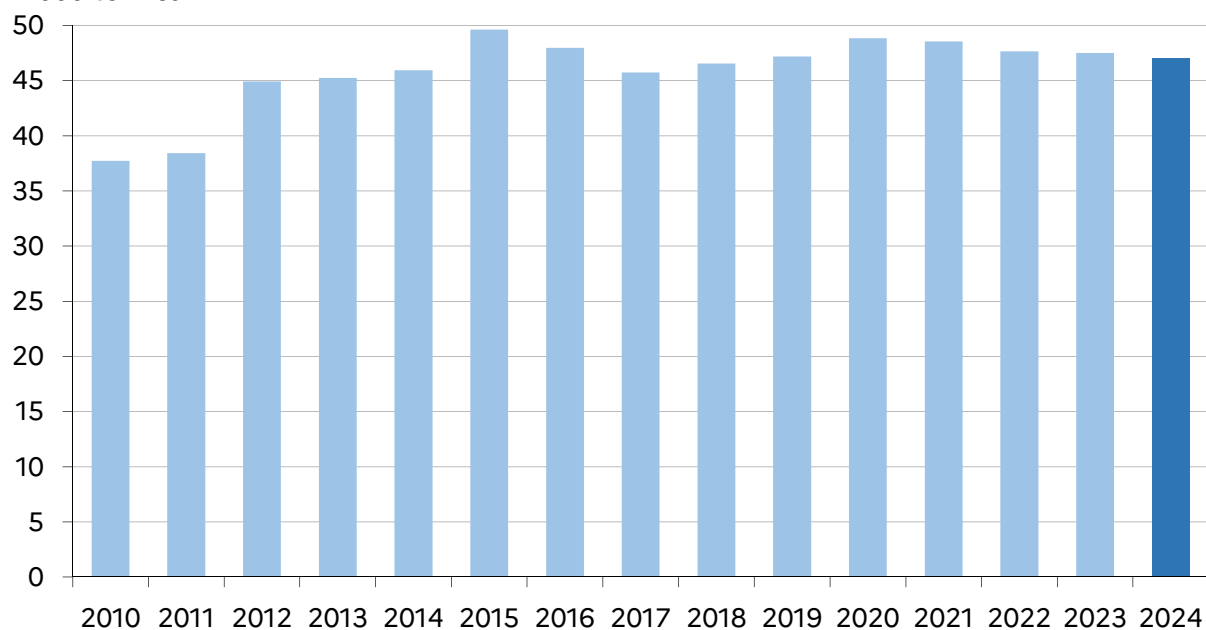
7-7 Fabrications françaises de bâchettes au lait de chèvre

Tonnes	2020	2021	2022*	2023	2024	% 24/23
Janvier	3 770	3 959	3 828	3 874	3 897	0,6
Février	3 436	3 585	3 304	3 523	3 712	5,4
Mars	4 263	4 322	4 176	4 160	3 969	-4,6
Avril	4 558	4 341	4 111	3 954	3 888	-1,7
Mai	4 383	3 988	4 067	4 107	3 950	-3,8
Juin	3 902	3 774	3 961	3 967	3 610	-9,0
Juillet	4 252	4 191	4 123	4 089	4 135	1,1
Août	4 087	4 176	4 271	4 320	4 161	-3,7
Septembre	3 922	4 057	4 041	3 750	3 716	-0,9
Octobre	4 285	4 177	4 176	3 999	4 230	5,8
Novembre	4 136	4 077	3 840	3 962	3 937	-0,6
Décembre	3 834	3 896	3 739	3 786	3 844	1,5
TOTAL	48 828	48 543	47 637	47 491	47 049	-0,9

Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-8 Fabrications annuelles françaises de bâchettes au lait de chèvre

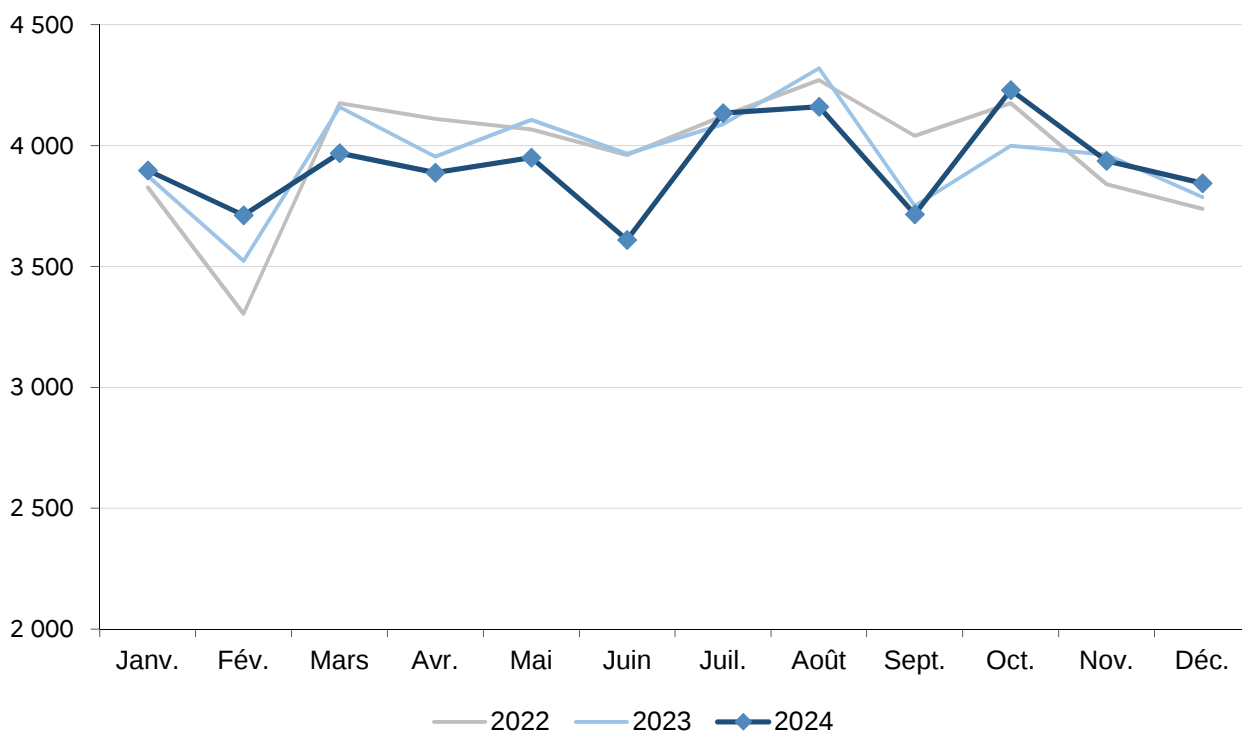
1 000 tonnes



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

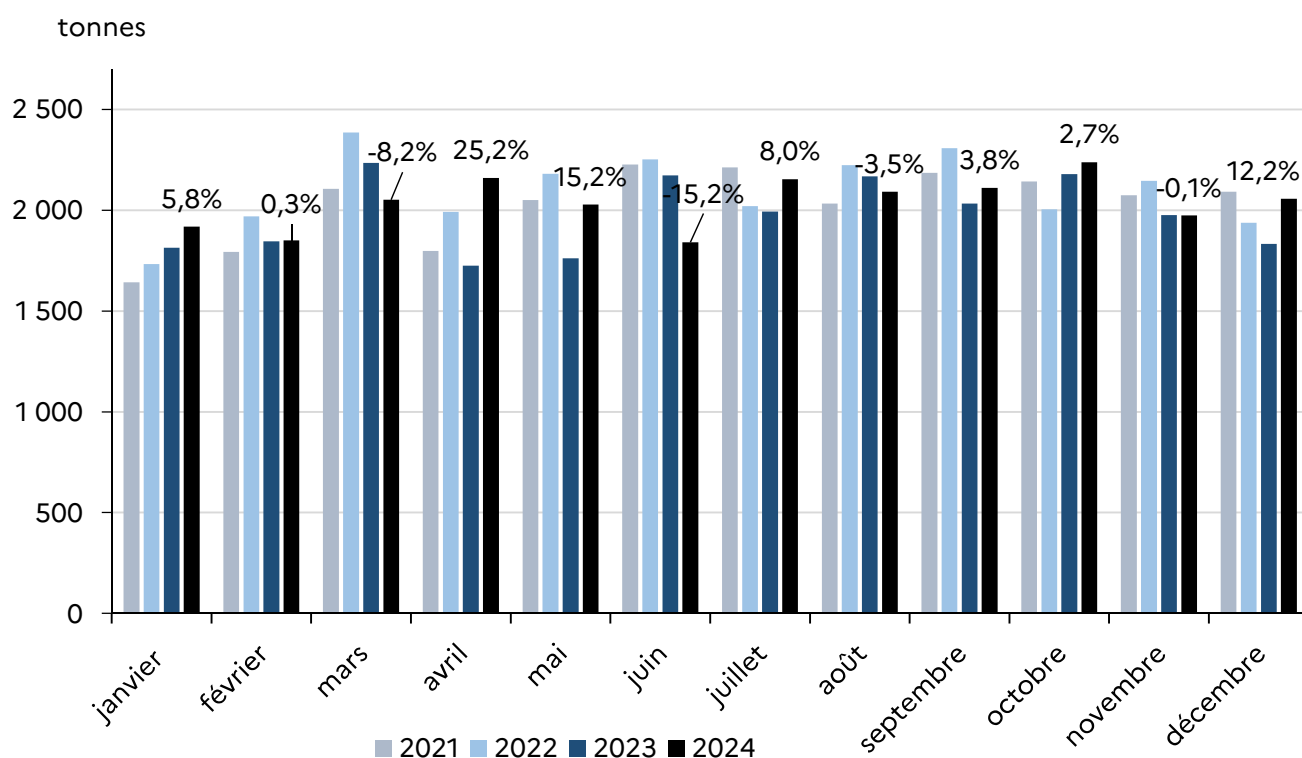
7-9 Fabrications mensuelles françaises de bâchettes au lait de chèvre

Tonnes



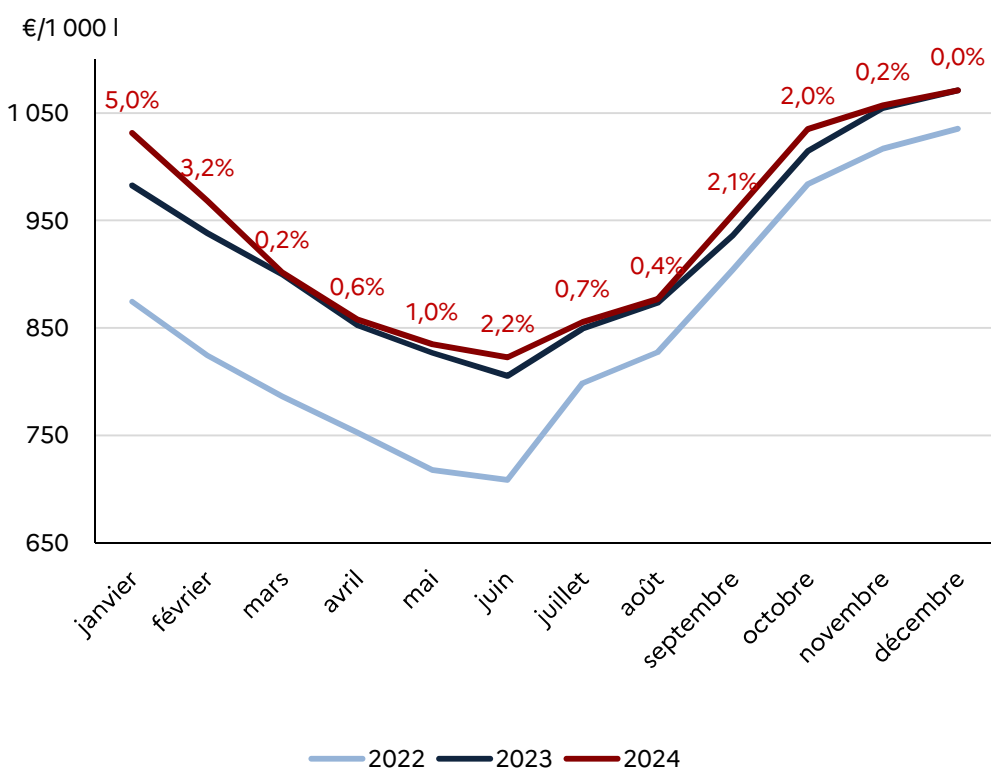
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-10 Exportations de fromages de chèvre



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

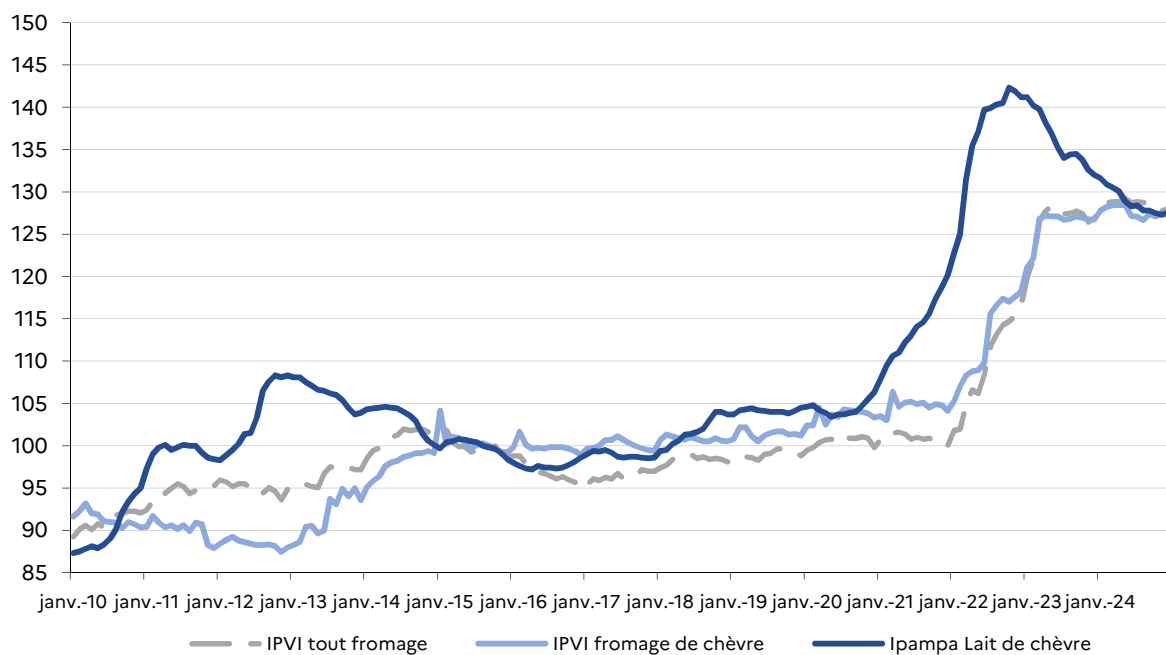
7-11 Prix moyen du lait de chèvre payé au producteur en France



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

7-12 Évolution comparée du prix du lait de chèvre sortie industrie et des coûts de production depuis 2010

Indice base
100 : 2015



Source : FranceAgriMer d'après Idele et Insee

Le marché du lait de chèvre dans l'Union européenne

› Le cheptel européen a nettement reculé en 2023

D'après les enquêtes de cheptel de décembre 2023, avec 7,9 millions de têtes, le nombre de chèvres saillies et de chèvres ayant déjà mis bas dans l'Union européenne a diminué de 7,1 % par rapport à la fin d'année 2022. Ce repli est attribué à la baisse du cheptel en Grèce (- 10,2 %, soit - 231 600 têtes) qui détient toujours le premier cheptel caprin en Europe, avec 2,0 millions de têtes. De même, le cheptel reproducteur caprin français a enregistré une baisse importante de 10,7 % soit (- 129 280 têtes), conséquence de la vague de réformes observée en 2022 et 2023, accentuée par la sécheresse et la forte hausse des coûts de production.

D'autres baisses, plus modérées, ont aussi été observées, notamment en Espagne (- 6,9 %, - 124 300 têtes), en Roumanie (- 4,4 %, - 53 400 têtes) et en Bulgarie (- 6,8 %, - 11 100 têtes). À l'inverse, les Pays-Bas ont conservé un effectif stable de 525 000 têtes (figure 7-13).

› La collecte espagnole a diminué en 2024

En 2024, la collecte espagnole de lait de chèvre a de nouveau reculé (- 1,4 %, soit - 6 millions de litres) dans un contexte de réduction du cheptel reproducteur laitier à la fin de 2023 (- 6,9 %) et d'une diminution significative du nombre de livreurs de lait de chèvre. Néanmoins, cette baisse reste moins marquée que celles observées en 2023 (- 3,3 %) et 2022 (- 7,3 %), années particulièrement marquées par une sécheresse sévère qui a fortement impacté la disponibilité et les prix des fourrages, ainsi que la productivité des chèvres en Espagne.

Pour autant, sur les 11 premiers mois de 2024, le prix du lait payé aux producteurs espagnols a atteint 941,8 €/1 000 l, en net repli (- 11,0 %, - 116 €/1 000 l) comparé à 2023. En effet, conséquence de la baisse de demande chinoise pour la poudre de lait infantile néerlandais, les Pays-Bas ont exporté les excédents du lait vers différents pays européens notamment l'Espagne, ce qui a pesé sur les prix à la production du lait de chèvre dans ce pays.

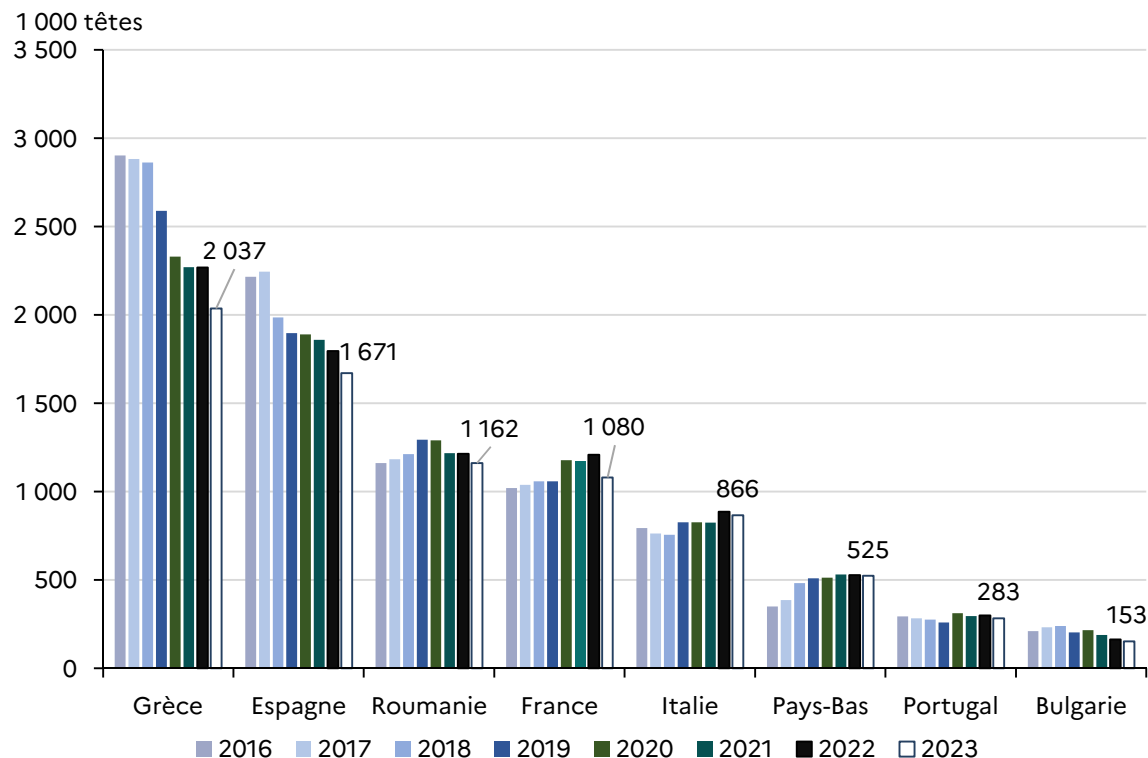
› Baisse de la collecte néerlandaise de lait de chèvre malgré le maintien du cheptel

En 2023, à 525 000 têtes, le cheptel reproducteur caprin aux Pays-Bas s'est maintenu à son niveau de 2022 (figure 7-13).

Mais à 427,2 millions de litres, la production néerlandaise de lait de chèvre a reculé de 4,0 %, après une forte hausse enregistrée en 2022 (+ 14,8 %). Ces quantités ont été valorisées sous forme de fromages exportés principalement vers l'Allemagne et de poudre de lait infantile, exportée majoritairement vers la Chine.

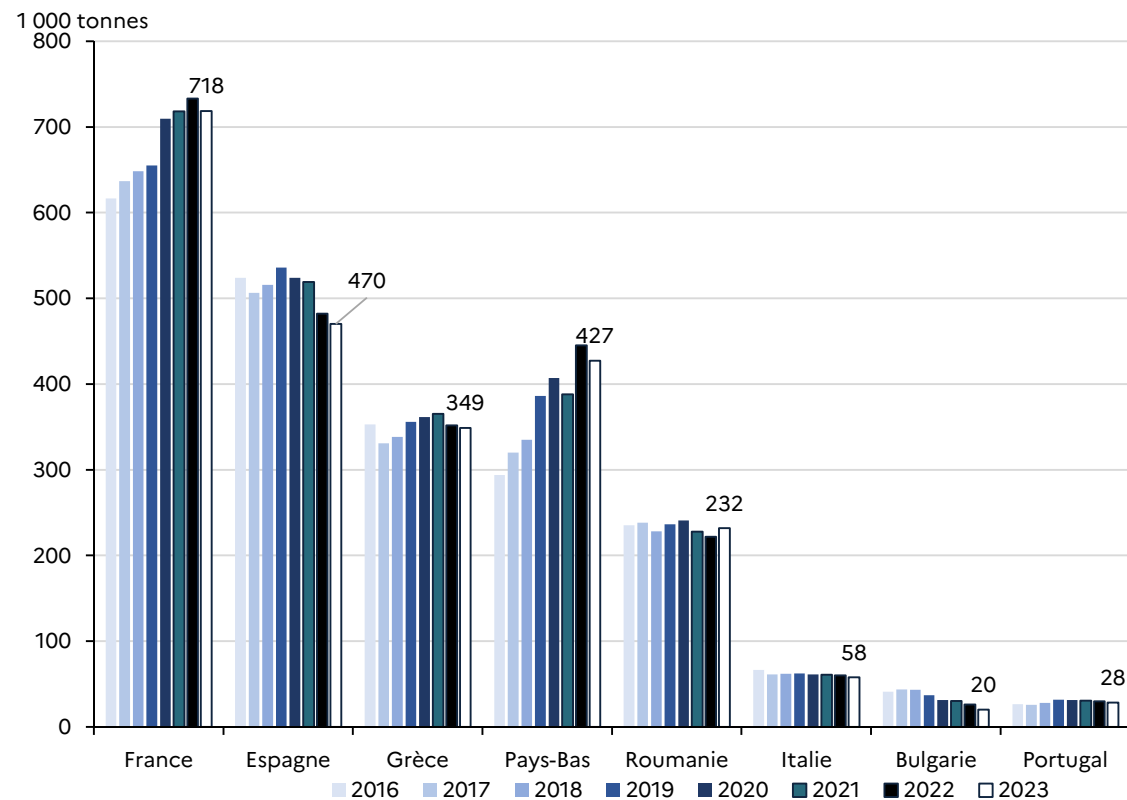
Par ailleurs, en 2024, le prix moyen du lait de chèvre néerlandais s'est élevé à 740,4 €/1 000 l, en baisse de 5,0 % par rapport à 2023.

7-13 Cheptel des femelles caprines (total chèvres saillies et chèvres ayant déjà mis bas) dans les principaux pays européens de 2016 à 2023 (enquêtes de décembre)



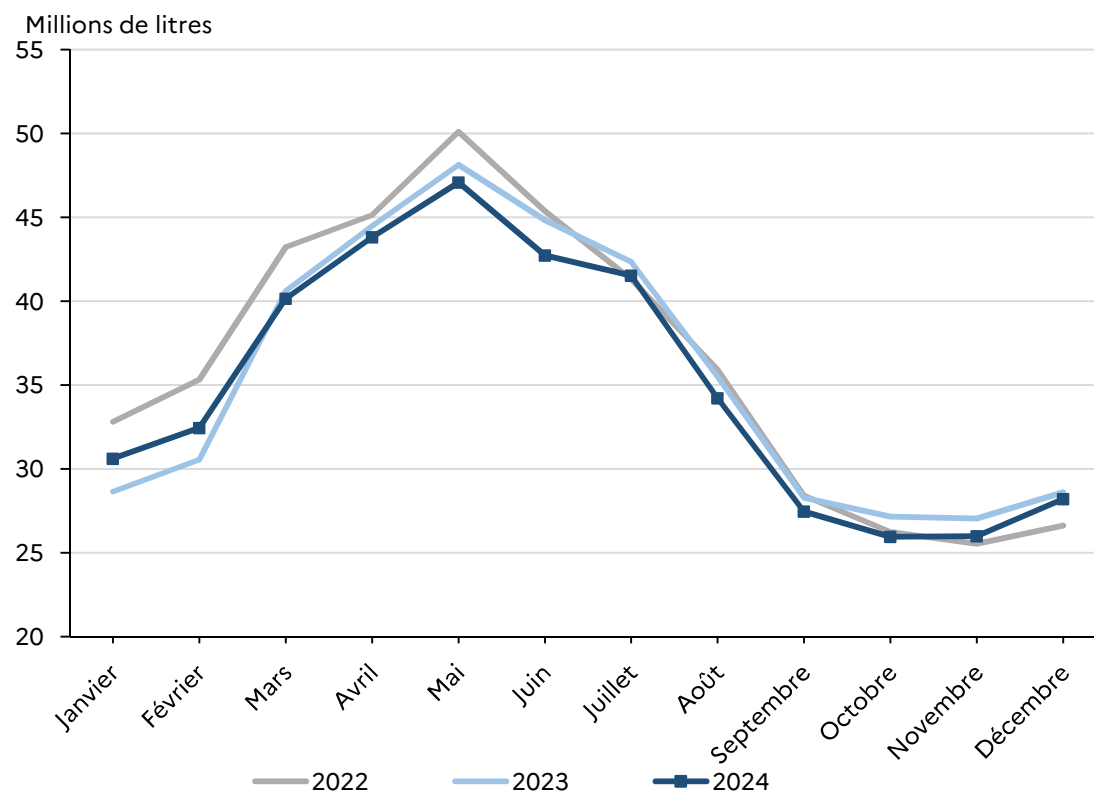
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

7-14 Production de lait de chèvre des principaux producteurs européens de 2016 à 2023



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

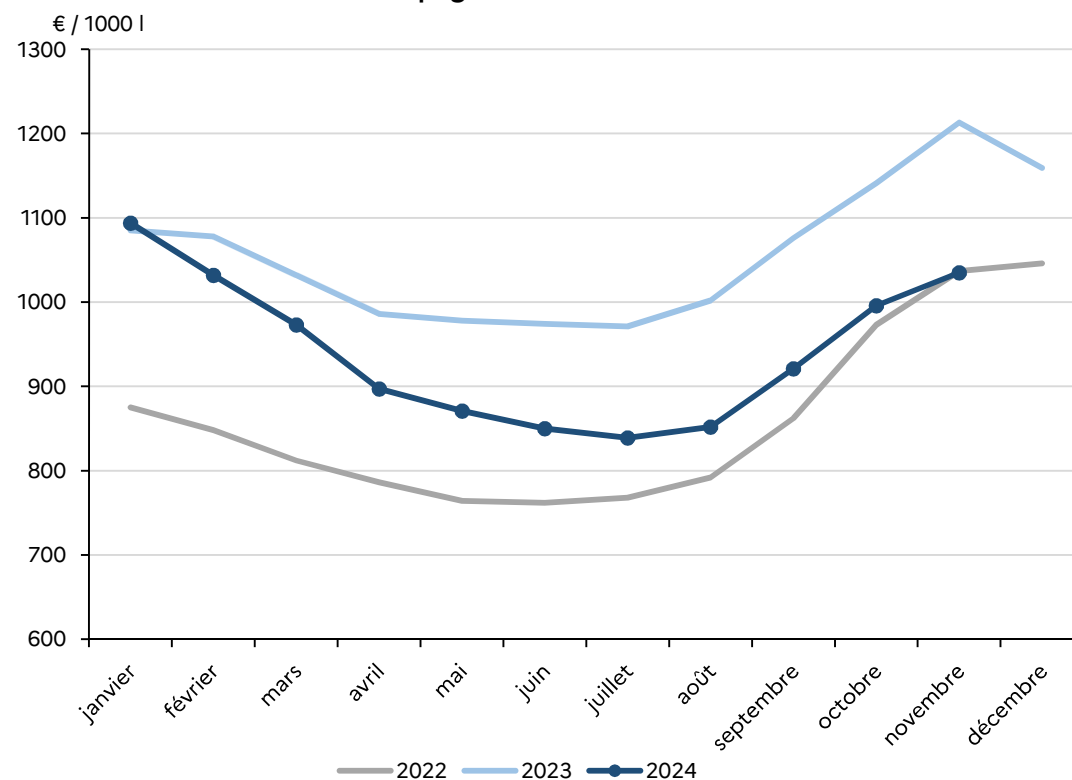
7-15 Collecte de lait de chèvre en Espagne



Les collectes de février des années bissextiles ont été ramenées à 28 jours

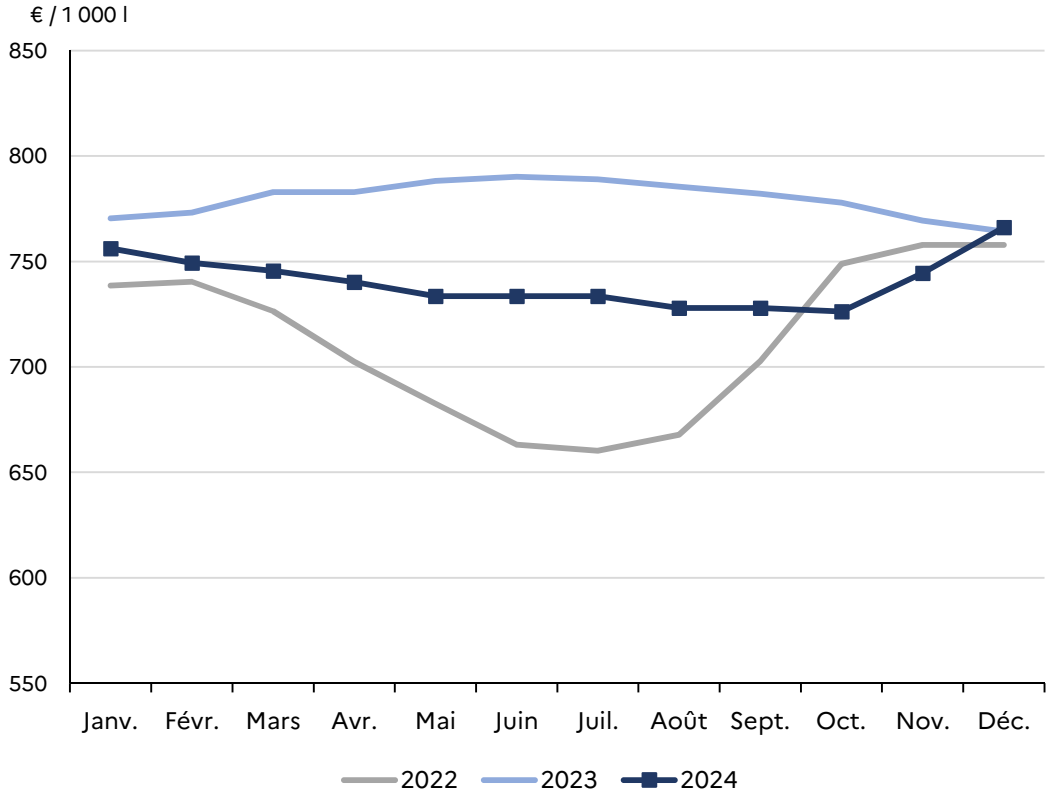
Source : FranceAgriMer d'après FEAGA

7-16 Prix du lait de chèvre en Espagne



Source : FranceAgriMer d'après FEAGA

7-17 Prix moyen du lait de chèvre aux Pays-Bas



Source : FranceAgriMer d'après Geiten Houderij

The image features a solid teal background. In the center, there is a large, light-blue diamond shape with rounded corners. The word "ANNEXES" is written in white, bold, uppercase letters across the middle of this diamond.

ANNEXES

Tableau 1 : Production indigène brute⁽¹⁾

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL
1970	1 235	389	117	1 304	637	3 682
1980	1 560	405	180	1 570	1 125	4 840
1981	1 614	370	183	1 600	1 238	5 005
1982	1 504	389	195	1 571	1 333	4 992
1983	1 540	397	186	1 564	1 284	4 971
1984	1 704	418	185	1 576	1 250	5 133
1985	1 652	387	187	1 571	1 265	5 062
1986	1 675	394	179	1 591	1 325	5 164
1987	1 741	389	180	1 646	1 408	5 364
1988	1 652	351	175	1 779	1 448	5 405
1989	1 530	312	175	1 689	1 538	5 244
1990	1 599	313	177	1 727	1 665	5 481
1991	1 714	312	170	1 773	1 781	5 750
1992	1 763	316	156	1 859	1 840	5 934
1993	1 908		155	2 017	1 891	5 971
1994	1 821		147	2 116	2 004	6 088
1995	1 896		147	2 140	2 098	6 281
1996	1 982		152	2 149	2 230	6 513
1997	1 986		149	2 228	2 275	6 638
1998	1 883		145	2 333	2 083	6 444
1999	1 798		140	2 294	1 994	6 226
2000	1 764		137	2 262	2 027	6 191
2001	1 781		139	2 258	2 100	6 278
2002	1 897		137	2 302	1 991	6 327
2003	1 889		138	2 290	1 924	6 241
2004	1 818		133	2 271	1 864	6 086
2005	1 772		134	2 240	1 819	5 964
2006	1 731		132	2 230	1 677	5 770
2007	1 740		130	2 255	1 773	5 898
2008	1 700		119	2 252	1 743	5 813
2009	1 706		110	2 227	1 706	5 748
2010	1 763		111	2 232	1 722	5 828
2011	1 819		115	2 218	1 746	5 898
2012	1 731		110	2 173	1 733	5 748
2013	1 632		106	2 151	1 722	5 611
2014	1 643		106	2 159	1 708	5 616
2015	1 668		106	2 183	1 751	5 708
2016	1 680		109	2 209	1 707	5 705
2017	1 664		108	2 178	1 714	5 663
2018	1 698		107	2 183	1 787	5 775
2019	1 661		108	2 260	1 757	5 786
2020	1 670		108	2 272	1 731	5 780
2021	1 660		109	2 251	1 685	5 705
2022	1 584		105	2 188	1 555	5 432
2023	1 514		98	2 092	1 590	5 294
2024	1 504		93	2 116	1 791	5 504
% 24/23	-0,7		-4,7	1,2	12,6	4,0

⁽¹⁾ Production indigène brute (P.I.B.) = abattages contrôlés redressés + solde du commerce extérieur de tous les animaux vivants

*Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 2 : Consommation indigène brute⁽²⁾

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL
1970	1 133	387	151	1 551	616	3 838
1980	1 408	359	225	1 904	860	4 756
1981	1 364	350	232	1 930	884	4 760
1982	1 339	358	241	1 916	901	4 755
1983	1 356	360	244	1 950	942	4 852
1984	1 388	373	248	1 972	934	4 915
1985	1 395	357	255	1 949	963	4 919
1986	1 397	362	265	1 979	1 019	5 022
1987	1 396		280	2 032	1 031	4 739
1988	1 369	326	287	2 106	1 087	5 175
1989	1 401	305	300	2 008	1 183	5 197
1990	1 371	314	313	2 010	1 244	5 252
1991	1 391	317	321	2 023	1 246	5 298
1992	1 390	314	321	2 057	1 231	5 313
1993	1 648		317	2 076	1 222	5 263
1994	1 586		312	2 089	1 287	5 274
1995	1 625		309	2 083	1 315	5 332
1996	1 539		309	2 097	1 473	5 418
1997	1 568		298	2 071	1 457	5 394
1998	1 615		296	2 238	1 453	5 608
1999	1 593		298	2 167	1 443	5 501
2000	1 561		307	2 136	1 286	5 290
2001	1 532		259	2 169	1 409	5 369
2002	1 698		273	2 186	1 361	5 518
2003	1 672		264	2 195	1 354	5 486
2004	1 665		263	2 150	1 360	5 437
2005	1 670		262	2 128	1 348	5 407
2006	1 643		261	2 135	1 357	5 396
2007	1 669		251	2 182	1 450	5 552
2008	1 644		243	2 171	1 470	5 528
2009	1 643		233	2 144	1 474	5 495
2010	1 680		233	2 142	1 529	5 570
2011	1 653		214	2 104	1 538	5 508
2012	1 625		209	2 110	1 571	5 516
2013	1 579		203	2 104	1 577	5 463
2014	1 585		204	2 167	1 628	5 583
2015	1 572		195	2 208	1 681	5 656
2016	1 549		190	2 182	1 713	5 634
2017	1 532		188	2 180	1 745	5 645
2018	1 562		188	2 201	1 855	5 806
2019	1 544		188	2 131	1 888	5 752
2020	1 501		180	2 111	1 891	5 684
2021	1 499		177	2 142	1 914	5 732
2022	1 510		179	2 161	1 910	5 760
2023	1 456		171	2 078	1 966	5 672
2024	1 429		166	2 116	2 166	5 877
% 24/23	-1,9		-2,7	1,8	10,2	3,6

À partir de 1995, les consommations avec DOM incluses.

⁽²⁾ Consommation indigène brute (C.I.B.) = abattages contrôlés redressés - solde du commerce extérieur de viandes + variation de stock de viandes entre le premier et le dernier jour de l'année considérée

*Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 3 : Consommation annuelle moyenne par habitant

kgec/hab	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL	Nb hab. (millions)
1970	22,4	7,6	3,0	30,7	12,1	75,8	50,5
1980	26,1	6,7	4,1	35,5	16,0	88,4	53,9
1981	25,2	6,5	4,3	35,6	16,3	87,9	54,2
1982	24,6	6,6	4,4	35,2	16,5	87,3	54,5
1983	24,8	6,6	4,4	35,6	17,2	88,6	54,8
1984	25,3	6,8	4,5	35,9	17,0	89,5	55,0
1985	25,3	6,5	4,6	35,3	17,5	89,2	55,3
1986	25,2	6,5	4,8	35,7	18,4	90,6	55,6
1987	25,1	6,5	5,0	36,5	18,5	91,6	55,8
1988	24,5	5,8	5,1	37,7	19,4	92,5	56,1
1989	24,9	5,3	5,3	35,7	21,0	92,2	56,3
1990	24,3	5,5	5,5	35,4	22,0	92,7	56,6
1991	24,5	5,5	5,6	35,5	21,9	93,0	56,9
1992	24,3	5,4	5,6	35,9	21,5	92,7	57,2
1993	28,0		5,4	36,0	20,8	90,1	58,9
1994	26,8		5,3	36,1	21,8	90,0	59,1
1995	27,4		5,2	35,1	22,2	89,9	59,3
1996	25,9		5,2	35,2	24,7	91,0	59,5
1997	26,3		5,0	34,7	24,4	90,3	59,7
1998	26,9		4,9	37,4	24,2	93,6	59,9
1999	26,5		5,0	36,0	24,0	91,4	60,2
2000	25,8		5,1	35,3	21,2	87,4	60,5
2001	25,1		4,2	35,6	23,1	88,0	61,0
2002	27,6		4,4	35,6	22,2	89,8	61,4
2003	27,0		4,3	35,5	21,9	88,7	61,9
2004	26,7		4,2	34,5	21,8	87,3	62,3
2005	26,6		4,2	33,9	21,5	86,1	62,8
2006	26,0		4,1	33,8	21,5	85,3	63,2
2007	26,2		3,9	34,3	22,8	87,2	63,6
2008	25,7		3,8	33,9	23,0	86,4	64,0
2009	25,5		3,6	33,3	22,9	85,4	64,4
2010	26,0		3,4	33,1	23,6	86,1	64,7
2011	25,4		3,3	32,4	23,7	84,8	65,0
2012	24,9		3,2	32,3	24,1	84,5	65,3
2013	24,1		3,1	32,1	24,0	83,3	65,6
2014	24,0		3,1	32,8	24,6	84,4	66,2
2015	23,6		2,9	33,2	25,3	85,1	66,5
2016	23,2		2,9	32,7	25,7	84,5	66,6
2017	22,9		2,8	32,6	26,1	84,5	66,8
2018	23,3		2,8	32,9	27,7	86,8	66,9
2019	23,0		2,8	31,7	28,1	85,6	67,2
2020	22,2		2,7	31,3	28,0	84,2	67,5
2021	22,1		2,6	31,6	28,3	84,6	67,7
2022	22,2		2,6	31,8	28,1	84,8	68,0
2023	21,4		2,5	30,5	28,8	83,2	68,2
2024	20,9		2,4	30,9	31,7	85,9	68,4
% 24/23	-2,3		-3,0	1,5	9,8	3,3	0,3

À partir de 1995, les consommations avec DOM incluses.

*Redressement des séries porcines de 1989 à 1994, ancienne présentation avec panne, rognons et diaphragme

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 4 : Taux d'auto-approvisionnement (PIB/CIB x 100)

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Volailles	TOTAL
1970	109,0	100,5	77,5	84,1	103,4	95,9
1980	110,8	112,8	80,0	82,5	130,8	101,8
1981	118,3	105,7	78,9	82,9	140,0	105,1
1982	112,3	108,7	80,9	82,0	147,9	105,0
1983	113,6	110,3	76,2	80,2	136,3	102,5
1984	122,8	112,1	74,6	79,9	133,8	104,4
1985	118,4	108,4	73,3	80,6	131,4	102,9
1986	119,9	108,8	67,5	80,4	130,0	102,8
1987	124,7		64,3	81,0	136,6	113,2
1988	120,7	107,7	61,0	84,5	133,2	104,4
1989	109,2	102,3	58,3	84,1	130,0	100,9
1990	116,6	99,7	56,5	85,9	133,8	104,4
1991	123,2	98,4	53,0	87,6	143,0	108,5
1992	126,8	100,6	48,6	90,4	149,5	111,7
1993	115,8		48,9	97,2	154,7	113,5
1994	114,8		47,1	101,3	155,8	115,4
1995	116,7		47,6	102,7	159,5	117,8
1996	128,8		49,2	102,5	151,4	120,2
1997	126,7		50,0	107,6	156,2	123,1
1998	116,6		48,8	104,0	143,3	114,9
1999	112,9		46,8	105,9	138,2	113,2
2000	113,0		44,8	105,9	157,6	117,0
2001	116,3		53,6	104,1	149,0	116,9
2002	111,8		50,1	105,3	146,3	114,7
2003	113,0		52,3	104,3	142,1	113,8
2004	109,2		50,6	105,6	137,0	111,9
2005	106,1		51,0	105,3	134,9	110,3
2006	105,4		50,6	104,4	123,5	106,9
2007	104,3		51,8	103,3	122,3	106,2
2008	103,4		48,9	103,7	118,5	105,2
2009	103,8		47,2	103,8	115,7	104,6
2010	104,9		50,7	104,2	112,6	104,6
2011	110,1		54,0	105,4	113,5	107,1
2012	106,5		52,9	103,0	110,3	104,2
2013	103,3		52,3	102,3	109,2	102,7
2014	103,6		52,0	99,6	104,9	100,6
2015	106,1		54,5	98,9	104,2	100,9
2016	108,5		57,1	101,3	99,6	101,3
2017	108,6		57,2	99,9	98,2	100,3
2018	108,7		57,2	99,2	96,3	99,5
2019	107,6		57,5	106,1	93,0	100,6
2020	111,2		59,9	107,6	91,5	101,7
2021	110,7		61,4	105,1	88,0	99,5
2022	104,9		59,0	101,2	81,4	94,3
2023	103,5		57,3	100,7	80,9	93,3
2024	104,2		56,1	100,0	82,7	93,4

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 5 : Indices des prix à la consommation (base 100 : moyenne 2015)

	Indice général des prix	Viandes	Viandes de bœuf et veau	Viandes d'ovin et de caprin	Viandes de porc	Volailles	Lait, fromage et œufs	Crème	Yaourts	Desserts lactés	Fromages et laits caillés	Œufs	Beurre
2000	79,9	71,2	65,5	60,2	70,5	63,4	84,2	87,2	94,6	101,5	82,8	83,1	82,7
2001	81,2	77,0	68,6	68,4	78,8	70,1	88,5	90,9	99,6	106,7	87,0	87,2	86,7
2002	82,8	78,3	69,6	71,8	77,3	71,1	90,7	93,1	101,7	109,2	89,1	89,4	88,2
2003	84,5	79,1	71,2	72,6	77,8	71,4	92,4	95,4	103,1	110,3	91,1	91,0	90,3
2004	86,3	80,9	74,2	74,8	79,1	74,2	92,7	96,0	103,1	108,7	91,6	91,3	90,3
2005	87,9	82,0	76,9	76,6	80,4	73,7	91,4	96,2	100,4	104,1	91,1	87,8	89,9
2006	89,3	83,7	80,4	79,0	83,0	74,6	91,4	93,4	99,6	105,1	91,2	86,0	89,6
2007	90,7	85,5	82,6	81,4	84,9	78,2	91,7	92,6	98,4	103,7	91,5	87,5	90,5
2008	93,2	89,3	86,2	85,2	87,5	87,0	100,7	103,9	106,4	109,7	99,5	99,5	99,9
2009	93,3	90,5	87,3	86,1	88,6	88,1	99,2	102,1	103,8	105,2	98,5	100,0	94,6
2010	94,7	90,9	88,1	87,5	88,6	88,5	97,8	101,5	101,0	104,1	97,4	99,6	94,2
2011	96,7	93,2	90,2	90,6	91,1	94,8	100,2	103,2	102,3	106,3	99,6	100,7	98,5
2012	98,6	96,1	94,1	93,9	95,3	97,2	101,5	105,3	103,9	107,9	100,3	104,2	99,3
2013	99,5	98,8	97,7	96,5	99,2	100,5	100,6	103,6	101,0	105,6	99,5	104,2	98,4
2014	100,0	99,6	99,0	98,6	100,2	100,7	101,3	103,2	101,2	103,0	101,2	102,4	99,5
2015	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2016	100,2	100,4	100,9	101,3	99,9	100,0	99,0	99,6	97,7	99,1	98,4	100,8	100,5
2017	101,2	101,5	102,1	103,6	101,4	100,6	99,2	100,1	98,1	99,0	98,3	101,4	105,3
2018	103,1	102,8	103,5	104,5	102,4	101,2	101,2	104,2	99,9	99,1	100,5	103,2	119,7
2019	104,2	105,4	104,9	106,7	105,3	103,5	103,7	108,2	102,6	100,3	103,3	105,8	129,0
2020	104,7	108,2	106,7	108,6	110,2	104,4	103,9	108,8	102,8	100,1	103,5	105,8	129,0
2021	106,5	109,2	108,5	111,7	109,2	107,3	104,1	108,8	102,1	99,8	103,9	105,6	128,5
2022	112,0	117,8	118,2	122,5	116,0	120,0	112,4	117,5	109,4	107,9	112,3	114,6	142,9
2023	117,5	130,5	127,3	131,0	127,0	130,8	130,8	140,3	127,7	128,7	129,6	131,4	167,5
2024	119,8	130,8	128,8	134,7	128,8	127,8	132,1	143,4	129,0	128,4	131,1	130,6	171,2
% 24/23	2,0	0,3	1,1	2,8	1,5	-2,3	1,0	2,2	1,1	-0,3	1,1	-0,6	2,2

Source : FranceAgriMer d'après Insee

Tableau 6 : Bilan dans le secteur bovin 1980-2024

	1980	1990	2000	2010	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Cheptel (1) (1 000 têtes)	23 570	21 377	20 216	19 842	19 432	18 737	18 470	18 200	17 863	17 416	17 039	16 794	-1,4
dont - vaches laitières	7 452	5 489	4 424	3 748	3 552	3 512	3 471	3 403	3 331	3 266	3 167	3 103	-2,0
- vaches nourrices	2 753	3 595	4 071	4 204	4 259	4 141	4 075	4 039	3 984	3 893	3 793	3 742	-1,3
Abattages redressés (1 000 têtes)	7 852	6 672	5 476	5 121	4 649	4 681	4 562	4 512	4 487	4 279	4 059	4 011	-1,2
dont veaux	3 219	2 343	1 891	1 503	1 261	1 269	1 258	1 211	1 200	1 119	1 052	1 010	-3,9
Abattages redressés (1 000 tec)	1 838	1 679	1 528	1 558	1 447	1 470	1 432	1 440	1 430	1 365	1 305	1 304	-0,1
dont veaux	307	277	241	207	181	183	184	178	178	164	154	147	-4,3
Production indigène brute (1 000 tec)	1 965	1 912	1 764	1 763	1 664	1 698	1 661	1 670	1 660	1 584	1 511	1 502	-0,6
Achats publics (1 000 tec)	106	65	11										
stock fin d'année (1 000 tec)	85	60	25										
variation de stock (1 000 tec)	16	41	0										
Consommation indigène brute (1 000 tec)	1 775	1 685	1 561	1 680	1 532	1 562	1 544	1 501	1 499	1 510	1 456	1 429	-1,9
Exportations (1 000 tec)	451	618	549	498	459	476	467	461	485	467	426	443	4,1
- animaux vivants	141	191	256	213	221	234	238	239	238	225	211	205	-3,1
- viandes fraîches	158	241	225	248	196	201	193	183	193	189	171	185	8,4
- viandes congelées	139	176	50	27	24	23	20	22	34	31	29	36	24,3
- viandes transformées	13	10	18	10	18	17	15	18	21	21	15	17	17,9
Importations (1 000 tec)	277	432	347	415	328	340	350	292	325	393	370	370	0,0
- animaux vivants (2)	14	32	19	8	4	6	9	9	8	6	5	7	29,5
- viandes fraîches	242	377	278	302	210	212	221	177	201	243	236	236	-0,3
- viandes congelées	17	18	38	86	97	102	97	85	89	115	102	100	-1,5
- viandes transformées	4	5	12	19	16	20	22	21	26	29	27	27	2,0
Solde commerce extérieur													
- 1 000 tec	174	186	202	83	131	136	117	169	161	74	56	73	31,3
- millions (2)	2 873	4 490	1 001	604	897	958	860	1 026	924	634	617	815	32,1

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente ; nouvelle série à partir de l'enquête de décembre 2009

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

(3) Hors reproducteurs

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Tableau 7 : Prix* à la production dans le secteur bovin 1980-2024

	1980	1990	2000	2010	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Veaux de 8 jours à 3 semaines													
- Engraissement 45-50 kg (€/tête)	-	1 134,0	186,7	114,9	90,0	95,4	72,2	63,5	64,8	75,2	81,8	99,4	21,5
- Veaux mâles croisés légers (€/tête)		2 096,0	2 146,8	275,5	259,0	275,1	241,6	222,4	224,0	*	*	*	*
- Veaux mâles croisés laitiers R (€/tête)										209,3	245,1	270,2	*
- Veaux mâles croisés mixtes R (€/tête)										291,7	326,0	371,8	*
Veaux de boucherie													
- Prix moyen pondéré (€/kg vif)	11,24	20,73	5,31	5,69	5,63	5,69	5,35	5,34	5,69	6,50	6,84	6,98	2,3
- Veau sous la mère : rosé clair U Grand Sud (€/kg vif)					8,06	8,27	8,35	8,38	8,52	8,70	9,29	9,74	4,8
Animaux maigres													
(mâles 6-12 mois) (€/kg vif)													
- Limousin U - 350 kg					2,61	2,72	2,71	2,61	2,59	3,22	3,55	3,94	11,0
- Charolais U - 350 kg					2,64	2,76	2,71	2,63	2,62	3,32	3,49	3,79	8,6
- Croisé R - 300 kg					2,46	2,66	2,61	2,47	2,42	2,98	3,61	4,00	10,8
Animaux finis (€/kg net)													
- Prix moyen pondéré gros bovins			2,80	2,96	3,60	3,56	3,56	3,54	3,81	4,97	5,16	5,19	0,6
- Cotation													
- boeuf R3	16,23	23,50	3,01	3,15	3,74	3,66	3,67	3,69	3,86	5,02	5,34	5,34	0,0
- boeuf O3	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,25	3,23	3,13	3,38	4,73	4,87	4,67	-4,1
- génisse U3	18,22	27,95	3,72	3,87	4,53	4,48	4,49	4,54	4,75	5,45	5,85	5,99	2,4
- jeune bovin O3	14,46	20,84	2,51	2,73	3,30	3,35	3,29	3,23	3,43	4,69	4,91	4,78	-2,6
- jeune bovin R3	15,34	22,06	2,84	3,14	3,83	3,78	3,80	3,69	3,92	5,03	5,24	5,31	1,2
- jeune bovin U3	16,08	23,33	3,04	3,40	4,01	3,95	3,98	3,86	4,09	5,15	5,37	5,45	1,5
- vache O3	13,47	19,06	2,46	2,65	3,22	3,19	3,16	3,06	3,34	4,70	4,78	4,59	-3,9
- vache R3	15,25	22,21	2,95	3,19	3,81	3,73	3,79	3,89	4,12	5,11	5,43	5,50	1,3
- vache U3	17,05	25,71	3,39	3,69	4,47	4,37	4,40	4,47	4,73	5,47	5,85	6,03	3,1

*Les prix sont exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

Source : FranceAgriMer

Tableau 8 : Bilan dans le secteur des ovins-caprins 1980-2024

	1980	1990	2000	2010	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Cheptel (1) (1 000 têtes)														
Ovins	12 969	11 495	9 510	7 528	7 056	7 156	6 877	7 166	7 105	6 999	6 995	6 597	6 576	-0,3
dont brebis mères + agnelles saillies	9 157	8 662	7 391	5 770	5 370	5 354	5 213	5 405	5 329	5 125	5 138	4 833	4 804	-0,6
Caprins	1 125	1 022	1 075	1 318	1 250	1 199	1 213	1 252	1 242	1 414	1 388	1 307	1 275	-2,4
Abattages redressés (1 000 têtes)	10 706	11 262	8 457	6 260	6 114	5 967	5 980	5 951	5 863	5 905	5 749	5 318	5 036	-5,3
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	17,6	17,2	16,6	17,4	17,7	17,8	17,9	17,9	18,0	18,3	18,1	18,1	17,9	-0,7
Abattages redressés (1 000 tec)	188	194	140	109	108	106	107	107	106	108	104	96	90	-6,0
Production indigène brute (1 000 tec)	180	177	137	111	109	108	107	108	108	109	105	98	93	-4,7
Consommation indigène brute (1 000 tec)	225	313	307	219	190	188	188	188	180	177	179	171	166	-2,7
Exportations (1 000 tec)	1	17	19	19	15	16	15	15	15	45	48	55	51	-6,3
- animaux vivants	0	10	8	8	4	4	3	4	5	5	5	5	5	-4,1
- viandes fraîches	1	6	8	8	8	9	9	8	7	37	40	47	43	-7,3
- viandes congelées	0	1	3	4	3	3	2	3	2	3	3	3	3	4,6
Importations (1 000 tec)	46	153	188	127	97	96	95	95	87	113	122	128	124	-2,7
- animaux vivants	8	27	10	5	4	3	3	2	3	4	3	4	2	-38,5
- viandes fraîches	34	113	146	94	75	76	74	76	70	96	100	110	106	-3,5
- viandes congelées	4	13	31	28	18	18	19	17	14	13	19	14	16	12,0
Solde commerce extérieur														
- 1 000 tec	-45	-136	-169	-108	-82	-80	-80	-80	-72	-68	-73	-73	-73	
- millions	-820	-2 466	-520	-471	-427	-420	-410	-389	-412	-453	-525	-500	-562	
Prix à la production (2)														
cotation nationale (€/kg net)	19,94	21,93	4,26	5,81	6,22	6,21	6,30	6,17	6,73	7,36	7,98	8,26	9,38	13,6

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Tableau 9 : Bilan dans le secteur du porc 1980-2024

	1980	1990	2000	2011	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Cheptel ⁽¹⁾ (1 000 têtes)	11 353	12 276	15 993	13 837	13 315	13 044	13 240	13 211	12 987	12 660	12 146	11 802	-2,8
dont truies	1 222	1 180	1 467	1 144	1 001	979	955	943	931	907	879	848	-3,5
Abattages redressés (1 000 têtes)	19 599	21 304	26 967	25 074	23 408	23 503	23 559	23 299	23 320	22 983	21 879	21 947	0,3
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	85,9	83,6	85,9	89,6	93,0	92,9	93,5	94,4	94,6	93,7	94,4	95,2	0,8
Abattages redressés (1 000 tec)	1 683	1 780	2 317	2 225	2 178	2 183	2 202	2 202	2 205	2 154	2 065	2 089	1,2
Production indigène brute													
(1 000 tec)	1 570	1 727	2 262	2 218	2 178	2 183	2 260	2 272	2 251	2 188	2 092	2 116	1,2
Variation de stock (1 000 tec)	0	0	-6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Consommation indigène brute													
(1 000 tec)	1 905	2 010	2 136	2 104	2 180	2 201	2 131	2 111	2 142	2 161	2 081	2 116	1,7
Exportations (1 000 tec)	93	223	653	778	638	641	711	722	736	668	618	626	1,2
- animaux vivants	16	13	17	79	50	57	64	77	66	35	29	33	13,5
- viandes fraîches	9	79	216	306	271	291	298	278	199	216	223	207	-7,2
- viandes congelées	16	53	209	203	172	159	202	218	312	264	226	240	6,2
- charcuterie	24	55	167	122	112	99	99	104	108	115	107	111	3,6
- graisses	28	23	45	69	33	35	48	48	52	37	34	35	4,5
Importations (1 000 tec)	430	507	527	593	582	603	579	556	607	641	605	615	1,6
- animaux vivants	129	67	24	9	3	0	3	3	3	3	3	3	0,0
- viandes fraîches	178	222	266	294	251	261	231	221	223	233	245	251	2,5
- viandes congelées	71	86	82	100	94	91	91	84	97	93	71	86	20,7
- charcuterie	40	91	113	162	190	214	218	217	248	274	253	240	-5,0
- graisses	12	41	42	28	45	37	36	35	37	38	34	35	3,5
Solde commerce extérieur													
- 1 000 tec	-337	-284	126	185	56	38	133	166	129	27	116	1	
- millions (hors abats)	-3 218	-4 079	136	-75	-337	-381	-188	-94	-165	-131	-341	-380	
Prix à la production ⁽²⁾													
cotation classe U (€/kg net)	8,02	10,94											
cotation classe S (€/kg net)			1,40	1,47	1,57	1,39	1,67	1,59	1,52	1,91	2,28	2,12	

⁽¹⁾ Enquêtes de décembre de l'année précédente.

⁽²⁾ Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Tableau 10 : Bilan dans le secteur des volailles principales⁽¹⁾ 1980-2024

	1980	1990	2000	2010	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Animaux finis prêts à l'abattage (millions de têtes)	740	993	999	942	926	935	910	893	865	818	818	884	8
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	1,515	1,68	2,03	1,79	1,79	1,84	1,86	1,87	1,88	1,84	1,87	1,94	4
Animaux finis prêts à l'abattage (1 000 tec)	1 122	1 660	1 990	1 687	1 660	1 724	1 694	1 670	1 625	1 501	1 528	1 713	12
Production indigène totale (1 000 tec)	1 124	1 665	2 027	1 722	1 714	1 787	1 757	1 731	1 685	1 555	1 590	1 791	13
Variation de stock (1 000 tec)	1	-35	-22	-3	-5	0	-2	8	3	-12	10	-5	
Consommation indigène brute (1 000 tec)	860	1 244	1 286	1 529	1 745	1 855	1 888	1 891	1 914	1 909	1 966	2 166	10
Exportations (1 000 tec)	290	528	958	677	621	616	566	510	552	510	495	539	9
- animaux vivants	7	13	48	54	81	102	98	94	92	74	84	94	12
- viandes	283	515	910	622	540	514	468	416	461	436	411	445	8
Importations (1 000 tec)	22	72	194	472	623	648	664	637	757	839	860	891	4
- animaux vivants	3	8	8	11	2	3	2	3	6	7	2	1	-27
- viandes	19	64	185	461	621	646	662	634	752	832	859	890	4
Solde commerce extérieur													
- 1 000 tec	268	456	764	204	-2	-33	-98	-127	-205	-329	-366	-352	
- millions de francs // d'euros	1 545	4 455	1 196	276	-114	-169	-254	-332	-254	-333	-1 102	-1 101	

⁽¹⁾ Gallus, canards, dindes, oies, pintades

⁽²⁾ Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Tableau 11 : Bilan dans le secteur des oeufs 1990-2024

	1990	2000	2010	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	% 24/23
Production d'œufs à couvrir (1 000 téoc)	73	81	79	82	81	78	75	73	70	66	66	67	2
Production d'œufs de consommation (1 000 téoc)	829	957	868	872	910	871	827	944	970	944	950	945	-1
Consommation alimentaire (1 000 tec)	852	936	889	867	903	872	829	931	941	972	966	958	-1
Exportations (1 000 tec)	51	117	124	138	142	135	131	128	136	119	114	137	20
- œufs coquilles	34	39	33	28	24	20	21	32	34	20	18	16	-9
- ovoproduits	0	71	81	97	101	96	94	96	102	98	96	120	26
Importations (1 000 tec)	73	98	146	137	140	138	144	134	126	164	138	154	12
- œufs coquilles	40	59	71	62	68	61	63	56	47	69	62	72	17
- ovoproduits	0	37	73	71	69	74	78	77	79	95	76	82	7
Solde commerce extérieur œufs et ovoproduits (1 000 téoc)	-22	19	22	1	2	-3	-13	-6	10	-46	-30	-18	

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

LES DONNÉES

Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles - Bilan 2024 - Perspectives 2025
édition février 2025



Directeur de la publication : Martin Gutton
Rédaction : direction Marchés, études et prospective
Conception et réalisation : service Communication / Impression : service Arborial
Photographie : ©Xavier Remonginagriculture.gouv.fr
Édition en ligne : ISSN 2803-080X / Édition imprimée : ISSN 2729-1464

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex
Tél. : 01 73 30 30 00 — www.franceagrimer.fr

 FranceAgriMer
 @FranceAgriMerFR